

LA
RÉFORME AGRAIRE EN GRÈCE
AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences économiques et politiques)

Présentée et soutenue le 11 Juin 1932

PAR

Babis B. ALIVISATOS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. W. OUALID, Professeur.

Suffragants { M. C. PERREAU } *Professeurs*
 { M. R. PICARD }

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, Rue de Maubeuge, 45

PARIS

—
1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THESE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

LA

RÉFORME AGRAIRE EN GRÈCE

AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences économiques et politiques)

Présentée et soutenue le 11 Juin 1932

PAR

Babis B. ALIVISATOS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. W. OUALID, Professeur.

Suffragants { M. C. PERREAU } *Professeurs*
 { M. R. PICARD }

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, Rue de Maubeuge, 45

PARIS

—
1932

UNIVERSITEIT DE L'ARMÉE - FACULTÉ DE DROIT

RECHERCHES AGRARIENNES ET FORESTIÈRES
DE L'INSTITUT DE L'ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT



A LA MEMOIRE DE MON PERE

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	IX-XIII
BIBLIOGRAPHIE	XV-XXVIII
AVANT-PROPOS	1-2

PREMIÈRE PARTIE

EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA GRECE DEPUIS CENT ANS

CHAPITRE PREMIER. — Structure économique de la Grèce	3-21
---	------

I. — Traits caractéristiques de l'activité économique nationale ; importance de l'agriculture. — II. — Evolution économique de la Grèce au cours du XIX^e siècle ; évolution industrielle. — III. — Etat actuel de l'industrie — IV. — Causes qui rendent difficile le développement industriel du pays.

CHAPITRE II. — La balance commerciale de la Grèce et le commerce des produits agricoles	22-38
--	-------

I. — Traits caractéristiques du commerce extérieur de la Grèce. — II. — Le commerce d'exportation ; place occupée par les produits agricoles. — III. — Le commerce d'importation. — IV. — Modifications survenues dans l'ensemble de la balance commerciale depuis la guerre mondiale.

CHAPITRE III. — Les facteurs de l'évolution agricole de la Grèce. La nature	39-48
--	-------

I. — Importance des facteurs physiques dans la production agricole. — II. — Position géographique et formation géologique de la Grèce. — III. — Le régime des eaux et le climat. — IV. — Conditions désavantageuses dans lesquelles se développe l'agriculture. — V. — La configuration du sol et le problème des transports.

CHAPITRE IV. — **Les autres facteurs de l'évolution agricole : le capital foncier, les capitaux mobiliers et le travail**

49-75

I. — Le capital foncier de la Grèce. — II. — La répartition économique du *territoire agricole*. — III. — Les capitaux mobiliers. — IV. — Le travail. L'évolution démographique de la Grèce.

CHAPITRE V. — **L'évolution historique du régime agraire en Grèce depuis l'Empire Byzantin jusqu'à la fin de la domination turque**

76-98

I. — L'évolution de la propriété foncière en Byzance. — II. — L'évolution de la propriété rurale pendant la domination ottomane. — III. — La répartition de la propriété foncière après la conquête turque. — IV. — Conditions sociales des classes rurales sous le régime turc et les réformes du XIX^e siècle.

DEUXIÈME PARTIE

LES REFORMES AGRAIRES DEPUIS LA
REVOLUTION NATIONALE
JUSQU'A LA VEILLE DE LA GUERRE MONDIALE

PREMIERE PERIODE

La colonisation intérieure (1821-1871)

CHAPITRE VI. — **La propriété foncière en Grèce et la Révolution Nationale**

100-117

I. — Les problèmes agraires et la Révolution ; affranchissement de la propriété foncière et constitution des *biens nationaux*. — II. — Conséquences de l'abolition du régime foncier turc. — III. — La politique suivie en matière des *biens nationaux*. — IV. — Mode d'exploitation des biens nationaux. — V. — Critiques adressées à la politique agraire de la Révolution.

CHAPITRE VII. — **Distribution des biens nationaux et colonisation agricole (1833-1871) ...** 118-130

I. — L'état économique et social de la Grèce au lendemain de son indépendance. — II. — Distribution des terres aux anciens combattants. — III. — La colonisation agricole. — IV. — La vente des biens nationaux dans des fins fiscales. — V. — Importance de l'œuvre accomplie dans cette période.

DEUXIEME PERIODE

La réforme agraire avant la guerre mondiale (1881-1914)

CHAPITRE VIII. — **La question agraire en Thessalie et dans le département de l'Arta 133-152**

I. — Structure économique et agricole de ces régions. — II. — La répartition de la propriété foncière. — Le métayage. — III. — Valeur économique et sociale du métayage. — IV. — Origines de la grande propriété dans les deux départements. — V. — Situation des métayers après leur libération du joug turc. — VI. — La politique agraire de l'Etat hellénique jusqu'à la veille de la guerre mondiale.

CHAPITRE IX. — **La question agraire dans les nouvelles provinces (Macédoine-Epire-Thrace) . 153-163**

I. — Structure économique et sociale de l'Epire ; causes de la concentration de la propriété rurale. — II. —

Structure agricole de la Macédoine ; répartition de la propriété foncière. — III. — Thrace Occidentale : son régime agraire. — IV. — Premières mesures législatives en faveur des paysans.

TROISIÈME PARTIE

LA QUESTION AGRAIRE DANS L'APRES-GUERRE ET LE PROBLEME DES REFUGIES

TROISIÈME PERIODE

La réforme agraire après la guerre

CHAPITRE X. — Causes de la réforme agraire. Valeur économique et sociale de la grande et de la petite propriété	165-201
---	---------

I. — Evolution de la controverse relative aux avantages de la grande propriété. — II. — Définition de la grande et de la petite propriété. — III. — Avantages et désavantages des différents types de propriété. — IV. — La petite exploitation paysanne et son rôle économique. — V. — Importance sociale et politique de la petite propriété.

CHAPITRE XI. — Evolution de la législation agraire depuis la guerre mondiale	202-236
--	---------

I. — Socialisme agraire et individualisme démocratique. — II. — Principes généraux régissant la réforme agraire en Grèce. — III. — Historique des lois agraires. — IV. — Analyse de la législation en vigueur. — V. — La solution de la question emphytéotique. — VI. — Le problème agraire aux Iles Ioniennes et sa solution.

CHAPITRE XII. — L'application de la réforme agraire et ses résultats	237-250
--	---------

I. — Etendue des terres partagées. — II. — Nature des terres expropriées et des lots paysans. — III. — Char-

ges économiques et financières résultant de la réforme agraire pour les paysans et pour l'Etat. — IV. — Les frais d'expropriation.

CHAPITRE XIII. — **La colonisation des réfugiés.....** 251-269

I. — Historique et données du problème. — II. La colonisation agricole des réfugiés. Difficultés rencontrées. Leur solution. Constitution de l'*Office Autonome pour l'établissement des réfugiés*. — III. — Comment la colonisation des réfugiés fut appliquée. — IV. — La colonisation au point de vue économique et financier. — V. — L'œuvre accomplie. Personnes établies ; terres distribuées. — VI. — Conséquences économiques de la colonisation des réfugiés.

CHAPITRE XIV. — **Le rôle du crédit et des coopératives agricoles en matière de réforme agraire** 270-286

I. — Premières tentatives pour l'organisation du crédit agricole (1861-1914). — II. — Evolution du mouvement coopératif et de l'organisation du crédit agricole depuis 1914. — III. — Organisation actuelle du crédit agricole Constitution de la *Banque Agricole de Grèce*. — IV. — Ce qui reste à faire en matière de crédit agricole.

CHAPITRE XV. — **Conséquences économiques et sociales de la réforme agraire. Ce qui reste à faire** 287-310

I — Grieffs adressés à la réforme agraire. Constitue-t-elle une violation des droits acquis ? II. — La diminution de la production agricole depuis 1922 est-elle imputable à la réforme agraire ? III. — Causes du faible rendement des exploitations paysannes. — IV. — Ce qui reste à faire pour compléter la réforme. — V. — Les effets démographiques, politiques et sociaux de la réforme agraire.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Bibliographie en français :

- ANDRÉADÈS (A.). — Les effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce. (Public. de la Dotation Carnegie), Paris, Les Presses Universitaires (s. d.).
- Les progrès économiques de la Grèce, Paris, F. Alcan, 1919.
 - Ali-Pacha de Tébélin, économiste et financier (extrait de la *Revue des Etudes Grecques*), Paris, 1912.
 - L'administration financière de la Grèce sous la domination turque, Paris, Leroux, 1910.
 - Une nouvelle expérience économique. La crise de surproduction des raisins secs de Corinthe (extrait de la *Revue Economique Internationale*, avril 1909).
 - La marine marchande grecque, Paris, Alcan, 1913 (extrait du *Journal des Economistes*).
- ANTONIADES. — Le développement économique de la Thrace, Athènes, 1922.
- ARGYROPOULOS (P.). — L'établissement des réfugiés en Grèce, *Rev. des Scienc. Polit.* avril-juin 1930.
- ARION (Const.). — Le *Georgikos Nomos* et le régime de la terre dans l'ancien droit romain jusqu'à la réforme de Constantin Mavrokordat, Paris, *Recueil Sirey*, 1929.
- AUGÉ-LARIBÉ (M.). — Grande ou petite propriété ? (thèse), Montpellier, 1902.
- Le paysan français après la guerre, Paris, Garnier, 1923.
 - Le problème agraire du socialisme. La viticulture industrielle du Midi de la France, Paris, Giard et Brière, 1907.
- BEAUJOUR (F.). — Tableau du commerce de la Grèce, formé d'après une année moyenne depuis 1787 jusqu'en 1797, Paris, Renouard, 1800.
- BELIN. — Du régime des fiefs militaires dans l'islamisme et principale-

- ment en Turquie, dans le *Journal Asiatique*, série 5, t. XV et XIX.
- BERTHOD (Aimé). — P.-J. Proudhon et la propriété. Un socialisme pour les paysans, Paris, Giard et Brière, 1910.
- BLUM (Léon). — Les congrès ouvriers et socialistes français, 2^e vol., Paris, 1901.
- BOCHARD (A.). — L'évolution de la fortune de l'Etat, Paris, Giard et Brière, 1910.
- BOISSONADE (P.). — Le travail dans l'Europe chrétienne au Moyen Age (v^e-xv^e siècle), nouv. édit., Paris, 1930.
- BORET (Victor). — Pour et par la terre, Paris, Payot, 1921.
- BOUKHARINE (N.). — La question agraire, Paris, l'*Humanité*, 1925.
— A. B. C. du Communisme, *ibid.*, 1925.
- BOULANGER. — Ambélakia ou les associations et les municipalités helléniques, Paris, 1775.
- BOURGUIN (Maurice). — Les systèmes socialistes et l'évolution économique, 3^e édit., Paris, Arm. Colin, 1925.
- BOYAZOGLU (A.). — Contribution à l'économie rurale de la Grèce d'après guerre, Paris, Berger-Levrault, 1931.
- BRISAUD (J.). — Le régime de la terre dans la société étatiste du Bas-Empire, Paris, Boccard, 1927.
- BRUN (H.). — Le domaine rural, Paris, édit. Spes, 1922.
- BRYAS (Madeleine DE). — Les peuples en marche. Les migrations politiques et économiques en Europe depuis la guerre mondiale, Paris, 1926.
- BUREAU. — Le homestead, Paris, 1897.
- CARAMANOS (J.). — Rapport sur la crise agricole en Grèce, publié dans *La crise agricole* (publ. de la S. d. N.), vol. I, Genève, 1931.
- CAZIOT (Pierre). — La terre à la famille paysanne, Paris, 1919.
- CHARITAKIS (G.). — Le mouvement industriel en Grèce pendant les années 1915-1925, article inséré dans le livre de M. ANDRÉADÈS : Les effets écon. et soc. de la guerre...
- CHAUVEAU (Dr) — Notes de culture mécanique, Paris, Baillière et fils, 1917.
— Le remembrement de la propriété rurale, *ibid.*, 1918.
- COMPÈRE-MOREL. — Le socialisme agraire, Paris, Rivière, 1920.
- DÉIMÉZIS (Ad.). — Situation sociale créée en Grèce à la suite de l'échange des populations, Paris, 1927.

- DETTILLIS (P.). — La reconstruction financière de la Grèce et la Société des Nations, Paris, 1929.
- DIEHL (Charles). — Byzance, Paris, 1919.
- Histoire de l'Empire Byzantin, 9^e édit., Paris, 1924.
- DRIAULT et LHERITIER. — Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours, Paris, les Presses Universitaires, 1925-1926.
- EVELPIDIS (C.). — Les Etats Balkaniques, Paris, Rousseau, 1930.
- La réforme agraire en Grèce (broch.), Athènes, 1926.
- FERRADOU. — Des biens des monastères à Byzance, Bordeaux, 1896.
- FOVILLE (A. DE). — Etudes économiques et sociales sur la propriété foncière. Le morcellement, Paris, Guillaumin, 1885.
- GATTI (P.). — Le Socialisme et l'Agriculture, Paris, Giard et Brière, 1902.
- GERNET. — L'approvisionnement d'Athènes en blé au v^e et iv^e siècle, Paris, 1909.
- GIDE (Charles). — Cours d'Economie Politique, 10^e édit., II tomes, Paris, *Recueil Sirey* 1930-31.
- GIRAULT. — Le morcellement parcellaire en France, *Rev. d'Econ. Polit.* de 1920.
- GONNARD (R.). — Essai sur l'histoire de l'émigration, Paris, 1928.
- HERRENSCHWAND. — Discours sur la division des terres dans l'agriculture, Londres, 1786 et 1790.
- HITIER (Henri et Joseph). — Les problèmes actuels de l'agriculture, Paris, Payot, 1923.
- HITIER (Joseph). — L'agriculture moderne et sa tendance à s'industrialiser, série d'articles dans la *Revue d'Economie Politique*, 1^{er} semestre, 1901.
- IVERNOIS (Francis D'). — Matériaux pour aider à la recherche des effets passés, présents et futurs du morcellement de la propriété foncière en France, Genève et Paris, 1826.
- IVSIC (Milan). — Les problèmes agraires en Yougoslavie, Paris, 1926.
- JARDÉ (Auguste). — Les céréales dans l'antiquité grecque, Paris, Boccard édit., 1925.
- JOBLIN. — Le remembrement de la propriété en France (thèse), Paris, 1917.
- JOUSSE (Pierre). — Les tendances de réformes agraires dans l'Europe Centrale, l'Europe Orientale et l'Europe Méridionale, Niort, 1925.

- KAPSALIS (Th.). — La balance des comptes de la Grèce, Lausanne-Genève, Payot, 1927.
- KOMOR (Mathias). — La réforme agraire en Hongrie, Paris, Jouve, 1929.
- LAPIDUS et OSTROVITIANOV. — Précis d'économie politique. L'économie politique et la théorie de l'économie soviétique, Paris, Edit. Sociales Internationales, 1929.
- LANDRY (Ad.). — L'utilité sociale de la propriété individuelle, Paris, 1901.
- LAUR (Ernest). — Economie rurale. De la petite et moyenne culture, Lausanne-Genève, Payot, 1924.
- LAVERGNE (Léonce DE). — Essai sur l'économie rurale de l'Angleterre, etc., 5^e édit., Paris, 1882.
- LAZAR (Horace). — Etude Jurid. de la Réforme Agraire Roumaine, Paris, 1930.
- LEFEUVRE-MÉAULLE (H.). — La Grèce économique et financière, Paris, 1916.
- LEROY-BEAULIEU (P.). — Le collectivisme. Examen critique du nouveau régime socialisme, Paris, Guillaumin, 1884.
- Essai sur la répartition des richesses et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions, 3^e édit., Paris, Guillaumin, 1888.
- MALTHUS. — Essai sur le principe de la population. Trad. Pierre et Guillaume Prévost (de Genève), 2^e édit., Paris, Guillaumin, 1852.
- MANTOUX (Paul). — La révolution industrielle au XVIII^e siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre, Paris, 1906. (Trad. angl. remaniée, Londres, 1928).
- MANZOUR (Imbrahim). — Mémoires sur la Grèce et l'Albanie pendant le gouvernement d'Ali-Pacha, Paris, 1827.
- MARIOLOPOULOS. — Etude sur le climat de la Grèce, Paris, 1925.
- MARIORAS (Georges). — Précis et esprit de la question agricole de Corfou, Corfou, 1868.
- MATTHAËI. — Les progrès du machinisme dans l'agriculture, dans la *Revue Internationale du Travail*, mars 1931.
- MIRKINE-GUETZEVITCH. — Les Constitutions de l'Europe Nouvelle, 2^e édit., Paris, Delagrave, 1930.

- MONNIER (Henri). — « L'épibolé » dans la *Nouvelle Revue Historique*, années 1892, 1894, 1895.
- Méditations sur la constitution « ékatéro » et le jus poenitendi, *ibid.*, 1900.
- MONTREUIL. — Histoire du droit Byzantin, 3 vol., Paris, 1840.
- MYLONAS (Al.). — Le mouvement coopératif en Grèce, dans les *Annales de la Mutualité et de la Coopération agricoles*, Paris, 1919.
- NITTI (Fr.). — Principes de science de Finances. Trad. fr. de M. Freund, Paris, Giard, 1928.
- La population et le système social, Paris, Giard et Brière, 1897.
- NOGARO (B.) et OUALID (W.). — L'évolution du commerce, du Crédit et des Transports, depuis 150 ans, Paris, F. Alcan, 1914.
- OBLATH (Attilio). — La politique italienne d'émigration et de colonisation dans la *Revue Intern. du Travail*, n° 6, juin 1931.
- Office Autonome pour l'établissement des réfugiés. — Rapports trimestriels communiqués au Conseil de la S. d. N. du 6 mars 1924 au 25 août 1930 (public. de la S. d. N.).
- OHSSON. — Tableau général de l'Empire Ottoman, 1824.
- OUALID (William). — Cours sur l'émigration, années 1928-1929.
- La petite propriété rurale chez les peuples. Les idées, les faits, les lois (concours d'agrégation), Paris, *Recueil Sirey*, 1908.
- L'émigration moderne. Les solutions internationales du problème de l'émigration. Public. du *Progrès de la législation du Travail*, Madrid, 1924.
- PADE (W.). — De la législation foncière ottomane, 1904.
- PADEL et STEG. — De la législation foncière ottomane, Paris, 1904.
- PALLIS (Al.). — Les effets de la guerre sur la population de la Grèce, dans l'ouvrage de M. ANDRÉADÈS : Les effets économ. et soc. de la guerre etc.
- PASSY (H.). — Des systèmes de culture en France et de leur influence sur l'économie sociale, Paris, Guillaumin, 1852.
- PATRIARCHE et ESQUELIN. — Traité du domaine de l'Etat, édit. 1906.
- PERTOUNTZI (Constantina). — Les coopératives agricoles de production et de vente en Grèce (thèse), Paris, 1931.
- PERRÉAU (Camille). — Cours d'Economie Politique, 4^e édit., II tomes, Paris, 1928-1930.
- PETRINI (Emile). — La réforme agraire en Roumanie, dans la *Revue Intern. d'Agriculture*, Paris, 1931.

- PHILIPPOVICH (Eug.). — La politique agraire. (Trad. fr.), Paris, 1904.
- PLATON (Georges). — La démocratie et le régime fiscal.
- Observations sur le droit de « protimissis ». (Extrait de la *Revue générale du droit*), Paris, 1906.
- POLITIS (N.). — La situation économique de la Grèce, Athènes, 1923.
- POUQUEVILLE (F.-C.-H.-L.). — Histoire de la Régénération de la Grèce, 1825.
- Voyage de la Grèce, Paris, 1826-1827.
- Programme des Partis Ouvriers* en Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne, Paris, M. Rivière, 1931.
- RECY (DE). — Traité du domaine public, 1894.
- ROGER-GRAND. — Le domaine rural stable et organisé, Lyon, 1924.
- Le domaine rural et la réforme du régime successoral, Paris, 1925.
- ROLLEY et de VISME. — La Macédoine et l'Epire. (Extrait des *Annales de l'Institut Nat. Agronomique*), Paris, 1912.
- ROSCHER. — Traité d'économie politique rurale. Trad. Ch. Vogel, Paris, 1888.
- SÉFÉRADIÈS (Stelio). — L'échange des populations. (Extrait du *Recueil des Cours de l'Académie de Droit International*), Paris, 1929.
- SEUILLET (Fernand). — Le métayage (thèse), Paris, 1905.
- SCHMOLLER. — Principes d'Economie Politique, trad. G. Platon, Paris, 1905.
- SIMONIDE (B.). — La question agraire en Grèce, dans la *Revue d'Econ. Politique*, Paris, 1923, pp. 769 et suiv.
- L'Economie Rurale Grecque et la crise de la guerre mondiale, dans « Les effets de la Guerre etc. », de M. ANDRÉADÈS.
- La coopération agricole en Grèce, dans les *Annales de la Mutualité et de la Coopération agricoles*, Paris, 1923.
- SOCIÉTÉ DES NATIONS. — L'établissement des réfugiés en Grèce, Genève, 1926.
- SOUCHON (A.). — La propriété paysanne. Etude d'économie rurale, Paris, Larose, 1899.
- La crise de la main-d'œuvre agricole en France, Paris, 1914.
- TANCHEFF. — Rapport au Comité économique de la S. d. N. pour la crise agricole. Public. de la S. d. N. 1931.
- TESTAUD (G.). — Des rapports des puissants et des petits propriétaires ruraux dans l'Empire Byzantin au x^e siècle, Bordeaux, 1898.

THERRY (Ed.). — La Grèce actuelle au point de vue économique et social, Paris, 1905.

— La réforme agraire russe de 1906, Paris (s. d.).

THIERSCH. — De l'état actuel de la Grèce et des moyens d'arriver à sa restauration, 2 vol., Leipsig, 1833.

TORNAUW (Nicolas). — Le droit musulman exposé d'après les sources. Trad. fr. de Eschbach, Paris, 1860.

TRUCHY (H.). — Cours d'Economie Politique, II tomes, 3^e édit., Paris, *Recueil Sirey* 1927-28.

TSOUDÉROS (E.). — Le relèvement économique de la Grèce, Paris, Berger-Levrault, 1919.

VANDERVELDE (E.). — L'exode rural et le retour aux champs, Paris, F. Alcan, 1910.

— La question agraire en Belgique, Paris, 1902.

VIATOR. — La révolution agricole aux Etats-Unis et en U. R. S. S., dans la *Revue Politique et Parlementaire* du 10 janvier 1932.

VLEBERGH (Em.). — Eléments d'Economie Rurale non-technique, trad. du flamand, Brasschaet, 1922.

VOGUE (Melchior DE). — La Thessalie. Notes de voyage, dans la *Revue des Deux Mondes*, janvier 1879.

WAGNER. — Les fondements de l'Econ. Politique, trad. L. Polak, Paris, 1914.

WAUTERS (Art.). — La réforme agraire en Europe, Bruxelles, 1928.

WORMS (R.). — Recherches sur la constitution de la propriété dans les pays musulmans, dans le *Journal Asiatique*, série 3.

YOUNG. — Cours de droit ottoman, Paris (s. d.).

II. — Bibliographie en allemand :

AEREBOE. — Allgemeine landwirtschaftliche Betriebslehre, Berlin, 1923.

ARSILIANIAN (D.). — Das gesamte Recht des Grundeigenthums und das Erbrecht für alles Eigenthum in der Türkei, Wien, 1894.

BAUER (Otto). — Der Kampf um Wald und Weide, Wien, 1925.

BERSTEIN (Ed.). — Die Voraussetzungen des Sozialismus, Stuttgart, 1899.

BRENTANO. — Die Byzantinische Volkswirtschaft, Berlin, 1914.

— Agrarpolitik, 2. Aufl., Stuttgart, 1925.

- BÜCHER (Karl). — Die Entstehung des Volkswirtschaft, 16^e édit., Tübingen, 1922. Trad. franç. de M. Hansey : « Etudes d'histoire et d'Economie politique », Bruxelles-Paris, 1901.
- CANELLOPOULOS (Euthymios). — Das griechische Flüchtlingsproblem, dans la revue *Nord und Süd*, Berlin, juli 1927.
- CONRAD. — *Volkswirtschaftspolitik*, jena 1912.
- DAVID (Ed.). — Sozialismus und Landwirtschaft, 2. Aufl., Berlin, 1922.
— Zu Kautskys Kritik meines Agrarwerks, dans *Sozialistische Monatshefte* 1903.
- DÉCASOS. — Die Landwirtschaft in heutigen Griechenland, Altenburg, 1904.
- GRUNTZEL. — Agrarpolitik, Berlin und Leipzig, 1923.
- GURLAND. — Grundzüge der mahomedanischen Agrarverfassung und Agrarpolitik, Dorpat, 1907.
- GUTTMANN (Bernhard). — Tage in Hellas. Blätter von einer Reise, Frankfurt, 1924.
- HADZOPOULOS (A.). — Die Flüchtlingsfrage in Griechenland, Athen, 1927.
- HAMMER (J. von). — Des osmanischen Reichs Staatsverfassung und Staatsverwaltung, 2 vol., Wien, 1815. Trad. franç. par J.-J. Hellert, 12 vol., Paris, 1836.
- HASEBACH. — Die englischen Handarbeiter in den letzten Jahren, 1894.
- HERKNER (H.). — Die Arbeiterfrage, 6^e édit., 1915, trad. et adaptation en grec par M. Kalitsounakis, Athènes, 1920.
- HERZ (Otto). — Die agrarischen Fragen in Verhältnis zum Sozialismus, Wien, 1899.
- KAUTSKY (Karl). — Die Agrarfrage, Stuttgart, 2^e édit., 1902.
— Die Sozialisierung der Landwirtschaft, 1919.
- KRIÉBOUKIS (Ch.). — Die Entwicklung der Korinthenwirtschaft in Griechenland etc., Berlin, 1930.
- KYRIAZIS (D). — Zur Entwicklung des Gewerbes Griechenland, Athen, 1916.
- MAULL (O.). — Griechisches Mittelmeergebiet, Breslau, 1922.
- MAURER (G.-L. von). — Das griechische Volk, Heidelberg, 1835.
- MENDELSSOHN-BARTHOLDY. — Geschichte Griechenlands seit 1453, Berlin, 1870.
- MICHALIS (K.). — Die neuere Agrar-und Siedlungsgesetzgebung, dans

- « Die agrarischen Umwälzungen im ausserrussischen Osteuropa » de M. SERING, Berlin, 1930.
- PACHNOS (A.). — Die griechische Handelsmarine, Berlin, 1920.
- PHILIPPOVICH (E.). — Grundriss des Politischen Oekonomie, Tübingen, 1920.
- Grundriss der Sozialökonomie, Tübingen, 1922.
- PHILIPPSON. — Das Mittelmeergebiet, Leipzig, 1922.
- Beiträge zur Morphologie Griechenlands, Stuttgart, 1930.
- ROSCHER-DADE. — Nationalökonomie des Ackerbaues und der verwandten Urproductionen, 14. Aufl., Stuttgart, 1912. Trad. fr. par Charles VOGEL : « Traité d'économie politique rurale et forestière », édit. Guillaumin, Paris, 1888.
- SKALWEIT. — Agrarpolitik, Berlin und Leipzig, 1923.
- STREIT (G.). — Der Lausanner Vertrag und der Griechisch-türkische Bevölkerungstausch, Berlin, 1929.
- WYGODZINSKI. — Agrarwesen und Agrarpolitik, 2. Aufl., Berlin und Leipzig, 1920.
- ZOLOTAS (X.). — Griechenland auf dem Wege zur Industrialisierung, Leipzig, 1926. Trad. grec. : La Grèce au stade de l'industrialisation, Athènes, 1926.

III. — Bibliographie en anglais :

- ANDRÉADÈS (A.). — The progress of Thessaly, dans la *Review The Balcan*, vol. I, n° 6, july 1919.
- BROWN (Ashley). — Greece old and new, London, 1927.
- EULAMBIO. — The national Bank of Greece, Athènes, 1924.
- LEAKE (W.-M.). — Travels in Morea, 3 vol., Londres, 1830.
- Travels in Northern Greece, 4 vol., Londres, 1835.
- MILLER (W.). — Greece, London, Ernest Benn Ld, 1928.
- PALLIS (A.). — Exchange of populations in the Balkans, dans la *Nineteenth Century and After*, Londres, mars 1925.
- Racial Migrations in the Balkans in the years 1912-1924, dans le *Geographical Journal*, octobre 1925.
- PAPAGHEORGHIU (P.). — Agricultural Greece, Athènes, 1915.
- PROTECDICOS. — Greece economical and financial, London, 1924.
- STRONG. — Greece as a Kingdom or a statistical description of that

country from the arrival of king Otho, in 1833, down to the present time, London, 1842.

IV. — Bibliographie en grec :

AGATHOU (A.). — Les coopératives agricoles en Grèce, Athènes, 1926.

ANAGNOSTOPOULOS (N.). — La réforme agraire, Athènes, 1929.

— La culture du blé et la suffisance en blé de la Grèce, Athènes, 1930.

ANASTASSIADÈS (Elie). — L'administration de la fortune foncière de l'Etat contemporain, Athènes, 1911.

— Rapport sur différents problèmes financiers de la Bosnie-Herzégovine et de la Serbie, Imprim. Nation., 1914.

ANASTASSIADÈS (Et.). — La réglementation des problèmes agraires par le Gouvernement de M. Vénizélos, Athènes, 1922.

ANDRÉADÈS (A.). — L'administration économique des Iles Ioniennes pendant la domination vénitienne, Athènes, 1914.

— Cours de finances publiques. Les emprunts nationaux, année 1924-25, Athènes, 1925.

— Les finances du Président Capodistrias, dans la *Revue Mensuelle Economique et Sociale de la Grèce*.

— Histoire des finances publiques helléniques, Athènes, 1918.

BAKALBASSIS (A.). — Le paiement des dettes des réfugiés agriculteurs, Athènes, 1926.

— Le problème des réfugiés, Athènes, 1923.

BOYAZOGLU (A.). — Les organisations agricoles, Athènes, 1928.

CAROUSOS. — En faveur de l'agriculture, Athènes, 1908.

— Directives de politique agraire, Athènes, 1914.

— Article dans la revue *Pitharchia*, Athènes, 15 février 1931.

CHARITAKIS (G.). — L'industrie hellénique, Athènes, 1927.

CHASSIOTIS (Sp.). — L'autarchie du pays en blé, Athènes, 1917.

— La taxation des céréales, dans le périodique *Néa Géoponika*, Athènes, 1915.

— Aperçu général de l'agriculture hellénique, Athènes, 1924.

— La question agraire, édit. du Ministère de l'Agriculture, Athènes, 1921.

— La nécessité de constituer une Caisse Agricole de réforme

- agrar, dans le périodique *Néa Géoponika*, t. VIII, n° 1-2, 1922.
- CHIOTIS (P.). — Rapport historique et documents relatifs aux fiefs de Corfou.
- Collection des débats sur la question agraire de Corfou* à la III^e session de la Chambre hellénique de 1867, Athènes, 1868.
- CYPRIDIS (Ep.). — L'organisation de la production du blé en Grèce, Athènes, Impr. Nation., 1931.
- DAMASKINOS (Alex.). — Le système agraire en Corfou, Corfou, 1864.
- DÉCASOS (P.). — Les coopératives grecques, Athènes, 1926.
- Les conditions agricoles en Macédoine, Athènes, 1913.
- DERTILIS (P.). — Les théories sur la rente foncière et leurs applications. (Extrait de la *Revue Economique et Sociale de la Grèce*, Athènes, 1929).
- DIOMIDÈS (Al.). — Les phénomènes généraux de la crise, dans les *Annales Techniques*, Athènes, n° du 1^{er} janvier 1932.
- DRAGOMIS (Ph.). — Collection des écrits politiques, Athènes, 1925.
- EVELPIDIS (Chr.). — Programme agraire, Athènes, 1923.
- La crise agricole en Grèce. (Extrait de l'*Archive des sciences économiques et sociales* d'Athènes), Athènes, 1931.
- Le colonat partiaire à Zante, dans le périodique *Néa Géoponika*, n° 1 à 6 de 1921.
- Exposé de la Commission sur la question agraire de Corfou*, présenté au Ministre de l'Intérieur, Corfou, 13 mars 1865.
- GÉRAKARIS (M.). — Le paiement des dettes des réfugiés agricoles à l'*Office Autonome*, Athènes, 1926.
- GÉRAKARIS (Nic.). — La propriété foncière en Corfou, 1911.
- HADJIANNIS (D.). — La question agraire en Thessalie, Athènes, 1910.
- HADZIVASSILOU. — Le problème de la population en Grèce, dans l'*Archive des sciences économiques et sociales*, t. V, Athènes, 1925.
- HERKNER-KALITSOUNAKI. — La question ouvrière, 2 vol., Athènes, 1920.
- KALITSOUNAKIS (D.). — Les coopératives en Grèce. Théorie et pratique, Athènes, 1924.
- KALLIGAS (P.). — Le servage. (Études et discours), Athènes, 1882.
- KARAPANOS (C.). — La démagogie essayant de créer un problème agraire en Epire et en Thessalie, Athènes, 1882.
- KORONIS (S.). — Les chemins de fer dans le cadre des communications

- helléniques, dans les *Annales Techniques* du 15 février, Athènes, 1932.
- Le chemin de fer et la politique ferroviaire de la Grèce, dans la revue *Proche et Extrême Orient*, Athènes, 1924-1925.
- Population et production, dans la revue *Proche et Extrême Orient*, n° 2, 1923.
- KOLYVAS. — Notes historiques sur la législation relative aux biens nationaux pendant la Révolution hellénique, Athènes, Imprimerie Nationale, 1917.
- KORYZIS (A.). — Le crédit agricole et la Banque Nationale, Athènes, 1925.
- LADAS (Ch.). — Histoire des causes et des conséquences de l'émigration en général et spécialement en Grèce, dans la revue *Le Vingtième Siècle*, n°s 3 à 5, Athènes, 1919.
- LIVATHINOS. — La nébulosité et l'insolation en Grèce, dans les *Annales de l'Observatoire National d'Athènes*, t. IX, 1926.
- LOVERDOS (Sp.). — La richesse nationale, Athènes, 1902.
- MAMOUKAS (A.). — Collection des documents etc. concernant la régénération de la Grèce, Le Pirée-Athènes, 1839-1852.
- MANTZARIS (A.). — Nos tabacs, 2^e édit., Athènes, 1929.
- MARAVELACHT. — Recherches géographiques sur la Macédoine, Salonique, 1929.
- MAVROCORDATOS et CHAMOUDOPOULOS. — La Macédoine, Salonique, 1931.
- MIKELIS (N.). — Le rendement ouvrier dans l'industrie, Athènes, 1927.
- MILLER (William). — Histoire de la domination franque en Grèce. Trad. grec. par Lambros.
- MOURATOGLOU (Ar.). — De quelle façon on peut augmenter et améliorer la production du blé en Grèce, Athènes, 1930.
- MYLONAS (Al.). — Le crédit agricole et foncier, Athènes, 1919.
- La législation agraire et sa réforme, dans l'*Archive des Sciences Econ. et Soc.*, t. II, 1922.
- Examen critique de la nouvelle loi agraire, dans l'*Archive* etc., t. II, pp. 443 et suiv., 1922.
- Quelques aspects du problème des réfugiés, dans l'*Archive* etc., fasc. III de 1924.
- OIKONOMIDOU ID.). — Géographie économique de la Grèce et des pays Balkaniques, Athènes, 1931.
- PACHYS (G.). — La question agraire en Epire, Athènes, 1882.

- PALATSEAS (Ph.). — *Eléments de chimie agricole*, Athènes, 1928.
- PANAYOTOPOULOS (J.). — *Code de la législation relative au domaine de l'Etat*, Athènes, 1919.
- PAPANASTASSIOU (Al.). — *La terre à ses cultivateurs*, publiée d'abord dans le quotidien *Néa Iméra* du 13 au 31 août 1912, et ensuite dans le périodique *Organisation Agraire*, t. A, 1919.
- *La question agraire etc.*, dans le quotidien *Eleftheros Typos* du 15 au 23 juin 1922.
- PAPFOS (N.). — *Questions d'économie agraire en Thessalie*, Athènes, 1906.
- PESMATZOGLIOU (G.). — *L'imposition foncière*, Athènes, 1930.
- PROTONOTARIOS (A.). — *Le problème des réfugiés au point de vue historique, juridique et étatique*, Athènes, 1929.
- PSARAS (G.). — *L'exportation forcée*, Athènes, 1929.
- Rapport de la Commission Parlementaire d'étude de la question agraire de Corfou*, présenté à la II^e Assemblée, Athènes, 1864.
- RÉPOULIS (Em.). — *Etude sur l'émigration*, Athènes, 1912.
- SIDÉRIS (Ar.). — *L'évolution historique de notre imposition fiscale*, Athènes, 1931.
- *L'imposition agricole*, Athènes, 1930.
- SVOLOS (Al.). — *L'expropriation forcée pour l'établissement des cultivateurs sans terre*, Athènes, 1918.
- TOURNAKIS (J.). — *Emigration et politique d'émigration en Grèce*, Athènes, 1923.
- TRAKAKIS (G.). — *L'organisation coopérative en Grèce*, Athènes, 1925.
- TRIANTAFYLIDÈS (S.). — *Les métayers de la Thessalie*, Volo, 1906.
- TRIVIZAS (G.). — *L'organisation des coopératives agricoles selon le système Raiffeisen*, Athènes, 1930.
- TSOPOTOS (D.). — *Terre et paysans de la Thessalie pendant la domination turque*, Volo, 1912.
- *Histoire des paysans et de la propriété en Thessalie depuis les temps anciens jusqu'à la domination turque*, Athènes, 1915.
- TSOUDÉROS (Em.). — *L'indemnité des populations échangées*, Athènes, 1927.
- TYPALDOS (J.). — *La féodalité et l'agriculture aux îles Ioniennes*, Athènes, Imprimerie Nationale, 1864.
- VOGASLIS. — *Introduction à la nouvelle législation agraire, etc.*, Athènes, 1918.

- La question agraire en Thessalie et en particulier dans le département de Triccala, 2^e édit., Athènes, 1919.
 - Législation agraire et de colonisation, période 1912-1919, Athènes, Mantzévélakis, 1919 et période 1919-1920, Imprimerie Nationale, 1920.
 - ZAVITSIANOS (Const.). — La question agraire de Corfou (discours à la Chambre), Athènes, 1914.
 - ZOGRAPHOS-CHRISTAKIS. — La question agraire en Thessalie, Athènes, 1911.
 - ZOGRAPHOS (Const.). — Rapport sur les problèmes de la Thessalie, Athènes, 1912.
 - ZOGRAPHOS (D.). — Histoire de l'agriculture hellénique, 3 vol. Athènes, 1922-24.
 - Histoire de la constitution de la Banque Nationale, 2 vol., Athènes, 1926-27.
 - ZOGRAPHOS (G.). — La question agraire en Thessalie, Athènes, 1925.
 - ZOLOTAS (X.). — Stabilisation monétaire, Athènes, 1929.
 - Phénomènes monétaires et de change en Grèce, Athènes, 1927.
 - Les charges financières de la Grèce, Athènes, 1931.
-

AVANT-PROPOS

La réforme agraire en Grèce est une des plus importantes que la guerre mondiale nous ait fait connaître. On s'en rend facilement compte dès que l'on songe que, sur un ensemble d'environ 25 millions de stremmes (1) cultivés ou plantés, plus de 10 millions, soit plus des 40 % du total de la superficie cultivée, furent distribués aux paysans et aux réfugiés agriculteurs. En espace de quelques années, se sont formées environ 250.000 nouvelles propriétés paysannes sur lesquelles ont été établies autant de familles. Dans ces chiffres n'entrent pas évidemment les propriétés paysannes créées, avant la guerre, par suite, soit de la colonisation agricole, soit de la politique suivie par l'Etat en vue d'encourager le démembrement des grandes propriétés.

L'importance que le problème agraire a toujours eue en Grèce s'explique par deux ordres de faits : la prédominance de l'agriculture dans l'économie sociale du pays ; l'évolution particulière du régime de la propriété foncière à cause de l'influence des facteurs historiques et politiques. Avant, par conséquent, d'aborder l'étude de la politique agraire suivie par la Grèce, nous devons étudier brièvement : 1° la structure économique et sociale du pays ; 2° les facteurs qui ont spécialement influé sur l'agriculture et déterminé son développement ; 3° l'évolution historique du régime agraire en Grèce et surtout les transformations qu'a subies le régime de la propriété foncière au cours de la longue domination turque.

Cette étude, plus générale, s'impose aussi pour une autre raison. Le problème agraire est un phénomène fort complexe qu'on ne saurait isoler des autres phénomènes, économiques et sociaux, du pays. Il

(1) Stremme = 1/10 hectare.

change d'aspect, non seulement d'un pays à l'autre, mais aussi, dans le même pays, d'une région à une autre. Il se présente différemment dans un pays industrialisé et dans un pays éminemment agricole, comme la Grèce. Enfin, le problème ne se pose pas de la même façon et sa solution sera, par conséquent, différente dans les régions viticoles que dans les régions où prédomine la culture extensive en céréales.

PREMIÈRE PARTIE

ÉVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA GRÈCE DEPUIS CENT ANS

CHAPITRE PREMIER

Structure économique de la Grèce

- I. Traits caractéristiques de l'activité économique nationale; importance de la production agricole: 1) par rapport au total de la production; 2) par rapport au revenu national; place occupée par la production industrielle.
- II. L'évolution industrielle de la Grèce au cours du xix^e siècle et au commencement du xx^e. Causes de l'industrialisation tardive du pays: 1) l'influence des facteurs historiques; 2) l'état économique arriéré du pays au lendemain de son indépendance; 3) les débuts de l'industrie hellénique et son développement jusqu'au commencement du xx^e siècle; 4) son expansion depuis les guerres de 1912-13.
- III. Etat actuel de l'industrie; nature et importance des différentes industries; prépondérance des industries travaillant avec des matières agricoles indigènes. Interdépendance de l'industrie et de l'agriculture.
- IV. Causes qui rendent difficile le développement industriel du pays: 1) le manque des combustibles dans le pays; est-il possible de surmonter cet obstacle? 2) l'inexistence d'une main-d'œuvre qualifiée et spécialisée; 3) la pénurie des capitaux; ses causes; 4) peut-on espérer une plus grande industrialisation du pays dans l'avenir?

Pour connaître la structure économique d'un pays et les rapports existants entre les différentes branches de l'activité économique nationale, il faut d'abord étudier le régime de la production en général et essayer de déterminer les facteurs qui ont influencé son évolution. Ceci, non seulement pour se rendre compte des changements intervenus au cours du temps passé, mais surtout pour dégager les tendances de l'organisme économique du pays. En second lieu, on doit procéder à

l'étude du commerce extérieur qui seule peut nous donner une idée des rapports existants entre la production et la consommation nationales. Ce sont ces deux questions que nous allons aborder successivement.

I

La caractéristique de la production nationale est la prépondérance de la production agricole. Les évaluations faites sur ce point à différentes époques sont concluantes. Avant les guerres balkaniques, quand l'industrie n'avait pas encore assez évolué, cette prépondérance était encore plus marquée. Mais depuis, les choses n'ont pas beaucoup changé. En se basant sur certaines évaluations privées, faites au lendemain de la guerre mondiale, nous pouvons estimer la valeur de la production nationale, en 1920, à environ 3.614 millions de drachmes. Cette somme se répartissait, par catégories de production, comme suit (2) :

	Drachmes	% du total
1) Production agricole	1.969.476.100	54,4
2) Produits d'élevage	839.590.100	23,3
3) Produits forestiers	56.826.000	1,6
4) Produits de pêche.....	140.000.000	3,8
5) Production industrielle	556.200.000	15,4
6) Production des mines.....	51.901.350	1,5
	3.613.993.550	100,0 %

Il en résulte que la valeur des produits agricoles et des produits

(2) Données puisées dans M. EVELPIDIS : Programme agraire, p. 11-13, Athènes, 1923. — M. Evelpidis arrive à des conclusions un peu différentes du fait qu'il fait entrer dans la production nationale des éléments dont la place serait plutôt dans le *revenu national* (p. ex. les recettes de la marine marchande). En outre, nous croyons qu'il a sous-estimé la valeur de la production industrielle, qu'il a évaluée à 245 millions de drachmes, et cela parce qu'il a déduit de la valeur globale des articles industriels produits, environ 75 % représentant, d'après lui, la valeur des matières premières utilisées. En 1921 la valeur de la production industrielle s'éleva, selon les évaluations de la Statist. Génér. de Grèce et après la déduction des principales matières premières, à 1077 millions. Or, tout en prenant en considération l'augmentation de 10 %, en 1921, de la production industrielle et la dépréciation de la monnaie nationale qui de 1,37 par rapport à l'or tomba à 2,80, nous ne pouvons arriver à accepter la valeur donnée ci-dessus pour la production industrielle. Nous avons cru, par conséquent, utile d'apporter quelques modifications aux sommes indiquées par M. Evelpidis.

de l'élevage constituait alors les 77,7 % de la valeur globale de la production nationale, tandis que le pourcentage de la production industrielle ne s'élevait qu'à 15,4 %.

En 1927, M. Zolotas s'est livré à une évaluation du revenu national qui nous offre les éléments pour une comparaison beaucoup plus exacte des différentes branches productives de l'économie nationale. D'après cette évaluation, le revenu national s'élevait alors environ à 47 milliards de drachmes et se composait de la façon suivante (3) :

A. Production :

1) Valeur de la production agricole (4)....	dr.	13.500.000.000
2) « de la production industrielle (5) «	«	5.000.000.000
3) « des produits d'élevage.....	«	6.500.000.000
4) « de la production forestière.....	«	400.000.000
5) « des produits de la chasse.....	«	1.000.000.000
6) « de la production des mines et des salines.....	«	350.000.000
		26.750.000.000

Déduction de 3 % à cause de l'usage du capital fixe.....	«	802.000.000

Total de la production.....	dr.	25.948.000.000
-----------------------------	-----	----------------

B. Excédent des importations sur les expor- tations	dr.	6.565.000.000
--	-----	---------------

C. Commerce, transport et communications...	«	7.800.000.000
---	---	---------------

D. Professions libérales.....	«	1.600.000.000
-------------------------------	---	---------------

E. Fonctionnaires	«	2.000.000.000
-------------------------	---	---------------

F. Revenu du capital immobilier.....	«	3.000.000.000

Total du revenu national.....	dr.	46.913.000.000
-------------------------------	-----	----------------

L'évaluation du revenu fut, en Grèce, l'objet de longues discussions. On a trouvé que la somme ci-dessus indiquée était supérieure au revenu réel du pays. Quand on sait les difficultés qu'accompagnent la détermination du revenu national d'un pays, il n'y a pas à s'étonner. Nous croyons, pourtant, que l'évaluation de M. Zolotas est

(3) Cf. ZOLOTAS : Stabilisation monétaire, p. 98-99, 1929.

(4) Après déduction de 2 % pour les matières premières utilisées.

(5) Après déduction de 50 % pour les matières premières utilisées.

la plus consciencieusement faite de toutes celles qui ont été entreprises en Grèce, le dernier temps, et qu'on peut l'accepter comme base de discussion. On pourrait, seulement, formuler quelques réserves sur certains des éléments qui la composent, notamment sur celui sub lettre *B*. L'excédent passif de la balance commerciale n'est pas toujours couvert par des rentrées de créances invisibles se trouvant à l'étranger, mais aussi, surtout dans des périodes anormales, par des emprunts contractés à l'étranger ou par l'exportation des capitaux se trouvant dans le pays (6). Il est alors discutable si l'on doit faire entrer ces sommes dans la balance des comptes au même titre que les autres créances. Quoiqu'il en soit, nous pouvons prendre ce tableau comme base de discussion.

On y voit que la production agricole seule s'élève aux 50,5 % de la valeur totale de la production nationale, contre 24,3 % que représente l'élevage et 18,7 % l'industrie. En outre, l'agriculture avec les branches productives voisines (éléments 1, 3, 4 et 5 du tableau) contribue pour 45,5 % à la constitution du revenu national. Il faut ajouter qu'à l'époque où ces évaluations ont été faites l'agriculture se ressentait encore fortement du contre-coup du bouleversement économique et démographique causé par l'installation des réfugiés. On peut, en tout cas, affirmer que la valeur de la production agricole et celle de l'élevage représentent, d'une année à l'autre, les 70 à 75 % de la valeur totale de la production nationale.

L'importance de l'agriculture, dans l'économie nationale, accroît davantage du fait qu'elle fournit les matières premières aux plus importantes industries du pays. La valeur de la production des industries travaillant avec des matières fournies par l'agriculture nationale équivaut à 43,5 % de la valeur totale de la production industrielle, et cela sans prendre en considération l'industrie textile qui, en grande partie (60 à 70 %), utilise des produits agricoles indigènes (laine, coton, etc.). Ces mêmes industries occupent les 49,5 % de la main-d'œuvre industrielle du pays (7).

II

Les causes du faible développement industriel de la Grèce sont en

(6) C'est ce qui est arrivé en Grèce depuis la stabilisation (1927). V. AL. DIOMIDÈS : Les phénomènes généraux de la crise, conférences publiées dans les *Annales Techniques*, Athènes, n° du 1^{er} février 1932.

(7) Cf. *Annuaire Statist.* de la Grèce, 1930, p. 182.

même temps d'ordre historique et économique (8). Il importe de les étudier brièvement, parce que cela nous permettra aussi de connaître mieux le cadre économique plus général dans lequel s'est développée l'agriculture.

I. — Les facteurs historiques se rapportent tous à la domination de la Grèce, au xv^e siècle, par les Turcs qui arrêta l'évolution normale du pays. Cela, parce que le régime théocratique turc se montra toujours hostile à toute idée de progrès, mais aussi parce qu'il a isolé la Grèce de tout contact avec le reste de l'Europe et empêché toute richesse de se développer. Comme l'a fait remarquer l'éminent économiste M. Andréadès, le régime turc « a rendu les paysans étrangers à l'agriculture et à l'industrie, non seulement parce que sa tyrannie forçait bon nombre d'Hellènes à gagner la montagne, mais parce qu'il les a éloignés du travail, en leur donnant la conviction que toute richesse qui dépassait tant soit peu leurs besoins les plus immédiats, serait confisquée par le tyran » (9).

(8) Sur l'évolution économique de la Grèce, cf. A. ANDRÉADÈS : *Les effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce* (Public. de la Dotation Carnegie), Paris, Les Presses Universitaires (s. d.). — *Idem* : *Les Progrès économiques de la Grèce* (extrait du « Journal des Economistes », mois de janvier et février 1919), Paris, F. Alcan, 1919. — *Idem* : *Les emprunts nationaux et les finances publiques helléniques* (en grec), Athènes, 1925. — *Idem* : *Cours de finances publiques et de Statistiques* (en grec), 4^e édit., publiée par M. Ladas, Athènes, 1920. — H. HERKNER : *Die Arbeiterfrage*, traduction et adaptation grecque par M. KALITSOUNAKIS, sous le titre : *La question ouvrière*, Athènes, 1920. — X. ZOLOTAS : « Griechenland auf dem Wege zur Industrialisierung », Leipzig, 1926. Trad. grec. : *La Grèce au stade de l'industrialisation*, Athènes, 1926 : (c'est à cette traduction que se rapportent nos références). — *Idem* : *Stabilisation monétaire* (en grec), Athènes, 1929 ; *Idem* : *Phénomènes monétaires et de change en Grèce (1910-1927)* (en grec), Athènes, 1927 ; *Idem* : *Les charges financières de la Grèce* (en grec), Athènes, 1931. — G. CHARITAKIS : *L'industrie hellénique* (industrie — mines — travail) (en grec), Athènes, 1927. — D. KYRIAZIS : *Zur Entwicklung des Gewerbes im heutigen Griechenland*, Athen, 1916. — E. J. TSOUDEROS : *Le relèvement économique de la Grèce*, Paris, Berger-Levrault, 1919. — H. LEFEUVRE-MÉAULLE : *La Grèce économique et financière*, Paris, 1916. — M. LHÉRITIER : *La Grèce*, 1921. — N. POLITIS : *La situation économique de la Grèce*, 1923. — D. E. PROTECDICOS : *Greece economic and financial*, 1924. — S. EULAMBIO : *The national Bank of Greece*, Athènes, 1924. — EVELPIDIS : *Les Etats Balkaniques*, Paris, 1930. — *Idem* : *Programme agraire* (en grec), Athènes, 1923. — Th. KAPSALIS : *La balance des comptes de la Grèce*, Lausanne-Genève, 1927.

(9) Cf. A. ANDRÉADÈS : *Les progrès économiques de la Grèce*, p. 5 et suiv. — *Idem* : *L'administration financière de la Grèce sous la domination turque*, Paris, E. Leroux, édit., 1910.

Si la Grèce, durant la domination turque, a pu parfois faire quelques progrès économiques éphémères, et si la situation ne fut tout à fait désespérée, ceci est dû surtout à l'inertie ottomane qui obligea l'administration turque à faire de la communauté grecque un rouage indispensable à l'administration financière. C'est ce qui a conduit, peu à peu, à une autonomie locale, qui, dans certaines régions, tendait à se transformer en une autonomie provinciale (10). On a vu, alors, certaines de ces localités autonomes faire de grands progrès économiques. Quelques-unes d'entre elles, comme Ambélakia, présentaient même une organisation économique et coopérative originale qui attira l'attention des écrivains qui l'ont étudiée (11). Mais tous les centres économiques furent successivement détruits par les Turcs lors des exterminations en masse qui suivaient chaque soulèvement de la population pour son indépendance. La preuve que l'état économique arriéré de la Grèce à cette époque est dû au régime turc, se trouve dans le fait que, dans la même période, les îles Ioniennes qui vivaient sous la domination vénitienne, ont pu réaliser des progrès économiques appréciables et présentaient, dès le xvi^e siècle, une organisation économique analogue à celle de l'Europe occidentale (12).

II. — Au moment de sa libération, la Grèce n'avait pas encore franchi le stade de l'*économie domestique* ou *familiale* (geschlossene Hauswirtschaft) (13). Le commerce était très limité. L'artisanat et le salariat étaient peu nombreux, pour ne pas dire inexistants. Les familles

(10) Cf. A. ANDRÉADÈS : L'admin. financière etc..., pp. 33-34, et la bibliographie citée par l'auteur.

(11) Cf. U. F. BOULANGER : Ambélakia ou les associations et les municipalités helléniques, Paris. — F. BEAUJOUR nous renseigne que la teinture rouge pour le coton filé fut introduite, en France, par des ouvriers grecs qui étaient venus s'installer à Montpellier. — V. F. BEAUJOUR, ex-consul en Grèce : Tableau du Commerce de la Grèce, formé d'après une année moyenne depuis 1787 jusqu'en 1797, tom. A, p. 261, Paris, Renouard, 1800.

(12) Cf. le bon ouvrage de M. ZOLOTAS : « La Grèce au stade de l'industrialisation », p. 9, Athènes, 1926.

(13) Quoique Bücher a donné à ce stade de l'évolution économique un sens par trop rigide. L'échange de biens, tout en n'étant pas le *but principal* de la production familiale, n'en était quand même moins pratiqué. Sur les traits caractéristiques de ce stade économique, cf. KARL BÜCHER : Die Entstehung der Volkswirtschaft, tom. I, p. 92 et suiv., 16^e édition, Tübingen, 1922. — V. aussi la trad. franç. de M. Hansey, sous le titre : « Etudes d'Histoire et d'Economie Politique, p. 49 et suiv., Bruxelles-Paris, 1901.

paysannes produisaient presque tout ce dont elles avaient besoin (14). Les échanges se faisaient d'une façon générale en produits ou en services. Thiersch, qui visita à cette époque la Grèce, nous donne des renseignements très intéressants. « Pour le travail, écrit-il, que le paysan ne peut pas faire lui-même, comme pour les impôts qu'il doit à l'Etat, il s'arrange avec une partie de ses produits ; le forgeron qui lui prépare le fer de sa charrue et les autres instruments d'agriculture, le propriétaire des chevaux qui lui battent ses blés, le curé qui baptise ses enfants et bénit ses fruits, en prennent chacun une certaine partie, dont ils ont convenu d'avance » (15). Ces renseignements sont confirmés par le fait que, pendant toute la période révolutionnaire, la perception des impôts était prévue et effectuée en produits. On a même essayé d'organiser une *Banque Nationale*, dont le capital pouvait être versé, par les futurs actionnaires, soit en numéraire, soit en produits agricoles d'exportation (16). La seule branche économique ayant fait des progrès sous la domination turque, était la marine marchande, et ceci, parce que, à partir du dernier quart du XVIII^e siècle, elle avait été mise sous la protection du pavillon russe. Mais même l'organisation de la marine marchande présentait un caractère familial (17).

III. — Après la libération de la Grèce, l'organisation économique du pays commence à se développer assez rapidement. Le contact avec l'Europe occidentale, l'installation en Grèce des européens qui ont accompagné le roi Othon, le rapatriement des Grecs vivant jusqu'alors à l'étranger, l'invitation des techniciens de la Bavière et des Îles

(14) Cf. le livre précité de M. ZOLOTAS : p. 8 et suiv.

(15) THIERSCH : De l'état actuel de la Grèce et des moyens d'arriver à sa restauration, 2 vol., Leipzig, 1833. Tom. I, p. 303, cité par M. Zolotas, p. 8, not. 2. — On trouve un résumé assez étendu de ce livre, dans D. ZOGRAPHOS : Histoire de l'Agriculture hellénique (1821-1831) (en grec), tom. III, p. 145 et suiv., Athènes, 1924.

(16) D. ZOGRAPHOS : *op. cit.*, tom. II, p. 251, Athènes, 1923. On y trouve aussi une riche documentation sur la politique fiscale de la période étudiée.

(17) Sur l'histoire de la Marine marchande grecque et son évolution, cf. A. ANDRÉADES : la Marine marchande grecque, Paris, F. Alcan, 1913 (Extrait du « Journal des Economistes », 15 septembre et 15 octobre 1913). — AL. PACHNOS : *Die Griechische Handelsmarine*, Berlin, 1920. — KAPSALIS : La balance des comptes de la Grèce, 1927, p. 114 et suiv. — On trouve, dans les deux premiers ouvrages, une bibliographie complète.

Ioniennes, ont eu comme conséquence, d'une part de familiariser peu à peu les habitants avec la vie européenne, d'autre part d'initier la population indigène aux progrès techniques de l'Occident (18). Il s'ensuivit l'accroissement des besoins de la population qui aida la création d'une classe nombreuse d'artisans, dont le nombre va croissant durant toute la seconde moitié du XIX^e siècle. En 1861, les artisans représentaient 13,87 % de la population active du pays. En 1870, leur pourcentage s'éleva à 15,7 %, pour atteindre, en 1907, les 25,6 %.

Parallèlement, nous constatons, à partir de 1851, une rapide augmentation du commerce d'importation qui n'est pas seulement le signe d'un accroissement du bien-être économique du pays, mais aussi une cause et, plus tard, un effet de la différenciation du travail au sein de l'agriculture. Devant l'abondance et le bon marché des marchandises importées, l'industrie domestique paysanne se dissout progressivement, et comme l'agriculture ne peut absorber, pour des raisons que nous examinerons plus bas, toute la population active des campagnes, une partie de celle-ci se tourne vers les villes, et, dans les dernières décades du XIX^e siècle, prend la route de l'émigration à l'étranger. Par là s'explique le rapide accroissement de la population urbaine que nous constatons dans cette période. D'autre part, pour faire face à ses besoins accrus, l'agriculture hellénique oriente tous ses efforts vers la culture des produits d'exportation et de grand rendement économique (raisin sec, vins, tabac) dont le climat favorise l'exploitation.

De cette façon, se sont créées deux conditions favorables au développement industriel du pays : d'une part, la création d'un grand et stable marché de consommation, qui fut la conséquence de l'augmentation de la population urbaine et de l'accroissement, grâce à la nouvelle orientation de l'agriculture, de la capacité d'achat des masses paysannes ; d'autre part, l'émancipation du travail de l'artisanat qui fut accompagné par l'accroissement de la main-d'œuvre sans occupation (19). Les premières industries apparurent au commencement de la seconde moitié du siècle passé. Il s'agissait surtout d'industries pour l'élaboration des matières premières produites dans le pays (minoteries, industries de filature et de texture, etc...). En 1861, commença l'exploit-

(18) Sur ce qui suit, cf. : le livre de M. Zolotas, Aussi, CHARITAKIS : *L'industrie hellénique*, p. 10 et suiv.

(19) ZOLOTAS : *op. cit.*, p. 22 et suiv.

tation des premières mines (20). Mais le véritable essor industriel de la Grèce ne date que des dernières décades de ce siècle, époque dans laquelle nous assistons à un effort plus général de réorganisation du pays. Les Industries organisées dans cette période peuvent être classées en trois catégories (21) :

1) celles issues de l'ancienne industrie domestique (industrie de filature et de texture, industries de matières explosives, minoteries, etc...) ;

2) celles provenant de l'évolution des métiers d'artisans, telles que les industries d'élaboration du bois, des peaux, etc...) ;

3) celles introduites en Grèce de l'étranger, comme les industries mécaniques, chimiques, etc...).

Les plus grands progrès ont été signalés dans l'industrie alimentaire. Mais on peut dire que toutes les branches industrielles ont eu, dans la période étudiée, une évolution progressive, surtout jusqu'en 1890, et ceci à cause de la dépréciation de la monnaie nationale qui joua, à l'égard de l'industrie, le rôle d'un supplément à la protection douanière. Dans les années suivantes, par suite du malaise économique qui suivit les événements de 1893 et 1897, et de la revalorisation de la drachme au début du xx^e siècle, on constate un ralentissement de l'évolution industrielle du pays.

IV. — Les guerres balkaniques, de 1912 et 1913, ont donné une nouvelle impulsion à l'industrie nationale, surtout aux industries alimentaires, et à celles du cuir et de l'habillement, auxquelles l'Etat fut obligé de s'adresser pour les besoins de l'armée. Mais, c'est surtout depuis la guerre mondiale que l'industrie grecque connut un développement imprévu. Comme durant la guerre, les transports maritimes devenaient de plus en plus difficiles et coûteux, et comme, d'autre part, la Grèce a subi depuis la fin de 1916 jusqu'au mois de juin 1917 un blocus rigoureux de la part des Puissances de l'Entente, la consommation indigène se tourna, naturellement, vers la production nationale. En outre, la présence en Macédoine d'une grande armée alliée, qui, pour une bonne part, se ravitaillait sur place, contribua à élargir le

(20) *Loc. cit.*, p. 13. — Pour plus de détails, cf : CHARITAKIS, *op. cit.*, p. 15 et suiv.

(21) ZOLOTAS : *Loc. cit.*, M CHARITAKIS, *op. cit.*, p. 26 et suiv., a adopté une classification un peu différente.

besoin de consommation, et à aider, indirectement, le développement de l'industrie du pays (22).

Ainsi, pendant toute cette période, l'industrie hellénique constitua le fournisseur presque exclusif du marché intérieur et put réaliser des gains appréciables qui lui permirent, non seulement de se développer, mais surtout, depuis 1920, de se réorganiser. Pendant les années 1922-1923, l'industrie nationale a senti le contre-coup du malaise général par lequel passa la Grèce à la suite de la catastrophe de l'Asie-Mineure. Son développement fut, en outre, particulièrement gêné par les brusques oscillations du change. Mais, une fois la perturbation passée, l'industrie nationale retrouva de nouveau son équilibre et dans les dernières années marqua de véritables progrès. L'établissement des réfugiés en Grèce exerça à ce point de vue une influence favorable sur l'industrie, d'abord, parce qu'il a élargi le marché intérieur, ensuite, parce qu'il a fourni à l'industrie une main-d'œuvre nombreuse et à bon marché. Enfin, les réfugiés ont introduit en Grèce certaines industries peu développées auparavant, comme l'industrie des tapis, qui ont fait depuis de réels progrès.

Il faut ajouter que, dans la dernière période, on a remarqué dans l'industrie deux tendances diamétralement opposées. D'une part, nous avons vu une tendance vers la concentration et la création de grandes entreprises, disposant de capitaux importants. D'autre part, nous avons assisté à une multiplication de petits établissements industriels, ayant plutôt le caractère d'entreprises artisanales. Ainsi le nombre des industries occupant plus de 5 ouvriers a augmenté, entre les deux recensements industriels de 1920 et de 1930, de 38 %. Mais en même temps, le nombre des établissements industriels a passé, de 31.987 en 1920, à 70.255 en 1930. Toutefois la première tendance paraît l'emporter sur la seconde. En effet, les industries travaillant avec plus de 5 ouvriers n'occupaient, en 1920, qu'environ 57 % du nombre total des ouvriers industriels, tandis qu'elles occupaient, lors du recensement de 1930, les 70 % environ de la main-d'œuvre industrielle.

(22) V. l'article de M. CHARITAKIS : « Le mouvement industriel en Grèce pendant les années 1915-1925 », dans le livre de M. ANDRÉADES : *Les effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce*, p. 227. — ZOLOTAS, *op. cit.*, p. 18 et suiv. — TSOUDEROS : *Le relèvement économique de la Grèce*, p. 154 et suiv., Paris, 1919.

III

Les données statistiques dont nous disposons sur l'évolution de l'industrie, en Grèce, sont insuffisantes pour les années antérieures à 1917 ; quant aux statistiques postérieures, elles sont difficilement comparables entre elles. Tous les recensements n'ont pas été faits sur les mêmes bases. Certains d'entre eux ont classé, parmi les industries, des entreprises et des établissements n'ayant pas ce caractère (p. ex. les boulangeries). D'autres ont compté parmi le personnel occupé, non seulement les ouvriers, mais aussi les employés et les propriétaires. En ramenant toutes ces données, autant que possible, aux mêmes bases et en éliminant les entreprises ne présentant pas un caractère proprement industriel, on a, sur l'évolution de l'industrie proprement dite, le tableau suivant (23) :

ANNÉES	NOMBRE DE FABRIQUES (24)	PUISSANCE EN H. P.
1867.....	168	296
1875.....	199	1.967
1889.....	—	5.568
1917.....	2.213	70.000
1920.....	2.905	110.673
1930.....	3.901	224.950

Le nombre d'ouvriers occupés dans ces industries a évolué comme suit (25) :

ANNÉES	NOMBRE D'OUVRIERS
1870.....	7.300 (environ)
1917.....	35.500 »
1920.....	60.000 (26) »
1929-30	100.987 (27) »

(23) Comme les résultats du recensement industriel de 1930 n'ont pas encore paru, nous avons puisé les statistiques relatives à cette année, d'une part dans l'*Annuaire Statistique* de 1930, et d'autre part dans les éditions périodiques de la *Statistique Générale de Grèce*, notamment le *Bulletin mensuel de Statistique*, qui donnent des renseignements très utiles. En outre, le Ministère de l'Economie Nationale a fait, en 1931, une enquête très minutieuse sur l'état actuel de l'industrie nationale, dont les résultats furent publiés dans l'hebdomadaire économique : *Oikonomikos Tachydromos*, d'Athènes, dans une longue série d'articles du 16 août 1931 au 22 janvier 1932. Nous avons cru pouvoir utiliser aussi cette source.

(24) Cf. *Annuaire Statist.*, p. 117 et suiv.

(25) Cf. *Oikonomikos Tachydromos*, n° du 24 janvier 1932.

Le tableau ci-dessous nous montre la physionomie actuelle de l'industrie hellénique.

Nature et importance des principales industries en 1929-30 (28)

Catégories d'industries :	Fabriques	Installations	Capitaux	Production
	(Nombre)	(Valeur)	circulants	(Valeur)
1) Industries métallurgiques	2	100	—	58
2) » mécaniques	200	323,5	127,1	273,8
3) » du bâtiment	225	600	150	403,4
4) » textiles et de tapisserie	330	1.294,6	554,7	1.865,7
5) » d'articles d'alimenta- tion (29)	1.654	2.670	—	1.482,9
6) » chimiques	264	1.089,5	285	1.053
7) » d'élaboration des peaux	450	200	150	695
8) » du papier	52	210	70	211
9) » d'articles de l'habil- lement	24	30,4	65,1	61,8
10) » du bois	353	178,9	118,5	347,5
11) » du tabac	62	200	500	214,7
12) » de production d'élec- tricité	275	1.600	—	490,9
TOTAL.....	3.901	8.499,9	2.020,4	7.157,7

Sans entrer dans une analyse plus détaillée de ce tableau, nous devons retenir un fait principal qui nous intéresse directement, à savoir la prédominance des industries d'alimentation, par rapport au faible développement des industries lourdes (industries mécaniques et métallurgiques). Les industries qui ont le plus prospéré sont celles ayant pour but l'élaboration des produits agricoles (industries d'alimentation et de tabac). Elles représentent les 44 % du nombre total des fabriques, et les 32 % des capitaux investis dans l'industrie du

(26) Le nombre total des ouvriers, en 1920, était 103.777. (V. *Annuaire Statist.*, p. 177).

(27) Sur un nombre total de 161.119.

(28) Cf. *Oikonomikos Tachydromos*, n° du 17 janvier 1932. — Nous y avons ajouté la valeur de la production industrielle pour l'année 1929. (V. *Annuaire Statist.*, p. 182). Les chiffres indiquent des millions de drachmes-papier.

(29) Dans la valeur de la production de cette industrie nous n'avons pas compris la valeur des matières premières utilisées (vin, huile et froment).

pays. Les principales industries de ce genre sont : 1° l'industrie du vin et des boissons alcooliques, dont la production annuelle s'élève à environ 600 millions de drachmes ; 2° l'industrie minotière et de pâtes alimentaires, produisant pour 380 à 400 millions par an ; 3° l'industrie du tabac, dont la production annuelle balance entre 200-220 millions ; 4° l'industrie d'huile ; 5° l'industrie sucrière. Toutes ces industries travaillent presque totalement, avec des matières premières agricoles produites dans le pays, sauf la minoterie qui introduit de l'étranger les 50 à 60 % des céréales utilisées par elle, et l'industrie sucrière, qui utilise aussi quelques matières premières importées. Les autres industries travaillent avec des matières premières, en partie indigènes, et en partie étrangères. Il faut noter que, parmi ces dernières, les plus développées emploient, en grande partie (65 à 70 %), des matières premières provenant du pays. Il en est ainsi pour la plus importante : l'industrie textile.

En conclusion, il est fondé de dire que le développement industriel de la Grèce a marché parallèlement avec son évolution agricole et que, si l'industrie nationale a pu faire des progrès, c'est parce que l'agriculture a subi des transformations qui lui permirent de produire les matières indispensables à la première. Cette étroite interdépendance entre les principales branches de l'activité économique nationale démontre toute l'importance que l'agriculture présente en Grèce. Toutefois, il faut ajouter que d'autres causes, plus générales, ont empêché un plus grand développement industriel du pays. Il faut les examiner brièvement, non seulement pour compléter notre étude sur ce point, mais aussi parce que cela nous permettra de nous former une idée sur les possibilités d'un plus grand développement industriel dans l'avenir.

IV

Le faible développement de l'industrie nationale est dû à trois causes principales : le manque de matières combustibles dans le pays, le manque de main-d'œuvre qualifiée et la pénurie de capitaux.

I. — L'industrie hellénique fut toujours très gênée par le manque des matières combustibles indigènes de bonne qualité. La Grèce dispose en quantité de beaucoup de métaux, mais elle est complètement dépourvue de houille. L'industrie a dû, par conséquent, s'en approvisionner

à l'Etranger, et cela a toujours diminué sa capacité de concurrence envers les produits manufacturés importés. Le seul combustible qu'elle pouvait se procurer sur place, était le lignite, charbon fossile de qualité inférieure. L'industrie des pays Balkaniques, où il existe en quantité, en fait largement usage, mais l'industrie hellénique n'a pas trouvé un intérêt de recourir au lignite indigène. Cela, non pas parce que la qualité est inférieure à celle du lignite des autres pays balkaniques, mais à cause de la position géographique de la Grèce qui permet le transport de la houille étrangère par voie de mer, à très bon marché (30).

Les quantités de lignite absorbées par l'industrie du pays avaient beaucoup augmenté pendant la guerre mondiale, comme le montre le fait que sa production annuelle a passé, de 39.745 tonnes en 1915, à 213.488 en 1918. Mais cette augmentation ne fut que temporaire. Dès le lendemain de la guerre, l'industrie est revenue à la consommation de la houille étrangère, dont l'importation a depuis doublé, ayant passé de 447.750 tonnes en 1914, à 827.260 tonnes en 1930 (31). Par contre, la production de lignite, malgré le développement industriel de la dernière décade, baisse d'année en année. A ce point de vue, l'industrie hellénique se trouvera toujours en état d'infériorité vis-à-vis des industries européennes qui, disposant des matières combustibles, pourront assez facilement la concurrencer à l'intérieur même du marché national. Après la guerre mondiale, à cause du grand développement des machines utilisant la benzine et les huiles analogues, s'ajouta un nouvel obstacle au développement de l'industrie nationale, dont on ne peut prévoir toutes les conséquences possibles. La Grèce, en effet, est dépourvue de toutes ces matières (naphte, benzine, etc...), dont la consommation augmente rapidement. Il s'agit d'un problème grave, dont dépend l'avenir de l'industrie nationale. La solution se trouverait, peut-être, dans l'utilisation des forces hydrauliques du pays, mais leur exploitation et leur mise en valeur, exigerait un effort économique que la Grèce ne paraît pas capable de tenter pour le moment. D'autres pays, comme l'Italie, envisagent le même problème et les mêmes difficultés.

II. — Un deuxième obstacle pour le développement de l'industrie

(30) ZOLOTAS : *op. cit.*, p. 43 et suiv. — CHARITAKIS : *op. cit.*, p. 61 et suiv.

(31) *Oikonomikos Tachydromos*, n° du 17 janvier 1932.

du pays fut le manque d'ouvriers qualifiés et de main-d'œuvre spécialisée (32). Quantitativement, la main-d'œuvre n'a jamais manqué à l'industrie. C'est ce qui, d'ailleurs, lui a permis jusqu'à une certaine mesure de surmonter les difficultés. Nous avons vu que, l'agriculture ne pouvant retenir toute la population des campagnes, une partie de celle-ci se dirigea vers les villes ou vers l'étranger. Mais, l'industrie ne pouvait recruter parmi cette population le personnel qualifié dont il avait besoin. Dans la première période de son évolution, l'industrie a pu surmonter les obstacles qu'elle rencontrait de ce chef, d'une part en s'adressant à l'artisanat des villes ou aux ouvriers spécialistes de l'étranger, d'autre part en dirigeant ses efforts vers les branches industrielles les plus simples. Mais au fur et à mesure que l'industrie se développait, les difficultés allaient augmentant, et jusqu'à nos jours elle n'a pu les éviter définitivement. La difficulté de créer une main-d'œuvre qualifiée et spécialisée réside dans deux causes. D'abord, la psychologie et le caractère de l'ouvrier grec sont plutôt ceux d'un commerçant et d'un entrepreneur ; ce dernier se résigne difficilement à s'attacher à un seul métier et à s'y spécialiser. En second lieu, la non-organisation de la part de l'Etat, jusqu'à ces derniers temps, d'une éducation professionnelle adaptée aux besoins de la grande masse des ouvriers du pays, n'a pas encouragé la création de corps de métier.

L'industrie a pu parer, en partie, à cette difficulté du fait que la main-d'œuvre indigène, très nombreuse et de nature assez sobre, s'offrait toujours à des prix avantageux. Les salaires, en Grèce, furent constamment inférieurs à ceux des autres pays (33). Mais cet avantage était annulé par la moindre productivité du travail de l'ouvrier grec. A titre d'exemple nous citons que le rendement journalier d'un mineur grec était, en 1919, 288 kilos, contre 1200 kilos d'un mineur anglais (34). La productivité très peu élevée de l'ouvrier grec est due à plusieurs causes, dont certaines ne lui sont pas imputables, à savoir : 1° le mau-

(32) Cf. ZOLOTAS : *op. cit.*, p. 63 et suiv. et CHARITAKIS : *op. cit.*, Chap. IV, p. 80 et suiv.

(33) ZOLOTAS : *op. cit.*, p. 70.

(34) Rapport de la délégation hellénique à la Conférence Internationale du travail de Washington. M. MIKELIS, Inspecteur du Travail au Ministère de l'Economie Nationale de Grèce, qui étudia cette question, aboutit à des conclusions analogues. En 1922, le rendement journalier de l'ouvrier mineur grec s'élevait à 269 kilos, contre 591 kilos pour l'ouvrier allemand et 465 pour le belge. — Cf. N. MIKELIS : Le rendement ouvrier dans l'industrie, Athènes, 1927.

vais équipement et l'outillage peu perfectionné qu'utilise l'industrie ; 2° les conditions climatiques qui rendent le travail manuel très pénible et exténuant surtout pendant l'été. Mais, même si l'on fait abstraction de ces causes indépendantes de la volonté et des aptitudes personnelles de l'ouvrier grec, sa productivité reste inférieure à celle des ouvriers européens. On l'a constaté, en Grèce, où les ouvriers étrangers produisent, avec le même matériel et sous le même climat, plus que les ouvriers indigènes. Il a été aussi confirmé par l'expérience des pays étrangers ayant utilisé de la main-d'œuvre grecque. En France, par exemple, au cours d'une enquête faite, en 1926, dans une grande usine de construction automobile qui occupait un nombre important d'ouvriers étrangers, on a constaté que le coefficient de la productivité des ouvriers grecs était 3,7 sur 10, contre 8,1 pour les belges et les suisses, 6,8 pour les tchèques etc. . . . (35).

Les causes de l'infériorité de l'ouvrier grec sont : d'abord, l'insuffisance de son instruction générale et de son éducation professionnelle ; en second lieu, le fait qu'il se nourrit mal ; en dernier lieu, son instabilité dans le travail et sa tendance à changer continuellement de métier. On comprend que, dans de pareilles conditions, l'industrie grecque n'ait pu profiter des salaires inférieurs.

III. — Mais la plus grande difficulté qu'a rencontrée l'industrie provenait de la pénurie des capitaux (36). On en a une idée si l'on songe que le taux de l'intérêt dans le marché libre variait, pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, entre 30 et 50 %, et qu'il oscillait, depuis 1900 jusqu'en 1911, entre 12 et 30 %. Le taux d'escompte de la Banque Nationale était sensiblement inférieur, c'est-à-dire 6 à 8 %, selon l'époque, mais le taux officiel n'a jamais exercé une influence sur les taux pratiqués dans le marché libre et, en outre, l'industrie n'a pu beaucoup en profiter. Le législateur a dû prendre des mesures contre l'usure et essayer à plusieurs reprises, depuis 1911, de fixer un maximum du taux de l'intérêt (37). Mais l'efficacité de pareilles

(35) Renseignements tirés du *Cours sur l'Emigration* de M. le Pr. OUALID, année 1928-29, p. 156.

(36) Cf. CHARITAKIS : *op. cit.*, p. 72 et suiv. et ZOLOTAS^s : *op. cit.*, p. 92.

(37) Cf. G. CASSIMATIS : La limitation de l'intérêt conventionnel et la récente loi sur le taux maximum de l'intérêt en Grèce. Extrait du « Bulletin de la Société de Législation Comparée », Paris, 1930.

mesures est douteuse, et le législateur lui-même fut obligé d'élever successivement le taux maximum jusqu'à 15 % (38).

Les conséquences de la pénurie des capitaux se manifestèrent de deux façons. En premier lieu, l'industrie, ne pouvant disposer de capitaux fixes suffisants, a dû se contenter de la création de petits établissements industriels, d'où la prédominance des petites et moyennes entreprises et le peu de concentration qu'on constate encore aujourd'hui. En second lieu, les capitaux nationaux, étant médiocres et insuffisants, se sont tournés vers des industries qui n'exigent pas l'utilisation d'importants capitaux fixes.

Ainsi, les capitaux nationaux ont été surtout investis dans des industries produisant des articles de consommation, tandis que les capitaux étrangers ont été tournés vers les industries extractives.

Plusieurs causes expliquent la pénurie des capitaux. D'abord, des raisons historiques. Comme le remarque M. Andréadès, « la richesse d'un pays est le produit du travail accumulé de plusieurs générations » (39). Or, nous avons vu, que la domination turque eut comme résultat, non seulement d'empêcher la création de toute richesse, mais en plus de détruire celle qui existait. Au lendemain de sa libération, la Grèce, pour parer à la pénurie des capitaux, n'avait que deux moyens : faire appel aux capitaux étrangers et stimuler l'épargne de la population. La chose n'était pas facile ni dans l'une, ni dans l'autre direction.

La Grèce a fait largement appel aux capitaux étrangers, mais les emprunts contractés ont été utilisés pour les besoins de l'Etat et non pas pour l'organisation de l'industrie. Ils n'ont même pas été employés pour des œuvres productives, de sorte que, en fin de compte, tous ces emprunts se sont transformés en une lourde imposition qui grève l'économie nationale en général, et l'industrie plus particulièrement (40).

Les taux élevés de l'intérêt existant en Grèce ont eu pour conséquence d'attirer des capitaux étrangers, mais ils furent, surtout au

(38) Décret-loi du 17 août 1926.

(39) Cf. A. ANDRÉADÈS : *Les progrès économiques*, p. 5.

(40) Sur la nature et la productivité ou non des différents emprunts contractés par l'Etat hellénique, cf. ZOLOTAS : *Les dettes de la Grèce*, p. 21 et suiv., Athènes, 1931.

cours du XIX^e siècle, insuffisants. L'instabilité politique et économique du pays, durant ses premiers pas dans la vie indépendante, n'était pas de nature à rassurer les capitaux étrangers. Ainsi, l'insécurité de placement neutralisait l'attraction qu'exerçait le loyer avantageux de l'argent.

Quant à la constitution des capitaux par l'épargne, elle ne fut pas plus facile. D'abord, le caractère agricole du pays et l'état arriéré de l'agriculture excluaient la possibilité de l'accroissement rapide de l'épargne. L'Etat, de son côté, non seulement n'a rien fait pendant longtemps pour stimuler l'esprit d'épargne parmi la population, mais encore, en recourant fréquemment pour ses propres besoins à des emprunts intérieurs, absorbait la plus grande partie de l'épargne en voie de constitution. Enfin, les banques helléniques, sans excepter la Banque Nationale de Grèce, ont témoigné d'un grand scepticisme en l'avenir de l'industrie et ne se sont pas empressées à l'aider dans ses débuts. Les banques n'ont commencé à s'intéresser à l'industrie que depuis la guerre mondiale et surtout après 1920.

Aujourd'hui les banques collaborent avec l'industrie nationale et l'aident beaucoup pour sa réorganisation, mais nous ne pouvons nous étendre davantage sur ce sujet.

IV. — A ces différents facteurs défavorables à l'évolution industrielle de la Grèce, on pourrait ajouter la politique suivie par l'Etat qui fut incohérente et peu adaptée aux besoins de l'industrie. Mais, nous nous arrêtons ici, pour tirer quelques conclusions plus générales.

De l'examen de la structure économique de la Grèce résulte, non seulement le caractère agricole du pays, mais aussi les difficultés particulières que l'industrie nationale rencontre dans son développement.

Un certain nombre de ces obstacles pourraient être dans l'avenir surmontés, à condition, évidemment, que l'Etat soutienne l'initiative privée et que cette dernière témoigne d'un esprit de progrès en procédant à la réorganisation de l'armature industrielle du pays. Mais, l'industrie hellénique ne pourra jamais surmonter le grand inconvénient du manque de matières combustibles, sauf, peut-être, dans le cas où une large utilisation des forces hydrauliques du pays deviendrait possible. Mais de toutes façons, elle ne pourra pas concurrencer

l'industrie étrangère hors des frontières du pays, et par conséquent, même si elle arrivait à pourvoir aux besoins de la consommation intérieure, son champ d'activité serait toujours très restreint. L'agriculture restera ainsi, dans l'avenir, comme dans le passé, la principale branche de l'activité économique nationale.

CHAPITRE II

La balance commerciale de la Grèce et le commerce des produits agricoles (1)

- I. Traits caractéristiques du commerce extérieur de la Grèce : sa passivité ; la prédominance du commerce des produits agricoles ; son évolution progressive depuis le milieu du xix^e siècle.
- II. Le commerce d'exportation : 1) place occupée par les exportations des produits agricoles ; transformations qu'il a subies au cours de la seconde moitié du xix^e siècle ; 2) son évolution depuis le début du xx^e siècle ; sa physionomie durant et après la guerre mondiale ; importance de l'exportation des produits agricoles.
- III. Le commerce d'importation : 1) les facteurs de son évolution ; ses traits caractéristiques jusqu'aux guerres balkaniques ; 2) son développement depuis la guerre mondiale ; cause qui l'ont déterminé ; évolution parallèle du commerce d'importation des produits agricoles ; ses particularités.
- IV. Caractère des modifications survenues dans l'ensemble de la balance commerciale : 1) étude comparative de l'évolution de l'exportation et de l'importation des produits agricoles ; 2) influence favorable du commerce des produits agricoles sur la balance des comptes de la Grèce.

Pour compléter notre étude sur la structure économique de la Grèce, nous devons jeter maintenant un coup d'œil rapide sur son commerce extérieur. Cela, parce que c'est le seul moyen pour connaître jusqu'à quel point la production nationale satisfait aux besoins économiques du pays. Si nous vivions au temps de l'économie domestique fermée, où

(1) On trouve des renseignements sur le commerce extérieur de la Grèce dans presque tous les ouvrages cités dans le chapitre précédent. Plus spécialement, on peut consulter le bon travail de M. KAPSALIS : *La balance des comptes de la Grèce*, Lausanne-Genève, Payot, 1927. — Pour la période antérieure aux guerres balkaniques, on peut consulter aussi l'ouvrage de M. Edmond THERRY : *La Grèce actuelle au point de vue économique et financier*, p. 85 et suiv., Paris, 1905. — En ce qui concerne la période suivante, cf. H. LEFEUVRE-MÉAULTE : *La Grèce économique et financière*, p. 76 et suiv., Paris, 1916. — TSOUDEROS : *Le relèvement économique de la Grèce*, chap. V, Paris, 1919. — On trouve aussi des renseignements utiles, quoique sommaires, dans l'ouvrage de M. EVELPIDIS : *Les Etats*

la masse des producteurs s'identifiait presque à celle des consommateurs, l'étude de la production seule nous aurait suffi. Mais, dans l'organisation économique moderne, aucun peuple ne peut prétendre vivre exclusivement par lui-même. Il est, par conséquent, important de voir comment s'effectuent les échanges entre l'économie nationale et les économies des autres peuples.

I

La balance commerciale de la Grèce présente, depuis cent ans, trois caractéristiques principales : 1° elle est, de tous temps, passive ; 2° les exportations agricoles constituent le principal élément de son actif, en représentant, d'une année à l'autre les 70 ou 85 % du total des exportations ; 3° les importations agricoles, sauf de rares exceptions (2), furent toujours inférieures aux exportations de mêmes produits, de sorte que le commerce des produits agricoles constitua un élément appréciable pour l'équilibre de la balance des comptes de la Grèce

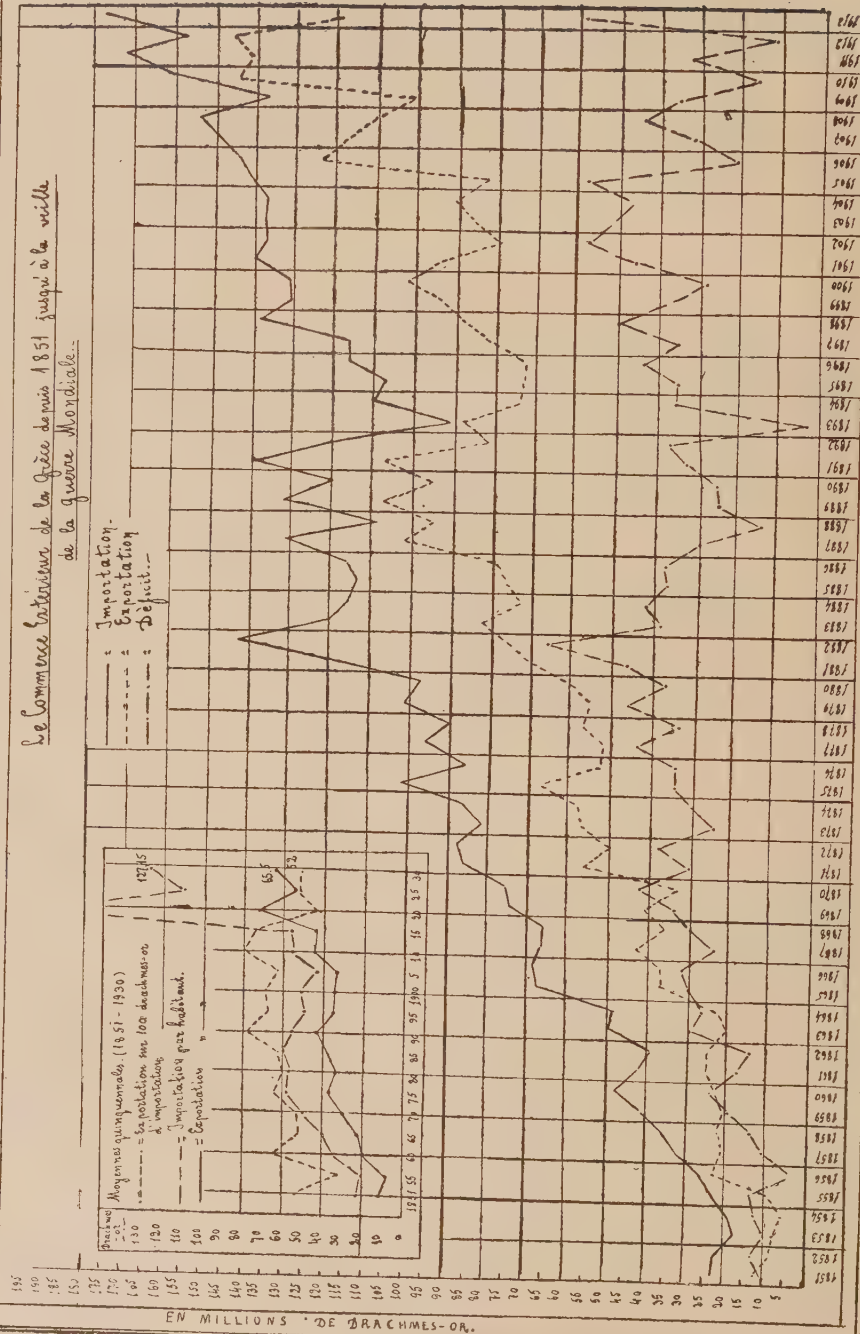
La première de ces constatations devient évidente dès qu'on jette un regard aux graphiques I et II.

Balkaniques, p. 289 et suiv. — Sur le commerce des produits agricoles, cf. BOYAZOGLU : Contribution à l'étude de l'économie rurale de la Grèce d'après-guerre, p. 209 et suiv., Paris, 1931. — On pourrait trouver aussi quelques renseignements dans les articles de M. SIMONIDE : La question agraire en Grèce (*Revue d'Economie Politique*, p. 769 et suiv.), Paris, 1923 ; et *idem* : « L'économie rurale grecque et la crise de la guerre mondiale », dans l'ouvrage de M. ANDRÉADÈS : « Les effets économ. et sociaux, etc. », déjà cité, p. 175 et suiv. — Enfin, il faut consulter surtout les nombreuses publications de la « Statistique Génér. de Grèce », sur le Commerce de la Grèce avec les Pays étrangers (en langues grecque et française). — Sur les effets de la crise actuelle sur le commerce extérieur de la Grèce, V. le rapport adressé par M. Caramanos au Comité économique spécial de la S. d. N. et publié dans : *La crise agricole*, vol. I, p. 200 et suiv., Genève, 1931 (Public. de la S. d. N.), et l'étude de M. EVELPIDIS : La crise agricole en Grèce (extrait de l'« Archive des Sciences économiques et sociales » d'Athènes), Athènes, 1931.

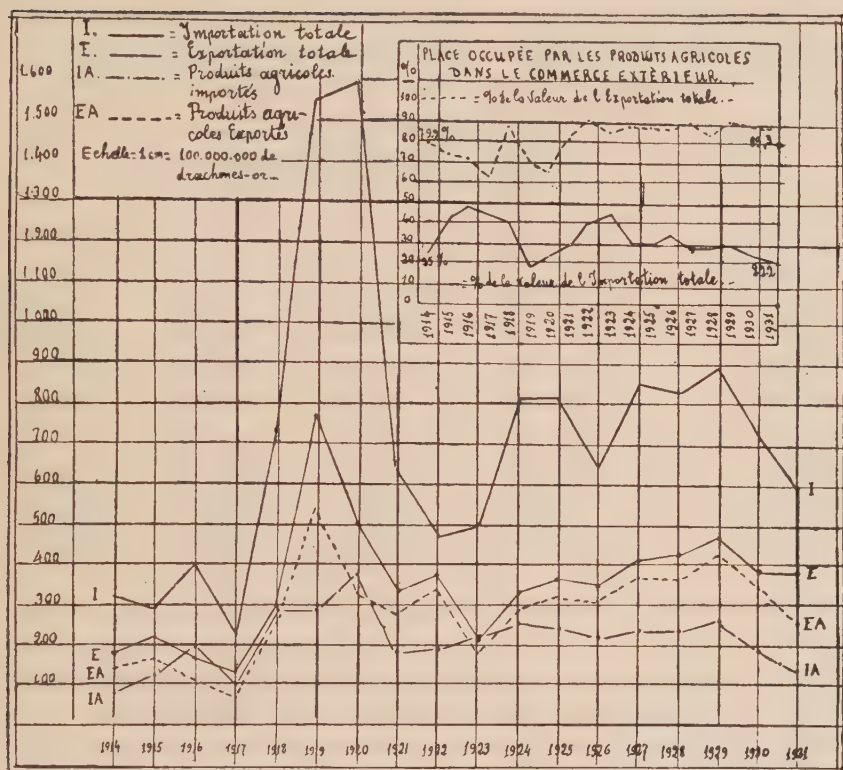
(2) Notamment pendant la guerre mondiale.

Le commerce extérieur de la Grèce de 1851 à 1913

Le Commerce Interieur de la gèce depuis 1851 jusqu'à la ville
de la guerre Mondiale--



GRAPHIQUE II



Comme on le voit dans ces graphiques le commerce extérieur, depuis 1851, époque où nous commençons à avoir des données statistiques plus précises, marque d'une façon générale une évolution ascendante, non seulement au point de vue de la valeur totale, mais aussi au point de vue de la valeur par habitant. Son évolution est accompagnée par des variations assez sensibles d'une année à l'autre. Elles sont dues principalement à deux causes : d'abord et jusqu'à une époque relativement récente, à des erreurs statistiques et à la façon défectueuse dont

les renseignements relatifs étaient élaborés (3) ; ensuite à la prédominance absolue, dans le commerce extérieur, des produits agricoles dont les variations assez fréquentes influençaient directement la balance commerciale toute entière.

En éliminant, autant que possible, les variations annuelles, nous aurons l'évolution suivante du commerce extérieur depuis 1851.

TABLEAU I. — *Le commerce extérieur depuis 1851 jusqu'en 1930*
(moyennes par 10 ans en milliers de drachmes-or)

Années	Importation	Exportation	Total	Déficit
1851-1860.....	29.034	15.810	44.844	13.224
1861-1870.....	60.072	32.162	92.234	25.910
1871-1880.....	91.959	56.827	148.786	35.132
1881-1890.....	122.081	85.981	208.062	36.100
1891-1900.....	120.257	86.419	206.676	33.838
1901-1910.....	144.042	103.196	247.238	40.846
1911-1920.....	561.537	263.249	824.786	298.288
1921-1930.....	718.698	365.741	1.084.439	352.957

Il résulte de ce tableau que même après l'élimination des variations annuelles, il existe encore des périodes pendant lesquelles le volume du commerce extérieur s'est accru considérablement, notamment dans les périodes de 1861-1870, de 1881-1890, et enfin dans celles de 1910 à 1930. Dans ces cas, l'augmentation provient, pour une bonne part, de l'annexion de nouvelles provinces et de l'accroissement, de ce chef, de la population. Il est pourtant à remarquer que la valeur des exportations et des importations par habitant va en augmentant d'une période à l'autre, presque sans interruption, sauf dans deux périodes :

(3) Jusqu'en 1914, le service statistique était attaché au Ministère des finances. L'établissement des statistiques se faisait comme suit : les données étaient fournies par les douanes et sur les quantités ainsi relevées on appliquait des coefficients de prix, uniformes pendant plusieurs années, sans tenir compte des variations intervenues entre temps. Ainsi, quand après quelques années on revisait les coefficients des prix, du seul fait de cet ajustement, la valeur du commerce extérieur se trouvait démesurément augmentée, sans un accroissement analogue de son volume.

1° celle de 1890-1900 qui coïncide avec une crise économique et financière aiguë, doublée par la guerre malheureuse de 1897 ; mais le mouvement progressif du commerce extérieur reprend de nouveau dans la période suivante ; 2° celle de 1920-1930 pendant laquelle le ralentissement du commerce extérieur est dû surtout aux événements politiques de 1922-1923 (4).

TABLEAU II. — *Evolution des importations et des exportations par habitant* (moyennes par 10 ans)

Années	Importations	Exportations
1851-1860.....	27.50	14.98
1861-1870.....	45.55	24.39
1871-1880.....	57.83	35.74
1881-1890.....	57.09	40.80
1891-1900.....	50.17	36.05
1901-1910.....	55.32	39.64
1911-1920.....	125.71	58.93
1921-1930.....	118.42	60.22

II

Le commerce extérieur de la Grèce a subi, pendant les cent ans de sa vie d'Etat libre, des modifications assez sérieuses, mais à travers toutes les modifications apparaît le caractère agricole de l'économie nationale.

I. — Jusqu'en 1860, les exportations agricoles constituent plus des 4/5 du total de l'exportation. Pendant cette période le commerce d'exportation est dominé par celui du raisin sec. En 1859, l'exportation se composait de la façon suivante (5) :

(4) Pendant les années 1922 et 1923, l'importation par habitant a diminué, par rapport à la moyenne des dix dernières années, de 33 %, et l'exportation de 15 %.

(5) Th. S. KAPSALIS : La balance des comptes de la Grèce, p. 25.

1) Raisin sec	51.40 %
2) Cocons soie	10.50 %
3) Peaux	4.60 %
4) Vins	4.25 %
5) Fruits frais	3.10 %
6) Figues	3.09 %
7) Tabac	2.65 %

La prédominance du raisin sec dans le commerce d'exportation continue, avec des fluctuations périodiques autour de 40 à 70 %, jusqu'à la fin du xix^e siècle. Mais à cette époque, apparaît un autre élément d'exportation : les produits miniers, qui arrivent vite à constituer les 15 à 20 % du total des exportations. Ainsi, dans les dernières années du siècle passé, un changement intervient dans l'ordre d'importance des produits exportés, sans que pour cela les éléments agricoles cessent de constituer l'élément principal du commerce extérieur. Voici de quelle façon se répartissaient alors les principaux produits d'exportation (6) :

1) Raisin sec	55 %
2) Produits miniers	20 %
3) Tabac	7 %
4) Vins	5 %
5) Huiles	3 %
6) Divers	10 %

II. — Au début du xx^e siècle et sous l'influence de multiples facteurs, que nous n'examinerons pas pour le moment, le commerce extérieur entre dans une nouvelle phase. Les vins et les huiles, qui apparaissaient à peine jusqu'alors, prennent, depuis, une importance particulière dans l'exportation. En même temps, l'exportation du tabac se développe davantage, de sorte que, en 1910, le commerce extérieur présentait une physionomie assez différente de celle que nous venons de voir, comme en témoigne le tableau suivant :

1) Raisin sec	30,25 %
2) Produits miniers et métaux.....	19,50 %
3) Huiles, etc.....	13,90 %
4) Vins	13,40 %
5) Tabac	8,80 %

(6) KAPSALIS : *op. cit.*, p. 26-29.

La tendance vers le changement des rapports entre les différents éléments du commerce d'exportation qui apparaît dans ce tableau, s'accroît beaucoup depuis les guerres balkaniques, de sorte que, après la guerre mondiale, nous nous trouvons en face d'une nouvelle situation. D'abord, il y eut une sérieuse réduction des exportations, dont les effets furent moins ressentis par le pays grâce à la hausse des prix. Ensuite, le rapport entre les différents produits exportés fut complètement renversé. Le changement le plus important fut l'augmentation rapide de l'exportation du tabac qui, de 23,4 % de l'exportation totale qu'elle était en 1914, passe à 45,2 % en 1918, et depuis oscille entre 40 et 60 % du total de l'exportation (7). Toutefois les produits agricoles continuent à avoir la place prépondérante dans le commerce extérieur de la Grèce. Le tableau suivant nous montre le pourcentage de la valeur des produits agricoles exportés pendant et après la guerre mondiale, par rapport à la valeur totale des exportations (8) :

TABLEAU III. — *Pourcentage des exportations agricoles par rapport au total des exportations de 1914 à 1931*

Années	% du total des exportations	Années	% du total des exportations
1914.....	77,7	1923.....	85,4
1915.....	73,9	1924.....	87,8
1916.....	71,8	1925.....	88,1
1917.....	63	1926.....	87,5
1918.....	88,3	1927.....	90
1919.....	70,7	1928.....	84,5
1920.....	66,4	1929.....	90,7
1921.....	82,2	1930.....	85,7
1922.....	91,3	1931.....	88,9

Nous n'insistons pas sur les modifications intervenues dans la composition du commerce d'exportation des produits agricoles, parce que nous aurons l'occasion d'en parler dans les chapitres suivants où nous examinerons les conditions spéciales à l'agriculture hellénique. Nous

(7) Sur l'évolution du commerce du tabac, cf. l'excellente monographie de A. MANTZARIS : *Nos tabacs* (en grec), 2^e édit., p. 34-68, Athènes, 1929.

(8) Cf. les « Bulletins Mensuels du commerce spécial de la Grèce avec les pays étrangers » (Publication périodique de la Statistique Générale de la Grèce). — Nous n'y avons compris que les produits végétaux seulement et ceux qui dérivent directement des produits agricoles (p. ex. les vins, les huiles, etc.).

n'insistons pas non plus sur les variations assez sensibles qu'a subies le commerce au point de vue des quantités exportées, parce que nous nous réservons d'abord cette question, au moment où nous étudierons les effets de la crise agricole sur l'économie de la Grèce. Pour compléter, en tout cas, ce rapide exposé, nous donnons ci-dessous une vue d'ensemble du commerce d'exportation pendant les cinq dernières années en comparaison avec 1914 (9).

TABLEAU IV. — *L'exportation des principaux produits de 1927 à 1931 en comparaison avec celle de 1914* (en millions de drachmes-papier)

Catégories de produits :	1914	1927	1928	1929	1930	1931
1) Raisin sec	41,6	921,4	1.121,7	1.054,6	967,2	933,5
2) Tabac	41,9	3.417,6	3.211,8	3.948,5	3.382	2.248,5
3) Olives et huile d'olives.....	25,6	287,5	242,8	411,1	216,7	212,5
4) Vins et liqueurs.....	23,5	578,1	525,5	622,7	297,1	199,4
5) Matières premières et métaux.....	18,3	151,6	411,7	163,3	402,3	183,6
6) Peaux et dépouilles d'animaux.....	9,5	144,4	189,1	151,2	144,6	97,3
7) Produits forestiers	3,2	98,9	105	82,8	72,9	54,1
8) Matières textiles	1,5	77,6	67,3	67,4	95,4	29,8

TABLEAU V. — *% de la valeur de l'exportation totale*

Catégories de marchandises :	1914	1927	1928	1929	1930	1931
1) Produits agricoles	77,7	90	84,5	90,7	85,7	88,9
2) Matières minérales et métaux.....	10,3	2,5	6,5	2,4	6,8	4,3
3) Peaux et dépouilles d'animaux.....	5,3	2,4	3,1	2,2	2,4	2,3
4) Produits forestiers	1,8	1,6	1,7	1,2	1,2	1,3
5) Matières textiles	0,8	1,3	1	0,9	1,6	0,7
6) Divers	4,1	2,2	2,2	2,6	2,3	2,5
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

III

I. — Le commerce d'importation de la Grèce est déterminé par deux facteurs principaux : le faible développement de la production industrielle et la production insuffisante en céréales. Nous avons déjà eu l'occasion de démontrer la lenteur avec laquelle s'est effectuée l'industrialisation du pays et le peu de place que celle-ci occupe dans l'économie nationale. Nous aurons, par la suite, l'occasion d'examiner les

(9) Données puisées dans les publications, sur le commerce extérieur, de la *Statistique Générale de Grèce*.

causes de l'insuffisance de la production en céréales de la Grèce. Rien de surprenant par conséquent si les importations en céréales et en matières industrielles dominent l'ensemble du commerce d'importation. Ce qui, pourtant, apparaît comme pas très facilement explicable, c'est le fait que les rapports entre ces deux éléments de l'importation sont restés, depuis le milieu du siècle passé presque invariables, et cela malgré les grands changements survenus dans la structure démographique et économique du pays, et malgré aussi l'énorme accroissement du volume d'importation.

1° En 1851-1855, la valeur annuelle de l'importation s'élevait environ à 19 millions de francs-or ; en 1906-1910, elle avait dépassé 141 millions, c'est-à-dire qu'elle avait réalisé une augmentation de 642 %. Cependant, les pourcentages des différents éléments de l'importation ne marquaient presque aucun changement sérieux. Au commencement de la seconde moitié du XIX^e siècle, les produits agricoles représentaient, selon les années, les 25 à 30 % du total de l'importation, les céréales constituant les 80 % et souvent davantage de la valeur de l'importation agricole. Le reste de l'importation était constitué par des matières premières pour l'industrie naissante, par des articles manufacturés ou mi-manufacturés et par quelques produits coloniaux. Or, vers la fin du XIX^e siècle, l'importation présentait la même composition, comme il résulte du tableau suivant relatif à 1896 (10) :

Produits agricoles	31,5 %
Fils et tissus.....	19,6 %
Minerais et métaux.....	10,1 %
Produits chimiques	6,9 %
Produits de pêche.....	4,9 %
Bois, etc.....	3,9 %

La physionomie générale de l'importation n'a pas changé jusqu'à la veille des guerres balkaniques. Quant à l'importation des céréales, elle a marqué les oscillations suivantes (11) :

TABEAU VI. — *Importation des céréales de 1869 à 1908*

Années	Valeur en Drachmes	% de la valeur totale de l'importation
1869.....	14.106.585	19 %
1873.....	22.414.317	19 %

(10) KAPSALIS : *op. cit.*, p. 167.

(11) ZOLOTAS : *La Grèce dans le stade de l'industrialisation*, p. 29, Athènes, 1926.

1883.....	22.103.330	19 %
1893.....	23.883.119	26 %
1903.....	33.563.608	25 %
1908.....	34.246.903	22 %

2° La rapide augmentation du commerce d'importation est due à plusieurs causes : 1) à l'accroissement de la population dû en grande partie à l'annexion de nouveaux territoires ; ainsi, la population a passé, de 1.035.527 habitants en 1853, à 2.631.952 en 1907 ; 2) à l'augmentation des besoins de la population par suite de l'accroissement du bien-être du pays, dont témoignent les progrès réalisés par la manufacture du pays et la croissance des importations par tête d'habitant. Dans la période quinquennale de 1851-1855, la moyenne de l'importation par habitant était 20,4 drachmes-or ; dans la période 1906-1910, la même moyenne s'élevait à 56,7 drachmes-or. Il est naturel que, dans ces conditions, l'importation des matières premières et des produits industriels ait fortement augmenté, étant donné que les provinces annexées à la Grèce, au cours du XIX^e siècle, étaient aussi arriérées au point de vue industriel que l'ancien Royaume. Ce qui, pourtant, ne s'explique pas de prime abord, c'est l'accroissement parallèle des importations agricoles, d'autant plus que les provinces annexées, en 1881, étaient par excellence agricoles et productrices de céréales. L'explication de ce phénomène doit être recherchée dans la prédominance des céréales et surtout du froment dans le commerce d'importation des produits agricoles. Or, la consommation des céréales et, en premier lieu, celle du blé a beaucoup augmenté dans la seconde moitié du siècle passé, par suite : 1) de l'accroissement du bien-être des habitants ; 2) de la concentration progressive de la population dans les villes ; 3) enfin, de l'industrialisation croissante du pays et de l'augmentation progressive qui en a suivi de la population active, pour laquelle le pain constituait le principal élément alimentaire.

II. — Depuis les guerres balkaniques et, surtout depuis la guerre mondiale, le commerce d'importation a pris un développement inconnu jusqu'alors. De 160,5 millions de drachmes-or, en 1910, il passe à 318,8 millions en 1914, pour atteindre 1.552,4 millions en 1920 et retomber ensuite peu à peu à 729,6 millions en 1930. La moyenne de l'importation annuelle de la décade d'avant-guerre était 144 millions ; les moyennes pour les années 1911-1920 et 1921-1930 s'élèvent res-

pectivement a 561,5 et 718,6 millions de drachmes-or. Les facteurs de cette énorme augmentation sont fort complexes.

1° Pendant les années 1913 à 1915 l'accroissement de l'importation est dû surtout à l'annexion de nouvelles provinces (Macédoine, Epire, Iles d'Egée Crète). Puis, viennent les années de guerre, durant lesquelles l'évolution du commerce fut tout à fait faussée. A la fin de la guerre mondiale se manifesta une augmentation démesurée de l'importation qui s'éleva au maximum atteint depuis la constitution de l'Etat hellénique jusqu'à nos jours. Cette augmentation fut déterminée par trois facteurs : d'abord, par le besoin de renouveler les stocks des marchandises épuisés pendant la guerre ; ensuite, par l'effort de la réorganisation industrielle du pays qui provoqua de fortes importations de matières premières ; enfin, par des facteurs psychologiques qui poussaient la population, après les privations de la guerre, à faire des achats déraisonnés. D'ailleurs, l'enrichissement de certaines couches de la population pendant la guerre, prédisposait une bonne partie des habitants à des dépenses exagérées.

2° Dans les années suivantes, la valeur de l'importation, sans se tenir au niveau de 1919 et 1920, s'est maintenue pourtant constamment supérieure à celle d'avant-guerre. Mais au point de vue du volume, l'importation est, depuis 1921, de 50 à 150 % supérieure à celle de la décade précédente. Si nous prenons comme base les quantités importées en 1914, nous aurons les variations suivantes jusqu'en 1931 :

Années	Quantité	Années	Quantité
1914.....	100	1924.....	177,6
1915.....	65,4	1925.....	207,8
1916.....	59,1	1926.....	184,7
1917.....	23,8	1927.....	224,7
1918.....	34,8	1928.....	233
1919.....	67,3	1929.....	274,1
1920.....	101,4	1930.....	253,3
1921.....	101,5	1931.....	250,9
1922.....	107		

La baisse, par conséquent, de la valeur totale de l'importation après 1920 est due exclusivement à la baisse des prix-or des marchandises importées. Les causes de l'accroissement de l'importation sont principalement les suivantes : a) le développement de l'industrie grecque,

surtout depuis 1920, qui détermina une forte augmentation des matières premières et des machines (12) ; b) l'installation des réfugiés, qui n'a pas seulement contribué à l'augmentation des besoins normaux de consommation, mais a aussi provoqué de fortes importations de matériaux de construction et d'outillage agricole pour leur établissement urbain et agricole ; c) la longue période d'inflation monétaire, par laquelle a passé l'économie nationale, qui déferla une vague de prodigalité dans le pays.

3° L'importation des produits agricoles présente, en général, après comme avant la guerre, les mêmes traits caractéristiques, tant au point de vue de sa composition, qu'au point de vue de son pourcentage par rapport à la valeur totale de l'importation. Les céréales prédominent toujours dans les importations agricoles. Mais le mouvement de cette catégorie d'importations fut beaucoup plus ample et plus compliqué que pour les autres marchandises d'importation et cela par le double jeu des variations alternatives des prix et des quantités importées. Pendant les années de guerre, l'importation des produits agricoles atteignit son maximum, par rapport au total de l'importation. La valeur des produits agricoles importés qui représentait les 25 % du total de l'importation, en 1914, passe à 48,9 % en 1916, pour tomber en 1918 à 39,7 %. La hausse du pourcentage des importations agricoles dans cette période est due, à la fois, à la hausse des prix des produits agricoles, et à la diminution du volume de l'importation des articles non alimentaires. En effet, le volume des importations agricoles n'a présenté, par rapport à 1914, qu'une hausse faible de 10 %, en 1915 et 1916. Dans les années suivantes, il marque une très forte baisse de 53,4 % en 1917 mais qui s'atténue ensuite pour n'être que de 4,3 % en 1918.

Dans l'après-guerre, nous distinguons deux périodes différentes. L'une va de 1920 à 1923 ; l'autre commence en 1924 et finit en 1929. Une troisième période, la période de crise, que nous n'examinerons pas ici, a commencé en 1930 et dure encore. Dans la première de ces périodes, le pourcentage des importations agricoles par rapport à la valeur totale de l'importation, après avoir fléchi pendant l'année

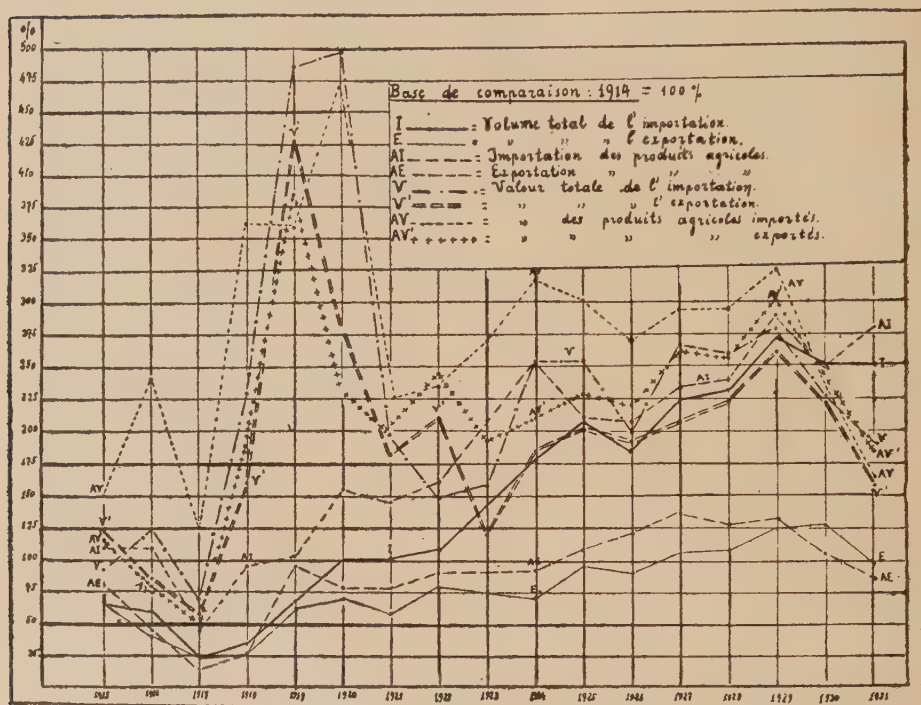
(12) Cf. G. CHARITAKIS : Le mouvement industriel en Grèce, pendant les années 1915-1925, article inséré dans le livre précité de M. ANDRÉADES : Les effets écon. et sociaux de la guerre en Grèce, p. 228-229.

1919 à 18,6 %, commence de nouveau à hausser et passe, de 24,3 % en 1920, à 43,5 % en 1923. C'est le plus fort pourcentage des importations agricoles dans l'après-guerre. Mais dès l'année 1924, l'importation des produits agricoles tombe de nouveau à 31,3 % de la valeur totale de l'importation et depuis oscille autour de 27,7 % (1927) et de 29,3 % (1929). La valeur des importations agricoles est revenue, par conséquent, au niveau de l'avant-guerre.

4° Le volume des importations agricoles a suivi une marche différente. A l'exception des années de guerre, la quantité importée de produits agricoles va continuellement en augmentant jusqu'en 1924. Après un fléchissement en 1926 et en 1927, l'augmentation reprend en 1928 et continue jusqu'à la fin de 1929, année où le volume des importations agricoles a atteint le maximum depuis cent ans. Cette évolution ascendante du commerce d'importation des produits agricoles ne s'est pas traduite par une hausse analogue du pourcentage de leur valeur, par rapport à la valeur totale de l'importation, par suite, d'une part de l'évolution analogue du volume total de l'importation, et d'autre part, à cause des variations trop fréquentes des prix des produits agricoles qui, à l'exception de 1920, sont toujours restés inférieurs aux prix réalisés immédiatement après la guerre, c'est-à-dire en 1919. Le graphique III, où le volume et la valeur des différents éléments du commerce extérieur sont évalués par rapport à 1914, prise comme année de base, nous permet une comparaison des modifications survenues tant dans l'importation que dans l'exportation.

GRAPHIQUE 111

Evolution du commerce extérieur depuis 1914 par rapport à cette année prise comme base de comparaison



La hausse des importations agricoles est due principalement à l'augmentation de l'importation des céréales, dont la consommation, par suite de l'installation des réfugiés, s'est beaucoup accrue, sans que la production des céréales accuse une augmentation analogue.

IV

I. — L'examen de la balance commerciale renforce encore l'impression que nous avons eue sur le caractère agricole de la Grèce. Le seul point sur lequel nous devons faire une dernière remarque c'est que

la guerre détermina quelques modifications dans le commerce extérieur de la Grèce, en ce sens qu'elle a augmenté l'importance du commerce des produits agricoles tant du côté de l'exportation que du côté de l'importation. Ainsi, comme on le voit dans le graphique III, le volume des exportations des produits agricoles marque, par rapport à 1914, un mouvement beaucoup plus ample que le volume total de l'exportation. Il en est de même dans le cadre de l'importation, où la hausse du volume des importations agricoles par rapport au total de l'importation est encore plus marquée. Cette impression est renforcée d'avantage par l'examen, non plus du volume, mais de la valeur des importations et des exportations agricoles par rapport à la valeur totale de l'exportation et de l'importation.

Si l'on compare, maintenant, le commerce extérieur des produits agricoles seulement, on remarquera que le volume des exportations agricoles, jusqu'en 1924, était inférieur à celui de 1914, et que depuis, il n'accuse, par rapport à cette dernière année, qu'un accroissement moyen de 12 %. Par contre, le volume de l'importation des produits agricoles s'est accru, dans le même espace de temps, très fortement et depuis 1924 présente, par rapport à 1914, une augmentation moyenne de 127,4 %. Si la balance commerciale n'accuse pas plus fortement cette transformation, cela est la conséquence du fait que :

- 1) l'évolution des prix des produits agricoles fut plus favorable aux produits indigènes d'exportation qu'aux produits d'importation ;
- 2) l'accroissement des exportations agricoles est dû surtout à l'augmentation de l'exportation des produits de faible poids, mais d'une grande valeur commerciale (tabac).

Ces modifications ne sont pas sans inconvénients pour l'équilibre de la balance des comptes. D'abord, les produits agricoles importés sont des produits de première nécessité, à l'achat desquels la Grèce ne peut se dérober. En second lieu, les marchandises exportées sont des produits de luxe, dont la Grèce ne dispose plus de cette sorte de monopole naturel qui existait, avant la guerre, en faveur de certains de ses produits (raisin sec). Il y a, ainsi, dans la balance commerciale un élément d'incertitude et d'instabilité qui tend de plus en plus à influencer défavorablement son équilibre, ainsi que l'équilibre de la balance des comptes du pays. La crise que la Grèce traverse actuellement en témoigne suffisamment.

II. — Il faut noter toutefois que, malgré toutes ces modifications, le commerce des produits agricoles continue à constituer un élément appréciable pour l'équilibre de la balance des comptes, comme on le voit dans le tableau VII.

TABLEAU VII. — *Valeur de l'exportation et de l'importation des produits agricoles en millions de drachmes-or*

Années	Exportation	Importation	Excédent
1919.....	540,9	289,2	251,7
1920.....	332,9	387,7	— 54,8
1921.....	279,3	182,5	96,8
1922.....	341,7	188,4	153,3
1923.....	180,6	218,3	— 37,7
1924.....	290,9	255	35,9
1925.....	320,1	243,2	76,9
1926.....	307,7	218	89,7
1927.....	369,6	237,8	131,8
1928.....	359,3	237,3	122
1929.....	426,5	261,9	164,6
1930.....	344,8	186,3	158,5
1931.....	252,4	131,8	120,6
	4.346,7	3.037,4	+ 1.309,3

Par conséquent, de 1919 à 1931, le commerce des produits agricoles a marqué un excédent de 1310 millions de drachmes-or. Dans les treize années considérées, le déficit de la balance commerciale s'éleva à environ 5.708 millions. Il s'en suit que l'excédent de l'exportation des produits agricoles sur l'importation a couvert les 25 % du déficit de la balance commerciale.

CHAPITRE III

Les facteurs de l'évolution agricole de la Grèce La Nature

- I. Importance des facteurs physiques dans la production agricole ; différence de la production industrielle.
- II. Position géographique et formation géologique de la Grèce.
- III. Le régime des eaux et le climat.
- IV. Les conditions désavantageuses dans lesquelles se développe l'agriculture hellénique : 1) l'insuffisance des plaines ; l'orientation de l'agriculture vers les cultures à grand rendement économique ; avantages et inconvénients qui en résultent ; 2) variété de la production hellénique, mais spécialisation territoriale des cultures ; l'extension de la monoculture et ses inconvénients.
- V. La configuration du sol et le problème des transports : 1) leur insuffisance et leur évolution depuis le xix^e siècle ; 2) leur état actuel.

1

De l'exposé rapide que nous venons de faire sur la structure économique de la Grèce se dégage nettement la prédominance absolue de l'agriculture, tant au point de vue de la production nationale qu'au point de vue du commerce extérieur. Il est, par conséquent, intéressant d'étudier plus spécialement les conditions dans lesquelles a évolué l'agriculture hellénique et les facteurs qui ont régi son évolution. Cette étude est d'autant plus indispensable, qu'elle nous permettra de connaître les différents problèmes agraires devant lesquels se trouva l'Etat Hellénique depuis sa constitution, afin de pouvoir aborder ensuite, sans difficultés, la politique suivie et les solutions données en la matière. Une autre raison qui rend indispensable cette étude, c'est le fait que l'agriculture a toujours connu, en Grèce, de grandes difficultés, d'abord à cause des facteurs historiques et politiques qui ont influé sur le régime de la propriété rurale, et ensuite, à cause de la configuration et de la nature du sol, ainsi que des conditions défavorables à la production agricole.

Le principal problème qui doit nous occuper est celui de la production agricole. C'est la première question qui se pose devant celui qui

étudie les problèmes agricoles au point de vue de la collectivité. Tout autre évidemment serait notre tâche, si nous examinions ces questions au point de vue individuel de l'entrepreneur. Toutefois, comme le problème de la production ne peut être séparé de celui de la consommation et de l'écoulement des produits agricoles, comme, en d'autres termes, la production se fait en vue de satisfaire certains *besoins*, nous serons amenés à traiter parallèlement cette dernière question.

Les agents qui collaborent à toute production économique sont : 1) les capitaux fonciers ; 2) les capitaux mobiliers ; 3) le travail. Pour ce qui est de l'agriculture, il faut y ajouter un quatrième facteur : la nature, qui joue un rôle prépondérant dans la production agricole. La grande différence entre la production industrielle et la production agricole, c'est que la première est *inorganique*, tandis que la seconde est *organique*. Par conséquent, l'action de l'homme dans l'agriculture est limitée et dans l'espace et dans le temps. Ce sont ces quatre facteurs que nous allons examiner successivement, en commençant par le facteur : *nature*.

Le terme générique de la *nature* désigne une multitude d'autres facteurs, indépendants de l'action de l'homme, qui exercent leur influence sur la production agricole. Le premier de ces facteurs est évidemment le sol. Mais le sol subit l'influence d'autres éléments physiques, d'autres facteurs, qui le fécondent ou contrarient sa productivité. C'est ainsi que la constitution géologique du sol, le régime des eaux et le climat jouent un rôle prépondérant, non seulement sur la productivité du sol, proprement dite, mais aussi sur la *nature* des cultures pratiquées. Comme le principal problème qui nous occupe est celui de la répartition de la propriété rurale, et comme d'autre part, le problème de la répartition est tout relatif et dépend non seulement de l'étendue des terres disponibles, mais aussi de la nature de ces terres et du mode de leur exploitation, il importe d'étudier brièvement à côté de la formation géologique de la Grèce, les deux autres facteurs que nous venons de mentionner : le régime des eaux et le climat.

II

I. — La Grèce occupe l'extrémité sud-est de l'Europe et la partie sud de la Péninsule Balkanique. Elle est comprise entre 41° 44' 50''

de latitude au point extrême nord (frontière gréco-turque) et le 33° 47' 00'' au point extrême sud (île de Gavdos en Crète). Les frontières physiques du pays sont celles de l'Albanie, de la Yougoslavie et de la Bulgarie au Nord, les frontières de la Turquie européenne et la mer Egée à l'Est, la Méditerranée au Sud, c'est-à-dire la mer Lybique, et la mer Ionnienne-Adriatique à l'Ouest. La superficie de la Grèce est 130.199 km², dont 107.878 correspondent à la partie continentale et 22.321 km² aux îles.

II. — Par sa position géographique, la Péninsule Hellénique fait partie du bassin méditerranéen. Cependant, tout en gardant un grand nombre de caractères communs à tous les pays méditerranéens, elle présente, au point de vue géologique, une physionomie spéciale. Sa conformation géologique est fort complexe, et ceci pour deux causes : d'abord, les couches géologiques qui la constituent sont très variées et de formations géologiques différentes (roches variées, surtout de calcaire et de marbre, de schistes argileux et crystallophyliens, de granits, etc.) ; en second lieu, les diverses couches du sol ont subi, depuis les périodes géologiques les plus anciennes, des dislocations et des déplacements tectoniques nombreux, qui ont causé des perturbations assez profondes à leur formation originaire.

Les résultats les plus intéressants, à notre point de vue, de ces phénomènes géologiques sont : 1) une appréciable concentration, dans plusieurs régions, de nombreux minerais ; 2) le caractère montagneux du pays, surtout des provinces de l'Ouest de la Grèce ; 3) enfin, la morphologie différente des régions du nord et de celles du sud de la Grèce. Ainsi le type morphologique de la Macédoine et de la Thrace ressemble plutôt à celui des pays de l'Europe centrale, tandis que dans le reste de la Grèce prédomine la forme méditerranéenne. Plus on s'éloigne des côtes, plus cette dernière forme cède la place au type de l'Europe centrale.

En Macédoine et en Thrace, les plaines sont beaucoup plus étendues, tandis que la Grèce du Centre et du Sud est plutôt montagneuse. Les cultures agricoles sont limitées aux superficies des plaines, dont l'altitude moyenne est de 10 mètres au point le plus bas (embouchure de Pénios, et de 650 mètres au point le plus haut (Kozane et Kailaria), Au point de vue géologique, le sol de ces plaines est d'âge tertiaire mais la plupart d'entre elles sont couvertes de formations diluviennes

et alluviennes. Le sol cultivable est surtout marneux et sablo-argileux. Les massifs montagneux sont rarement couverts de terre arable ; le sol où poussent les forêts et les taillis appartient surtout à la terre dite : « *Terra rossa* » qui constitue la forme typique des terres calcaires des pays Méditerranéens (1).

III

I. — L'agriculture a toujours dû lutter contre des conditions hydrographiques très défavorables. La Grèce, en effet, est dépourvue de fleuves navigables. Parmi ses 22 fleuves principaux, d'une longueur totale d'environ 2.545 km, il y en a à peine 2 ou 3 qui sont flottables, les autres sont plutôt des rivières ayant un débit faible par rapport à la quantité des eaux de pluie reçues. Leur lit, dans la plupart des cas, est à sec pendant l'été, d'une part à cause de la perméabilité des couches calcaires qu'elles traversent, d'autre part, par suite de la forte évaporation qui résulte de la grande insolation. Aussi leurs eaux, sont-elles rarement et dans une proportion minime utilisées pour des irrigations et beaucoup moins encore pour la pisciculture dont le besoin, d'ailleurs, se fait peu sentir en Grèce, du fait de l'abondance du poisson de mer. On a calculé que sur une superficie totale de 38.799.871 de stremmes dont dispose actuellement l'agriculture hellénique, il a à peine 1.765.761 de stremmes (4,56 % des surfaces agricoles) qui soient irriguées ; les autres 37.034.110 stremmes, soit 95,44 % de la superficie agricole du pays, ne le sont pas (2).

La sécheresse des mois d'été n'est pas le seul ennemi de l'agriculture. Par suite de la destruction des forêts qui couvraient autrefois les montagnes, il se forme, pendant l'époque des pluies et des neiges, de nombreux et violents torrents aux cours mal réglés qui provoquent

(1) Sur les questions relatives à la morphologie et à la structure géologique de la Grèce, cf. BOYAZOGLU : Contribution à l'étude de l'économie rurale de la Grèce d'après-guerre, Paris, Berger-Levrault, 1931. — D. OIKONOMIDOU : Géographie économique de la Grèce et des pays balkaniques (en grec), Athènes, 1931. — MARAVÉLAKI : Recherches géographiques sur la Macédoine (en grec), Salonique, 1929. — Ph. PALIATSÉA : Eléments de chimie agricole (en grec), Athènes, 1928. — O. MAULL : Griechisches Mittelmeergebiet, Breslau, 1922. — A. PHILIPPSON : Das Mittelmeergebiet, Leipzig, 1922 ; *Idem* : Beiträge zur Morphologie Griechenlands, Stuttgart, 1930. — On trouve aussi des utiles renseignements sur cette question, dans l'*Annuaire Statistique de la Grèce* 1930, p. 2 et suiv.

(2) BOYAZOGLU : *op. cit.*, p. 125.

des inondations terribles, dévastant le pays et créant d'innombrables centres de paludisme (3).

On n'a pas encore évalué avec exactitude la superficie totale qui reste inexploitée à cause des inondations et des marécages. D'après certaines évaluations, l'étendue qui d'une façon plus ou moins permanente est couverte ou saturée d'eau s'élève à 5 millions de stremmes, dont 3.500.000 en Macédoine. Et cela, sans compter les catastrophes causées à l'agriculture par le débordement des fleuves, qui ont lieu au moins tous les deux ou trois ans (4).

II. — Le *climat* (5) de la Grèce varie sensiblement d'une région à l'autre. En général, il constitue un type intermédiaire entre le climat méditerranéen et le climat continental. Dans les régions du Sud et les îles, le climat est celui des pays méditerranéens. Par contre, dans les provinces du Nord et surtout en Macédoine, le climat est plutôt continental. Le climat de la Grèce est, d'une façon générale, favorable à l'agriculture, parce que, grâce à sa variété, il permet une variété analogue de culture. Mais, il présente, au point de vue agricole, deux grands inconvénients : 1) le printemps commence d'habitude assez tard et se prolonge très peu, tandis que l'été dure beaucoup et est chaud, sec et étouffant ; la longue sécheresse des mois d'été exerce une influence désastreuse sur les différentes cultures de cette saison ; 2) le climat présente, d'une année à l'autre, une grande variabilité, qui fut toujours et est encore une des principales causes du malaise de l'agriculture hellénique.

(3) Le service d'hygiène de Macédoine de l' « Office Autonome pour l'établissement des Réfugiés en Grèce » affirme que 300.000 hectares, soit 1/10 de la superficie totale de la Macédoine sont couverts par des marais, et que 26 % de la population totale souffre du paludisme. (V. son Compte Rendu sur son œuvre de 1925 à 1929, p. 3 et suivantes). — Cf. aussi, MAVROKORDATOS et CHAMOUDOPOULOS : La Macédoine, p. 120 et suiv., Salonique, 1931.

(4) Cf. BOYAZOGLU : *Op. cit.*, p. 19-20 et *Société des Nations* : L'établissement des réfugiés en Grèce, p. 42 et suiv., Genève, 1926.

(5) Cf. BOYAZOGLU : *op. cit.*, p. 20 et suiv. — E. G. MARIOLOPOULOS : Etude sur le climat de la Grèce, Paris, 1925. — LIVATHINOS : La nébulosité et l'insolation en Grèce, dans les *Annales de l'Observatoire National d'Athènes*, t. IX, Athènes, 1926.

IV

La conclusion générale qu'on peut tirer de ce court exposé, c'est que l'agriculture hellénique s'est développée dans des conditions très défavorables.

I. — A cause de la configuration du sol, du caractère montagneux du pays et du peu d'étendue des plaines, la terre cultivable a toujours été insuffisante par rapport à la population. Ce premier inconvénient en a entraîné d'autres : l'insuffisante production des céréales et l'extrême morcellement de la propriété rurale qui fut en outre facilité par l'application des principes égalitaires en matière d'héritage du droit Gréco-romain.

L'agriculture hellénique, pour réagir contre l'insuffisance et la médiocrité du sol dont elle disposait, a dû orienter ses efforts vers les cultures à grand rendement économique (raisin sec, vigne, tabac, etc.). Ces cultures présentent, tant au point de vue de l'économie nationale qu'au point de vue de l'économie privée, de grands avantages. D'une part, certaines d'entre elles, comme la vigne, le raisin sec et le tabac, réclament une main-d'œuvre nombreuse, qu'elles occupent presque toutes les saisons ; d'autre part, elles donnent un rendement, en argent, bien supérieur à celui des céréales. On a, par exemple, calculé qu'un hectare cultivé en tabac rapporte 10 fois davantage que s'il était cultivé en céréales, et que la même étendue, cultivée en raisin sec, rapporte 5 fois plus que si elle était cultivée en céréales (6). Mais cette orientation de la production agricole n'est pas exempte de dangers et d'inconvénients. Toutes les cultures submentionnées donnent des produits d'exportation qui présentent le double inconvénient de dépendre des marchés étrangers et de ne pas être de produits de première nécessité. C'est ainsi que beaucoup de produits agricoles de la Grèce souffrent, surtout depuis le début du xx^e siècle, d'une crise chronique et presque permanente.

(6) ANDRÉADES : Les progrès économiques, p. 23-24. — M. CHASSIOTIS, ancien Directeur au Ministère de l'Agriculture, évalua que le Péloponèse tirait, jusqu'à la guerre mondiale, de la culture de ses raisins secs 50 à 80 millions de drachmes par an ; s'il les transformait en terres des céréales, la valeur de leur production ne dépasserait pas de 10 à 15 millions. — Cf. son étude : « L'autarchie du pays en blé », p. 6, Athènes, 1917.

II. — Dans son ensemble, la production agricole de la Grèce est, grâce au climat, assez variée ; mais quand on regarde les choses de près, on constate que les différentes cultures sont, en fait, localisées par régions. Ainsi, le long des côtes, prédomine la végétation méditerranéenne (vigne, raisin sec, olivier, arbres fruitiers etc). Par contre, les plaines se trouvent dans les régions basses aux embouchures des fleuves et à l'entrée des vallées et, dans ces régions, prédomine la culture proprement dite, c'est-à-dire la culture des champs. On est, ainsi, arrivé à une sorte de spécialisation des cultures par régions, qui parfois n'est pas sans inconvénients. Dans le Péloponèse, par exemple, et les îles Ioniennes prédominent la culture du raisin sec, de la vigne, et les cultures arborescentes. Il en est de même pour la Crète. Dans la Grèce Centrale, ainsi qu'en Épire, en Thessalie, en Macédoine et en Thrace, on pratique surtout la culture des céréales, et parallèlement la culture du tabac. Enfin, dans les îles de la mer Egée et dans la zone côtière, sur une largeur variable et décroissant du Sud au Nord, on pratique la culture des arbres fruitiers et celle de l'olivier. Cette localisation des cultures a conduit, dans bien des régions, à l'extension de la pratique de la *monoculture* qui n'est pas sans inconvénients, tant pour les cultivateurs que pour l'économie nationale.

L'extension de la *monoculture* n'est pas un phénomène qu'on rencontre seulement en Grèce. La *polyculture*, pratiquée autrefois, quand dans la production agricole dominait le souci d'assurer les denrées alimentaires indispensables à la nourriture, fut progressivement abandonnée, depuis que le cultivateur travaille pour le marché. Ce dernier mode de culture présente, incontestablement, certains avantages, tels que la spécialisation de celui qui la pratique et la possibilité de mieux s'outiller. Mais la *monoculture* n'engendre pas moins de grands inconvénients, aussi bien du côté agronomique que du côté économique. Il y a, en histoire naturelle, une loi qui nous apprend que les insectes et les parasites qui attaquent une culture, se multiplient d'autant plus que cette culture prend de l'extension. Plus grands encore sont les inconvénients au point de vue économique. La monoculture, en effet, multiplie et les risques des mauvaises récoltes, auxquels sont susceptibles toutes les productions agricoles, et les risques de la mévente, trop fréquents en matière de produits agricoles. En présence de ces risques, la polyculture est comme une assurance contre les aléas d'une mauvaise année.

En Grèce, les inconvénients de la monoculture sont beaucoup plus grands à cause de la nature de ses produits agricoles qui, destinés dans la plus grande partie à l'exportation, sont exposés non seulement aux variations continuelles du marché international, mais encore aux changements de la politique commerciale des pays importateurs. Les crises par lesquelles ont passé certaines de ses régions où la nomenclature est la plus poussée (Péloponèse) constituent la meilleure confirmation de ces remarques. La pratique de la monoculture présente aussi pas mal d'inconvénients au point de vue de l'économie nationale. Étant donné la place prépondérante que les produits agricoles occupent dans le commerce d'exportation, la production d'un seul produit, comme c'était autrefois le cas pour le raisin sec, expose la balance commerciale à des variations fréquentes et brusques.

V

I. — Enfin, la configuration du sol eut une autre conséquence défavorable à l'agriculture : elle a rendu difficile le développement des voies de communication. Un pays montagneux et ayant des côtes si étendues se prête mal aux transports rapides et économiques des produits qui est la condition indispensable au développement de l'agriculture et surtout au progrès de l'industrie agricole. La Grèce a toujours souffert de l'insuffisance des communications intérieures, qui fut un obstacle sérieux à son évolution économique. Si les côtes furent plus ou moins bien desservies par la marine marchande, par contre les régions un peu éloignées des ports se virent privées de toute communication. Le régime des eaux est, à ce point de vue, extrêmement défavorable. Les fleuves navigables, comme nous l'avons déjà remarqué, manquent complètement, et les fleuves flottables sont rares. La construction de chemins de fer est difficile et très coûteuse.

À ces difficultés, s'ajoutait l'état arriéré dans lequel le régime turc avait tenu le pays jusqu'à son indépendance. Ainsi, en 1832, il n'existait en Grèce aucune route carrossable. Depuis, la situation commença à s'améliorer, mais avec beaucoup de lenteur, à cause des difficultés financières que, durant le XIX^e siècle, connurent tous les gouvernements helléniques. Jusqu'en 1882, ne furent construits que 697 kilomètres de routes, et il n'existait qu'une seule voie ferrée d'une

longueur de 10 km. (7). A partir de cette époque, et grâce à la politique inaugurée par le Gouvernement Trikoupis, la construction de routes et de chemins de fer se poursuit plus méthodiquement (8). A l'heure actuelle, les communications intérieures sont desservies de la façon suivante (9) :

1) Voies ferrées.....	2.600 Km.
2) Voies maritimes.....	52.000 »
3) Routes carrossables.....	10.000 »

II. — Malgré les progrès appréciables accomplis dans les cinquante dernières années, la Grèce est loin d'avoir résolu le problème des communications. D'abord, le réseau de routes est manifestement insuffisant. La proportion de route par rapport au territoire de la Grèce est de 8,3 km. par 100 km², mais il ne s'agit que d'une moyenne. Ainsi, la proportion de route par habitant oscille entre un minimum de 0,37 mètres (Département de Florina) et un maximum de 9 mètres (Céphalonie), avec une moyenne pour tout l'Etat de 1,55 mètres (10). L'insuffisance du réseau routier devient plus grande encore du fait que les routes sont mal entretenues.

Quant aux réseaux des chemins de fer, ils sont impropres à desservir l'agriculture et l'industrie. Les grandes lignes ferroviaires ont été installées dans des régions où les communications maritimes sont faciles, tandis que la Grèce continentale et l'intérieur du pays, ou en sont dépourvus complètement, ou ne disposent que d'un réseau peu suffisant. On se rend compte combien cet état de choses avait entravé et entrave encore le développement de l'agriculture, si l'on songe que le transport du blé, de l'intérieur du pays aux ports principaux de la Grèce, à savoir ceux du Pirée et de Salonique, coûte bien plus cher que s'il était transporté de New-York (11). C'est pourquoi les che-

(7) Cf. A. ANDRÉADÈS : Cours de science financière (1924-25), en grec, p. 93 et suiv., édit. 1925.

(8) Sur la politique suivie en la matière par Trikoupis et ses résultats. V. les statistiques publiées par M. Andréadès, *op. cit.*, p. 107.

(9) Cf. l'article de M. KORONIS : Les chemins de fer dans le cadre des communications helléniques, dans les *Annales Techniques* du 15 février 1932, Athènes.

(10) Cf. *Banque Générale de Grèce* : Bilan de l'année 1924, avec un aperçu de l'état économique général du pays, p. 60, Athènes, 1925.

(11) EVELPIDIS : La crise Agricole, p. 20, Athènes, 1931.

mins de fer ont beaucoup plus servi au transport des voyageurs qu'à celui des marchandises. Il est caractéristique que ce sont les premiers qui fournissent environ les 60 % de leurs recettes (12).

Ceci provient aussi du fait que, jusqu'à une époque assez récente, l'Etat n'a pratiqué aucun programme pour favoriser le transport des produits agricoles et des matières premières de l'industrie, en appliquant, par exemple, pour certains d'entre eux des tarifs spéciaux. Ce n'est qu'à partir de 1922, que la Grèce s'est décidée à appliquer une pareille politique, en réduisant les tarifs pour le transport des matières utiles à l'industrie de 20 à 25 %. La nouvelle politique ferroviaire a donné de bons résultats, parce que, dans les années suivantes, le transport de marchandises par voies ferrées a plus que triplé (13).

*Parcours kilométriques des voyageurs et des marchandises
pour l'ensemble des réseaux*

Années	Voyageurs-kilomètres (en milliers)	Tonnes-kilomètres (en milliers)
1902.....	128.723,9	30.030,2
1910.....	180.754,9	45.045,8
1920.....	447.139,2	57.222,3
1925.....	751.206	153.097,7
1926.....	719.689,1	156.816,6
1927.....	666.401,6	150.278,4
1928.....	655.774,6	149.815

Malgré cette augmentation, le transport des produits agricoles par chemins de fer reste encore peu développé.

(12) Cf. sur ce sujet l'article de M. KORONIS : Les chemins de fer et la politique de la Grèce, dans la revue *Proche et Extrême Orient*, octobre-décembre 1924, et janvier 1925. — La situation, à ce point de vue, n'a pas changé depuis. Pendant les quatre premiers mois de 1931, pour l'ensemble des réseaux de chemins de fer, les recettes provenant du transport des voyageurs représentaient plus que 55 % du total des recettes. Cf. : *Bulletin Mensuel de statistique* de décembre 1931, p. 40 (Publication de la *Statistique Générale de Grèce*).

(13) Cf. *Annuaire Statistique de Grèce*, 1930, p. 295.

CHAPITRE IV

Les autres facteurs de l'évolution agricole: le capital foncier, les capitaux mobiliers et le travail

- I. Le capital foncier de la Grèce: 1) le territoire *agricole et non-agricole*; 2) comparaison de la Grèce avec d'autres pays européens; insuffisance de son *territoire agricole*; 3) le territoire *cultivé et non-cultivé*; les progrès réalisés par l'agriculture hellénique depuis le xix^e siècle.
- II. La répartition économique du *territoire agricole*: 1) ses traits caractéristiques; la répartition des différentes cultures; 2) les céréales; leur place dans l'agriculture hellénique; leur insuffisance et ses causes; 3) les plantes industrielles et aromatiques; prédominance de la culture du tabac; son évolution et son importance économique; 4) la culture du raisin sec et de la vigne; ses progrès au cours xix^e siècle; 5) les cultures arbustives; prédominance de l'olivier; importance de ses produits.
- III. Les capitaux mobiliers: infériorité à ce point de vue de l'agriculture par rapport à l'industrie; causes de l'infériorité; influence du manque de capitaux sur l'agriculture hellénique.
- IV. Le travail: 1) le problème de la main-d'œuvre dans l'agriculture hellénique dans la seconde moitié du xix^e siècle; 2) la dépopulation des campagnes; l'évolution de la population rurale dans les cinquante dernières années; 3) la population active agricole et son évolution.

L'étude du capital foncier d'un pays présente une multitude d'aspects, dont les principaux se rapportent à la détermination du *territoire agricole* et à sa répartition économique. A côté de ces aspects, il y en a d'autres non moins importants, comme celui de la répartition du territoire agricole quant à la *qualité du propriétaire* et quant à l'*étendue des exploitations*. Mais ces derniers problèmes, du fait de l'influence des facteurs historiques, présentent une grande variété selon les époques et selon les régions. Nous avons cru, par conséquent, plus utile de les examiner plus tard, dans le cadre plus spécial des différentes provinces de la Grèce.

I

I. — On fait d'habitude la distinction entre le *territoire agricole* d'un pays et le *territoire non-agricole*, et on entend par le dernier

terme la surface qui, par sa nature ou par son affectation à des œuvres de construction, de communication, etc., n'est pas susceptible d'être cultivée. On fait, par conséquent, entrer dans le *territoire agricole*, non seulement les terres cultivées ou cultivables, mais aussi les forêts et les terres susceptibles d'exploitation agricole ou forestière quelconque.

Nous savons que le territoire *agricole* de la Grèce fut toujours très limité, mais les statistiques nous font défaut pour évaluer exactement le territoire agricole au lendemain de l'indépendance de l'Etat hellénique. On peut, pourtant, trouver certaines indications dans les documents officiels et les écrivains de l'époque. En se basant sur les renseignements recueillis, relativement à cette question, par le Président Capodistrias, nous pouvons admettre que le territoire cultivé s'élevait, alors, à 18,8 % de la surface totale et était répartis par régions comme suit (1) :

Régions	Surface totale	Terres cultivables	% du total
	(Stremmes)	(Stremmes)	
1) Péloponèse ...	22.200.000	4.500.000	20,45 %
2) Grèce Centrale et Eubée	24.078.000	4.109.230	17,06 %
Total....	46.278.000	8.609.230	18,82 %

Cette statistique, comme les données postérieures le prouvent, ne s'éloigne pas beaucoup de la réalité. Quelques années plus tard, Strong nous donne des statistiques plus détaillées sur la répartition du territoire agricole de la Grèce (2). Quoique l'on puisse formuler quelques réserves quant à certains renseignements fournis par Strong, nous avons cru utile de les reproduire, parce qu'ils nous permettent de nous former une idée d'ensemble sur le problème qui nous occupe (3) :

(1) Cf. D. ZOGRAPHOS : Histoire de l'Agriculture Hellénique, t. II, p. 96 et suiv., Athènes, 1923. Le stremme est égal à 1/10 d'hectare.

(2) Les statistiques se rapportent à l'année 1836, mais elles ont été publiées plus tard, en 1842. — Cf. STRONG : Greece as a Kingdom or a statistical description of that country from the arrival of king Otho, in 1833, down to the present time, London, 1842.

(3) Cf. ZOGRAPHOS : *op. cit.*, t. II, p. 110 et suiv.

1) Montagnes et roches.....	15.967.225	Stremmes
2) Fleuves et lacs.....	3.500.000	»
3) Forêts	7.000.000	»
4) Terres arables.....	19.908.358	»
5) Jardins	219.000	»
6) Vignobles et raisin sec.....	766.560	»
7) Oliviers et arbres fruitiers.....	42.096	»
8) Terrains urbains.....	156.340	»
Total.....	47.615.000	Stremmes

Le territoire agricole s'éleverait, par conséquent, à 27.936.015 stremmes, soit à 58 % de la surface totale, le pourcentage pour les terres cultivables et les forêts étant respectivement 44 % pour les premières et 14 % pour les secondes.

Cette évaluation paraît assez exagérée. Jamais le territoire agricole de la Grèce n'a atteint un pourcentage aussi élevé. La superficie occupée alors par les montagnes et les colines s'élevait environ à 38,8 millions de stremmes, c'est-à-dire au double de l'étendue indiquée par Strong (4). Même en admettant qu'une grande partie de la superficie montagnaise pourrait devenir cultivable, nous ne pouvons arriver aux chiffres donnés par lui. De ce fait, Strong est arrivé à surestimer l'étendue des terres susceptibles d'être cultivées (élément 4). Un autre fait qui nous conduit à des conclusions analogues, c'est que l'étendue totale des principales plaines de la Grèce, était, à cette époque, un peu supérieure à 9 millions de stremmes. Il est, par conséquent, difficile d'admettre que les terres cultivables en dehors de ces plaines avaient une étendue supérieure à celle des plaines elles-mêmes.

L'annexion, en 1881, de la Thessalie et du département de l'Arta, régions qui disposent de grandes plaines, a amélioré un peu la situation, mais dans l'ensemble le territoire agricole resta assez limité (5). Les plaines, à cette époque, ne représentaient que environ 20 % du territoire total de la Grèce, le reste étant occupé par les lacs, les marais et les montagnes. Voici la statistique relative (6) :

(4) V. A. ANDRÉADÈS : Les progrès économiques de la Grèce, p. 13, où on trouve des statistiques détaillées sur ce sujet.

(5) Cf. DÉCASOS : Die Landwirtschaft im heutigen Griechenland, Altenburg, 1904.

(6) Cf. A. ANDRÉADÈS : Les progrès économiques de la Grèce, p. 13,

Plaines	1.286.583 hectares
Laes et marais.....	87.905 »
Montagnes	5.055.122 »
Superficie totale.....	6.429.610 hectares

La superficie cultivable était, évidemment, supérieure à celle des plaines submentionnées, mais cela ne pouvait changer beaucoup la situation. Il faut ajouter que le pourcentage de la superficie cultivable variait beaucoup d'une région à l'autre. Ainsi, dans beaucoup de départements, la terre cultivable ne représentait que 9 % de la superficie totale (îles Cyclades), et dans d'autres (Etolie) cette proportion descendait à 6 %. Depuis les guerres balkaniques, l'agriculture hellénique se trouve dans de meilleures conditions. D'abord, de nouveaux territoires, par excellence agricoles, furent libérés. En second lieu, il y eut une extension des cultures sur des terres incultes auparavant. Aujourd'hui, la superficie totale de la Grèce s'élève à 130.199 kilomètres carrés, soit environ 130 millions de stremmes. La superficie agricole correspond à environ 39 millions de stremmes, soit à 30 % de la superficie totale. Les forêts couvrent 24.065.017 stremmes et constituent les 18,5 % du total de la superficie (7). Par conséquent, le territoire agricole de la Grèce, au sens large du terme, s'élève à environ 48,5 % de la superficie totale. La superficie agricole est répartie de la façon suivante :

Champs et jardins.....	19.984.048 stremmes, soit 51,50 %
Cultures arbustives.....	1.769.589 » » 4,55 %
Vignes	1.961.338 » » 5,05 %
Prairies et pâturages.....	11.741.226 » » 30,29 %
Marais, terres marécageuses et terres stériles.....	3.343.670 » » 8,61 %
	38.799.871 stremmes, 100 » » %

II. — La conclusion, que l'on peut tirer de ce qui précède, c'est que la superficie agricole reste encore très peu étendue. On le comprend mieux, dès qu'on compare la Grèce à d'autres pays ayant une structure économique plus ou moins analogue à la sienne. Si nous prenons comme base l'année 1928 à laquelle se rapportent les statistiques

(7) Cf. BOYAZOGLU : *op. cit.*, p. 125.

recueillies (8), nous aurons le tableau suivant relatif à l'étendue et à la répartition du territoire agricole de quelques pays (9) :

Pays	Terres cultiva- bles ou productives	Forêts	Territoire agricole	Territoire non-agricole
	(% du total)	(% du total)	(% du total)	(% du total)
Grèce	30 » %	18,5 %	48,5 %	51,5 %
Bulgarie	47 » %	27,4 %	74,4 %	25,6 %
Roumanie	55 » %	24,5 %	79,5 %	20,5 %
Yougoslavie ..	46,6 %	30,5 %	77,1 %	22,9 %
France	74,9 %	19,3 %	94,2 %	5,8 %
Italie	78,4 %	16,3 %	94,7 %	5,3 %
Suisse	55,7 %	21,8 %	77,5 %	22,5 %

Il ressort de cette comparaison que la Grèce a le territoire agricole le moins étendu. Le *territoire non-agricole* de la Grèce, est plus de deux fois supérieur à celui des autres pays balkaniques, et dix fois plus grand que celui de l'Italie et de la France. Ce seul fait suffit pour nous montrer combien est désavantageuse la situation de l'agriculture hellénique. Pour avoir une idée plus complète il faut ajouter à l'insuf-

III. — *Le territoire agricole*, à son tour se subdivise en territoire *cultivé* et en territoire *non cultivé*. A ce point de vue nous devons constater que l'agriculture hellénique a fait, depuis cent ans, de réels progrès. Les statistiques dont nous disposons ne nous permettent pas d'établir un tableau général de la réduction progressive des surfaces non cultivées. Il y a pourtant certains faits qui nous permettent d'affirmer que l'agriculture a effectué, à ce point de vue, des progrès appréciables. D'abord, l'Etat a dépensé des sommes importantes pour la régularisation des cours des torrents, et ce travail continue plus activement depuis quelques années. Il a, en outre, entrepris de grands travaux d'assèchement et de drainage. Dans cet ordre d'idée, on doit mentionner le dessèchement, entrepris avant la guerre, du lac Copais

(8) Pour la Bulgarie, nos renseignements se rapportent à 1927. Cf. TANCHEFF : Rapport au Comité Economique de la S. d. N. pour la crise agricole (La crise Agricole, vol. I, p. 124, public. de la S. d. N., 1931).

(9) *Annuaire Statistique de la Grèce*, 1930, p. 474.

finance des terres cultivables, la mauvaise répartition de la propriété foncière, due au régime turc auquel l'Etat hellénique a succédé.

de la Béotie qui a rendu à la culture plus de 200.000 stremmes (10). Depuis quelques années, des travaux analogues, ainsi que des travaux d'irrigation d'une grande importance, furent commencés en Macédoine, et d'autres se trouvent en cours d'études. On évalue que les travaux exécutés actuellement en Macédoine et qui seront achevés d'ici deux ou trois ans, rendront à la culture 2.250.000 stremmes dans la Macédoine Centrale et 1.560.000 stremmes dans la Macédoine orientale. On étudie aussi l'exécution des travaux d'assèchement et d'irrigation en Epire, en Thessalie et dans d'autres provinces, sur une superficie totale de 2.600.000 (11).

Un autre indice des progrès accomplis, en Grèce, dans la conquête de la terre par l'homme, est le fait de l'augmentation continuelle des étendues occupées par les différentes cultures. Sans entrer pour le moment dans le détail, nous notons que la superficie cultivée a passé vier au 1^{er} mars 1932,

de 13.355.662 stremmes en 1914, à 15.974.278 stremmes en 1928 (12), soit une augmentation de 20 % environ. Malgré ces progrès indéniables, la Grèce se trouve dans une situation très désavantageuse. Si l'on compare la superficie effectivement cultivée, en Grèce et dans certains autres pays balkaniques et européens, on aura le tableau suivant (13 :

Pays	Superficies cultivées (en hectares)	% de la superficie totale
Grèce	1.597.427	12,2 %
Bulgarie	3.567.000	34,6 %
Yougoslavie	7.020.000	28,2 %
Roumanie	13.366.000	45,3 %
France	24.829.000	45,6 %
Italie	15.311.000	51 » %

(10) Cf. ANDRÉADÈS : Les progrès éconóm., etc., p. 17 à 20. — TSOUDEROS : Le relèvement, etc., p. 106-107.

(11) Cf. MAVROGORDATOS et CHAMOUDOPOULOS : La Macédoine, pp. 120 et suiv., Salonique, 1931. — Sur cette question, il y a eu dernièrement une longue et très intéressante discussion dans la *Chambre Technique d'Athènes*. Cf. notamment les conférences de MM. PESMATZOGLOU, CHALKIOPOULOS, COSTOPOULOS, GEORGICOPOULOS, SINOS, MELENGOVITCH, LOPRESTIS, EVELPIDIS, LIATSIKAS, SIMONIDE, CHAS-SIOTIS, PALLIS, etc., publiées dans les *Annales Techniques* d'Athènes du 1^{er} jan.

(12) *Annuaire Statistique* 1930, p. 145.

(13) Statistiques puisées dans l'*Annuaire Statistique de Grèce* 1930, p. 474-476. — Les données publiées sont relatives à l'année 1928, sauf pour la Bulgarie,

II

La question de la répartition économique du territoire agricole présente un grand intérêt, non seulement au point de vue économique mais aussi au point de vue social. Si, en effet, la culture des céréales permet et favorise, en général, la grande exploitation et par conséquent la concentration de la propriété rurale, ce n'est pas le cas pour d'autres cultures, comme les cultures de la vigne et du tabac qui exigent beaucoup plus de soins et de travail, que d'étendue. Certes, des problèmes sociaux d'une grande gravité peuvent surgir aussi bien dans le premier que dans le second cas. Le caractère, par exemple, de plus en plus industriel que prend, dans beaucoup de pays, la culture de certains produits à grand rendement, et les méthodes de production qu'on y emploie, ne sont pas sans créer de sérieux problèmes sociaux. La viticulture du Midi de la France est riche en expérience (14). Mais les problèmes qui se posent dans le premier ou dans le second cas ne sont ni les mêmes, ni de la même nature.

I. — Les traits caractéristiques de la répartition économique du territoire agricole de la Grèce sont les suivants : 1) la localisation territoriale des cultures, dont nous avons déjà parlé ; 2) la prédominance des céréales par rapport aux autres cultures, tant au point de vue de la superficie occupée qu'au point de vue du rendement économique ; 3) enfin, l'évolution progressive des cultures à grand rendement économique. La prédominance des céréales apparaît dès qu'on examine la production agricole des dernières années, et cela malgré l'extension qu'ont prise certaines cultures (tabac) après la guerre. Ainsi, en 1929, la production agricole était la suivante (15) :

pour laquelle nous avons utilisé les statistiques de 1927. — Dans la superficie cultivée nous avons fait entrer les terres labourables et les terres affectées aux cultures arbustives (vignobles, etc.).

(14) Cf. AUGÉ-LARIBÉ : Le problème agraire du socialisme. La viticulture industrielle du Midi de la France, Paris, Girard et Brière, 1907.

(15) Cf. Statistique Agricole Annuelle de la Grèce, année 1929 (Public. de la *Statist. Génér. de Grèce*), p. 18. Athènes, 1931. — La culture du blé occupe, d'une année à l'autre, les 45 à 50 % de la superficie cultivée en céréales.

Catégories de culture	Superficies cultivées (en stremmes)	Production (en quintaux métriques)	Valeur (en milliers de drachmes)
1) Céréales	10.462.528	7.126.462	2.859.465
2) Légumes secs	530.044	295.165	145.977
3) Légumes	383.557	2.243.469	287.172
4) Plantes industrielles et aromatiques..	1.438.544	839.675	2.084.501
5) Plantes fourragères	626.722	1.387.463	208.465
6) Vignobles	1.163.937	2.728.909	632.386
7) Raisins secs	583.008	1.392.712	960.879
8) Olives et huile d'olive.	—	1.140.246	1.283.791
TOTAL.....	15.188.340	17.154.101	8.462.636

Les céréales occupaient, en 1929, les 69 % de la superficie cultivée. Il est à remarquer que, malgré l'augmentation assez sensible, dans la dernière décade, des superficies cultivées et malgré les modifications survenues dans le rapport des différentes cultures, la proportion des terres affectées aux céréales reste presque sans changement. Le tableau ci-dessous nous montre la superficie occupée par les différentes cultures, par rapport au total des superficies cultivées, depuis 1922 (16) :

	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
1) Céréales	71,7	69	69,2	70,2	72,5	71,2	71,6	69
2) Légumes secs	3,8	3,3	3,3	3,5	3,9	3,5	3,4	3,5
3) Légumes	2,1	1,7	1,8	1,7	1,8	1,8	1,8	2,5
4) Plantes industrielles et aromatiques....	4	6,5	8,1	7,6	7,1	8,2	7,8	9,4
5) Plantes fourragères	2,8	4,1	3,2	3,1	2,8	3,5	3,2	4,1
6) Vignobles vinifères	9,8	10	8,5	8,5	7,6	7,5	8,5	7,7
7) Raisin sec	5,8	5,4	5,9	5,4	4,3	4,3	3,7	3,8
	100	100	100	100	100	100	100	100

De la comparaison de ces deux tableaux, on peut tirer les conclusions suivantes : d'abord, il y a une forte augmentation des superficies affectées aux plantes industrielles et aromatiques qui, depuis 1927, dépassent le double ; cette augmentation est d'autant plus importante que, les superficies cultivées ont accru, entre temps, de 20 % environ ; en second lieu, il y a, par rapport aux autres cultures, un recul sensible du raisin sec, de 30 % environ, qui correspond aussi à une diminution effective des superficies occupées par cette culture ; dans les années

(16) Cf. Statistique annuelle agricole de la Grèce, année 1929, p. 36 et suiv. (Public. de la *Statistique Génér. de Grèce*), Athènes, 1931.

1921-1923, la moyenne des superficies cultivées en raisin sec s'élevait à 787.000 stremmes, tandis que dans les trois dernières années cette moyenne n'était que 630.000 ; en troisième lieu, on constate un arrêt dans la culture des vignobles vinifères et une tendance d'augmentation des plantes fourragères et des légumes ; enfin, par ordre d'importance, les céréales mises à part, les plantes industrielles occupent le premier rang, et viennent immédiatement ensuite les vignobles et le raisin sec.

II. — Malgré la prédominance absolue des céréales, leur production fut toujours insuffisante à satisfaire les besoins de la consommation. Depuis l'antiquité le problème des céréales fut la préoccupation prédominante de la Grèce. On sait combien le souci de s'assurer le pain a influencé sur la politique de la République Athénienne, et depuis les choses n'ont pas changé (17). Au cours du siècle passé, la culture des céréales a fait des progrès appréciables, surtout la culture du froment. Les emblavures ont passé de environ 360.000 hectares, en 1875, à 576.082 hectares en 1911. L'augmentation est due, pour une très grande part à l'annexion de la Thessalie et de l'Arta, en 1881, qui disposaient de plaines en céréales assez étendues. Mais il y a eu, aussi, un accroissement des superficies cultivées en céréales dans le reste de la Grèce. Les renseignements qu'on trouve dans les auteurs de cette époque n'en laissent aucun doute, mais les statistiques font défaut et celles qui existent sont contradictoires. Cet accroissement est toutefois confirmé par le fait que la production des céréales va augmentant et après l'annexion de ces provinces. La culture des céréales, par exemple, a évolué comme suit (18) :

(17) Sur cette question, cf. l'excellente étude de M. A. JARDÉ : *Les céréales dans l'antiquité grecque*, Paris, Boccard, édit., 1925. — On y trouve aussi, une bibliographie complète sur ce sujet. V. aussi, L. GERNET : *L'approvisionnement d'Athènes en blé au cinquième et au quatrième siècle*, Paris, 1909, quoique cette étude fut, dans les dernières années, l'objet d'une vigoureuse critique à plusieurs points de vue, et A. ANDRÉADES : *Histoire des finances publiques helléniques*, p. 206 et suiv., édition de 1918. — Sur le problème de l'approvisionnement en céréales de la Grèce pendant la domination turque, cf. A. ANDRÉADES : *L'Administration financière de la Grèce sous la domination turque*, p. 42 et suiv., Paris, 1910.

(18) Les statistiques pour cette période font défaut. Les sources des données que nous reproduisons ici sont les suivantes : 1) *Annuaire Statistique de Grèce*, 1930, p. 145 et suiv. ; 2) Ed. THÉRY : *La Grèce actuelle*, etc., p. 137 ; 3) Sp. LOVERDOS : *La richesse nationale*, Athènes, 1902 ; 4) Sp. CHASSIOTIS : *La taxa-*

1885	4.700.000 quintaux
1900	5.640.800 »
1911	6.229.851 »

Dans le même espace de temps, la production du froment fut la suivante :

1875	1.247.257 quintaux
1890	2.820.400 »
1900	3.380.000 »
1911	3.434.135 »

Malgré ces progrès, la production en céréales resta, jusqu'aux guerres balkaniques, inférieure aux besoins de la consommation. On a évalué que la consommation annuelle en céréales par habitant s'élevait à 185 kilos, en moyenne, tandis que la production nationale n'atteignait annuellement que 130 kilos environ (19). Aussi, l'importation de froment et de farine va augmentant, pendant toute cette période, comme l'atteste la statistique suivante (20) :

Année	Importation totale (Moyennes quinquennales)	Importation par habitant (Moyennes quinquennales)
1875.....	937.741 (quintaux)	59,4 kilos
1885.....	966.413 »	41,1 »
1890.....	618.433 »	27,8 »
1896.....	1.335.944 »	55,7 »
1900.....	1.686.037 »	67,3 »
1905.....	1.562.858 »	60,2 »
1911.....	2.430.870 »	89,9 »

L'insuffisante production en céréales doit être attribuée : d'abord à l'insuffisance des plaines et, en général, à la médiocrité du sol ; ensuite, au climat chaud, sec et variable, qui est peu favorable à la culture des céréales (21) ; enfin au faible rendement par hectares. Les causes du faible rendement étaient : 1° la prédominance, dans les régions du

tion des céréales, article publié dans la revue *Néa-Géoponica*, Athènes, 1915 ; 5) *Office des renseignements Agricoles de Paris* : Notices agricoles, p. 67, Paris, Imprimerie Nationale, 1906 ; 6) ANAGNOSTOPOULOS : La culture du blé et la suffisance en blé de la Grèce, p. 15-25, Athènes, 1930.

(19) CHASSIOTIS : L'autarchie en blé du pays, Athènes, 1917.

(20) ANAGNOSTOPOULOS : *op. cit.*, p. 18-21.

(21) Sur cette question, cf. ANAGNOSTOPOULOS : La culture du blé, etc., 1930, et Ar. MOURATOGLIOU : De quelle façon peut être augmentée et améliorée la production du blé en Grèce, Athènes, 1930.

Nord où se trouvent les principales plaines de la Grèce, de la grande propriété qui pratiquait la culture extensive des céréales par l'intermédiaire des pauvres métayers (22) ; 2° à l'éducation insuffisante tant professionnelles que générales des paysans ; 3° enfin, au manque des capitaux.

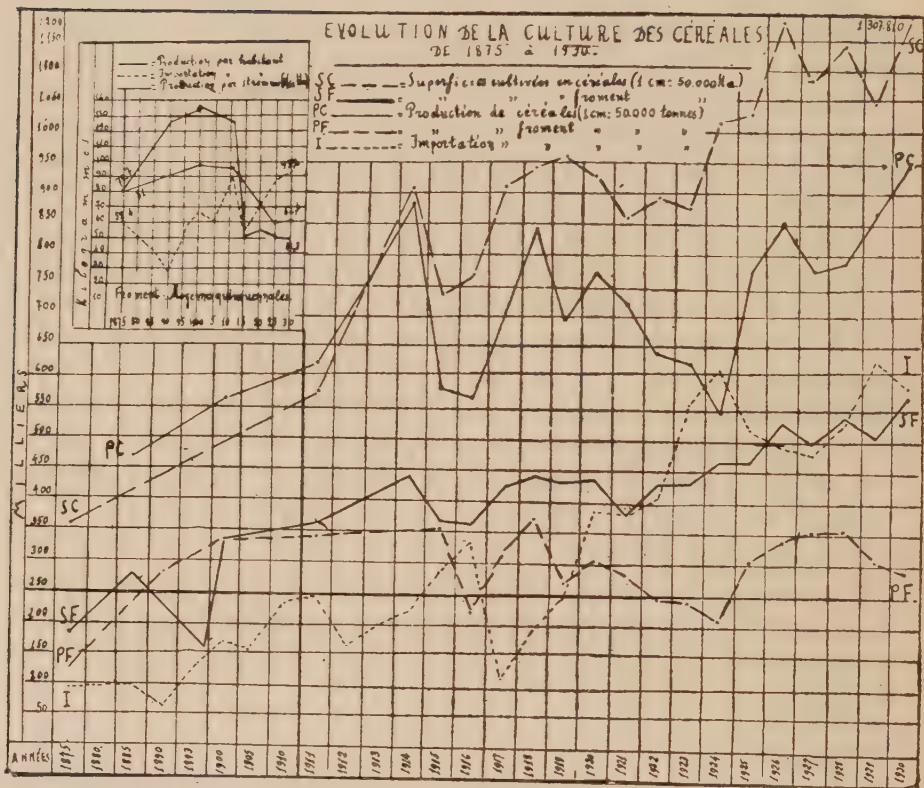
Après les guerres balkaniques, les superficies cultivées en céréales ont doublé à cause, d'une part de l'annexion de nouvelles provinces (Macédoine, Epire) qui disposent de plaines très fertiles, et d'autre part, des progrès réalisés durant les dernières années dans la culture des céréales. Les superficies affectées aux céréales ont passé, de 576.000 hectares en 1911, à 910.035 hectares en 1914, pour s'élever à 1.138.994 hectares en 1929, soit une augmentation de 100 % environ. En même temps la population connut une augmentation beaucoup plus forte, soit 129,6 %, ayant passé, de 2.702.000 habitants environ en 1911, à 6.204.684 en 1928. Ainsi, la consommation a augmenté d'au moins 29,6 % de plus que la production. Ce pourcentage ne représente pas la véritable proportion dans laquelle la consommation s'est accrue, parce qu'il y a eu aussi un changement dans la composition de la population par groupes d'âge, avec une augmentation de la population consommant du pain. En outre, la population urbaine a augmenté, de 1907 à 1928, de 228 % environ, ce qui indique déjà un changement dans la composition professionnelle de la population.

Les conséquences de tous ces changements se résument dans un accroissement de l'importation des céréales, comme on le voit dans le graphique IV.

(22) M. CHASSIOTIS : (Aperçu général de l'agriculture en Grèce, p. 4, Athènes, 1924) remarque que 4 à 5 % seulement des céréales étaient produits par faire valoir direct des grands propriétaires.

GRAPHIQUE IV

Evolution de la culture des céréales



Le tableau suivant nous montre les quantités importées de froment et de farine de froment importées depuis 1920 (23) :

Années	Froment (en tonnes)	Farine (en tonnes)
1920.....	307.460	37.919
1921.....	332.567	30.034
1923.....	362.619	118.945
1924.....	407.161	137.411
1925.....	367.367	111.900
1926.....	313.605	148.495
1927.....	411.054	66.752
1928.....	475.992	49.124
1929.....	597.909	31.222
1930.....	574.689	14.279
1931..	662.896	18.717

III. — Immédiatement après les céréales, viennent les plantes industrielles et aromatiques parmi lesquelles le tabac occupe la place prédominante, en représentant environ les 70 % des superficies affectées à ces cultures et les 80 % de la valeur totale de leur production.

Produit d'une importance secondaire durant le xix^e siècle, le tabac a fait depuis le début du xx^e des progrès tels, qu'aujourd'hui son importance dans l'économie nationale égale celle des céréales. La valeur de sa production, dans les dernières années, se rapproche de celle de la production des céréales. Au point de vue du commerce extérieur, il est devenu le principal produit d'exportation. Les progrès de la culture du tabac sont dus, en premier lieu, à la nouvelle orientation qu'a prise l'agriculture hellénique dans le dernier quart du siècle passé. Sous l'inculcation de multiples facteurs que nous avons analysés lors de l'examen de l'évolution économique du pays, l'agriculture a senti le besoin de s'orienter vers les cultures à grand rendement économique. L'attention des agriculteurs grecs fut, d'abord, attirée par la culture des vignobles et du raisin sec. Ensuite, elle se tourna vers le tabac. En second lieu, l'extension de la culture du tabac est due à l'annexion des Provinces du Nord (Macédoine) où elle était largement pratiquée. Enfin, dans les dernières années, l'accroissement

(23) Cf. Bulletin mensuel du commerce spécial de la Grèce avec les pays étrangers (Public. de la *Statist. Génér. de Grèce*), années 1920 à 1931.

de la production du tabac est la conséquence de l'établissement des réfugiés, dont une grande partie s'adonne à cette culture. Il est caractéristique, que M. Tombazis, écrivant en 1878, ne parle qu'en passant du tabac (24). Depuis, la culture du tabac eut, jusqu'aux guerres Balkaniques, l'évolution suivante (25) :

Années	Hectares cultivés (Moyennes quinquennales)	Production (tonnes) (Moyennes quinquennales)
1881-1885.....	8.501	3.812
1886-1890.....	8.434	4.044
1891-1895.....	5.960	4.043
1896-1900.....	7.110	5.142
1901-1905.....	10.181	7.611
1906-1910.....	10.707	6.713
1911.....	15.949	14.021

Durant la période de guerre, sa production marque une tendance vers l'accroissement, mais jusqu'en 1919 elle subit des oscillations très fortes. Depuis 1920 l'augmentation de sa production reprend de nouveau, et les superficies affectées à cette culture ont presque triplé. Voici les statistiques relatives à la période de 1920-1929 (26) :

Années	Hectares cultivés	Production (en tonnes)
1920.....	39.038	31.683
1921.....	29.486	23.353
1922.....	31.955	25.790
1923.....	61.563	57.773
1924.....	81.580	50.297
1925.....	80.368	60.826
1926.....	81.191	61.380
1927.....	92.314	63.216
1928.....	93.076	58.737
1929.....	101.223	68.738

Parallèlement à l'augmentation de la production, on note l'accroissement de l'exportation du tabac qui, de 26.436 tonnes en 1920, s'élève

(24) TOMBAZIS : La Grèce au point de vue agricole, Athènes, 1878. — ANDRÉAS : Les progrès économiques, etc., p. 23-24.

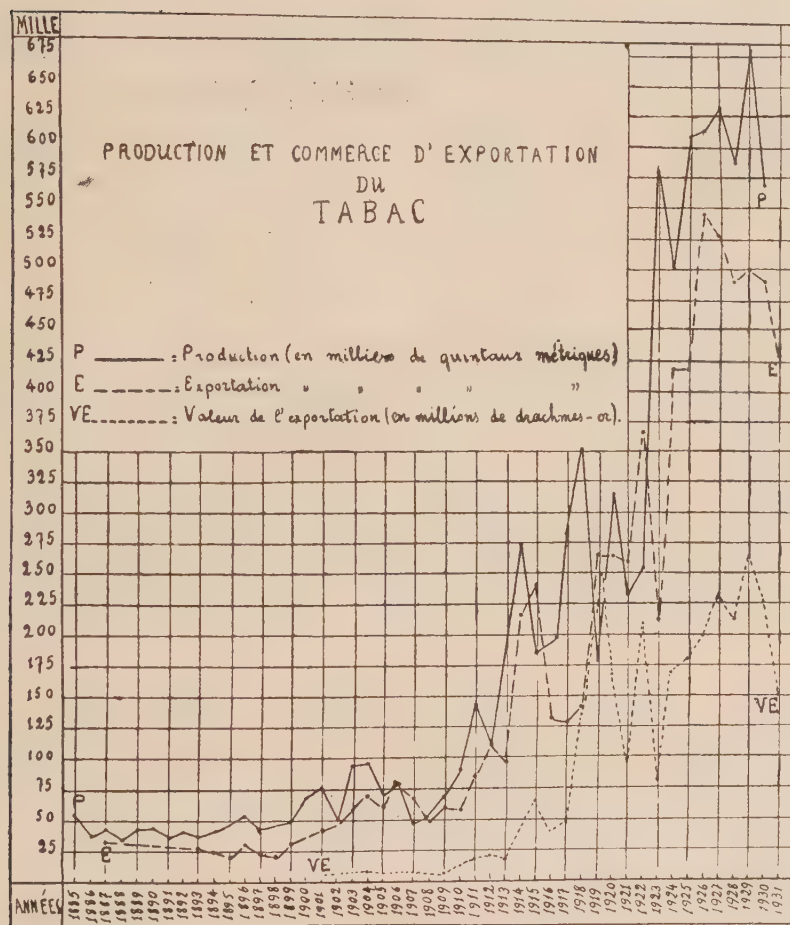
(25) A. MANTZARIS : Nos tabacs (en grec), p. 39, Athènes, 1929.

(26) Cf. Statistique Annuelle Agricole de la Grèce (Public. de la *Statistique Générale de la Grèce*), année 1927, p. 49 et 76, et année 1929, p. 49 et 76.

à 55.324 tonnes en 1926, pour osciller ensuite autour de 53 et de 50 mille tonnes. Le graphique V nous donne une idée des variations réciproques de la production et de l'exportation du tabac.

GRAPHIQUE V

Production et commerce extérieur du tabac



IV. — Après le tabac, vient, en importance, la culture du raisin sec et de la vigne. Durant la Révolution Nationale, la plus grande partie

des vignobles fut détruite, en sorte que, après son indépendance, la Grèce n'en disposait que peu d'étendues (27). Mais au cours du XIX^e siècle, les vignobles furent peu à peu reconstitués. Leurs plus grands progrès datent, surtout, du dernier quart de ce siècle. La destruction des vignes françaises, par le phylloxéra, eut comme conséquence d'augmenter la demande des vins et du raisin sec grecs par les vignerons français, ce qui poussa les agriculteurs grecs à étendre ces cultures.

1^o On a une idée des progrès réalisés, dans cette période, par le raisin sec, si l'on jette un regard sur le tableau suivant (28) :

Années	Hectares cultivés	Production
		(en millions de livres vénitiennes)
1830.....	380	—
1860.....	15.305	69,3
1871.....	34.631	150
1881.....	50.000	263
1891.....	67.000	343

A partir de l'année 1893 et au fur et à mesure que la reconstitution des vignobles français progressent, un déséquilibre se produit entre la production et l'exportation, et depuis le raisin sec passe par une crise chronique, à laquelle rien ne put remédier (29). Jusqu'à cette époque, l'exportation absorbait, d'une année à l'autre, les 90 à 95 % de la production du raisin sec. Depuis, le pourcentage de l'exportation par rapport à la production oscille entre 69 % et 85 %, avec une tendance à diminuer davantage (30). Toutefois, comme les agriculteurs espé-

(27) Cf. D. ZOGRAPHOS : Histoire de l'agriculture hellénique, t. III, p. 262 et suiv. et p. 325 et suiv., Athènes, 1924.

(28) E. THÉRY : La Grèce actuelle, etc., p. 117. — CHARILAOS KRIËKOUKIS : Die Entwicklung der Korintenwirtschaft in Griechenland, etc., Berlin, 1930, p. 79 et suiv. — KAPSALIS : La balance des comptes de la Grèce, p. 42 et suiv., 1927. — Sur la période antérieure, cf. l'étude historique de M. D. ZOGRAPHOS : Histoire du raisin sec (en grec), t. A (du X^e siècle avant J.-C. jusqu'au XIX^e siècle de l'ère nouvelle), Athènes, 1930.

(29) A. ANDRÉADÈS : La crise du raisin sec et la Société privilégiée, *Revue Econom. Internationale*, Bruxelles, avril 1908.

(30) Cf. : Les motifs accompagnant la proposition de loi du 12 juin 1925 concernant la constitution du Comptoir Autonome de Raisin sec de Corinthe. — Voir des détails dans THÉRY : *op. cit.*, p. 117-122.

raient que la crise serait passagère, et comme le remplacement du raisin sec présentait de grandes difficultés, nous n'avons pas eu, jusqu'à la guerre mondiale, une réduction sérieuse des superficies affectées à cette culture.

Durant la guerre mondiale, la production subit un fléchissement sensible et, comme la demande de l'étranger ne pouvait être facilement satisfaite, une hausse des prix se produit qui encouragea de nouveau l'extension de la culture du raisin sec, dont la superficie, de 65.851 hectares en 1914, passe à 101.496 hectares en 1918 (31). Mais après la fin de la guerre, le vieux problème réapparaît avec plus d'accuité, et nous assistons à une diminution progressive des superficies cultivées en raisin sec, dont témoignent les statistiques suivantes (32) :

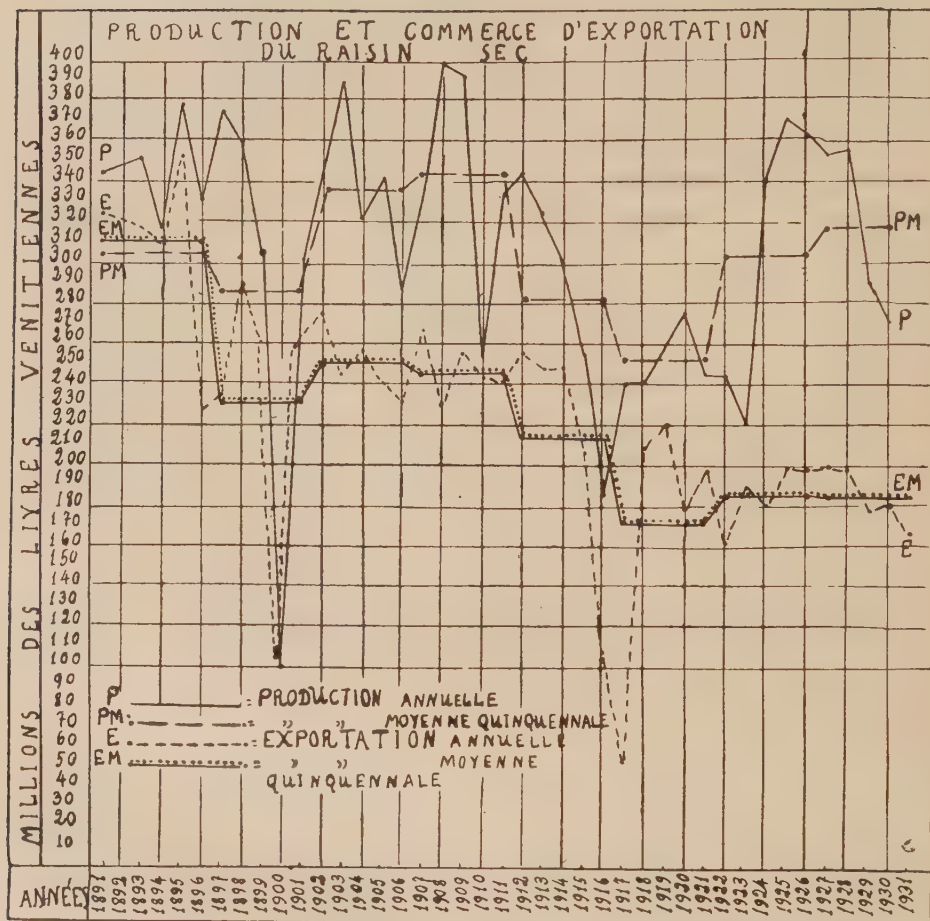
Années	Hectares cultivés	Années	Hectares cultivés
1920.....	82.720	1925.....	76.128
1921.....	73.926	1926.....	68.017
1922.....	70.832	1927.....	64.186
1923.....	66.688	1928.....	65.662
1924.....	85.111	1929.....	56.370

Quant aux variations qu'ont subies, depuis la guerre, la production et l'exportation du raisin sec, on en a une idée en se rapportant au graphique VI.

(31) *Annuaire Statistique de Grèce*, 1930, p. 148.

(32) Cf. *Annuaire*, *loc. cit.*, et *Statistique Annuelle agricole* de 1929,, p. 58-59.

GRAPHIQUE VI

Production et commerce d'exportation du raisin sec

2° La culture de la vigne vinifère eut une évolution analogue à celle du raisin sec ; son développement, au cours du XIX^e siècle, fut même beaucoup plus rapide, comme le montre le tableau suivant (33) :

Années	Hectares cultivés
1820.....	2.500
1848.....	36.894
1875.....	59.000
1904.....	135.000

L'exportation des vins grecs a fait, depuis les dernières années du siècle passé, de grands progrès et on peut dire qu'elle a marché de pair avec l'accroissement de la production. Mais les crises répétées, par lesquelles ce produit a passé, ont beaucoup entravé son développement. Ainsi, après la crise de 1909-1910, se manifeste un ralentissement dans la culture de la vigne, dont la superficie se réduit, en 1911, à 101.031 hectares. La guerre mondiale détermina un nouvel accroissement des superficies affectées à la vigne qui, en 1916, atteignirent le maximum de 204.022 hectares, mais depuis, cette culture a suivi une ligne décroissante, comme le montre le tableau suivant (34) :

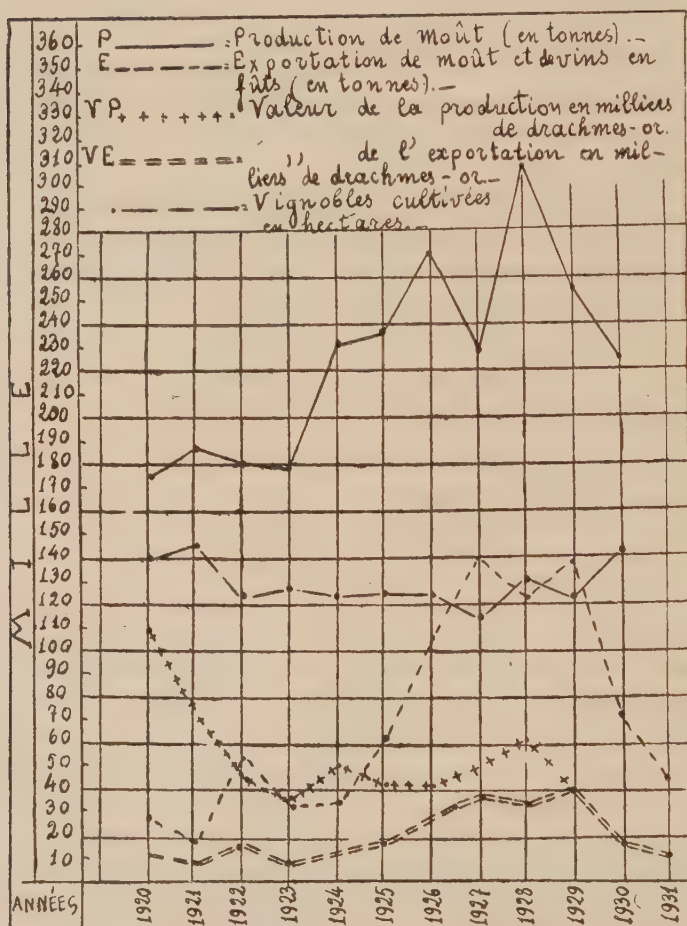
Années	Hectares	Années	Hectares
1920.....	140.152	1925.....	125.060
1921.....	146.337	1926.....	124.089
1922.....	122.410	1927.....	114.399
1923.....	127.212	1928.....	131.665
1924.....	123.509	1929.....	123.574

La diminution des superficies affectées à la culture de la vigne fut, dans une bonne partie, compensée par l'accroissement du rendement par unité cultivée. Le rendement moyen annuel des années de guerre (1914-1919) est 3.356.700 quintaux métriques, tandis que celui de dix premières années de l'après-guerre s'élève à 2.561.712 quintaux. Il y a eu par conséquent une diminution de 24 % environ, tandis que la réduction des surfaces cultivées est d'environ 40 %. Quant à l'exportation du vin, dans les années qui suivirent la guerre, elle est caractérisée par de fortes oscillations. Le graphique VII nous permet de nous former une idée plus complète de ces différents changements.

(33) V. A. ANDRÉADÈS : *Les progrès, etc.*, p. 24-25. — KAPSALIS : *op. cit.*, p. 81. — THÉRY : *op. cit.*, p. 130, et TOMBAZIS : *op. cit.*, p. 37.

(34) *Annuaire Statistique*, 1930, p. 148, et *Statistique Ann. Agricole de Grèce*, 1929, p. 56-57.

GRAPHIQUE VII

Production et commerce d'exportation du vin

Nous n'entrons pas pour le moment dans l'examen détaillé des causes de ces variations, ni à l'étude de la politique suivie par l'Etat. On doit, toutefois, remarquer que la production du raisin sec est localisée dans le Péloponèse et les îles Ioniennes, et que c'est dans ces mêmes

régions que la vigne vinifère a toujours connu la plus grande extension. Mais la culture de la vigne est aussi pratiquée, quoique dans une moindre proportion, le long des côtes et dans presque toutes les régions de la Grèce, sauf certaines régions de l'intérieur du pays.

V. — Immédiatement après la vigne et le raisin sec, viennent les cultures arbustives, dont la plus importante est celle de l'olivier. Les superficies occupées par l'olivier s'élèvent, d'après certaines évaluations, à 350.000 hectares et leur nombre oscille autour de 30 millions (35). Durant les années 1914-1920, la production moyenne d'huile d'olives fut de 800.000 quintaux et celle d'olive de table de près de 200.000 quintaux. Après la guerre, nous n'avons presque pas de changement dans la production de ces deux produits. Voilà quelle fut leur production de 1920 à 1929 (36) :

Années	Production annuelle moyenne		Valeur moyenne annuelle	
	(en quintaux)		(en milliers de drachmes)	
	Huile	Olives	Huile	Olives
1920-21	938.608	315.614	370.055	36.755
1922-23	677.237	191.752	556.591	72.141
1924-25	836.478	318.990	1.170.536	168.840
1926-27	669.183	144.162	870.833	104.476
1928-29	897.728	417.997	1.537.511	311.000

Les huiles et les olives de table constituent, aussi, un important produit d'exportation. A la veille de la guerre mondiale (1913) leur exportation représentait environ 7 % du total de l'exportation. Après la guerre, on constate, par rapport à la valeur totale de l'exportation, un fléchissement de la valeur de leur exportation de 1,5 % environ. Par contre, il y a eu un accroissement dans les quantités exportées.

III

Sur la question des capitaux mobiliers dont disposait l'agriculture nous n'insisterons pas. Nous avons eu l'occasion, en parlant de l'indus-

(35) KAPSALIS : *op. cit.*, p. 76.

(36) Cf. *Statist. Ann. Agricole*, 1927, pp. 64-65, 68-69 et 1929, pp. 64-65, 68-69.

trie, de montrer combien la pénurie de capitaux a entravé l'évolution économique du pays. Nous devons ajouter que l'agriculture a souffert, à ce point de vue, beaucoup plus que l'industrie, et cela parce que sur la production agricole pèse *la loi du rendement décroissant* qui rend tout investissement des capitaux, dépassant certaines limites, peu productif. En outre, il y a, en agriculture *l'aléa* des conditions météorologiques. Ces deux facteurs contribuent à ce que les capitaux hésitent toujours à entrer dans les entreprises agricoles.

A ces difficultés d'ordre général s'ajoutaient, pour l'agriculture hellénique, son état extrêmement arriéré qui ne permettait pas la réalisation de profits capables d'attirer les capitaux et l'inexistence de toute organisation de crédit agricole. *Thiersch* écrivait, en 1833, que « l'état de misère (en Grèce) est tel qu'à la mort de Capodistrias un tiers seulement des agriculteurs possédaient une paire de bœufs ; quant aux autres, ils en avaient un en commun ou étaient réduits à travailler la terre à la pioche » (37). Cet état de choses ne commença à s'améliorer que vers la fin du XIX^e siècle. Quant au crédit agricole, on a fait plusieurs tentatives pour l'organiser mais, jusqu'en 1915, sans résultat. C'est à cette époque seulement qu'on a pu procéder à son organisation. Avant la guerre, l'agriculture hellénique a pu, dans une certaine mesure, parer au manque de capitaux grâce aux envois des émigrants grecs, dont une grande partie allait aux agriculteurs. Les remises des émigrants furent, par conséquent, non seulement un élément appréciable pour l'amélioration de la balance des comptes de la Grèce, mais aussi une aide efficace, quoiqu'indirecte, pour l'agriculture hellénique (38).

Les envois d'argent des émigrants ont beaucoup accru surtout dans les premières années de ce siècle. A partir de 1905, année où fut organisé le service des mandats postaux avec les Etats-Unis, les sommes envoyées par cette voie par les émigrants se sont élevées, de 6 805.167 francs-or en 1906, à 20.427.062 francs en 1910, et ont oscillé annuellement, jusqu'en 1917, autour de 18 millions (39).

(37) Reproduit par M. GEOGIADÈS : *La Grèce économique et financière*, p. 28, Paris, 1893.

(38) A ce point de vue, il est caractéristique le fait rapporté par un député à la Commission Parlementaire d'Enquête sur l'Émigration, que depuis que les envois d'argent par les émigrants ont augmenté l'*usure* a disparu des provinces helléniques. — Cf. ANDRÉADÈS : *Cours de Finances publiques et de Statistiques*, 4^e édit., t. IV, p. 290, Athènes, 1920.

(39) KAPSALIS : *La balance des comptes*, p. 107. — Sur l'émigration en Grèce,

IV

I. — Le problème de la main-d'œuvre ne se posa devant l'agriculture hellénique qu'à partir de la seconde moitié du xix^e siècle pour prendre un caractère plus aigu dans le commencement du xx^e. C'est dans cette période que commença l'industrialisation du pays et surtout son adaptation rapide à la vie économique européenne qui fut accompagnée, comme nous l'avons vu, de la dissolution progressive de l'industrie domestique paysanne. Une partie de la population agricole se voyait ainsi privée de son travail, et obligée de chercher ailleurs une occupation. Il se produisit de la sorte, au sein de l'agriculture, un déséquilibre entre l'offre et la demande du travail, la seconde ne pouvant satisfaire la première. Le déséquilibre fut accentué par l'état arriéré de l'agriculture hellénique. Les systèmes d'assolement peu avancés qu'on utilisait, et le large usage de la jachère soustrayaient à la culture une grande partie du territoire agricole. Le manque de capitaux ne permettait aucun perfectionnement des instruments agricoles et paralysait tout effort de progrès. Enfin, dans certaines régions (Péloponèse) le morcellement fut poussé jusqu'à ses extrêmes limites et entravaient la bonne exploitation du sol, tandis que dans d'autres, justement dans les régions qui disposaient des plaines les plus fertiles, la terre était concentrée dans les mains d'un petit nombre de grands propriétaires qui pratiquaient la culture extensive par l'intermédiaire de pauvres métayers.

Sous l'influence de ces multiples facteurs, dont les uns étaient *internes*, pour ainsi dire, à l'agriculture, et les autres indépendants d'elle, se produisirent des phénomènes analogues à ceux que nous constatons dans tous les pays européens qui se sont trouvés dans des conditions économiques analogues.

Partout, en effet, l'industrialisation fut accompagnée de quelques phénomènes spéciaux, d'ordre soit positif, soit négatif. Les phénomènes positifs se rapportent presque tous à l'industrie : progression de la fraction de la population active affectée aux emplois industriels et commerciaux, concentration des entreprises, accroissement de la production industrielle et surtout de la production des industries lourdes,

cf. l'étude de M. Ch. LADAS : Histoire, causes et conséquences de l'Emigration en général et plus spécialement en Grèce (en grec), dans la revue *Le Vingtième Siècle*, Athènes, n^{os} 3 à 5, 1919.

urbanisation, etc. Les phénomènes négatifs sont relatifs aux transformations que l'agriculture subit conjointement : recul relatif de la population agricole, modifications de la nature des cultures, dépopulation des campagnes, etc. Nous avons déjà examiné un certain nombre de ces phénomènes, surtout ceux qui sont liés au développement de l'industrie, et nous avons vu aussi les transformations produites, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, dans la nature des cultures. Il nous reste par conséquent à examiner les modifications survenues dans la composition de la population, problème qui se lie directement avec celui de la main-d'œuvre agricole.

II. — Le phénomène le plus caractéristique de l'évolution démographique de la Grèce est le recul progressif de la population des campagnes par rapport à la population urbaine. Lors du recensement de 1853, sur une population totale de 1.035.527 habitants, il n'y avait que 7 villes ayant plus de 5 mille habitants. Leur population s'élevait à 88.843 habitants et représentait les 8 % environ de la population totale. A partir de cette époque, la concentration dans les villes se fait rapidement. Le tableau suivant nous donne une idée plus exacte de cette évolution dans les cinquante dernières années (40).

Années	Habitants (en milliers) de			%	de la population totale de		
	Villes (41)	Petites Villes (42)	Villages		Villes	Petites Villes	Villages
1879.	292,9	161,7	1.199		18	10	72
1889..	464,6	189,5	1.533		21	9	70
1907..	627,9	242,2	1.761,7		24	9	67
1920..	1.336,3	486,3	3.194,1		27	10	63
1928..	2.064,6	571,7	3.568,2		33	9	58

Ces statistiques impliquent certains commentaires. D'abord, l'évolution démographique de la Grèce ne fut pas normale. D'une part, il y a eu l'annexion de nouveaux territoires : la Thessalie et l'Arta en 1881, les provinces du Nord et les îles d'Egée en 1912-13, et la Thrace en 1920. D'autre part, entre les deux derniers recensements, s'est effectué l'échange des populations qui a bouleversé la composition démographique du pays. En laissant de côté ce dernier événement, nous devons constater que les nouvelles provinces étant par excellence agricoles, leur annexion eut pour conséquence de renforcer l'élément

(40) *Annuaire Statist.*, 1930, p. 34.

(41) Ayant plus de 5.000 habitants.

(42) Ayant 2.001 à 5.000 habitants.

agricole et par cela même n'est pas la cause de l'accroissement du pourcentage de la population urbaine du pays. On voit, d'ailleurs, la population des villes accroître normalement au cours des recensements intermédiaires, comme en 1907, alors qu'aucun changement territorial n'était survenu.

L'augmentation de la population urbaine est de 3 % environ tous les dix ans, sauf pour la période de 1920-1928 dans laquelle son pourcentage a accru de 6 %. Ce dernier accroissement est dû surtout à l'échange des populations et l'établissement des réfugiés en Grèce. Le bilan des changements subis de ce chef peut être établi comme suit (43) :

I. — Diminution de la population due :

1) à l'émigration des musulmans échangeables.....	380.036
2) à l'émigration des Bulgares à la suite de la convention de Neuilly	49.036
TOTAL.....	429.072

II. — Augmentation de la population due :

à l'immigration des réfugiés grecs (44).....	1.221.849
--	-----------

AUGMENTATION DÉFINITIVE DE LA POPULATION..... 792.777

Comme la plupart des réfugiés grecs provenaient de l'Asie Mineure où prédominait l'élément urbain et comme leur installation fut faite d'une façon peu rationnelle, la population urbaine se trouva artifi-

(44) *Annuaire Statistique*, 1930, p. 41.
ciellement accrue. En effet, la majorité des réfugiés fut installée dans les grandes villes ou à leur proximité dans des agglomérations nouvellement créées.

Une seconde remarque que l'on doit faire, c'est que la proportion de la population des petites villes est restée, depuis cinquante ans, constamment la même, soit 9 à 10 %. Cela montre que l'accroissement de la population urbaine fut effectué exclusivement aux dépens de la population agricole proprement dite, dont le pourcentage est tombé, de 72 % en 1879, à 58 % en 1928. Toutefois, le recul relatif de la population agricole n'est pas dû seulement à l'urbanisation, mais aussi à l'émigration à l'étranger. D'après les statistiques officielles, depuis le dernier quart du XIX^e siècle jusqu'en 1924, environ 435 mille habi-

(43) PALLIS : Les effets de la guerre sur la population de la Grèce, article publié dans l'ouvrage de M. ANDRÉADÈS : Les effets économiques et sociaux de la Guerre en Grèce, p. 134-135.

tants ont émigré, dont environ 410.000 pour les Etats-Unis et 25.000 pour d'autres pays transocéaniques (45). La grande masse des émigrants se recrutait surtout parmi les populations agricoles. Les régions qui en ont fourni le plus grand contingentement sont : a) le Péloponèse, dont certaines régions souffraient du manque de terre et du grand morcellement de la propriété foncière ; b) la Grèce continentale et spécialement la Thessalie, où prédominait la grande propriété foncière.

III. — Si l'on examine maintenant la population active, on constatera que son pourcentage, par rapport au total, va toujours augmentant. En 1907, la population active ne représentait que les 25 % du total de la population. En 1920, elle s'élevait à 32 % et, en 1928, à 38,93 %. Ce phénomène est tout à fait normal et montre l'évolution économique progressive du pays. Mais ce qui apparaît comme moins facilement explicable, c'est l'évolution de la population active agricole. A ce point de vue, on doit distinguer deux périodes, dont la première va jusqu'à la veille des guerres balkaniques et la seconde commence à cette époque et continue jusqu'à nos jours.

Dans la première de ces périodes, on constate une progression continue de la fraction de la population affectée aux métiers industriels et commerciaux, et un recul de la population active agricole. En 1870, 218 027 habitants, soit 15 % de la population totale, s'occupaient de l'agriculture. Trente-sept ans plus tard, en 1907, la population s'élevait à 2.631.952 habitants dont 334.349, soit 12,7 %, s'adonnaient à l'agriculture et aux professions voisines (élevage, chasse, etc.). Il y a eu, par conséquent, une diminution de 2,3 %. L'agriculture, proprement dite, ne représentait à cette époque que 9,7 % du total de la population. Le recul relatif devient absolu, si l'on omet la population de la Thessalie, province par excellence agricole, qui fut annexée après 1870. On voit, alors, que la population active agricole a diminué de 8.383 âmes. Quant à la population industrielle, elle a augmenté, dans la même période, de 147 %, tandis que l'augmentation totale de la population n'était que de 80 % et celle de la population agricole de 17 % (46).

Dans la seconde période, on constate une augmentation de la popu-

(45) *Annuaire*, op. cit., p. 136.

(46) ZOLOTAS : La Grèce au stade de l'industrialisation, p. 28-29.

lation active affectée à l'agriculture, dont le pourcentage, par rapport au total de la population, passe à 18,4 % en 1920, et à 23,7 % en 1928. La fraction de la population active occupée dans l'industrie a augmenté, elle aussi, mais dans une proportion moindre. De 6,5 % en 1907, elle s'éleva, par rapport à la population totale, à 7,5 % en 1920, et à 8,7 % en 1928. Ces changements coïncident avec l'application de la réforme agraire et le bouleversement, tant économique que démographique, que la Grèce a subi après la catastrophe de l'Asie Mineure en 1922. Nous nous bornons, par conséquent, à les signaler, quitte à étudier plus tard leurs causes et à rechercher leur explication.

CHAPITRE V

L'évolution historique du régime agraire en Grèce depuis l'empire Byzantin jusqu'à la fin de la domination turque

- I. L'évolution de la propriété foncière en Byzance; elle fut différente que dans l'Occident: 1) la politique agraire de Byzance; colonisation militaire et colonisation agricole; la protection de la petite et moyenne propriété rurale; 2) la lutte des Empereurs Isauriens et Macédoniens contre l'Eglise et les seigneurs fonciers; 3) la disparition de la petite propriété; ses causes; 4) l'état social des populations rurales dans les derniers siècles de l'Empire.
- II. L'évolution de la propriété rurale pendant la domination ottomane; 1) substitution et adaption du régime foncier ottoman à celui de Byzance; 2) le droit foncier turc et les différentes catégories de terres: a) les biens de l'Etat et de la Couronne; b) les *vacoufs*; c) les terres privées: terres de pleine propriété et terres de *semi-propriété*.
- III. La répartition de la propriété foncière après la conquête turque: 1) critérium pour la répartition: terres conquises et terres soumises; 2) le sort des différentes catégories de terres existant au moment de la domination; 3) concentration de la propriété foncière dans les mains des turcs; ses causes; 4) répartition de la propriété agricole à la veille de la Révolution Nationale.
- IV. Conditions sociales des classes rurales sous le régime turc: 1) le servage jusqu'au commencement du XIX^e siècle; 2) les réformes politiques et sociales du siècle passé.

Nous avons vu jusqu'à maintenant quelle fut l'influence sur l'évolution économique du pays des facteurs historiques et plus spécialement de la domination turque. Il nous reste, par conséquent, à étudier l'évolution de la propriété foncière en Grèce jusqu'à la veille de son indépendance. Cette étude est d'autant plus indispensable que la Grèce n'a acquis son unité nationale que par étapes et que chaque nouvelle province ou région libérées lui apportaient un nouveau problème agraire à résoudre. Ainsi, l'annexion des îles Ioniennes, en 1864, a posé devant le législateur grec la question des baux emphytéotiques et du colonat partiaire à perpétuité qui s'étaient développés dans ces îles pendant la domination vénitienne. Puis et avec la libération de la

Thessalie et de l'Arta, apparaît la question du morcellement des grandes propriétés agricoles et celles de la reconstitution de la propriété paysanne. Enfin, avec le recouvrement en 1912-1913 de la Macédoine et de l'Épire, et plus tard de la Thrace, vient se poser dans toute son ampleur et dans toute son acuité la question agraire, telle que nous l'envisageons aujourd'hui, pour se compliquer davantage après le traité de Lausanne et l'installation en Grèce des réfugiés de la Turquie.

L'explication de ces faits devient facile dès que l'on songe que tous ces territoires, sauf les îles Ioniennes, se trouvaient jusqu'au moment de leur libération sous la domination turque, et que leur régime agraire avait subi l'influence de l'organisation économique et sociale de l'ancien Empire Ottoman. Cette influence fut soit *directe* et la conséquence de l'imposition, aux populations grecques vaincues, du régime ottoman de propriété ; soit *indirecte* et le résultat de la structure économique et sociale de l'Etat turc. Il est par conséquent utile d'étudier, au préalable, l'évolution de la propriété rurale avant et pendant la domination turque, ce qui nous permettra de comprendre les problèmes agraires soulevés après la constitution de l'Etat hellénique.

I

I. — La propriété foncière en Grèce et dans le Byzance (1) n'a pas connu la même évolution que dans l'Occident. Dans l'Europe Occidentale et Centrale, après la chute de l'Empire Romain, la propriété

(1) Sur la politique agraire et l'évolution du régime foncier en Byzance, cf. BOISSONNADE : Le travail dans l'Europe chrétienne au Moyen Age (v^e-xv^e siècle), liv. I, chap. III, édit. 1930. — BRENTANO : Die Byzantinische Volkswirtschaft, Berlin, 1914. — KOSTAS G. MICHALIS : Die neuere Agrar-und Siedlungsgesetzgebung Griechenlands, dans « die agrarischen Umwälzungen im Ausserrussischen Osteuropa », de M. Sering, pp. 452 et suiv., Berlin, 1930. — Henri MONNIER : « L'épibolé », série d'articles dans la *Nouvelle Revue Historique*, années 1892, 1894, 1895 ; *Idem* : *Méditation sur la constitution « écatéro » et le jus poenitendi*, ibid., 1900. — G. TESTAUD : Des rapports des puissants et des petits propriétaires ruraux dans l'Empire Byzantin au x^e siècle, Bordeaux, 1898. — FERRADOU : Des biens des monastères à Byzance, Bordeaux, 1896. — Georges PLATON : La démocratie et le régime fiscal (V. la IV^e partie, pp. 113-183) ; *Idem* : Observations sur le droit de « protimissis » (extrait de la *Revue Générale du Droit*), Paris, 1906. — J. BRISSAUD : Le régime de la terre dans la société étatiste du Bas-Empire, Paris, Boccard édit., 1927. — Ch. DIEHL : Byzance, Paris, 1919 ; *idem* : Histoire de l'Empire Byzantin, 9^e édition, Paris, 1924. — GAIGNE-

individuelle disparaît presque complètement pour donner naissance, au cours du VIII^e et IX^e siècle, à la propriété féodale. La propriété paysanne succombe en même temps et ne commence à réapparaître qu'à partir du XI^e siècle, pour se reconstituer, surtout depuis le XIII^e siècle, sous la forme de la tenure paysanne. Dans le Byzance, par contre, on voit, au cours du V^e et VI^e siècle, la propriété commune de l'Etat et des collectivités diminuer progressivement, tandis que le principe de la propriété individuelle se fortifiait. La propriété paysanne, non seulement ne fut absorbée, à cette époque, par les grands seigneurs, mais par contre, grâce à la politique des Empereurs Byzantins, elle s'est développée.

L'Empire Byzantin, en effet, avait combiné l'intérêt de l'agriculture avec celui de sa propre sécurité. Ses Empereurs, comprenant l'importance de l'agriculture qui, disaient-ils, constituait, l'art militaire étant l'autre, l'une des deux choses nécessaires à la conservation de l'Etat, s'efforcèrent, non seulement de protéger la propriété paysanne, mais aussi de la développer par une colonisation intense des provinces européennes. Dans ce but, l'Etat cédait aux soldats (*stratiotes*) des terres au titre d'une sorte de fief ou de bénéfice (*pronoiai*) à charge perpétuelle du service militaire. Les propriétés militaires ainsi créées (*stratitika ktèmata*) étaient inaliénables et continuaient à faire partie des terres de l'Etat (*géai basilikè*), mais leurs détenteurs en avaient l'usufruit à perpétuité, sauf le cas de déchéance pour négligence de leurs obligations militaires ou pour condamnation à une peine infamante. Dans le Péloponèse, existaient au X^e siècle près de 58.000 de ces fiefs (2).

A côté de la colonisation militaire, on a pratiqué aussi une large colonisation agricole, en utilisant dans ce but des populations chrétiennes dissidentes ou en convertissant les colons barbares à la religion

NOT : Des bénéfices militaires dans l'Empire romain et spécialement en Orient au X^e siècle, 1896. — MONTREUIL : Histoire du droit Byzantin, 3 vol., Paris, 1840. — TSOPOTOS : Terre et paysans de la Thessalie pendant la domination turque (en grec), Volo, 1912 ; *idem* : Histoire des paysans et de la propriété en Thessalie depuis les temps anciens jusqu'à la domination turque, Athènes, 1915. — On trouvera une bibliographie complète sur tout ce qui concerne la vie économique de Byzance dans le remarquable ouvrage de M. ANDRÉADÈS : Histoire des finances publiques helléniques, depuis les temps héroïques jusqu'à la constitution du royaume de Grèce (en grec), liv. V, pp. 337 et suiv., 1^{re} édit., Athènes, 1918.

(2) BOISSONNADE : *op. cit.*, pp. 50-51. Cf. aussi GAIGNEROT : Des bénéfices militaires dans l'Empire romain et spécialement en Orient au X^e siècle, 1898.

orthodoxe. La Thrace, la Macédoine, la Thessalie méridionale, l'Attique et surtout le Péloponèse ont été peuplés grâce à ces colonies agricoles (3).

Mais l'Empire Byzantin ne se borna pas seulement à l'œuvre de colonisation. Il s'efforça aussi de protéger les petits propriétaires qui constituaient la grande masse de ses contribuables et qui procuraient ses meilleurs soldats. Cette politique avait trouvé plus tard son expression finale dans les *Lois Agraires* (*Nomoi Georgikoi*) des empereurs Isauriens qui constituent le premier modèle de Code rural que nous possédons, et un ensemble de règles d'une sage politique agraire (4). Le but de la législation agraire des Empereurs de Byzance était double : assurer la productivité du sol et par là même le rendement des impôts, et protéger les paysans cultivateurs. Dans le premier but, ils frappèrent d'abord de déchéance les propriétaires qui laissaient les terres sans culture. Au VI^e siècle ils décrétèrent l'*épibole*, en vertu de laquelle les détenteurs des terres cultivées étaient responsables du paiement des impôts qui frappaient les terres abandonnées, de manière à obliger les contribuables à les défricher. L'*épibole* persista jusqu'au X^e siècle et fut rétablie plus tard. Parmi les mesures visant la conservation de la propriété agricole aux petits propriétaires, nous devons en noter deux : 1^o le *droit de préférence* (*proimissis*) qui leur était accordé pour l'acquisition des biens provenant des membres de leur classe ; 2^o le droit reconnu à leurs parents en ligne collatérale (cognats) pour la succession de leurs terres tombées en déshérence (5).

II. — Malgré ces mesures, la concentration de la propriété rurale au profit de l'aristocratie et de l'Eglise se fait, surtout à partir du VI^e siècle, rapidement. Elle a commencé, d'abord, dans les provinces asiatiques pour se poursuivre dans les régions européennes de l'Empire, notamment en Macédoine, en Thrace et en Grèce continentale. Les Empereurs Isauriens et Macédoniens comprirent les dangers politiques et sociaux qui pourraient en résulter et s'engagèrent dans

(3) BOISSONNADE, pp. 40 et suiv.

(4) On trouve une traduction de la *Loi Agraire* dans la thèse de M. Constantin ARION : *Georgikos Nomos* et le régime de la terre dans l'ancien droit romain jusqu'à la réforme de Constantin Mavrokordat. Paris, *Recueil Sirey*, 1929.

(5) Cf. H. MONNIER : *op. cit.*

une lutte acharnée pour restreindre le développement de la grande propriété et pour empêcher les féodaux « d'engloutir les biens des pauvres ». Leurs efforts se portèrent dans deux directions : contre la propriété ecclésiastique et contre la grande propriété seigneuriale.

Pour empêcher le développement de la propriété ecclésiastique : 1° ils interdirent aux particuliers de transmettre leurs biens aux clercs et aux moines ; 2° ils reprirent à ceux-ci les domaines usurpés et leur défendirent l'acquisition de nouveaux immeubles ; 3° enfin, ils essayèrent de soumettre leurs propriétés aux charges communes. Outre ces mesures qui concernaient surtout l'avenir, les Empereurs revendiquèrent le droit de disposer de la propriété de l'église pour les besoins de l'Etat. Dans ce but, ils maintinrent intact le principe, d'après lequel, l'Eglise n'était que le dépositaire provisoire de la fortune foncière qu'elle détenait, la propriété réelle revenant à l'Etat qui conservait le droit de puiser dans cette réserve pour subvenir aux nécessités publiques. En vertu de ce principe, ils *laïcisèrent* une partie de la propriété rurale de l'Eglise et la distribuèrent sous forme de bénéfices militaires (6).

La lutte contre les grands propriétaires ne fut pas moins ardente. Les Isauriens (VIII^e siècle) par leur Code rural (*Nomoi Georgikoi*) interdirent le patronage et annulèrent les usurpations faites aux dépens des petits propriétaires. Les Macédoniens prohibèrent les aliénations de domaines consenties par la classe pauvre au profit des *puissants*, et renouvelèrent l'interdiction du patronage. Ils annulèrent les acquisitions faites au préjudice de l'Etat ou des *bénéfices militaires* (pronoiai). Enfin, ils frappèrent de nullité les contrats entachés de fraude ou de violence et, sur ce point, abolirent la *prescription quarantenaire*, qui couvrait les usurpations (7).

III. — Grâce à cette politique, les Isauriens et Macédoniens ont réussi, en partie, à restaurer la propriété paysanne libre, qui s'est maintenue ainsi pendant quatre siècles de plus qu'en Occident. Mais, à partir du XI^e siècle, la petite propriété disparaît rapidement. Les causes en sont multiples.

1° D'abord le pouvoir central est affaibli et la puissance économi-

(6) FERRADOU : Des biens des Monastères à Byzance, Bordeaux, 1896.

(7) TESTAUD : Des rapports des puissants et des petits propriétaires ruraux, etc., Bordeaux, 1898.

que et sociale passe de l'Etat aux grands seigneurs fonciers et aux dignitaires de l'Eglise. A ce point de vue, la prise de Constantinople par les Francs a exercé une influence néfaste. Le Byzance ne put, depuis, jamais se remettre complètement. A l'intérieur de l'Empire Byzantin se formèrent de petits Etats féodaux plus ou moins indépendants. Le pouvoir impérial, préoccupé continuellement par les luttes extérieures et les querelles politiques intérieures, n'a pu dorénavant continuer efficacement sa politique de protection de la classe paysanne qui succomba peu à peu aux exigences des *puissants*.

2° En second lieu, les croisades et l'établissement en Grèce de nombreuses familles féodales ont eu comme conséquence de transplanter, dans beaucoup de provinces de l'Empire Byzantin, les institutions féodales. Les Francs, en s'installant en Grèce, se créèrent d'immenses domaines fonciers qui bien souvent comprenaient des provinces entières. Les familles seigneuriales grecques les imitèrent. Ils se sont emparés, non seulement de la propriété paysanne, mais aussi des biens ecclésiastiques. Il est caractéristique que le Pape Innocent III a dû, en 1210, excommunier pour cette raison les chevaliers et barons de certaines provinces de la Thessalie. Les abus commis contre la propriété de l'Eglise étaient tels, que l'Empereur franc de Byzance Henri avait convoqué, à Révénica, deux Synodes du Clergé et des Chevaliers de la Grèce du Nord pour réglementer les obligations de ces derniers envers l'Eglise et pour mettre fin aux usurpations (8).

3° Une dernière cause de la décadence de la propriété foncière fut les énormes charges fiscales qui pesaient sur elle (9). Les paysans libres, pliant sous le fardeau des impôts (10) et exposés aux attaques des *puissants*, tombèrent peu à peu dans la misère et durent se rési-

(8) William MILLER : Histoire de la Domination franque en Grèce (trad. grec. par Sp. LAMBROS), p. 104 et pp. 111-113. — TSOPOTOS : *op. cit.*, pp. 1-21.

(9) G. PLATON : la Démocratie et le régime fiscal, VI^e partie. — ANDRÉADÈS : Cours de finances publiques et de statistique, pp. 250 et suiv., 4^e édit., Athènes, 1920.

(10) Voilà une énumération de ces impôts, faite par MM. Léon Heuzey et H. Daumet, dans le compte rendu de la Mission archéologique en Macédoine (p. 456) : La corvée, la surcorvée, la réquisition des vivres, de vin et d'huile ; le droit de pourvoirie ; la réquisition pour les fortifications ; l'impôt sur les troupeaux, et sur la pâture ; la contribution en espèce, la dîme sur les porcs, le droit de faire paître les abeilles, le fouage, un impôt sur les fortunes ou une sorte de capitation sous le nom de *viologion*, le *prébande* qui est un revenu ecclésiastique frappant certaines terres ; le droit sur les marchandises, un droit sur le mariage.

gner à aliéner l'indépendance de leur propriété et celle de leur personne. De leur côté, les bénéficiaires militaires se transformèrent peu à peu en une sorte de vassaux de la haute noblesse foncière. Certes, l'aristocratie foncière de Byzance n'est jamais parvenue à s'organiser en féodalité indépendante, à la manière de celle de l'Occident. Elle n'en présenta, ni la hiérarchie, ni les institutions caractéristiques, telles que le contrat féodal, la suzeraineté, la vassalité, l'hommage. Pourtant, comme le grand propriétaire byzantin était le maître sur ses terres, en y exerçant une sorte de juridiction, le gouvernement, pour faire exécuter ses ordres, devait passer par son entremise. C'est ce qui lui a permis d'étendre sa domination sur les petits propriétaires et les paysans, et d'agrandir ses propriétés tantôt par l'usurpation, tantôt par la pratique du patronage qui transformait la terre libre en terre dépendante. Le patronage se généralisa à partir du XI^e siècle.

IV. — Sous l'influence de ces différents facteurs, la condition sociale des classes rurales a subi des transformations profondes. Le servage qui dans une grande partie avait disparu depuis le VI^e siècle, réapparaît à partir du X^e et se généralise rapidement. Sa généralisation amena la disparition des salariés agricoles (*misthotes*) et des fermiers ou métayers libres qui durent, soit émigrer dans les villes, soit grossir les rangs des colons et des serfs. En outre, il y eut une transformation dans la condition des colons. Le colonat, déjà constitué dans les derniers siècles de l'Empire Romain, avait pris par la suite une grande extension dans le Byzance (11). Les colons figuraient sur le cadastre du domaine, dont ils assuraient la culture sans avoir aucun droit à la propriété. Ils payaient au propriétaire une partie du revenu foncier à titre de *cens* et certaines prestations en nature ou en argent (*canons*). En retour, ils avaient l'usufruit perpétuel, transmissible et héréditaire de la terre qu'ils cultivaient. Certains d'entre eux avaient même conservé certains privilèges civils, de sorte qu'on pourrait distinguer deux classes de colons : celle qui avait conservé une grande partie des prérogatives de la liberté civile (capacité testamentaire, liberté de mariage, etc...) et celle qui était à *demi-asservie*.

Cette dernière classe de colons s'est bientôt fixée au sol et se confon-

(11) Sur l'évolution du colonat romain, cf. BRISSAUD : Le régime de la terre dans la société étatique du Bas-Empire, p. 54 et suiv., Paris, 1927.

dit avec la classe servile. On appelait ceux qui en faisaient partie des *inscrits* ou *cadastrés* (*adscriptitii*, *enapographoi*). A partir du x^e siècle, les deux catégories de colons se sont confondues et formèrent une seule classe, celle des serfs. A côté d'eux se forma une autre classe de cultivateurs plus libres qui se rapprochait de celle des vilains de l'Occident : les *mortites*. Ils avaient conservé beaucoup de libertés civiles ; ils pouvaient quitter leur tenure et, après une jouissance de trente ans, ils ne pouvaient en être dépossédés. Mais les *mortites* furent très peu nombreux par rapport à la masse immense des serfs ou manants. Ainsi, au moment où les serfs de l'Occident commençaient à s'élever à la liberté civile et à la propriété, les populations agricoles de Byzance étaient réduites à la condition de vilains et de serfs. A la veille de la conquête turque, la majeure partie de la terre, et surtout les pays de plaines, appartenaient à l'Etat et aux seigneurs fonciers, laïques et ecclésiastiques, en particulier aux couvents.

II

I. — La connaissance du régime foncier de Byzance ne présente pas seulement un intérêt proprement historique, mais aussi un grand intérêt pratique, et cela pour une double raison : d'abord, la conquête de la Grèce par les Turcs n'a pas eu partout comme conséquence, du moins dans les premiers temps de la domination, un changement dans le mode de répartition de la propriété foncière et, surtout, dans les rapports existant entre la grande et la petite propriété. Il y a eu plutôt un changement dans la personne des propriétaires et, dans un grand nombre de cas, une substitution de fédataires tures aux grands seigneurs fonciers grecs ou étrangers, ainsi que de l'Etat ture à l'Etat Byzantin. Ensuite, si le régime agraire ottoman n'a pas été complètement modelé sur le régime foncier de Byzance, il a néanmoins subi l'influence de ce dernier, de sorte que la féodalité militaire turque a pu, grâce à ce contact, mieux s'organiser en empruntant bien des traits caractéristiques à la féodalité byzantine et occidentale. Ainsi, la législation ottomane qui était théocratique en sa base et en sa forme, dégénéra peu à peu en une organisation militaire qui présentait beaucoup de similitudes avec celle de la féodalité occidentale.

Pour mieux le comprendre, il faut mettre en lumière :

1^o Le régime des propriétés d'après le droit ottoman ;

2° L'influence que la conquête turque a effectivement exercée sur la répartition de la propriété et sur la condition personnelle des paysans ;

3° L'état de répartition de la propriété foncière en Grèce à la veille de la Révolution Nationale (12).

L'étude de ces trois questions nous permettra en outre de comprendre la multiplicité des problèmes qui se posaient à l'Etat Hellénique au lendemain de chaque libération d'une nouvelle partie du territoire national.

II. — Le droit foncier tarc distinguait trois grandes catégories de terres :

1° Les biens de l'Etat ou de la Couronne (*Emliaki houmajoun, Has houmajoun*) ;

2° Les terres dédiées aux fondations religieuses ou aux œuvres de bienfaisance (*Mevkoufé ou vacouf*) ;

3° Les terres privées se subdivisant :

A) en des terres de pleine propriété (*mulk*) qui comprenaient trois sortes de terre :

(12) Cf. sur ces questions les ouvrages suivants : PADEL et STEG : De la législation foncière ottomane, Paris, 1904. — BELIN : Du régime des fiefs militaires dans l'islamisme et principalement en Turquie, dans le *Journal Asiatique*, série 5, t. XV et XIX. — YOUNG : Corps de droit ottoman. — W. PADE : De la législation foncière ottomane, 1904. — WORMS : Recherches sur la constitution de la propriété dans les pays musulmans, dans le *Journal Asiatique*, série 3, t. XIV. — OHSSON : Tableau général de l'Empire ottoman, 1824. — Nicolas TORNAUW : Le droit musulman exposé d'après les sources, trad. fr. de M. ESCHBACH, Paris, 1860. — M. IVSIC : Les problèmes agraires en Yougoslavie, pp. 79 et suiv., Paris, 1926. — K. MICHALIS : Die neuere Agrar- und Siedlungsgesetzgebung Griechenlands, *loc. cit.*, pp. 454 et suiv. — J. VON HAMMER : Des osmanischen Reichs Staatsverfassung und Staatsverwaltung, 2 vol., Wien, 1815 (trad. fr. par J.-J. HELLERT, 12 vol., Paris, 1836-1838). — GURLAND : Grundzüge der muhomedanischen Agrarverfassung und Agrarpolitik, Dorpat, 1907. — Dr. D. ARSLANIAN : Das gesante Recht des Grundeigenthums und das Erbrecht für alles Eigenthum in der Türkei, Wien, 1894. — Voir aussi les ouvrages suivants relatifs à l'état économique et social de la Grèce pendant la domination turque : E. POUQUEVILLE : Voyage dans la Grèce, 2^e éd., 6 vol., Paris, 1828. — Colonel W. M. LEAKE : Travels in Morea, 3 vol., Londres, 1830 ; *idem* : Travels in Northern Greece, 4 vol., Londres, 1835. — IMBRAHIM MANZOUR : Mémoires sur la Grèce et l'Albanie pendant le gouvernement d'Ali-Pacha, Paris, 1827. — On trouvera une bibliographie très étendue dans les deux études suivantes de M. ANDRÉADÈS : Ali-Pacha de Tébélin, économiste et financier, extrait de la *Revue des Etudes Grecques*, t. XXV, nov.-déc. 1912, Paris, Leroux éd., 1912 ; *Idem* : L'administration financière de la Grèce sous la domination Turque, Paris, Leroux éd., 1910. — EVELPIDIS : Les Etats balkaniques, Paris, Rousseau éd., 1930. — TSOPOTOS : Terre et paysans, etc., 1912.

- a) les terres imposables (*kharadjé*),
- b) les propriétés décimales (*ussrijé*),
- c) les terres plantées et bâties.

B) en des terres de demi-propriété (*érazi-i-mirié*).

En dehors de ces trois catégories, il y en avait deux autres de moindre importance quant à notre sujet : les terres *communes* (pâturages, routes publiques, etc...) et les terres *mortes*, c'est-à-dire les terres non utilisées et loin de toute agglomération (13).

1° *Les biens de l'Etat ou de la Couronne* : En vertu du droit musulman de la guerre, le cinquième des prisonniers, des biens, meubles et immeubles conquis, était prélevé sur le butin pour les besoins de l'Etat, des causes pies et des actes agréables à Dieu (14). Ce cinquième, ainsi que les terres appartenant préalablement à l'Etat ottoman, ont constitué les terres de l'Etat ou de la Couronne, appelées *Has houmajoun*. Une autre catégorie de terres, appartenant aussi à la Couronne, était celle des *Enliaki houmajoun* qui provenaient, soit des terres confisquées, soit d'héritages vacants. Les biens de cette catégorie, dans leur plus grande partie, furent transformés en fiefs militaires. Les fédataires (Spahis) qui les détenaient, étaient dispensés du paiement de l'impôt foncier, mais ils étaient obligés de fournir gratuitement leurs services militaires. En outre, ces biens servaient souvent à faire face, par leur vente, aux besoins financiers du Trésor (15). Le domaine de la Couronne fut immense dans les premiers temps. Sous Soliman, les recettes domaniales s'élevaient à la somme énorme de cinq millions de ducats (16).

2° *Les terres « Mevkoufé » ou « vacouf »* : Dans cette catégorie entraient les terres dédiées aux mosquées et aux fondations religieuses et de bienfaisance (écoles, hôpitaux, monastères, maisons hospitalières, bains publics, etc...) et en général à toutes autres œuvres pieuses ou d'utilité publique. Ces biens ne pouvaient être ni expropriés, ni hypothéqués par des particuliers. Leur administration était confiée à un ministre du culte et les revenus étaient destinés à couvrir le budget de différentes œuvres auxquelles ils étaient affectés. La formation des

(13) Cf. TSOPOTOS : *Op. cit.*, p. 54-55.

(14) Cf. TORNAUW : *Le droit musulman*, p. 72.

(15) TSOPOTOS : *Op. cit.*, p. 55-57.

(16) Cf. A. ANDRÉADÈS : *L'Administration financière, etc...*, p. 15, note 2.

terres du *vacouf* a des origines différentes. Les Sultans, les grands dignitaires et les fédataires de l'état Ottoman, ainsi que les particuliers se faisaient un devoir d'offrir des terres immenses à ces œuvres. Plus tard, les *vacoufs* ont augmenté considérablement, grâce à certaines transactions d'une nature spéciale auxquelles se livrait leur administration. Les particuliers, désirant s'assurer contre les usurpations commises par les puissants Turcs, offraient leurs biens fonciers aux *vacoufs*, en se réservant, par une clause spéciale du contrat de donation ou par un second contrat signé en même temps, soit l'*usufruit* des biens donnés, soit leur *location quasi-perpétuelle*. Voici comment se passaient les choses. Dans le premier cas, le propriétaire du bien transférait, par exemple, à une mosquée, contre un prix minime, son droit de propriété, en se réservant par une convention accessoire ou par une clause spéciale l'*usufruit* perpétuel du bien concédé. Le donateur, quoique dessaisi de la propriété de son bien, pouvait léguer son droit d'*usufruit*, le vendre ou le louer selon son bon plaisir, mais il était obligé de payer à la mosquée un petit bail annuel, dont le montant était fixé proportionnellement à la valeur d'achat payée par la mosquée. Dans le second cas, le donateur du bien contractait avec l'administration des *vacoufs* un bail de location obligatoirement renouvelable aussi longtemps que le locataire remplissait ses devoirs. Le bail était fixé à une somme minime dont une grande partie, par exemple les $\frac{3}{4}$, pouvaient être capitalisés. Le donateur payait d'avance la partie capitalisée du bail (*moukata*), et payait le reste sous forme de prestations annuelles (*mouétselé*) très peu élevées. Cette location était connue sous le nom de *itsaréi mouatsélé*. Dans les deux cas il s'agissait d'une imitation du *contrat d'emphytéose* usité à Byzance.

Les donations de ce genre présentaient pour le donateur l'appréciable avantage de le mettre à l'abri de ses créanciers et de le protéger des usurpations des puissants Turcs et des confiscations de l'Etat. Pour l'administration des *vacoufs* les avantages n'étaient pas moins appréciables, parce qu'avec peu de capitaux elle s'assurait un revenu annuel considérable. En même temps, elle se débarrassait du soin de faire valoir et d'administrer directement ses domaines extrêmement étendus. C'est ce qui explique l'extension que les terres *vacoufs* ont prises en Turquie. Les propriétaires chrétiens et les monastères orthodoxes transformaient, bien souvent, leurs terres en *vacoufs* pour pouvoir les con-

server (17). Mais cette pratique ne présentait pas peu d'inconvénients pour le fisc et tendait à saper les fondements de la féodalité militaire turque. Aussi le sultan Ahmed I^{er} et d'autres après lui, avaient-ils interdit la donation et la transformation en vacoufs des terres autres que les biens *mulk*, sans la permission préalable du Sultan, présumé *Maître de la terre*, ou de son représentant (spahis) (18). La raison de cette interdiction réside dans le fait que les biens autres que les *mulk*, étaient frappés d'impôts et destinés à pourvoir aux besoins économiques et financiers de l'Administration centrale et locale.

3° *Les terres privées* : Elles se distinguaient en deux grandes catégories : les terres de pleine propriété, et les terres de semi-propriété.

A. — *Les terres de pleine propriété* se classaient elles-mêmes en trois catégories. Selon la *qualité* des propriétaires les biens de cette catégorie se distinguaient en *terres imposables* et en *terres décimales*. Une seconde distinction s'établissait entre les *terres labourables* et les *terres plantées* ou *bâties*.

1) *Les terres imposables* appartenaient aux non-mahométans soumis volontairement à la domination musulmane. Dans ce cas les terres et les immeubles, en général, restaient en la possession des anciens propriétaires, sans qu'ils soient tenus d'embrasser l'islamisme, mais ils étaient assujettis à payer en plus de la capitation générale connue sous le nom de *kharadj*, un impôt foncier double, c'est-à-dire un impôt en argent proportionnel à l'étendue du domaine (*kharadj-mouvazaf*), et un impôt proportionnel aux produits (*kharadj-moucassem*). Cette dernière dîme s'élevait d'habitude à un dixième, mais parfois et pour certains produits elle atteignait le huitième et souvent la moitié de la récolte (19). Ces deux impôts pesaient sur la terre et non sur la personne qui la détenait. Par conséquent, ils continuaient à être perçus, même si l'immeuble était devenu propriété de musulman (20). Le droit

(17) M. TSOPOTOS : *Op. cit.*, p. 59, cite beaucoup de pareils cas.

(18) *Loc. cit.*, p. 62-63.

(19) V. M. ANDRÉADÈS : *L'administr.*, p. 14-16. — TORNAUW : *op. cit.*, p. 71. — TSOPOTOS : *op. cit.*, pp. 71-72. — Le terme *kharadj* est un terme générique désignant, non seulement la capitation, mais aussi d'autres impôts.

(20) V. TSOPOTOS : *op. cit.*, p. 73. Nous rencontrons le même caractère impersonnel de l'impôt foncier dans la législation byzantine où l'impôt foncier poursuivait aussi la terre et non le propriétaire. — V. P. KALLIGAS : *Le Servage* (études et discours) (en grec), p. 197, 236.

de propriété des possesseurs de ces terres, musulmans et non musulmans, était plein et illimité.

2) *Les propriétés décimales (ussrijé)* appartenaient en pleine propriété aux musulmans ou aux personnes ayant embrassé l'islamisme, et s'appelaient décimales car leurs propriétaires n'étaient tenus à payer que la dîme. Elles provenaient de dons faits par les sultans, après chaque conquête, aux soldats et à tous ceux qui se trouvaient au service du sultan et de l'Etat.

3) *Les terres plantées et bâties* constituaient la dernière catégorie des biens *mulk* de pleine propriété. Elles pouvaient être l'objet de vente et de donation, et être léguées librement. Cependant, si les plantations ou les bâtiments disparaissaient et la terre devenait nue, la pleine propriété s'effaçait et le droit du possesseur se transformait en *semi-propriété*. La pleine propriété des terres *mulk* était reconnue, après chaque conquête, par décret émanant du sultan.

B. — *Les terres de semi-propriété (érazi-ï-mirrié)* se distinguaient des terres *mulk* parce que leurs détenteurs n'en avaient pas la pleine propriété qui revenait plutôt au domaine privé de l'Etat turc. Le droit des détenteurs de ces terres s'appelait en turc « *tessarouf* » ; il représentait plus que le droit de possession et de jouissance, mais moins que celui de propriété. Le particulier qui détenait de pareilles terres était soumis à des restrictions nombreuses, à savoir : 1) il ne pouvait bâtir sur elles, sans la permission préalable de l'Etat ; 2) il lui était interdit d'y planter des arbres et des vignes, ainsi que d'employer la terre pour en faire des poteries ; 3) il n'avait pas le droit, ni de les vendre, ni de les transférer par donation à d'autres personnes, ni d'en disposer par testament (sauf pour ses fils), sans avoir un acte de reconnaissance (*tapou*), préalable et spécial, rédigé par le bureau du spahi dans le fief duquel se trouvaient les terres en question ; 4) il ne pouvait pas les transformer en *vacouf* sans la permission préalable du Sultan ; 5) seuls les enfants et les frères, et plus tard les époux pouvaient hériter de ces terres, mais toujours sous la condition d'un nouvel acte public reconnaissant la succession ; 6) s'il en négligeait la culture pendant trois ans et se mettait ainsi, par sa propre faute, dans l'impuissance de payer les impôts, il était dépossédé de ses droits par le souverain qui pouvait disposer de la terre à volonté, pour ne pas laisser en souffrance les revenus du Trésor public ; 7) enfin, il était interdit au possesseur

d'y faire enterrer des morts et de transformer ainsi, sans permission, la terre en cimetière (21).

L'ancien droit islamique ne connaît que la pleine propriété. La catégorie des terres *érazi-ï-mirrié* a été créée beaucoup plus tard, et s'est développée de pair avec le système féodal (22). Ignoré au début par l'Etat Ottoman, comme d'ailleurs par tous les Etats mahométans, le système féodal s'y organisa après la conquête de la Perse où il existait depuis une époque très ancienne. Il se développa ensuite avec l'extension de l'Empire Ottoman. C'est alors qu'on a senti le besoin de créer les terres *érazi-ï-mirrié*, destinées à récompenser les fédataires turcs pour leurs services militaires gratuits et de procurer les ressources indispensables au fonctionnement de l'Administration centrale et locale. Les dispositions relatives à cette catégorie de terres ont été codifiées par le Sultan Soliman I^{er} (1520-1566), dit le Législateur (Kanounni) (23), et renouvelées plus tard par Ahmed I^{er} (1603-1617). Il est caractéristique que toutes les restrictions apportées au droit du possesseur de la terre n'ont qu'un seul but : assurer la productivité et par conséquent le recouvrement des impôts fonciers. Toute cette législation présente des analogies frappantes avec la législation analogue de Byzance, et beaucoup de ses dispositions ont été conservées même après l'abolition du régime féodal, en 1839 (24).

III

I. — Le Coran reconnaissant le calife comme propriétaire absolu des terres et des pays conquis, le sultan procédait, après chaque conquête, à la répartition de la propriété foncière et déterminait les droits respectifs des habitants du pays. Le classement des terres suivant les différentes catégories de biens du droit foncier musulman et,

(21) TSOUDEROS : Le relèvement écon. de la Grèce, p. 111-112. — TSOPOTOS : *op. cit.*, p. 76 et suiv. — MICHALIS : *op. cit.*, p. 456 et suiv.

(22) TSOPOTOS : *loc. cit.*

(23) Le Code des lois civiles turques, rédigé par Soliman et connu sous le nom de *kanounamé* qui contient aussi la législation relative au régime des terres, a été traduit intégralement par M. BÉLIN dans le *Journal Asiatique*, sér. 5, t. XIX, p. 205 et suiv.

(24) On trouvera une analyse de la législation turque dans ses rapports avec la législation byzantine dans HAMMER, *ouvrage cité*. Aussi dans TSOPOTOS : *op. cit.*, pp. 78 à 92.

en général, leur répartition se faisaient selon un double critérium : la façon d'après laquelle la conquête avait été accomplie, et la nature des biens fonciers. Si le pays était soumis par la force, les terres cultivées et conquises étaient abandonnées aux Musulmans ayant pris part à la guerre qui en obtenaient la jouissance, la propriété éminente revenant de droit au sultan. Si par contre les populations se soumettaient volontairement, elles demeuraient en possession de tout leur avoir, sous réserve de payer certains impôts (25).

La conquête de la Grèce fut accomplie par étapes. Certaines de ses régions (Thessalie, Janina) se sont soumises sans résistance. D'autres (Salonique, Eubée), par contre, ont opposé une résistance longue et acharnée. Mais ces cas ne sont que des exceptions. La plus grande partie de la population des campagnes qui subissait déjà le joug étranger, n'a opposé aucune résistance aux Turcs. Il est permis, par conséquent, de conclure que, dans la majorité de cas, la conquête ne fut pas accompagnée immédiatement de grands changements dans la répartition de la propriété foncière. Cette hypothèse est renforcée par le fait que, lorsque la ville de Janina s'est rendue volontairement à Sinan Pacha, en 1431, celui-ci a pris l'engagement de reconnaître la propriété privée et celle de l'Eglise, ainsi que les fiefs pré-existants à la rédition. Le Sultan Murad II, en exécution de cette promesse, a signé par la suite un *Hati-Sérif* reconnaissant tous les privilèges promis par son représentant (26). Par contre, il y a eu un grand changement quant à la personne des propriétaires et quant à la nature juridique de la propriété foncière. Ce sont ces changements que nous allons examiner brièvement.

II. — Au moment où devait s'accomplir la domination de la Grèce par les Turcs, il existait quatre catégories de propriétés, à savoir le domaine de l'Etat et de la Couronne, la grande propriété des grands et petits seigneurs féodaux, la propriété de l'Eglise et celle des couvents, enfin la propriété paysanne qui était fort réduite. Quel était le sort de ces différentes catégories de propriétés ?

(25) TORNAUW : *op. cit.*, pp. 70-73.

(26) P. ARAVANTINOS : *Chronographie de l'Epire* (en grec), t. II, p. 316. — TSOPOTOS : *op. cit.*, pp. 33-34, où on trouve aussi le texte de la proclamation de Sinan Pacha. Sur le sort de la population de Salonique après sa résistance, cf. C. PAPANIGOPoulos : *Histoire de la nation hellénique, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours* (en grec), t. E, pp. 312-314, 2^e édit., Athènes, 1887.

1° L'immense propriété foncière de l'Etat byzantin fut transmise, par droit de guerre, à l'Etat ture qui l'a distribuée à titre de fiefs militaires à des beys tures qui s'étaient distingués pendant la guerre. Ainsi, le général Turhan bey qui conquiert la Thessalie, a reçu comme fief cette province par le sultan Murad II. Ce cas est typique.

2° Les biens des seigneurs non-soumis et de ceux qui les avaient abandonnés, en devenant selon le droit ottoman vacants et sans maîtres (makloul), ont été confisqués et distribués aux Musulmans ayant pris part à l'expédition ou venant de s'installer postérieurement dans les provinces conquises. Les seigneurs soumis ont pu conserver pendant quelque temps leurs biens, cependant par la suite ils ont succombé à la lutte très difficile contre les grands propriétaires fonciers et les puissants Tures. Les usurpations et les confiscations constituent une politique pratiquée couramment par les Tures, dans tous les siècles et dans tous les pays dominés par eux.

3° Meilleur était le sort de la propriété ecclésiastique et de la propriété des convents. Le Sultan Mohamed II qui conquiert Constantinople, avait reconnu à l'Eglise orthodoxe la conservation de sa propriété foncière et la même politique fut suivie par ses successeurs. Dans les décrets (firmans) concernant l'Eglise grecque, ils reconnaissent toujours la validité des privilèges qui lui étaient accordés relativement à sa propriété foncière. La propriété ecclésiastique ne fut pourtant pas tout à fait à l'abri. Par suite de l'incertitude qui existait quant à la nature de certains biens fonciers de l'Eglise sur lesquels l'Etat byzantin ne voulait reconnaître qu'une sorte de co-propriété, une partie des terres ecclésiastiques fut confisquée. En outre, la fortune foncière de l'Eglise a subi toutes les vicissitudes de la lutte pour l'indépendance nationale. Chaque soulèvement des populations servait, au dominateur, de prétexte pour mettre la main sur les biens de la population soulevée, de même que sur ceux de l'Eglise (27). D'autre part, par suite de sa mauvaise administration, de l'insécurité politique, du manque de capitaux et de crédit, et des calamités publiques, la fortune foncière de l'Eglise a été sérieusement entamée. Mais toutes ses pertes étaient compensées par les dons qu'elle recevait et par la transformation de biens libres en vacoufs, de sorte que, au moment où la Grèce fut libérée, la

(27) Voir les cas cités par ARAVANTINOS : Histoire d'Ali-Pacha (en grec), pp. 598-600 et TsopOTOS : *op. cit.*, pp. 63-71.

fortune ecclésiastique s'élevait au quart au moins du territoire total (28).

4° La petite propriété a pu se maintenir surtout dans les régions occupées sans résistance et dans les régions montagneuses. Elle a été classée dans la catégorie des terres *çrazi-i-mirrié*, et l'administration turque s'est montrée plus favorable envers elle, parce que la masse des cultivateurs qui la détenaient, constituait la principale ressource financière de l'Etat. Il y a eu même, dans certains cas, augmentation du nombre des petites propriétés à la suite d'une colonisation turque. Dans des buts militaires, l'Etat turc avait en effet installé dans beaucoup de provinces des populations auxquelles il avait distribué une partie des terres confisquées. Une telle colonisation a eu lieu par exemple en Thessalie, quelques dizaines d'années après son occupation, où avaient émigré de nombreuses familles turques venues de Koniéh (Iconium).

III. — Si la conquête turque n'a pas déterminé de grands changements immédiats dans la répartition de la propriété foncière, la domination devait avoir à la longue une influence néfaste sur le sort des propriétaires chrétiens. Dans les siècles suivants, la propriété rurale s'est concentrée, de plus en plus, dans les mains d'une minorité infinie de grands fédataires tures, de sorte que la grande majorité de la population grecque, à la veille de la révolution nationale, se trouvait dépourvue de toute propriété. Les causes qui ont influé sur l'évolution de la propriété foncière sont multiples, et nous examinerons plus bas les principales.

1° D'abord, c'étaient les usurpations et confiscations illégales commises au dépens des populations grecques par les représentants du pouvoir politique, sur lesquels ne s'exerçait, en fait, aucun contrôle sérieux de la Sublime Porte et du Sultan. Le cas d'Ali-Pacha et de Janina est typique. Comme nous renseigne Pouqueville, Ali-Pacha n'avait rien hérité de sa famille. Son seul patrimoine consistait en un champ volé à un chrétien. C'est ce qui l'a empêché d'envoyer un pèlerin à la Mecque et d'offrir des présents à Médine (29). Or, il a

(28) MAURER : *Das Griechische Volk*, A, § 15, Heidelberg, 1835.

(29) POUQUEVILLE : *Histoire de la Régénération de la Grèce*, t. I, p. 62, 1825. Cet épisode de la vie d'Ali-Pacha, avec d'autres bien caractéristiques sur la façon avec laquelle il a pu créer sa fortune, est rapporté par son chef d'artillerie, IMBRAHIM-MANZOUR : *Mémoires sur la Grèce et l'Albanie pendant le gouvernement d'Ali-Pacha*, Paris, 1827.

réussi, dans l'espace de quelques années, à s'approprier la plus grande partie des plaines de l'Épire et de la Thessalie, ainsi que celles de certains autres départements. A sa mort, il possédait plus de 920 grands domaines (tchiflicks) dont nous reproduisons la liste ci-dessous (30) :

Propriété foncière d'Ali-Pacha :

I. — <i>En Épire :</i>	Nombre de tchiflicks
1) Département de l'Arta.....	78
2) » Janina.....	117
3) Reste de l'Épire.....	216
TOTAL.....	411
II. — <i>En Thessalie :</i>	
1) Département de Triccala.....	98
2) » Larissa.....	104
3) Reste de la Thessalie.....	61
TOTAL.....	263
III. — <i>En Grèce Continentale :</i>	
1) Phtiotide, Phocide et Béotie.....	35
2) Etolie et Acarnanie.....	137
TOTAL.....	172
IV. — <i>En Macédoine Occidentale.....</i>	77

2° L'imposition lourde et arbitraire poussait les populations des campagnes à abandonner leurs terres pour se libérer des charges fiscales accablantes. Comme l'a fait remarquer M. Andréadès « à chaque instant on rencontre dans les auteurs la mention de familles ou de villages forcés à émigrer. Partout on voyait des terres abandonnées ». D'après le témoignage de Savary, « les Grecs, accablés par les corvées, découragés par la crainte de ne pas jouir de leurs peines, laissent en friche des terres superbes » et ce qui est plus caractéristique, c'est que beaucoup de ceux qui restaient, préféraient travailler comme métayers ou ouvriers agricoles dans les tchiflicks, c'est-à-dire dans les grandes propriétés turques que de cultiver leurs propres champs (31).

(30) Cf. ANDRÉADÈS : Ali-Pacha etc., pp. 11-14.

(31) Cf. ANDRÉADÈS : L'administration financ. etc., pp. 33-34. Dans cette étude, M. Andréadès nous donne une idée d'ensemble nette et précise du système financier turc et de ses inconvénients. On y trouve aussi des indications bibliographiques très larges.

Il y avait plus d'une vingtaine d'impôts légaux ou arbitraires (32) qui grevaient la propriété foncière et la personne du paysan. L'imposition était complétée par différents monopoles établis, soit pour des raisons financières, soit dans d'autres buts, mais qui tous entravaient la production et ruinaient les cultivateurs. Le plus préjudiciable de ces monopoles était celui du blé qui fut combiné avec la restriction légale de certaines plantations rémunératrices, comme celle du tabac, et la défense d'exporter les céréales (33).

3° Le droit héréditaire était fort restreint et par conséquent beaucoup d'héritages revenaient, comme vacants (*mahloul*), à l'Etat.

4° Des calamités publiques, à cause du manque de toute hygiène sociale, ont eu comme conséquence de ravager à plusieurs reprises les populations des campagnes. Des villages entiers, selon le témoignage des auteurs de l'époque, ont ainsi disparu et la propriété de leurs habitants a augmenté les grands domaines tures.

5° Enfin, le manque de capitaux et de crédits, ainsi que l'insécurité qui régnait partout, ont influencé défavorablement l'évolution de la propriété paysanne. Le régime économique turc a eu, à ce point de vue, les résultats les plus néfastes sur notre économie nationale qui n'a pu se relever, même une fois la domination turque secouée, qu'après de longs et pénibles efforts.

A ces causes, on doit ajouter les massacres et les destructions de toutes sortes qui suivaient chaque soulèvement des populations contre les tures.

IV. — Il reste à examiner une dernière question, à savoir la répartition effective de la propriété foncière en Grèce, à la veille de la Révolution Nationale. Sur ce point, on peut se former une idée en se rapportant aux statistiques fournies, relativement à cette question, par le

(32) Les impôts se divisaient en deux catégories : 1° Les impôts légaux (*rous-soumi schéryé*) qui étaient déterminés par le Koran et les lois fondamentales de l'Islamisme ; 2° Les impôts arbitraires (*Tekalifi ourfiyé*) qui étaient institués par des ordonnances administratives (Kanoun), nommés aussi *impôts du Divan*. V. ANDRÉADÈS : *op. cit.*, pp. 14 et suiv. — On trouve une énumération complète des impôts fonciers tures dans TSOPOTOS : *op. cit.*, pp. 99-103.

(33) Le monopole du blé fut établi dans le but d'assurer l'approvisionnement de Stamboul, mais il y a des cas où il était établi dans des buts financiers, comme à Rhodes. V. ANDRÉADÈS : *op. cit.*, Appendice A, pp. 42-44 et les auteurs qu'il cite,

Président Capodistrias aux Grandes Puissances (34). D'après ces statistiques la propriété foncière était répartie de la façon suivante (35) :

Régions	Propriété des Hellènes (en stremmes = 1/10 hectare)	Propriété des Turcs (en stremmes)
Grèce de l'Ouest..	1.636.730	1.285.730
Grèce de l'Est....	5.178.440	2.082.990
Péloponèse	1.500.000	3.000.000
Ile de Crète.....	1.520.000	2.280.000
Ile de Chio.....	200.000	1.600
TOTAL.....	10.034.770	8.650.320

Il en ressort que 47 % environ de la terre de la Grèce appartenait aux Turcs, et cette proportion doit être considérée comme un minimum. Le président Capodistrias avait tout intérêt à éviter à ce sujet toute exagération, et cela parce que la Sublime Porte exigeait d'être indemnisée pour les propriétés turques abandonnées en Grèce. Pour mieux comprendre l'importance de la propriété foncière turque en Grèce, il faut prendre encore en considération deux choses : d'abord, le fait que les Turcs occupaient les meilleures terres et surtout les plaines, tandis que la propriété des hellènes était éparpillée, sauf de rares exceptions, sur les collines et les montagnes ; ensuite, la population turque ne représentait, par rapport au total de la population, qu'une petite minorité. Voilà les renseignements que nous trouvons dans la réponse du Président Capodistrias aux Puissances sur la composition de la population de la Grèce à la veille de la Révolution (36) :

Régions	Chrétiens	Turcs
Péloponèse	458.000	42.750
Santzaque de l'Eubée	156.775	13.360
» de Triccala	247.560	38.525
» de Nafpactos	53.075	5.445
» de Karélion	38.000	2.060
» de Janina (une partie seulement)	62.200	3.500

(34) Il s'agit de sa réponse au questionnaire des Puissances du 9 octobre 1828, par lequel elles lui avaient demandé, entre autres, de les renseigner « sur la proportion des terres appartenant respectivement aux Turcs et aux Hellènes, avant 1821 ».

(35) Cf. André MAMOÛKA : Collection des documents, actes etc..., concernant la régénération de la Grèce, t. XI, pp. 268-272, Athènes, 1852.

(36) Cf. MAMOÛKA : *op. cit.*, t. XI, pp. 258-260.

De la comparaison des tableaux qui précèdent, il ressort qu'en Péloponèse revenaient à chaque Hellène 3,2 stremmes seulement, et que cette proportion était, pour le reste de la Grèce, un peu supérieur, à savoir 10,6 stremmes environ. Par contre, la terre correspondant à chaque habitant turc était 62,5 stremmes en Péloponèse et 74 stremmes en Eubée.

IV

I. — La loi sacrée (Scherri) turque n'admet pas l'esclavage, ni même le servage des populations soumises, tant que ces dernières paient les impôts. C'est pourquoi les cultivateurs serfs ne se trouvaient pas inscrits dans les cadastres et dans les livres fonciers relatifs aux terres cultivées, comme c'était le cas à Byzance. Le servage fut introduit dans la législation Ottomane après la conquête de Byzance. Les Turcs ont gardé de la législation byzantine tout ce qui leur a paru utile et, parmi d'autres institutions, celle du servage. Les Spahis, munis d'un pouvoir de police sur les paysans et intéressés au bon rendement des impôts et, par conséquent, à la productivité de leurs fiefs, commencèrent à obliger les agriculteurs, particulièrement les chrétiens, à ne pas abandonner les propriétés qu'ils cultivaient. Le servage, introduit ainsi *de fait* par les spahis, fut ensuite réglementé législativement. Voilà les règles établies par Soliman le Législateur relativement au servage :

Si les paysans quittaient le village auquel ils étaient attachés, les maîtres du fief avaient le droit de les ramener dans le domaine par la force, mais ils perdaient ce droit dix ans après que la fuite était faite. Tout fédataire, dans le domaine duquel s'était réfugié un paysan fugitif, devait le ramener lui-même à son maître, sauf si ce dernier habitait trop loin. Si un paysan résidait pendant une dizaine d'années dans un domaine, il devenait par ce seul fait sujet (*raja*) du seigneur turc. Les fils des *rajas* étaient, eux aussi, attachés au sol de leurs pères. Les *rajas* étaient dépourvus de droits politiques et avaient une capacité civile fort diminuée. Entre autre, ils n'étaient pas admis comme témoins dans les procès où l'une des parties en cause était musulmane, sauf si le sultan avait accordé une permission préalable (37).

(37) V. Milan Ivšić : Les problèmes agraires en Yougoslavie, pp. 88-92, Paris, Rousseau éd., 1926. — Tsopotis : *op. cit.*, pp. 95-99. — Michalis : *op. cit.*, pp. 458 et suiv.

II. — Le servage a subsisté jusqu'à la fin du premier tiers du XIX^e siècle. Après la mort de Mehmed II (1839), son successeur Abdul Medjid, dit le « *Grand* », entreprit de grandes réformes politiques et sociales. Le 3 septembre 1839, il proclama la célèbre Charte connue sous le nom « *Hattisserit de Gilhamé* » et appelée plus tard « *Tanzimaté* », c'est-à-dire « charte réformatrice ». Les principales dispositions de cette réforme politique et économique étaient les suivantes :

1) l'égalité de tout musulman ou *non-musulman* devant la loi ; la qualité de *raja* (voir le servage) était supprimée ;

2) les obligations publiques (service militaire, contribution aux charges économiques de l'Etat par l'impôt, etc.) devenaient les mêmes pour tous les citoyens ;

3) les actes arbitraires seraient supprimés dans l'administration et les spahis perdraient leur qualité de « *fonctionnaires* » du sultan ;

4) la propriété « *éminente* » de l'Etat serait abolie et chaque citoyen pourrait disposer d'une parcelle de terre « *inter vivos* » et la léguer après sa mort (38).

La période des réformes reprend après la guerre de Crimée. Le 18 février 1856, le gouvernement turc proclame une loi destinée à renforcer les prescriptions du « *Hattisserif* » de 1839 et à régler la propriété d'après les conceptions de l'Occident. La nouvelle loi a toutefois maintenu la disposition relative à la déchéance du propriétaire qui, de sa propre faute, n'aurait pas cultivé sa terre pendant trois ans. En outre, en vue de protéger les cultivateurs-petits propriétaires, elle prohiba la transformation des petites propriétés paysannes (kephalochoria) en métairies (Tchiflicks). En exécution de cette loi, beaucoup d'autres règlements et décrets (firmans) ont été pris. Un firman nous intéresse plus particulièrement, celui du 7 Zilkadé 1278 (1860), publié dans le but de régler en Thessalie les rapports des propriétaires avec les fermiers et métayers. Conformément à ce décret, tout différend relatif à ces rapports est réglé par des conseils locaux constitués par deux propriétaires et deux représentants de cultivateurs (39).

(38) V. IVSIC : *op. cit.*, pp. 92-94. — TSOPOTOS : *op. cit.*, pp. 227-230. — KAROLIDÈS : Histoire du XIX^e siècle (en grec), pp. 444, 451, 463, 473 et suiv. — D. NICOLAÏDÈS : Codes ottomans (en grec), pp. 14 et suiv., édition de 1869.

(39) EVELPIDIS : La réforme agraire en Grèce, pp. 8-10, Athènes, 1926. — IVSIC : *op. cit.* — Le firman de 1860 a donné lieu, en Grèce, à des discussions passionnées. Beaucoup d'auteurs ont même nié qu'il fût jamais promulgué ; d'autres,

L'application de ces réformes aurait eu des résultats heureux sur les populations des campagnes. Malheureusement, l'Empire ottoman, pris dans des difficultés intérieures et extérieures exceptionnelles, n'a pas pu vaincre la réaction des grands propriétaires tures et la réforme pratiquement échoua. En outre, pour que les paysans grecs puissent en profiter, il aurait fallu, au moins, qu'il fussent en possession de la terre. Or, au cours des longs siècles de la domination turque, comme nous l'avons vu, les paysans avaient été expropriés, de sorte que maintenant ils ne pouvaient accéder que très péniblement à la propriété, d'autant plus que le dégrèvement de la propriété foncière en augmenterait inévitablement la valeur. Par conséquent, les paysans grecs, au point de vue de l'acquisition du sol, ne pouvaient gagner grand'chose. Ce sont les propriétaires tures qui, de ce côté, devaient profiter davantage.

par contre, ont prétendu qu'il fut en vigueur jusqu'à l'annexion de la Thessalie à la Grèce.

DEUXIÈME PARTIE

LES RÉFORMES AGRAIRES DEPUIS LA RÉVOLUTION NATIONALE JUSQU'A LA VEILLE DE LA GUERRE MONDIALE

La politique que l'Etat Hellénique a suivie afin de résoudre la question agraire et les problèmes qui s'y rattachaient plus directement ne fût pas appliquée dans toutes ces régions en même temps, ni de la même façon. Elle a passé par trois phases bien distinctes, correspondant aux trois plus importantes étapes de la réalisation de son unité nationale. Il y a lieu, par conséquent, de distinguer trois périodes de réformes agraires :

1) La période qui s'étend de la constitution de l'Etat Hellénique indépendant jusqu'à l'annexion de la Thessalie en 1881, et qui est caractérisée par une colonisation intense des paysans grecs sur les terres abandonnées par les Turcs et incorporées au domaine de l'Etat Hellénique ;

2) la période qui va de l'annexion de la Thessalie à la guerre mondiale, pendant laquelle nous avons les premières réalisations de réformes agraires par la distribution de grands domaines fonciers aux petits cultivateurs et la réglementation des rapports entre les cultivateurs et les propriétaires de la terre ;

3) enfin, avec la guerre mondiale commence la dernière période pendant laquelle s'achève la distribution de la terre aux paysans et s'accomplit l'œuvre immense de l'établissement des réfugiés grecs de l'Asie Mineure.

Nous étudierons, d'abord, les deux premières périodes, pour nous étendre, ensuite, un peu davantage sur les réformes agraires de l'après-guerre.

PREMIÈRE PÉRIODE

La Colonisation intérieure (1821-1871)

CHAPITRE VI

La propriété foncière en Grèce et la Révolution nationale (1)

- I. Les problèmes agraires et la Révolution Nationale : 1) affranchissement de la propriété foncière et constitution de biens nationaux ; 2) opposition des Puissances à la confiscation de la propriété foncière turque ; la solution donnée.
- II. Conséquences de l'abolition du régime foncier ture : 1) étendue des terres privées affranchies des charges féodales ; 2) étendue, nature et valeur des biens nationaux.
- III. Politique suivie en matière des biens nationaux : 1) la vente dans des fins budgétaires ; 2) distribution des terres aux combattants et soldats ; 3) distribution des terres pour favoriser la colonisation intérieure.
- IV. Mode d'exploitation des biens nationaux : 1) les concessions emphytéotiques ; 2) le métayage et les locations temporaires ; leurs inconvénients.
- V. Critiques adressées à la politique agraire de la Révolution et du Président Capodistrias : 1) le Président n'a pas résolu le problème des biens nationaux ; 2) il n'a pas réalisé la colonisation agricole du pays ; 3) il a pratiqué une politique fiscale accablante pour les paysans. Ces critiques sont-elles justifiées ? La valeur réelle de l'œuvre de Capodistrias.

La politique agraire, en Grèce, commence avec la Révolution Nationale et la constitution de l'Etat hellénique indépendant. Plusieurs raisons ont contribué à ce que les hommes de la Révolution prètent

(1) *Bibliographie en langue grecque*, A. MAMOUKAS : Collection des documents etc... concernant la régénération de la Grèce, t. I-II. Le Pirée.— Athènes, 1839-1852. — D. ZOGRAPHOS : Histoire de l'agriculture hellénique, t. I à III, Athènes, 1923-24. — KOLYVAS : Notes historiques sur la législation relative aux biens nationaux pendant la Révolution Hellénique, Athènes, Imprimerie Nationale, 1917. — Elie ANASTASSIADÈS : L'administratoin de la fortune foncière de l'Etat contemporain, Athènes, 1911. — ANDRÉADÈS : Cours de finances publiques. Les emprunts

toute leur attention à l'agriculture. C'est dans l'agriculture qu'on trouvait les principales sources financières dont on avait besoin pour continuer la lutte contre le dominateur et c'est en elle aussi qu'on fondait tous les espoirs pour le relèvement économique du pays. En outre, la grande masse des armées révolutionnaires était constituée par des paysans, dont on devait prendre en considération les *désiderata* et améliorer le sort.

Il serait téméraire d'affirmer qu'il existait, au moins jusqu'à l'arrivée en Grèce du Président Capodistrias, un programme agraire bien défini.

Il y eut pourtant deux questions qui préoccupèrent beaucoup les Assemblées Nationales : la répartition de la propriété foncière et les « Biens nationaux ». La première de ces questions consistait en la distinction de la propriété foncière appartenant à des hellènes et en son affranchissement des charges qui la grévaient sous le régime turc. La seconde concernait l'utilisation des terres qui étaient revenues à l'Etat Hellénique par suite de la libération du Péloponèse et des autres régions de la Grèce Continentale. Il importe de les examiner toutes deux, parce que, si la solution de la première eut comme conséquence l'affranchissement de la propriété rurale dont les grecs avaient la possession, la solution de la seconde devait permettre à l'Etat de réaliser plus tard son œuvre de colonisation agricole. En effet, celle-ci ne fut possible, au cours du XIX^e siècle, que parce que l'Etat disposait d'une immense fortune foncière. Dans la pensée des hommes de la révolution, la question des « Biens Natio-

nationaux, année 1924-25, Athènes, 1925 ; *Idem* : Les finances du Président Capodistrias, dans la *Revue Mensuelle économique et sociale de Grèce*, t. A, pp. 1246 et suiv.

Bibliographie en langues étrangères : Dr. Kostas MICHALIS : Die neuere Agrar- und Siedlungsgesetzgebung Griechenlands, dans : Die agrarischen Umwälzungen im ausserrussischen Osteuropa, du Professeur SERING, pp. 460 et suiv., Berlin und Leipzig, 1930. — G.-L. VON MAURER : Das Griechische Volk, Heidelberg, 2 vol., 1835. — F. THIERSCH : De l'état actuel de la Grèce et des moyens d'arriver à sa restauration, Leipzig, 1833. — MENDELSSOHN-BARTHOLDY : Geschichte Griechenlands seit 1453, Berlin, 1870-74. — POUQUEVILLE : Histoire de la régénération de la Grèce, Paris, 1825 ; *Idem* : Voyage de la Grèce, Paris, 1826-27. — CAPODISTRIAS (J.) : Correspondance du comte Jean Capodistrias, Président de la Grèce, publiée par E. A. BÉTANT, Genève et Paris, 1839. — On trouve une bibliographie très étendue sur tout ce qui concerne cette période dans l'ouvrage de MM. Ed. DRIAULT et M. LHÉRITIER : Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours, t. I à V, Paris, Les Presses Universitaires, 1925-1926. — Cf. le t. I, pp. v à xvi.

naux » avait pris une plus grande importance du fait qu'ils voyaient dans ces biens un moyen de faire face aux grandes difficultés financières auxquelles la Grèce se heurtait à cette époque.

I

I. — Le premier problème qui se posait devant les Assemblées Révolutionnaires c'était de distinguer la propriété foncière appartenant à des hellènes, de la propriété turque. Comme les terres de *pleine propriété* étaient peu étendues et que le sultan était présumé propriétaire légal de toute terre conquise, la distinction n'était pas *juridiquement* facile. On a par conséquent recherché le critérium ailleurs, à savoir dans la *possession légale* de la terre. D'abord, la Révolution a déclaré nul tout droit de l'Etat Turc sur les terres des provinces soulevées. Ensuite, en appliquant le principe que la « *possession vaut titre de propriété* », elle a reconnu droit de pleine propriété à tous les grecs ayant des terres en leur possession légale. Enfin, elle a confisqué et transformé en propriété de l'Etat Hellénique toutes les autres terres dont la propriété appartenait, à la veille de la Révolution, à l'Etat turc ou à des particuliers tures.

Les conséquences de cette politique furent les suivantes : 1) une partie de la population hellénique se transforma en propriétaire du sol qu'elle cultivait, tandis que le reste qui était le plus nombreux, continua à exploiter la terre dans les mêmes conditions qu'auparavant, comme si rien n'avait changé : 2) l'Etat Hellénique se trouva de ce fait en possession d'un immense domaine foncier qui englobait plus de la moitié du territoire agricole de la Grèce de l'époque. On a souvent, et récemment encore, critiqué la politique suivie en la matière par la Révolution et cela parce que la libération économique de la classe paysanne ne fut que partielle, et que la plus grande partie d'elle continua à exploiter la terre dans les mêmes conditions que sous la domination turque (2). Dans cette critique il y a une part de vérité, surtout si l'on songe à la rigueur avec laquelle l'Etat revendiqua parfois ses droits sur la propriété turque (3). Mais ce qui prédominait dans la pensée des hommes de la Révolution, c'était la

(2) Cf. D. ZOGRAPHOS : Histoire de l'agriculture hellénique, t. II, pp. 115-121, Athènes, 1923.

(3) ZOGRAPHOS : *op. cit.*, p. 119, note 1.

nécessité de continuer la lutte contre le dominateur et dans ce but il fallait trouver ou créer les ressources financières indispensables. Ils pensaient, par conséquent, que les biens nationaux pouvaient être d'une grande utilité pour la Nation, soit par les revenus que leur exploitation lui procurerait, soit par les ressources extraordinaires que l'Administration aurait pu se créer en les vendant ou en les hypothéquant. C'est pourquoi toute une législation a été élaborée ayant pour but leur administration et leur conservation contre les usurpations (4).

La question de savoir à quelle catégorie de terres du droit foncier musulman appartenaient les propriétés ainsi confisquées ne présente pas pour nous d'intérêt pratique. Jamais les Assemblées Nationales de l'époque révolutionnaire, et plus tard les gouvernements constitutionnels, n'ont voulu faire de distinction entre la propriété foncière de l'Etat turc, proprement dite, et la propriété turque privée ou des vacoufs sur laquelle l'Etat ottoman conservait, comme nous l'avons vu, un droit éminent. Les Assemblées Nationales ont toujours considéré ces terres comme appartenant à la *Nation*, c'est-à-dire à l'ensemble des citoyens grecs qui furent jadis expropriés par les tures. Elles voyaient, par conséquent, dans leur confiscation une réparation du droit violé par les conquérants et une restitution des propriétés grecques à la nation. D'où leur dénomination de « *Biens Nationaux* ».

Cette théorie apparaissait d'autant plus fondée que les tures n'avaient pas acheté les terres confisquées et que la plupart des usurpations furent commises, aux dépens des grecs, à une époque trop récente pour qu'elles soient oubliées. Ainsi, la propriété turque en Péloponèse ne fut créée qu'après 1715, époque à laquelle cette région fut reconquise par les tures (5). Il semble aussi que l'exemple de la Révolution française — confiscation des biens du clergé et des émigrés — ait beaucoup influencé les esprits des hommes politiques hellènes. Cette influence, d'ailleurs, s'exerça sur plus d'un point. Ajoutons, que tous les pays balkaniques, lors de leur libération du

(4) Le manifeste publié, à ce sujet, par le ministère de l'Intérieur le 6 mai 1822, est caractéristique. Il condamne certaines usurpations des biens nationaux et insiste sur la nécessité de les respecter et de les cultiver, comme auparavant, non plus au profit des Tures, mais au profit de la « *Caisse Nationale* ». (V. Archives de l'Indépendance Hellénique (en grec), t. A, pp. 408-409.

(5) ANDRÉADÈS : Cours de finances, p. 36, Athènes, 1925.

joug ture, ont pratiqué une politique analogue. Mais, les Grandes Puissances, qui avaient garanti l'indépendance de la Grèce, ont montré beaucoup d'hésitation à admettre la thèse hellénique.

II. — D'après les Puissances, il fallait établir une distinction entre les biens de l'Etat ture et les biens fonciers privés. La convention de Londres du 6 juillet 1827 prévoyait, sous certaines conditions, l'indemnisation des particuliers tures qui, par suite des événements, avaient abandonné leurs propriétés en Grèce (6). Leur thèse fut plus tard précisée par une clause du Protocole du 22 mars 1829. Le gouvernement hellénique a vivement combattu cette clause en faisant remarquer que son exécution aurait comme conséquence : 1) de mettre l'Etat Hellénique dans l'impossibilité d'acquitter sa dette envers la Sublime Porte, parce qu'il se trouverait obligé de racheter les trois quarts du sol de la Grèce qui, pourtant, fut usurpé autrefois et reconquis maintenant après tant de luttes ; 2) de priver les prêteurs étrangers de leur gage, étant donné que ces terres leur avaient été données en hypothèque lors des deux emprunts nationaux contractés à Londres, en 1824 et 1825 (7).

Ces deux arguments, et surtout le dernier, ont porté le résultat attendu. La thèse hellénique fut admise par les Puissances garantes et sanctionnée, d'abord *implicitement* dans le Protocole du 3 février 1830, et ensuite catégoriquement par le Protocole du 16 juin 1830. La solution donnée consistait à reconnaître le droit de propriété seulement à ceux des musulmans qui continuaient à résider en Grèce. Toute autre propriété, soit de l'Etat ture, soit des vacoufs, soit des particuliers, revenait de plein droit à l'Etat hellénique. Le traité de Constantinople du 9 juillet 1832 sanctionna cette solution et fixa un délai de dix-huit mois, à partir de la détermination des frontières des deux pays, durant lequel les nationaux des deux Etats, installés et ayant des biens fonciers en dehors de leur pays natal, pouvaient procéder à la

(6) Cf. N. KOLYVAS : Nctes historiques sur législation relative aux biens nationaux pendant la Révolution Hellénique, pp. 6-7, Athènes, 1917. — ZOGRAPHOS : *op. cit.*, t. II, pp. 72 et suiv.

(7) Cf. : Le mémorandum du Gouvernement hellénique aux Puissances du 24 mai-5 juin 1829. Le texte est publié par MAMOUKAS : Collection etc..., t. XI, pp. 273 et suiv. V. surtout pp. 275 *in fin.*

vente de leurs propriétés (8). La solution a surtout profité aux Turcs de l'Attique et de l'Eubée d'où les armées turques ne se sont retirées qu'après la fin des hostilités. C'est pourquoi la grande propriété s'y est en partie maintenue et ne fut liquidée qu'après la réforme agraire de l'après-guerre (9).

II

Avant d'étudier la politique suivie, pendant la période révolutionnaire, en matière des biens nationaux, on doit préciser les changements survenus dans la répartition de la propriété foncière du fait de l'affranchissement de la propriété hellénique et de la confiscation de celle des Turcs. En d'autres termes, on doit voir : a) l'étendue et la nature de la propriété privée ; b) l'étendue et la nature des biens nationaux.

I. — Sur l'étendue des terres privées affranchies après la Révolution on n'a pas de renseignements précis. Si l'on prend comme base les statistiques publiées plus haut relativement à l'étendue des terres appartenant aux hellènes à la veille de la Révolution, on peut conclure que dans les régions que comprenait la Grèce d'alors, les terres affranchies et restées dans les mains des particuliers grecs s'élevaient à 4.129.100 stremmes environ et se répartissaient par régions comme suit (10) :

Péloponèse	1.500.000 stremmes
Grèce Continentale et Eubée.....	2.629.100 »

Il faut y ajouter en outre les terres cultivables des îles d'Egée qui appartenaient sans exception aux Hellènes, mais dont nous ne connaissons pas l'étendue (11).

II. — Nos connaissances sur l'étendue et la nature des biens nationaux ne sont pas plus précises qu'en ce qui concerne la propriété privée. Répondant au questionnaire des Puissances auquel nous avons

(8) Cf. KOLYVAS : *op. cit.*, pp. 10-12. — ZOGRAPHOS : *op. cit.*, t. II, pp. 74-79

(9) Sur les efforts faits par le Président Capodistrias pour racheter les propriétés turques de ces provinces, cf. ZOGRAPHOS : *loc. cit.*, pp. 82 et suiv.

(10) ZOGRAPHOS : *op. cit.*, t. II, p. 97.

(11) MAMOUKA : *op. cit.*, t. XI, p. 272.

fait déjà allusion, le Président Capodistrias évaluait les biens nationaux comme suit (12) :

A) Dans les régions déjà libérées :

Grèce de l'Ouest.....	179.270 stremmes	
Grèce de l'Est.....	1.141.690	»
Péloponèse	3.000.000	»
Crète	2.280.000	»
Chio	1.600	»
Total	6.602.560 stremmes	6.602.560

B) Dans les régions pas encore libérées :

Grèce de l'Ouest.....	1.150.000 stremmes	
Grèce de l'Est.....	941.300	»

Total général 2.091.300 stremmes 2.091.300

Total général..... 8.693.860

Ces statistiques n'ont qu'une valeur indicative. D'abord, toutes les provinces qui y figurent n'ont pas fait partie du nouvel Etat. Ensuite, ces données ne comprennent pas d'autres régions qui furent, par la suite, libérées. Enfin, le Président avait, paraît-il, omis d'évaluer les forêts. Toutefois, elles nous permettent, surtout en les comparant aux renseignements provenant d'autres sources, de nous former une idée approximative de l'étendue des biens nationaux. Urquhart avait évalué l'étendue et la valeur des biens nationaux comme suit (13) :

I. — Péloponèse	Stremmes	Valeur en piastres turques
Forêts et pâturages.....	6.000.000	18.000.000
Terre labourable	6.000.000	300.000.000
Terre maraîchère	500.000	500.000.000
Raisin sec	1.500	4.500.000
Vignobles	6.000	6.000.000
Oliviers	100.000	5.000.000
Arbres fruitiers	20.000	400.000
Moulins	400	2.000.000

(12) *Loc. cit.*, p. 281.

(13) Le tableau de Urquhart fut publié par le « *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* », t. III, p. 525, au mot « *Domänen* » et reproduit ensuite par plusieurs auteurs. Cf. ANDRÉADÈS : Cours de finances etc..., pp. 35-36, note, édit. 1925.

II. — Grèce continentale (14)	Stremmes	Valeur en piastres turques
Forêts et pâturages.....	—	3.000.000
Terre labourable	750.000	37.500.000
Vignobles et jardins.....	3.000	3.000.000
Oliviers	150.000	7.500.000
Moulins	—	600.000
VALEUR TOTALE.....		887.500.000
ou livres sterlings.....		11.833.333

Il en ressort que les terres cultivables revenues au domaine public s'élevaient à environ 7.210.500 stremmes. D'autre part, le Duc de Broglie affirmait à la Chambre Française, à l'occasion de la discussion sur la garantie à accorder par la France à l'emprunt grec de 60.000.000, que l'étendue des biens nationaux était de 10.500.000 stremmes, dont 6.000.000 au moins étaient arables (15). Cette dernière évaluation paraît assez près de la vérité et est acceptée par M. Andréadès qui fait autorité en matière d'histoire économique (16). Quant à la valeur de ces biens nationaux, il n'y a pas de concordance dans les divers renseignements dont nous disposons. M. de Broglie l'évaluait à 500 millions de francs. Selon Urquhart, elle s'élevait à 887.500.000 piastres turques, c'est-à-dire à 11.833.333 livres sterlings. Enfin, notre ministre des Finances Poniropoulos, auteur d'un projet de vente des biens nationaux, évalua leur valeur à 200 millions, somme qui doit en tout cas constituer le minimum de leur valeur effective (17).

III

Les Assemblées Nationales de la période révolutionnaire n'ont pas toujours envisagé de la même façon le problème de l'utilisation des biens nationaux. Leur politique en cette matière a constamment changé et fut influencée par les nécessités du moment, c'est-à-dire par les besoins financiers qu'éprouvait le Gouvernement national de soutenir la lutte contre les Turcs. Au commencement, a prévalu la pensée de conserver les biens nationaux intacts pour pouvoir les offrir comme

(14) A l'exception des provinces où les Turcs ont conservé leurs propriétés.

(15) DUC DE BROGLIE : *Écrits et discours*, t. II, p. 405.

(16) *Cours de finances*, p. 35, Athènes, 1925.

(17) *Loc. cit.*, p. 37, note 8.

gage hypothécaire aux prêteurs étrangers. Plus tard, on a senti la nécessité de procéder à l'expropriation d'une partie de ces biens pour se procurer des ressources économiques immédiates. Enfin, au fur et à mesure que la Révolution triomphait et que l'espoir de la libération du joug turc apparaissait plus certaine, on a pensé à disposer des biens nationaux dans des fins purement sociales et agraires. Il faut, par conséquent, distinguer, en matière de biens nationaux, trois groupes de mesures législatives et étudier chacun d'eux séparément.

I. — *Vente des biens nationaux dans des fins budgétaires* (18). Les ventes effectuées dans ce but ont commencé de bonne heure et porté sur deux catégories différentes de biens nationaux. Jusqu'en 1826, les Assemblées Nationales n'ont permis que la vente des biens dits « *périssables* ». On appelait ainsi les biens, dont la conservation, à cause de leur nature, était difficile (19). Leur vente fut suivie d'une façon plus régulière surtout à partir de la loi du 16 juin 1824 qui permit la mise aux enchères publiques du *quart des biens périssables* se trouvant dans chaque province. La loi prévoyait que leur vente devait cesser dès qu'arriverait, en Grèce, le produit d'un emprunt débattu à l'époque à Londres. Cette restriction fut abolie, un mois après, par la loi du 12 juillet 1824. Ainsi la vente de cette catégorie de biens nationaux continua jusqu'en 1826, époque à laquelle elle commença à ralentir par suite des abus qui ont eu lieu. Nous ne trouvons depuis aucune autre vente massive de biens « *périssables* », sauf une, effectuée quatre ans plus tard, à la suite de la loi du 13 mars 1830. D'ailleurs, le but de cette loi n'était pas seulement budgétaire, mais aussi social, parce qu'elle visait, selon son préambule, à doter d'habitations, tous les citoyens et surtout les classes pauvres. C'est la première tentative pour appliquer une politique sociale.

Jusqu'à la fin de 1825, la vente des biens agricoles (terres arables, forêts, pâtures etc.) fut complètement interdite (20). Mais depuis 1826, les difficultés financières de la Révolution ont beaucoup augmenté.

(18) Cf. KOLYVAS : *op. cit.*, pp. 20 et suiv. — ZOGRAPHOS : *op. cit.*, t. II, chap. III.

(19) On faisait entrer dans cette catégorie les biens suivants : les ateliers, les maisons et leurs cours, les moulins de toutes sortes, les magasins, les auberges, les bains publics, les mosquées et médressés turcs, les fours, les huileries etc...

(20) Cf. le Décret de l'Assemblée Nationale du 14 avril 1823, dans MAMOUKAS : *op. cit.*, t. III, p. 16.

Aussi, une loi du 6 février 1826 a-t-elle permis la vente des biens *non-périssables*, c'est-à-dire des terres arables ou cultivables, des vignobles, des arbres fruitiers, des oliviers, etc., jusqu'à concurrence de 800.000 thalers espagnols (21). Avec cette loi et le décret du 3 mars 1832, qui d'ailleurs n'entre pas dans la législation de l'époque révolutionnaire, se termine la vente des biens nationaux dans des fins purement fiscales.

Il est difficile de savoir exactement quels sont les biens nationaux vendus dans cette période, ainsi que leur valeur. Des malversations et des abus criants ont eu lieu, et la Trésorerie a très peu profité de la vente. Ces abus ont pris une telle extension que, en 1826, l'Assemblée Nationale annula en bloc toutes les ventes faites jusqu'à cette époque (22) et nomma une Commission spéciale pour contrôler les ventes effectuées. De l'exposé de cette Commission, il résulte que le fisc, rien que par les usurpations de moulins à eau, a été privé d'un million de piastres turques. Pour ces raisons, l'Assemblée Nationale de 1829 renouvela la résolution de l'Assemblée précédente relativement à l'annulation des ventes antérieures, de sorte qu'une bonne partie des biens usurpés a pu revenir à l'Etat. Malheureusement, comme nous renseigne Maurer, les usurpations et les abus ont continué de même pendant les premières années du règne du roi Othon. C'est ce qui obligea son ministre des Finances Mavrocordatos à demander la promulgation de la loi du 6 février 1833 qui interdisait toute vente de biens nationaux sans la permission préalable du roi (23).

II. — Distribution de terres aux anciens combattants et anciens soldats. Dès le début de la Révolution, les différentes Assemblées Nationales prirent l'engagement de récompenser tous les citoyens qui avaient offert leurs services comme soldats dans la lutte contre le dominateur, et d'indemniser les nationaux hellènes des dommages qu'ils avaient

(21) Thaler : 5 francs environ.

(22) Voir le texte du décret, dans MAMOUKAS : *op. cit.*, t. IV, p. 116. — Cf. aussi : Elie ANASTASSIADÈS : L'administration du domaine foncier de l'Etat contemporain, pp. 28 et suiv., Athènes, 1911.

(23) Cf. ANASTASSIADÈS : *op. cit.*, p. 30. — MAURER nous renseigne que toutes les forêts furent usurpées et que la Régence n'en put sauver que trois. Cf. MAURER : Das Griechisch Volk, t. II, p. 289. Ce renseignement ne paraît pas exact. Toutefois, les abus étaient tels, que les représentants des Puissances ont dû intervenir près de l'Assemblée Nationale pour qu'elle interdise toutes ventes des biens nationaux jusqu'à l'arrivée, en Grèce, de la Régence. — V. ZOGRAPHS : *op. cit.*, t. II, p. 59.

subis du fait de la Révolution. Les résolutions et les lois votées à ce sujet sont nombreuses (24). Nous n'en mentionnerons que trois, qui touchent directement à notre sujet. La première en date et en importance, c'est la loi du 7 mai 1822. Dans son article premier, elle prévoit la distribution à tous les soldats, à titre de paie mensuelle, d'un stremme de terre pour chaque mois de service militaire effectif. L'article 2 augmente cette paie, pour les soldats d'origine péloponèse qui prendraient part aux expéditions hors de leur région, à un stremme et demi par mois. Cette loi fut complétée par deux décrets postérieurs de la quatrième et de la cinquième Assemblées Nationales.

La quatrième Assemblée, par son décret du 29 juillet 1829, ordonna la distribution de 200.000 stremmes de biens nationaux à certaines catégories de militaires, limitativement désignées (25). Le décret souleva des objections sérieuses : 1° parce qu'on trouva les restrictions apportées quant aux personnes peu justifiées ; 2° parce que le décret ne permettait la distribution des terres que d'une seule catégorie, à savoir des terres arables, et il exceptait les vignobles, les forêts et les plantations d'olivier.

La cinquième Assemblée Nationale fut obligée de donner satisfaction à ces critiques et de voter le décret du 8 février 1832. Aux termes de ce décret, ont droit de prendre part à la distribution des terres *toutes* les armées du Péloponèse, de la Grèce continentale et des îles, ainsi que les communes de l'Etat, et les *citoyens de tous métiers et classes sociales*. Dans ce but, l'Assemblée mettait à la disposition du Gouvernement un *demi million* de stremmes de biens nationaux pour le distribuer à tous les ayants droit proportionnellement à l'indemnité et aux récompenses dont chacun d'eux était digne.

Ce décret devait devenir le modèle de toute la législation qui fut, par la suite, votée en la matière par les différents gouvernements helléniques.

III. — Distribution des biens nationaux pour favoriser la colonisation intérieure (26). Les mesures de cette nature n'ont été prises qu'assez tard, et seulement à partir de 1827. Pendant les premières

(24) Cf. ZOGRAPHOS : *op. cit.*, t. II, chap. IV. — KOLYVAS : *op. cit.*, pp. 56 et suiv.

(25) MAMOUKA : *op. cit.*, t. II, pp. 83-85.

(26) ZOGRAPHOS : *op. cit.*, t. II, chap. V. — KOLYVAS : *op. cit.*, pp. 63 et suiv.

années de la Révolution, personne ne pouvait penser ni au repeuplement du pays, ni à la colonisation. Cependant, depuis 1826, quand l'espoir de la libération commença à s'affirmer, grâce surtout aux pourparlers relatifs à la Grèce entre l'Angleterre et la Russie et la signature du Protocole de 1826 qui prévoyait son indépendance, les dirigeants de la Révolution commencèrent à discuter le problème du repeuplement du pays et de la colonisation, tant urbaine qu'agricole, des régions dévastées. Dans ces deux directions, la Révolution a, depuis 1827, orienté ses efforts.

1° Dans le but d'encourager le repeuplement du pays, on a publié le décret du 5 Mai 1827 qui prévoyait la distribution par l'Etat, des biens nationaux à « *tous les Chrétiens Orthodoxes qui viendraient s'installer en Grèce* ». La caractéristique de ce décret c'est qu'il s'adresse, non seulement aux nationaux Hellènes, mais aussi à tous les étrangers de religion orthodoxe. Le décret prévoyait la promulgation d'une loi réglementaire spéciale pour les étrangers, qui n'a jamais été publiée.

2° *La colonisation urbaine* fut beaucoup favorisée par la vente des « biens périssables » qui étaient constitués presque exclusivement d'immeubles urbains. Sauf cette colonisation indirecte, la Révolution a pris, par de nombreux décrets, des mesures plus spéciales pour faciliter la colonisation sur les terres de l'Etat de certaines communes dont le sol était complètement dévasté par les Turcs. Des mesures d'une portée beaucoup plus générale en cette matière ont été prises par le Président Capodistrias. Ainsi, un décret du 3 juin 1831 a réglementé la distribution gratuite, par l'Etat, des biens nationaux à ceux des citoyens hellènes qui voudraient faire construire une ville ou un faubourg. L'Etat s'engageait à livrer gratuitement à chacun d'eux un terrain de quatre à six cents mètres carrés, sous la condition de les faire bâtir dans le délai d'un an à partir de la concession.

3° Aucune distribution de terres dans le but spécial de la colonisation agricole n'a été faite pendant cette période et aucune loi à ce sujet n'a été publiée jusqu'en 1833. Sans doute, la colonisation agricole fut favorisée indirectement par la vente des biens nationaux agricoles, dont nous avons parlé précédemment ; mais de ces ventes, ont surtout bénéficié ceux qui disposaient de quelques capitaux et se trouvaient en bonnes relations avec les hommes politiques de l'époque. La grande masse des paysans n'en a que peu profité. Pourtant, dès cette époque

apparaissent les premières applications d'une politique agraire qui, timide au commencement, devait devenir par la suite très radicale.

Nous constatons, en effet, une tendance à transférer la propriété agricole de l'Etat aux paysans, dans le but de favoriser le développement de l'agriculture. Ainsi, l'Assemblée Régionale de la Grèce Continentale avait décrété la concession des terres, sous forme de baux à longue durée, aux paysans qui consentiraient à les défricher et à les mettre en valeur. Il y a eu aussi des cas particuliers de concessions des biens nationaux, pour l'installation des paysans indigents. Un décret du 3 septembre 1830 a reconnu aux cultivateurs indigents le droit de propriété sur les maisons qu'ils habitaient pendant la domination turque. L'assassinat du Président Capodistrias et l'anarchie politique qui en a suivi, n'ont pas permis la mise en exécution d'un programme plus général et plus adaptée aux besoins de la Grèce agricole. Les bonnes intentions n'ont pas fait défaut, mais les conditions politiques du pays ne permettaient pas la réalisation d'une réforme si vaste. La Cinquième Assemblée Nationale a même voté le décret du 10 février 1832 qui prévoyait la distribution, à chaque famille hellène, de terres d'une valeur de 4.000 phénix, payables en 33 annuités ; mais ce décret ne fut jamais appliqué, les lois relatives à son exécution n'ayant pas été publiées.

Le problème agraire garda jusqu'à la fin de cette période toute son acuité, et c'est seulement dans la période suivante que l'Etat pratiqua une véritable politique agraire, par la distribution aux paysans des biens nationaux qu'il possédait.

IV

De ce qui précède, il devient évident que l'Etat ne s'est dessaisi que d'une partie seulement des biens nationaux. Malgré les usurpations et les expropriations massives, il en a conservé la plus grande partie. Ceci est confirmé par le fait que, dans la période post-révolutionnaire, l'Etat a législativement distribué plus de 3.300.000 stremmes de terres arables ou plantées (27). Il était le plus grand propriétaire foncier de la Grèce. Il devient par conséquent intéressant de voir de quelle façon la fortune de l'Etat était exploitée à l'époque. Cette étude est d'autant plus utile qu'elle nous permettra de connaître en même temps les systèmes d'exploitation pratiqués alors.

(27) Cf. ANASTASSIADÈS : *op. cit.*, p. 42, note 131.

Les biens nationaux se composaient d'éléments les plus divers. Ils comprenaient, comme nous l'avons vu, des immeubles urbains, des vignes, des terres arables, des pâturages etc. Il est naturel que la gestion de ces biens n'était pas la même pour tous. Toutefois, l'Administration du domaine de l'Etat n'a pu s'éloigner des systèmes d'exploitation pratiqués jusqu'alors. Elle a même conservé et continué certains systèmes en usage sous le régime turc (28).

I. — En ce qui concerne l'exploitation des vignes, elle a conservé le système des *concessions emphytéotiques* usité par les anciens propriétaires turcs. Ce système consistait en ceci : le propriétaire turc cédait au cultivateur grec une partie de ses champs que ce dernier était obligé de planter en vignes. Sur les vignobles ainsi créés, le planteur grec acquérait, soit un droit de propriété sur la moitié ou plus souvent sur le quart de la superficie totale de la nouvelle plantation, soit un droit d'usufruit à perpétuité sur toute la plantation, moyennant un paiement annuel (canon) qui souvent s'appelait aussi « *novello* ». A l'instar de ce système, l'administration des biens nationaux délivrait des permissions de plantation de vignes sur les terres de l'Etat moyennant le paiement d'un droit emphytéotique annuel. Ce système continua à être pratiqué longtemps après la Révolution. Toutefois, l'Administration se trouvait bien souvent obligée, faute de demandeurs, de céder des vignobles gratuitement, d'une part pour assurer leur culture et éviter ainsi leur transformation en champs de labour, et d'autre part, pour percevoir la dîme sur leur récolte. Dans le même esprit, une partie des terres incultes fut cédée aux cultivateurs à condition d'être défrichées et cultivées. Dans ce cas l'Etat ne gagnait que la dîme perçue sur les produits récoltés.

II. — Pour l'exploitation des terres labourables, l'Administration a combiné deux systèmes également usités pendant la domination turque : le *métayage* et la *location temporaire*. Le métayer payait à l'Etat une portion des produits variant entre les deux et les cinq dixièmes de la récolte, mais qui d'habitude s'élevait à 30 % du revenu total brut et s'appelait *tritodékaton* (triple dîme).

Le métayage présentait, pour le fisci, l'inconvénient de ne pas fournir de recettes stables. Il ne donnait, en effet, à l'Etat un revenu qu'autant

(28) ZOGRAPHOS : *op. cit.*, ch. VII. — KOLYVAS : *op. cit.*, pp. 93 et suiv.

que la terre était effectivement cultivée. Cet inconvénient était d'autant plus grand que la production agricole est exposée aux aléas atmosphériques et que la Grèce se trouvait en pleine période révolutionnaire qui favorisait peu l'activité économique du pays.

Pour éviter ces dangers, l'administration des biens nationaux recourut au système des locations temporaires (29). Dans ce cas, le cultivateur était obligé de payer à l'État un loyer fixe en nature dont la quantité par unité exploitée variait selon la nature de la culture. On sait que ce mode d'exploitation a toujours exercé une influence peu favorable sur l'agriculture. Ses inconvénients furent plus grands encore dans la période étudiée, et cela parce que : 1) les baux étaient de très courte durée ; 2) le produit de ces locations était affermé à des fermiers généraux qui exploitaient durement les paysans ; 3) les capitaux manquaient et l'exploitation se faisait d'une façon primitive ; 4) enfin, il n'existait aucune loi spéciale réglant les rapports entre les bailleurs et les exploitants, et l'arbitraire régnait partout.

L'Assemblée Nationale, voulant remédier à cet état de choses décida la constitution d'une Commission spéciale qui serait chargée de l'élaboration d'un projet de loi réglant « la location de la terre nationale, des eaux, des bâtiments, des vignobles, etc... », mais la Commission n'a jamais fonctionné. De même, un décret du Président Capodistrias en date du 11 septembre 1830 qui augmentait la durée des baux à 10 ans, n'a jamais été mis en exécution.

V

L'œuvre agraire de la Révolution Nationale ne fut pas exempte d'erreurs, et les critiques ne lui furent pas ménagées. C'est surtout la politique suivie par le Président Capodistrias qui fut l'objet des plus âpres critiques. Certains historiens lui ont reproché de n'avoir résolu, ni le problème des biens nationaux, ni celui de la colonisation agricole du pays. En outre, on a critiqué le système fiscal appliqué par lui (30). Mais quand on examine de près ces critiques, on voit qu'elles sont peu fondées. Le problème des biens nationaux ne pouvait être résolu que

(29) Ce système fut aussi appliqué plus tard et aux plantations et à l'exploitation des oliviers et des arbres fruitiers. V. le décret du Président Capodistrias du 18 septembre 1830. (ZOGRAPHOS : *loc. cit.*, pp. 324-25).

(30) On trouve un exposé des principales critiques adressées à Capodistrias dans ZOGRAPHOS : *op. cit.*, t. II, pp. 28 et suiv., et t. III, pp. 136-144.

de deux façons : on devait, soit procéder à leur vente dans des fins budgétaires, soit les utiliser à la colonisation des paysans dépourvus de terres. Mais l'une comme l'autre de ces solutions n'étaient pas faciles à réaliser (31).

I. — On sait que la vente massive des biens fonciers a toujours présenté, dans n'importe quel pays, de grandes difficultés. Elle était plus difficile, en Grèce, où les capitaux étaient peu abondants dans les villes, et faisaient complètement défaut dans les campagnes. Dans de pareilles conditions, le prix que l'Etat Hellénique aurait réalisé par leur vente eut été dérisoire. Ainsi, sans gagner grand chose au point de vue financier, l'Etat risquait de voir la terre se concentrer dans les mains d'une infime minorité de grands propriétaires et se former ainsi une nouvelle féodalité (32). Ces craintes n'étaient que trop justifiées. Les usurpations et les abus auxquels a donné lieu la vente des *biens périssables* nous montrent combien l'expropriation massive des biens nationaux aurait été peu profitable au fisc. Le danger de la concentration de la propriété n'était pas moins justifié, comme le prouve le fait que, dans la même période, l'immense propriété foncière des Turcs en Attique, en Béotie et en Phiotide fut achetée, pour des sommes insignifiantes, par quelques particuliers venus de l'étranger. C'est pourquoi la Grèce a toujours connu, dans ces provinces, un problème agraire extrêmement aigu.

II. — Quant à la colonisation agricole, c'est-à-dire la distribution des biens nationaux aux paysans, nous savons qu'elle a toujours été envisagée par le Président Capodistrias. Dans ce but, il a essayé d'organiser un service spécial dont la fonction serait de distinguer la propriété privée des biens fonciers de l'Etat, pour procéder ensuite à la distribution de la terre aux paysans qui en étaient dépourvus. Dans le mémorandum qu'il a adressé, à cette occasion, au Sénat, il insistait sur la nécessité de doter chaque famille paysanne d'un lot suffisant de terres (33). Mais les difficultés pour la réalisation d'un pareil projet

(31) Cf. ANDRÉADÈS : Cours de finances publiques. Les emprunts nationaux, pp. 37 et suiv.

(32) ANDRÉADÈS : *loc. cit.*

(33) Cf. ZOGRAPHOS : *op. cit.*, t. II, pp. 20-25.

n'étaient pas facilement surmontables. D'abord, la distribution de terres à des paysans pauvres et ne disposant d'aucun moyen d'exploitation n'aurait pas suffi à résoudre le problème. Il aurait fallu compléter cette œuvre par l'encouragement économique des paysans ainsi établis. Or, tous les efforts du Président pour trouver les ressources indispensables à l'établissement des paysans ont successivement échoué (34). En outre, les Puissances n'étaient pas favorablement disposées envers le projet de la distribution des terres aux paysans, parce qu'elles voyaient dans les biens nationaux une sérieuse garantie des emprunts extérieurs de la Grèce. C'est pourquoi, elles se sont opposées, après la mort de Capodistrias, à la décision du Sénat de distribuer aux paysans 1.500.000 stremmes de terres (35).

Il paraît d'ailleurs douteux qu'une politique plus libérale et plus sociale, en la matière, aurait pu avoir de meilleurs résultats pour la classe paysanne. Dans l'état d'anarchie où la Grèce se trouvait durant la période révolutionnaire, il y a toute raison de croire que ce serait surtout les *puissants* de l'époque, au point de vue politique et militaire, qui en auraient profité plus que les paysans. Les usurpations commises aux dépens des biens nationaux et l'avidité que ces classes ont témoignée pendant et après la Révolution, n'en laissent aucun doute. Nous laissons évidemment de côté une difficulté qui empêchait la distribution des biens nationaux aux paysans, à savoir l'impossibilité pour l'Etat de se priver de ses principales ressources financières, provenant surtout de la *triple dîme* perçue sur les terres louées ou affermées aux paysans. Le Président Capodistrias a rendu, toutefois, à la classe paysanne un service non moins appréciable. En sauvegardant des usurpations le domaine de l'Etat, il a rendu possible la réalisation de la colonisation agricole dans la période suivante.

III. — Il reste la dernière critique relative à la politique fiscale du Président. On lui a surtout reproché d'avoir maintenu la dîme, impôt injuste, parce qu'il frappe le revenu brut, et d'autant plus accablant pour le paysan grec qu'il s'élevait, pendant la période révolutionnaire, non pas au dixième du revenu, mais aux 25 et 30 % de la

(34) Cf., sur ce sujet, sa correspondance avec les Hellènes de la Russie et le Ministre Français des Affaires Etrangères, dans ZOGRAPHOS : *op. cit.*, t. II, pp. 36-38 et pp. 42-43.

(35) Voir note 23.

récolte (36). Il faudrait, seulement, prouver qu'il était facile de remplacer la dîme par un autre impôt, dans un pays où les capitaux manquaient complètement (37). L'essai, fait par le Président, de remplacer la dîme par un impôt payé en espèces, eut pour résultat de pousser les paysans dans les mains des usuriers. C'est pourquoi on est vite revenu à la dîme qui ne fut abolie qu'en 1880, à une époque où l'économie nationale du pays avait fait de grands progrès.

En vérité, le Président Capodistrias fut le seul homme politique de la Révolution qui eut une conception claire des besoins agricoles de la Grèce. Sa correspondance nous montre qu'il nourrissait tout un vaste programme de réformes agraires utiles. Enseignement agricole, crédit agricole, perfectionnement des modes de culture, colonisation agricole, bref tous les problèmes agricoles, auxquels la Grèce se heurte encore aujourd'hui, furent envisagés par lui (38). Mais les circonstances difficiles que la Grèce traversait à l'époque, la réaction que Capodistrias a toujours rencontrée de la part des politiciens de la Révolution et sa mort prématurée, ne lui ont pas permis de mettre en application son programme.

(36) Sur les impôts qui pesaient sur la production agricole avant l'arrivée de Capodistrias et les réformes introduites par lui en la matière, cf. A. SIDERIS : *L'évolution historique de l'imposition foncière*, pp. 7-10, Athènes, 1931.

(37) ANDRÉADÈS : *Cours de finances*, pp. 39-40, années 1924-25.

(38) Sur cette question on trouve beaucoup de renseignements dans ZOGRAPHOS : *op. cit.*, t. II, chap. I.

CHAPITRE VII

Distribution des Biens nationaux et Colonisation agricole (1833-1871)

- I. L'état économique et social de la Grèce au lendemain de son indépendance ; les problèmes agricoles qui se posaient devant elle.
- II. La distribution de terres aux militaires et aux anciens combattants. Les lois « phalangistes ».
- III. La colonisation agricole : 1) la loi de 1835 et le système des *dotations politiques* ; son application et ses résultats ; causes de son insuccès ; 2) la loi de 1871 ; ses innovations ; ses résultats.
- IV. La vente des biens nationaux dans des fins fiscales.
- V. L'importance de l'œuvre accomplie dans cette période : 1) au point de vue de la répartition de la propriété foncière ; 2) au point de vue budgétaire ; avantage et inconvénients de la possession par l'Etat d'un grand domaine rural ; l'évolution de la politique des Etats Européens au cours du XIX^e siècle et après la guerre mondiale ; 3) conséquences économiques et sociales de la distribution des biens nationaux en Grèce.

I

Les Gouvernements Helléniques de l'époque post-révolutionnaire devaient faire face à un problème agricole et social extrêmement grave. L'économie nationale du pays et plus particulièrement son économie rurale étaient complètement désorganisées. M. Lefeuve-Méaulle, en parlant de cette période, nous donne le tableau saisissant qui suit (1) : « Au cours de la révolution de 1821-32, dit-il, pendant dix longues années de luttes, la terre de Grèce eut à subir de la part de l'oppresseur turc tous les outrages matériels imaginables ; à cent lieues à la ronde, bâtiments, arbres, haies, murs, tout était détruit, sapé, brûlé, éparpillé en poussière aux quatre vents. Le Turc rasait au niveau du sol, à sa manière ; les routes, elles-mêmes, transformées en fondrières, s'encadraient de rocs calcinés. Quand le Turc fut chassé, il semblait

(1) Cf. LEFEUVRE-MÉAULLE, Consul Général de France : la Grèce économique et financière, p. 9, Paris, 1916.

bien que nul effort humain ne pourrait réparer l'immensité du désastre... ».

Et aux destructions matérielles, s'ajoutait la misère des habitants et surtout des paysans. L'affranchissement de la propriété rurale réalisé par la Révolution n'avait profité qu'à une petite minorité. La grande masse de population des campagnes était complètement dépourvue de terres. Thiersch évaluait, en 1833, que la Grèce était habitée par 200.000 familles, dont 120.000 étaient des familles agricoles. Parmi ces dernières, 20.000 seulement possédaient de la terre, les autres 100.000, soit les cinq sixièmes, en étaient complètement dépourvues (2). Mais le manque de terre n'était pas le seul mal dont souffraient les paysans. Dépossédés de leurs propriétés par la force, les agriculteurs avaient perdu en même temps que la terre, l'habitude de travailler. D'autre part, les combattants ayant pris part à la Révolution, ruinés par de longues luttes, exigeaient le secours de l'Etat et réclamaient des indemnités et des pensions de toutes sortes comme récompense des services rendus à la Nation. En un mot, tout le monde attendait de l'Etat son salut, à un moment où les finances publiques, ruinées par la guerre, ne suffisaient même pas aux dépenses ordinaires, et que le manque de capitaux entravait tout effort sérieux, de la part de l'Etat, pour remédier à la situation.

En présence d'un tel état de choses, les Gouvernements Helléniques décidèrent d'abolir l'interdiction relative à la vente des biens nationaux, et de procéder à une large expropriation de la fortune foncière de l'Etat, non seulement dans des fins budgétaires, mais aussi pour favoriser le développement agricole et social du pays. Ainsi, commença une nouvelle période d'activité législative en matière de biens nationaux qui dura jusqu'à la fin du troisième quart du XIX^e siècle et eut comme conséquence de transférer la terre de l'Etat aux mains des particuliers qui la cultivaient. La politique suivie dans cette période n'était pas entièrement nouvelle. La distribution des biens nationaux aux militaires et la vente des biens périssables avaient continué, mais parallèlement fut pratiquée une large politique de colonisation agricole. D'où trois groupes de lois que nous allons examiner successivement.

(2) Cf. ZOGRAPHOS : Histoire de l'Agriculture Hellénique, t. III, pp. 157 et suiv.

II

Le premier groupe législatif de cette période contient les lois dites *militaires* ou « *phalangistes* » (3), dont les principales sont le décret-loi du 20 mai 1834 relatif aux officiers, sous-officiers, soldats et marins mis en réserve, et la loi des 1^{er}-13 janvier 1838, concernant la concession des terres de l'Etat aux phalangistes (4). Il y a eu encore une dizaine d'autres lois relatives à certaines catégories spéciales de militaires (5) qu'il serait superflu de mentionner en détails. La base législative de toutes ces lois est la concession gratuite, aux anciens combattants de la Révolution, de terres cultivables dans le but : 1° de leur témoigner ainsi la reconnaissance de la Nation ; 2° de leur venir en aide, la guerre les ayant ruinés ; 3° de soulager l'Etat de l'obligation de leur payer des indemnités et des pensions, car la concession d'une terre nationale supposait le désistement de la pension du concessionnaire. Le principe du désistement de la pension fut introduit surtout par la loi des 1^{er}-13 janvier 1838 (6). La distribution des terres se faisait par l'émission, au nom du concessionnaire, de bons de concession. L'étendue de la terre concédée variait selon le grade militaire du titulaire. On les a ainsi classés en 4 catégories, dont chacune avait respectivement droit à une terre cultivable ou à un bien périssable d'une valeur de 8.400, 5.400, 3.600 et 2.880 drachmes (7). En exécution de ces lois 4.670 bons de concession d'une valeur globale de 10.648.000 drachmes ont été distribués. La plupart de ces bons ont été utilisés pour l'acquisition des biens fonciers de l'Etat. Le reste des bons a servi, grâce à des lois postérieures ayant permis l'opération, à la compensation des dettes de leur possesseurs envers l'Etat (8).

III

La législation relative à la colonisation agricole. — Le second groupe de lois est beaucoup plus intéressant. D'abord, l'Etat s'éloigne doré-

(3) On les appelait « Phalangistes » pour indiquer qu'elles s'appliquaient à ceux qui avaient pris part à la « Phalange » nationale ayant combattu les Turcs.

(4) V. J. PANAYOTOPOULOS : Code de la législation relative au domaine de l'Etat, pp. 167 et suiv. (Public. du Ministère de l'Agriculture), Athènes, 1919.

(5) Décret du 18 novembre 1841 relatif aux phalangistes ; Décret du 25 mai 1842 relatif aux « *brulotiers* » de la Révolution, etc...

(6) Article 9.

(7) Article 1.

(8) ANASTASSIADÈS : L'Administration de la fortune foncière de l'Etat contemporain, pp. 31-32, Athènes, 1911.

navant de la politique fiscale suivie jusqu'alors et oriente ses efforts vers des buts sociaux. Ensuite, grâce à ces lois, la plus grande partie des biens agricoles de l'Etat fut transférée aux particuliers et généralement aux paysans. Ainsi, la propriété paysanne fut grandement renforcée.

I. — La première, en date, de ces lois, est celle du 26 mai-7 juin 1835 relative à la dotation des familles grecques (9). Son but, comme nous renseignent les Ministres de l'époque Praïdis et Théocharis, était principalement social. L'Etat voulait renforcer la propriété individuelle privée, soit par l'augmentation, grâce à de nouvelles concessions, du nombre des propriétaires, soit par la transformation des concessions emphytéotiques de la période révolutionnaire en pleines propriétés. Accessoirement, l'Etat espérait se procurer, par l'amortissement graduel du prix de vente des terres ainsi concédées, les ressources indispensables pour faire face aux emprunts extérieurs de la Révolution qui ont toujours été considérés comme des *dettes sacrées* de la Nation (10).

1° La loi introduisit le système dit des *dotations politiques*. Chaque chef de famille avait le droit d'acquérir des biens nationaux de toute nature d'une valeur totale de 2.000 drachmes. L'Etat ouvrait, à cet effet, à chaque acquéreur un crédit d'une somme égale remboursable en 36 annuités, au taux de 6 %, et lui livrait, pour cette somme, des bons de concession du Trésor qui n'étaient utilisables que pour l'acquisition des biens nationaux (11). La dotation consistait non seulement en terres cultivables, mais aussi en vignobles, en bâtiments, en immeubles et en terrains de toutes sortes, exception faite pour les forêts, les oliviers et les arbres fruitiers, et pour les domaines réservés à la dotation de la famille royale (12).

La loi de 1835 n'a répondu ni aux espoirs, ni aux intentions du législateur. Elle a échoué et au point de vue social et au point de vue fiscal. Son insuccès, au point de vue social, devient manifeste dès qu'on

(9) PANÁYOTOPOULOS : « Code etc... », *op. cit.*, pp. 152 et suiv. Du même bénéfice jouissaient les familles étrangères résidant en Grèce, dont les chefs avaient pris part à la guerre pour l'indépendance (article d').

(10) ANASTASSIADÈS : *op. cit.*, p. 33.

(11) V. La proclamation des Secrétariats de l'Intérieur et des Finances dans le *Journal du Gouvernement* (officiel), du 8 mars 1836.

(12) Article 5.

songe que, sur la base de cette loi, seuls 9.133 bons de concession ont été distribués ayant servi à l'acquisition de 145.000 stremmes de terres, c'est-à-dire d'une superficie tout à fait insignifiante. Du côté fiscal, son insuccès ne fut pas moindre. L'arriéré, dû au Trésor sur la base de cette loi, s'élevait en 1861 à 6.860.000 drachmes, sur lesquels l'Etat n'a pu recouvrer, jusqu'en 1910, que 2.850.000 drachmes.

2° Les causes de l'échec de la loi de 1835 sont multiples. Le Ministre Sotiropoulos, exposant en 1871 à la Chambre les raisons qui l'ont amené à demander son abolition, disait que la principale cause de son échec était le fait que la distribution des terres avait été faite par la vente aux enchères. La hausse des prix des terres qui en découlait, avait eu comme conséquence de décourager les acquéreurs et d'en restreindre le nombre. En outre, ceux qui ont pu de cette façon acquérir des biens nationaux, ont payé un prix très élevé et se trouvèrent, par la suite, dans l'impuissance de faire face à leurs obligations vis-à-vis de l'Etat (13). Ces remarques sont justifiées par le fait que, dans la pensée des rapporteurs de la loi de 1835, la somme de 2.000 drachmes accordée par la loi devait suffire à l'acquisition de 40 stremmes, au prix moyen de 50 drachmes le stremme (14). Sur la base de ces calculs, les 9.133 bons de concession devaient servir à l'achat de 400.000 stremmes, c'est-à-dire d'une superficie presque trois fois plus grande que celle qui fut en réalité achetée. La différence est plus grande encore, parce qu'une partie des terres furent concédées gratuitement (15).

Pourtant, ces raisons expliquent plutôt le peu de succès que la loi eut au point de vue social, mais non son échec fiscal. Ce dernier est dû à d'autres causes, à savoir : 1) la modicité des annuités d'amortissement qui s'élevaient à peine à 6 drachmes par an ; la médiocrité de la somme incitait à l'oubli et les redevables et les préposés à la perception des recettes publiques ; 2) le peuple croyait que la nouvelle loi était destinée à continuer le système des concessions gratuites inauguré par les lois antérieures. Les débiteurs de l'Etat s'arrangeaient, par conséquent, à ne pas payer les annuités.

(13) V. l'exposé des motifs de la loi du 25 mars 1871 dans les Procès-Verbaux des débats de la Chambre, Session B, Période III, 1871, p. 33.

(14) V. l'exposé des motifs de la loi 1835 dans le *Journal du Gouvernement* de 1835, p. 20.

(15) ANASTASSIADÈS : *op. cit.*, p. 34.

II. — L'insuccès de la loi de 1835 fut aperçu de bonne heure et attira l'attention des Assemblées Nationales de 1843 et 1864. Toutes les deux reconnurent les inconvénients du système pratiqué et insistèrent sur la nécessité de procéder à la distribution gratuite de la terre (16). Sous l'influence de ces idées, le Ministre Sotiropoulos, membre de l'Assemblée de 1864, rédigea la loi du 25 mars 1871, sur « la distribution de la terre nationale ». La loi de 1871 fut complétée plus tard par d'autres d'une valeur secondaire (17).

1° La loi de 1871, dans ses dispositions générales, a suivi de près celle de 1835. Son but est de multiplier la propriété paysanne par la concession de nouvelles terres et par la transformation, des concessions emphytéotiques, en pleines propriétés (18). Elle s'est pourtant écartée de la loi relative aux dotations, parce que : 1) elle a aboli la vente aux enchères publiques ; la concession se faisait dorénavant directement par l'Etat sur un prix déterminé à l'avance selon la nature et la qualité de la terre ; 2) sans avoir admis le principe de la distribution gratuite préconisé par les Assemblées de 1843 et 1864, la loi a pris soin de confier le classement et l'estimation des terres à des commissions spéciales pour chaque province qui ont fixé le prix de vente assez bas ; l'amortissement du prix des biens ainsi acquis devait se faire dans un délai, non plus de 33, mais de 26 ans, et d'après le principe de l'intérêt composé ; 3) tandis que la loi antérieure prévoyait la concession de lots d'une valeur de 2.000 drachmes, la nouvelle se contentait de fixer la superficie maximum qui pourrait être concédée à chaque bénéficiaire, à savoir : 80 stremmes de terres arables ou 40 stremmes de terres maraîchères ; 4) enfin, la loi n'autorisait que la distribution de terres cultivées ou cultivables et non pas de terrains ou immeubles urbains, comme auparavant (19). Par là s'affirmait, mieux encore, l'intention du législateur de pratiquer une politique sociale et de favoriser exclusivement la colonisation agraire du pays.

2° Sur la base de ce groupe de lois, 357.217 bons de concession ont été distribués, dont 242.481 bons concernaient la concession des terres

(16) V. les articles 105 de la Constitution de 1843 et 102 de la Constitution de 1864.

(17) PANAYOTOPOULOS : Code etc., pp. 229 et suiv., 282 et suiv.

(18) V. l'exposé des motifs du Ministre Sotiropoulos dans le *Journal des Débats*, *op. cit.*, p. 36.

(19) Articles 3 et suiv.

arables, et 114.736 la concession des terres plantées. La superficie totale des terres distribuées s'élevait, en 1911, à 2.850.000 stremmes, dont 2.540.000 se composaient de terres arables et 310.000 stremmes étaient des plantations. La moyenne des terres correspondant à chaque bon de concession est de 10,5 stremmes de terres arables et 2,7 stremmes de plantations. Déduction faite d'un certain nombre de concessions annulées, portant environ sur 200.000 stremmes, il reste environ 2.650.000 stremmes concédés dans les quarante ans qui ont suivi l'application de la loi de 1871 (20).

Le nouveau groupe de loi a atteint le but social et agricole qu'elles poursuivaient, puisque dans un laps de temps égal, c'est-à-dire en quarante ans, ces dernières lois ont transféré dans les mains des particuliers deux millions et demi de stremmes, contre 145.000 stremmes qui avaient été concédés de 1835 à 1871 en exécution de la loi précédente. Ce succès est dû à l'abolition de la vente aux enchères et à la fixation des prix de vente plus modérés que ceux qui ont été réalisés avec le système antérieur. Le prix moyen par stremme, réalisé selon la loi « des dotations », a été 110 drachmes, tandis que la moyenne des prix fixés par la nouvelle loi est 59 drachmes.

La loi de 1871 a eu encore un autre résultat bienfaisant : la diminution des simples possesseurs, soit temporaires, soit à titre d'usufruitiers à vie, des terres de l'Etat, dont le nombre était assez grand à cause du système de concessions emphytéotiques et des locations temporaires qu'on a pratiqué largement pendant la période révolutionnaire. La très grande majorité d'entre eux ont pu, grâce à l'application des dernières lois, racheter les droits réels de l'Etat et devenir les véritables propriétaires de leurs terres. La superficie des terres emphytéotiques, converties en terres de pleine propriété, n'est pas connue. On peut, cependant, se former une idée de leur étendue, si l'on songe qu'en 1870 l'Etat réalisait par ses droits emphytéotiques un revenu de 4 millions de drachmes, et que ce même revenu, en 1909 était évalué à 20.500 drachmes (21).

Si, du côté social, la loi de 1871 a donné de bons résultats, du point de vue fiscal son insuccès égale presque celui des lois antérieures. La valeur des biens concédés de 1871 à 1908 s'élevait à environ 90.000.000

(20) ANASTASSIADÈS : *op. cit.*, p. 36.

(21) ANASTASSIADÈS : *op. cit.*, p. 38.

de drachmes. Sur cette somme l'Etat n'avait recouvré jusqu'en 1911 que 39.000.000 de drachmes. L'arriéré représentait par conséquent 55 % du total. Les causes de l'échec sont les mêmes que pour la loi de 1835. Il suffit de remarquer que certaines annuités s'élevaient à 52 centimes et que, en moyenne, les annuités étaient de 6 drachmes 30 centimes (22).

IV

Le dernier groupe législatif comprend les lois relatives à la vente des biens périssables. Dans ce cas l'Etat n'a poursuivi aucun but social ; il a tout simplement continué et achevé la politique fiscale inaugurée et suivie en la matière par les gouvernements de la période révolutionnaire. La loi fondamentale de ce groupe est celle des 13-25 novembre 1836, portant sur « l'expropriation des biens nationaux », complétée plus tard par les lois relatives à l'expropriation des biens périssables appartenant à l'Eglise et aux monastères dissous (23).

Aux termes de l'article 1 de la loi du 12 novembre 1836 : « seront vendus graduellement *pour raisons fiscales* tous les biens périssables appartenant à l'Etat, sauf ceux qui sont nécessaires à la dotation des familles grecques ou à d'autres fins de l'Etat. »

L'application de la nouvelle législation commença en 1837. Depuis cette année jusqu'en 1910, environ 26.370 bons de concession ont été distribués. De 1861 à 1910, les recettes prévues, du chef de ces ventes, ont été évaluées à 26.695.000 drachmes, dont 23.250.000 drachmes ont été effectivement perçues. Par conséquent, l'arriéré ne dépassait pas 13 % du total, tandis que l'arriéré des recettes prévues par la loi de 1871 dépassait de beaucoup les 50 % du prix total des terres vendues. Il est manifeste que ces lois ont assez bien réussi au point de vue fiscal. Ce succès s'explique par le fait que : 1) le temps d'amortissement était beaucoup plus court, c'est-à-dire 10 ans au lieu de 33 ou 26 ans, comme auparavant ; le même phénomène, d'ailleurs, a été remarqué en France lors de la vente des biens nationaux ; l'étude de la législation française en cette matière témoigne de la mauvaise

(22) V. les tableaux des annuités d'amortissement dans PANAYOTOPOULOS : *op. cit.*

(23) Loi du 20 décembre 1863. On trouve le texte de toutes ces lois dans PANAYOTOPOULOS : *op. cit.*

influence qu'exerce en pareil cas un trop long amortissement (24) ; 2) les annuités d'amortissement, dans le dernier système, ont été beaucoup plus élevées, ce qui obligea les percepteurs des recettes publiques à y prêter plus d'attention et à apporter plus de zèle à leur perception. La moyenne, en effet, des annuités selon ce dernier système est de 175 drachmes, tandis que dans le système des lois précédentes, elle était à peine de 6,30 drachmes.

Il faut noter que, malgré les principes contraires contenus dans les lois examinées, il y a eu vente non seulement de biens périssables, mais aussi de biens agricoles. On a évalué que sur la base de cette loi, 144.000 stremmes de terres cultivées ou cultivables, et 7.000 immeubles urbains ont été vendus (25). Le prix moyen réalisé par stremme est de 130 drachmes contre le prix moyen de 59 drachmes qu'avaient établi les lois du groupe précédent.

On pourrait dire qu'il y a eu une quatrième catégorie de lois, à savoir celles qui prévoyaient la distribution des biens nationaux en vue de la colonisation urbaine ; mais ces lois n'ont pas eu une influence appréciable sur la propriété foncière de l'Etat. Pour les deux principales agglomérations colonisées sur la base de ces lois : Patras et Corinthe, l'Etat n'a concédé que 200.000 mètres carrés.

V

L'œuvre accomplie par l'Etat pendant cette période a exercé, malgré les fautes commises, une influence décisive sur l'évolution du pays.

I. — L'Etat s'est presque complètement dessaisi de ses biens agricoles. D'après certaines statistiques, datant de 1911, l'Etat avait distribué, jusqu'à cette date, environ 3.200.000 stremmes propres à la culture, comme le montre le tableau suivant (26) :

Distribution des terres faites sur la base :

	(Stremmes)
1) des lois concernant les dotations politiques.....	145.000
2) » » » la colonisation agricole.....	2.650.000

(24) Cf. sur ce sujet DE RECY : *Traité du domaine public*, 1894, I, pp. 142 et suiv.

(25) ANASTASSIADÈS : *op. cit.*, p. 41, n. 129.

(26) Cf. ANASTASSIADÈS : *op. cit.*, p. 42, n. 131.

3)	»	»	»	la vente des biens périssables....	144.000
4)	»	»	»	les Phalangistes.....	190.000
5)	»	»	»	les Crètois.....	58.000
6)	»	»	»	la concession d'oliviers sauvages..	10.000
Total.....					3.197.000

Ces chiffres ne nous donnent qu'une idée incomplète des transformations que le régime de la propriété agricole a subies depuis la Révolution et de la diminution du domaine agricole de l'Etat qui en résulta. Et cela, parce qu'ils ne reflètent que les expropriations *légal*es. A côté de ces dernières, il y a eu, sur une grande échelle, des usurpations telles, que, en 1911, seuls 500.000 stremmes de terres cultivables restaient à l'Etat. En se basant sur le fait que les biens nationaux, revenus pendant la Révolution à l'Etat, comprenaient environ 7.000.000 stremmes de terres cultivables, on a pu conclure que les terres usurpées par les particuliers s'élevaient à 3.000.000 de stremmes. Cette évaluation est un peu simpliste. En effet, une série de lois (27) a permis la concession de terres de l'Etat pour des œuvres d'*utilité publique*, sans faire le plus souvent de distinction entre la terre cultivable ou non. Il y a lieu de penser qu'une bonne partie des terres cultivables appartenant à l'Etat fut affectée à des œuvres de cette nature.

II. — Au point de vue budgétaire, l'expropriation du domaine agricole de l'Etat eut évidemment comme conséquence de faire tomber les recettes domaniales en des sommes sans importance pour les Finances publiques. En 1870, sur un budget de 31.000.000 de drachmes, les recettes du domaine agricole de l'Etat s'élevaient à 6.100.000 drachmes et représentaient le cinquième du budget total. Vingt ans plus tard, en 1890, ces recettes ne représentaient que 1/57^e du total des recettes budgétaires, soit 1.400.000 drachmes pour un budget de 80.000.000. Enfin, en 1908, le budget de l'Etat montait à 123.000.000 de drachmes et les recettes domaniales tombaient à 785.000 drachmes, couvrant à peine 1/156^e des recettes totales de l'Etat (28). La perte ainsi causée aux Finances publiques a été plus que compensée par la prospérité agricole et l'essor économique général du pays qui en a suivi.

(27) Cf. PANAYOTOPOULOS : *Code etc.*, pp. 637 et suiv.

(28) ANASTASSIADÈS : *op. cit.*, pp. 44-45.

Au commencement du siècle passé il y eut la tendance, dans presque tous les Etats Européens, à créer ou à conserver de grands domaines agricoles. On considérait, en effet, que la possession d'un grand domaine foncier permettait à l'Etat : 1) de s'assurer des revenus sûrs et stables ; 2) de participer à l'accroissement progressif du prix de la terre ; 3) enfin, de disposer d'un capital de réserve auquel il pourrait recourir dans des moments de difficultés financières. Mais à partir du second quart du XIX^e siècle, et au fur et à mesure que progressent les conceptions de libéralisme et de l'individualisme économique, les Etats commencent à se débarrasser de l'emprise des idées domaniales. On comprend que les avantages présumés en faveur de la possession d'un domaine foncier par l'Etat sont tout à fait théoriques et que, par contre, la conservation par l'Etat des domaines ruraux présente de grands inconvénients.

La possession des domaines ruraux par l'Etat n'est possible que dans les pays à faible densité et dans ceux où s'applique la culture extensive. Elle est incompatible avec la culture intensive et exerce une mauvaise influence sur l'évolution économique et démographique du pays (29). L'Etat manque d'aptitudes indispensables à une bonne exploitation du sol et, vu la nature des produits agricoles, se trouve en état d'infériorité vis-à-vis de l'individu pour l'écoulement commercial de ces produits. En outre, le retranchement des propriétés foncières de la circulation est une mauvaise opération au point de vue fiscal, parce qu'il prive le budget des droits d'enregistrement et de transmission (30).

Par suite de ces considérations nous assistons, au cours du XIX^e siècle, à une diminution progressive du domaine foncier de tous les Etats, sauf bien entendu du domaine forestier. Seuls certains pays allemands et la Russie conservaient en core, à la fin du siècle passé, un domaine foncier plus ou moins important (31). L'Etat hellénique, en se désistant

(29) Cf. ROSCHER : *Nationalökonomie des Ackerbaues und der Verwandten Urproductionem*, 11^e édit. Trad. Franç. par Charles VOGEL : *Traité d'économie politique rurale et forestière*, édit. Guillaumin, Paris, 1888, pp. 193 et suiv. et pp. 212 et suiv.

(30) On a évalué qu'en France, avant la guerre, quatorze ou quinze transmissions entre vifs à titre onéreux produisaient un chiffre d'impôts égal à la valeur du fonds. Cf. A. BOCHARD : *L'évolution de la fortune de l'Etat*, pp. 100-101, Paris, Giard et Brière, 1910. — Cf. aussi, PATRIARCHE et ESQUELIN : *Traité du domaine de l'Etat*, édit. 1906.

(31) De toutes les nations civilisées, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord

de son domaine foncier, a donné la solution qui s'imposait, du fait du rapide accroissement de sa population et du manque relatif de terres cultivables. Il est à regretter seulement que la colonisation sur le domaine de l'Etat n'ait pu s'effectuer avec plus de promptitude, mais le manque de capitaux et les difficultés financières de la Grèce, durant toute cette période, ne l'ont pas permise.

Après la guerre mondiale, nous assistons en Russie soviétique à une vaste expérience qui a conduit à l'étatisation de la propriété foncière toute entière. Mais il s'agit d'un problème spécial dont l'examen critique nous aurait beaucoup éloigné de notre sujet. Il est toutefois à noter que, dans tous les autres pays, le domaine proprement agricole de l'Etat, après la guerre mondiale, a presque disparu complètement, surtout dans les pays de réforme agraire.

III. — L'opportunité de la politique suivie par l'Etat hellénique en cette matière est justifiée par les heureux résultats qu'elle a eus tant au point de vue économique que social.

D'abord, il s'est créé, dans l'Ancienne Grèce, une forte démocratie paysanne. Si dans la période révolutionnaire la vente des biens nationaux a surtout profité aux plus fortunés et aux plus puissants, au point de vue politique et économique, par contre ce sont les paysans qui, après 1833, ont bénéficié de la distribution des terres de l'Etat. Ainsi la petite propriété prédomine depuis, presque partout, dans le Péloponèse, les îles et la Grèce Continentale. C'est pourquoi la Grèce n'a jamais connu dans ces provinces un problème agraire aigu. Il faut toutefois excepter certaines régions de l'Attique, de la Phthiotide et de l'Eubée où, pour des raisons que nous avons exposées dans le chapitre précédent, la propriété des Turcs avait passé dans les mains de quelques grands propriétaires Grecs et par ce fait la grande propriété fut maintenue jusqu'à la réforme agraire.

En second lieu, le grand nombre des emphytéotes et des métayers travaillant jusqu'alors sur les terres de l'Etat a disparu (32). Presque partout s'applique la culture directe. Enfin, pour remédier à la pau-

occupaient, jusqu'à la guerre, le domaine le plus étendu. Cf. NITTI : *Principes de sciences des finances*, t. I, p. 260, not. 1, trad. fr. de M. St. FREUND, Paris, Giard, 1928.

(32) Les baux emphytéotiques devaient prendre dans les années suivantes une nouvelle extension par suite du développement de la culture du raisin sec et de la vigne.

veté et à l'insuffisance du sol, les paysans, devenus propriétaires, ont dirigé leurs efforts vers d'autres cultures, plus riches et plus rémunératrices, telles que le raisin de Corinthe, la vigne, etc. Il est caractéristique que le développement de ces cultures coïncide avec les périodes d'expropriations massives du domaine agricole de l'Etat et fut plus grand encore après les lois de 1871. De cette façon, non seulement l'économie privée s'est beaucoup améliorée, mais aussi l'économie nationale. Il suffit de rappeler que, d'après les évaluations de M. Chassiotis, ancien Directeur au Ministère de l'Agriculture, le Péloponèse tirait, avant la guerre, de ses raisins secs 50 à 80 millions par an, au lieu de 10 à 15 millions qu'il aurait tiré s'il avait continué à pratiquer, sur les terrains à vignobles, la culture des céréales.

DEUXIÈME PÉRIODE

La réforme agraire avant la guerre mondiale (1) (1881-1914)

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, le problème agraire se posa devant la Grèce d'une façon plus aiguë par suite d'une part du recouvrement, en 1881, de la Thessalie et d'une partie de l'Épire (Arta), et d'autre part de la libération de la Macédoine et du reste de l'Épire (1912-13). La grande propriété avait toujours pris, dans ces provinces, une extension particulière, et cela parce qu'elles disposent de grandes et riches plaines qui avaient, de tout temps, excité la rapacité des différents dominateurs, depuis les féodaux byzantins et les Francs des Croisades, jusqu'aux Turcs qui leur ont succédé. Ce qui a rendu plus difficile la solution du problème agraire dans ces provinces, après leur

(1) *Bibliographie :*

a) (*En grec*) : EVELPIDIS : Programme agraire, Athènes, 1923. — Alex. SVOLOS : L'expropriation forcée pour l'établissement des cultivateurs sans terre, Athènes, 1918. — PAPPOS : Questions d'économie agraire en Thessalie, Athènes, 1906. — HADJIANNIS : La question agraire en Thessalie, Athènes, 1910. — G. CHRISTAKIS-ZOGRAPHOS : La question agraire en Thessalie, Athènes, 1911. — TRIANTAFYLIDÈS : Les métayers de la Thessalie, Volo, 1906. — Const. ZOGRAPHOS : Mémoire sur les questions Thessaliennes (présenté au III^e Congrès de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce réunis à Volo), Athènes, 1912. — Const. KARAPANOS : La démagogie essayant de créer un problème agraire en Épire et en Thessalie, Athènes, 1882. — G. PACHY : La question agraire en Épire, Athènes, 1882. — Etienne ANASTASSIADÈS : Les questions agraires etc., Athènes, 1917. — TSOPOTOS : Terre et paysans de la Thessalie etc., Volo, 1912. — On trouve, en outre, une riche documentation sur la question Thessalienne, dans une série d'articles publiés dans les quotidiens *Thessalie* et *Panthessaliki*, dont la Bibliothèque de la Chambre des Députés d'Athènes conserve une bonne collection. Cf. notamment TSOPOTOS : La réglementation des rapports agraires et la distribution des domaines de Stephano-vich (*La Thessalie* des 13-16 et 18 novembre 1906, du 10 janvier 1907). — D. GRIGORIADÈS : Le projet de loi sur le métayage (*La Thessalie* des 16-17 et 23 décembre 1906 et du 4 janvier 1907). — S. JASSÉMIDIS : Le projet de loi sur le métayage (*Thessalie* des 24-27 novembre 1906). — LIAMBESSIS : Le projet de loi sur le métayage (*Thessalie* du 8 et 9 décembre 1906). — S. CHASSIOTIS : La question agraire (*Thessalie* des 24, 25, 28 et 29 décembre 1906) ; *Idem* : rapport

annexion, ce sont les conditions dans lesquelles leur libération fut effectuée, surtout celle de la Thessalie et de l'Arta. Les traités, en effet, ont imposé à l'Etat hellénique de respecter le régime de répartition de la propriété foncière privée tel qu'il était au moment de la libération. La Grèce n'a pas pu, par conséquent, et même n'a pas voulu appliquer les mesures radicales par lesquelles la Révolution Nationale a, autrefois, transféré la propriété foncière turque aux paysans grecs. Dans les deux chapitres suivants nous allons voir de quelle façon le problème agraire se posait dans ces provinces et dans quel esprit l'Etat hellénique a envisagé sa solution jusqu'à la guerre mondiale.

sur l'établissement agricole des Anchialites (*ibid.*, 31 décembre 1906, 1^{er} et 5 janvier 1907). — A. K. CHRISTOMANOS : Les projets de loi Thessaliens etc. (*ibid.*, 11-13 décembre 1906). — A. MOURATOGLOU : Les projets de loi Thessaliens (*ibid.*, 12-17 janvier 1907). Sur la même question et dans le même quotidien, cf. APOSTOLIDÈS, TSIMBOUKIS, VLITSAKIS et HADJISTERGIOU (*ibid.*, novembre et décembre 1906). — Le point de vue des paysans et métayers fut exposé dans *Panthessaliki* dans une série d'articles de M. M. TRIANTAFYLIDÈS : (*ibid.*, n^{os} des 25-27, 30 novembre, 1^{er}-3, 16-18, 20 décembre 1906 et 7 janvier 1907). — KARAPANAYOTIS : (*ibid.*, 19-21, 24, 28, 29 décembre 1906). — HADJIANNIS et BOGAS : (*ibid.*, 21, 23, 24 novembre, 4-5 décembre 1906). — KATAFIGIOTIS : (*ibid.*, 4-9 décembre 1906). — BOUSDRAS : (*ibid.*, 9-11 décembre 1906). — Ar. THÉODORIDÈS : La question Thessalienne, articles publiés dans *Néon Asty*, 29 novembre, 1^{er} et 4 décembre 1906). — Cf. aussi : 1) Le projet de loi sur le colonat partiaire en Thessalie des députés MM. TERPITIS, ZOGRAPHOS, KARAGEORGIOU etc. du 24 juin 1906 (*Journal des Débats parlementaires*, Session A., Période IH, n^o 334 du supplément, p. 443) ; 2) le *Rapport sur le projet de loi relatif à la colonisation et à la distribution des terres en Thessalie*, soumis à la Chambre le 16 février 1907 par la Commission Parlementaire présidée par M. STEPHANOS ; 3) le *Rapport de la Commission Parlementaire d'enquête en Thessalie*, dans l'*Annexe du Journal des débats parlementaires*, Session II de la Période ID, document 220, pp. 364 et suiv. — On doit aussi consulter les publications statistiques de la *Chambre de Commerce de Volo*, et le *Rapport sur la question agraire en Thessalie* (s. d.) soumis par les propriétaires à l'Assemblée de 1911.

b) (*En français*) : SIMONIDE : La question agraire en Grèce, dans la *Revue d'Econ. Pol.*, Paris, 1923, p. 770 ; *Idem* : L'économie rurale grecque etc., dans les *Effets écon. et sociaux de la guerre en Grèce* (Publié de la Dotation Carnegie). — EVELPIDIS : La question agraire en Grèce (brochure), Athènes, 1926. — TSOUDEROS : Le relèvement économique de la Grèce, Paris, 1919. — Ed. THÉRY : La Grèce actuelle au point de vue écon. et financier, Paris, 1905.

c) (*En allemand*), K. MICHALIS : son article déjà cité dans « Die agrarischen Umwälzungen etc. » de M. SERING, Berlin-Leipzig, 1930. — P. DÉCASOS : Die Landwirtschaft in heutigen Griechenland, Berlin, 1904.

CHAPITRE VIII

La question agraire en Thessalie et dans le Département de l'Arta

- I. Leurs structure économique et agricole : 1) superficies cultivées et cultures appliquées ; prédominance des céréales ; 2) la superficie dans ses rapports avec la population ; l'insuffisance de terres cultivables.
- II. La répartition de la propriété foncière dans les deux départements : 1) la grande et la petite propriété en Thessalie ; étude des données statistiques ; 2) la composition de la population active agricole ; 3) les systèmes d'exploitation : faire-valoir direct et métayage ; les deux variantes du métayage ; 4) la répartition de la propriété foncière dans le département de l'Arta.
- III. Valeur économique et sociale du métayage : 1) ses inconvénients ; 2) situation économique et sociale des métayers en Thessalie et en Arta ; les différents facteurs de leur misère : a) leur dépendance économique et sociale des propriétaires du sol ; b) le manque d'instruction et l'absence d'une technique agricole perfectionnée ; c) le manque de capitaux et de l'organisation du crédit agricole ; d) le manque de communications et les mauvaises conditions climatiques.
- IV. Les origines de la grande propriété dans les deux départements : 1) les différentes catégories de tchiflicks et la concentration de la propriété foncière sous la domination d'Ali-Pacha ; 2) le sort des tchiflicks après leur annexion à la Grèce ; les Grecs grands propriétaires succèdent aux Turcs.
- V. La situation des métayers sous le régime hellénique : 1) aggravation de leur condition par suite du changement survenu dans les règles juridiques réglant les rapports des métayers et des propriétaires ; 2) la politique de l'Etat hellénique envers les grands propriétaires ; causes qui l'ont déterminée.
- VI. La politique agraire de l'Etat hellénique depuis 1896 jusqu'à la veille de la guerre mondiale : 1) encouragement économique à la propriété paysanne ; inefficacité des mesures prises à ce sujet ; 2) la colonisation agricole : les projets de loi de 1896 ; les lois de colonisation du début du xx^e siècle ; leurs résultats ; 3) la protection légale des métayres et la réforme constitutionnelle.

I

Les deux régions que la Grèce a recouvrées en 1881, la Thessalie et l'Arta, sont par excellence agricole et disposent, surtout la première,

de grandes plaines. Leur superficie s'élève à 11.863.000 stremmes (1) pour la Thessalie, et à 1.136.000 stremmes pour l'Arta.

I. — Selon le recensement de 1911, le territoire agricole de la Thessalie représente les 59,15 % de sa superficie totale, et celui de l'Arta les 42,99 %. Le territoire agricole de ces régions était réparti, à la même époque, comme suit (2) :

	THESSALIE		ARTA	
	Stremmes	%	Stremmes	%
Superficie cultivée	2.666.913	38,01	88.191	19,06
Prairies et pâturages.....	2.246.320	32,02	161.164	32,99
Bois et forêts.....	1.915.901	27,31	227.534	46,59
Terrains vagues et marais.....	186.827	2,66	11.513	2,36
Total.....	7.015 961	100 %	488.362	100 %

La superficie cultivée était répartie par catégories de cultures de la façon suivante (3) :

	THESSALIE		ARTA	
	Stremmes	%	Stremmes	%
Champs	2.455.168	92,06	83.999	95,25
Potagers et vergers.....	45.540	1,71	1.901	2,16
Vignobles et raisins secs.....	76.177	2,85	1.074	1,21
Oliviers et figuiers.....	90.028	3,38	1.217	1,38
Total.....	2.666.913	100 %	88.191	100 %

Il en résulte, que les cultures des champs occupaient dans les deux départements les 92,16 % de la superficie cultivée. La principale de ces cultures était celle des céréales qui couvrait, avec les jachères, les 30,5 % de la superficie totale, et les 83 % de la superficie cultivée (4). Ce qu'il faut encore retenir c'est la proportion très élevée des superficies restant en réalité incultes qui s'élevaient dans les deux départements à 1.772.430 stremmes, soit à 46,48 % du total des superficies cultivables (5).

(1) Stremme = 1/10 d'hectare.

(2) Cf. Recensement agricole de 1911, fascicule I, pp.VIII-IX (Public. du Ministère de l'Economie Nationale). Athènes, 1914.

(3) Cf. *loc. cit.*, tableau B, p. IX.

(4) Cf. Recensement Agric. 1911, fasc. I, tableau I, pp. 2-3.

(5) *Doc. cit.*, p. IX.

II. — Si l'on compare la superficie cultivée à la population de ces deux régions, on aura le tableau suivant (6) :

Départements	Population	Stremmes	Stremmes cultivés par
			habitant
Larissa	193.980	1.645.124	8,48
Triccala	194.260	1.021.789	5,25
Total p ^r la Thessalie	388.240	2.666.913	6,86
Arta	42.110	88.191	2,09
Total général	430.350	2.755.104	6,40

La première impression qui se dégage de ce tableau c'est l'insuffisance de la superficie cultivée par rapport à la population. Cette impression est renforcée par l'analyse de ces chiffres. On voit alors, que dans certaines provinces du département de Larissa le pourcentage tombe à 1,88 % (Volo) et dans celui de Triccala à 3,37 % (Kalam-baca). Il faut, en outre, prendre en considération que ces régions sont tout à fait agricoles et que la population urbaine ne représente, encore aujourd'hui, qu'un faible pourcentage par rapport à la population totale. Aussi, a-t-on évalué que chaque famille rurale (de 4 membres en moyenne) ne cultivait que 58 stremmes dans le département de Triccala et 180 stremmes dans celui de Larissa (7).

Evidemment, pour juger de la suffisance ou non de la terre cultivée, on doit tenir compte d'autres éléments, à savoir de la valeur économique des cultures pratiquées, des conditions atmosphériques et physiques dans lesquelles s'effectue la production agricole, de la répartition effective de la propriété et de l'état de la technique agricole, enfin des conditions commerciales de la production. Mais tous ces éléments contribuaient à aggraver la situation. En effet, l'insuffisance du sol était d'autant plus sensible que : 1) prédominait la culture des céréales ; 2) les modes de culture usités étaient très arriérés, et cela explique la pratique courante de la jachère (715.016 stremmes de jachères sur 1.573.316 stremmes cultivés en céréales). Si nous insistons sur ce point, c'est que l'insuffisance du sol constitue le premier élément du problème agraire dans ces régions.

Dans les premières années après leur annexion, le manque de terres

(6) Recensement agric. 1911, *loc. cit.*, tableau C, pp. x-xi.

(7) SIMONIDE : La question agraire en Grèce, article dans la *Rev. d'Econ. Polit.*, p. 776, année 1923.

était encore plus grand. En Thessalie, par exemple, la superficie cultivée en céréales s'élevait à peine, en 1896, à 1.722.643 stremmes (8), tandis que, en 1911, elle avait dépassé les 2.200.000 stremmes. Ce qui nous fait une augmentation de 22 %. Les progrès réalisés par les autres cultures ont été plus considérables encore. Dans le même espace de temps la culture du tabac a presque triplé, en passant de 20.000 stremmes environ, en 1889, à 64.978 stremmes en 1911 (9). En même temps, la population a augmenté de 30 %, de sorte que le rapport entre la terre cultivée et la population ne se trouva pas modifié. L'insuffisance de la terre était aggravée par la répartition défectueuse de la propriété agricole et le système de tenure en pratique.

II

Sur le mode de répartition de la propriété foncière en Thessalie et en Arta nous ne disposons pas de renseignements statistiques très précis, du moins relativement aux premières années de l'annexion.

I. — En ce qui concerne la Thessalie, la plupart des statistiques nous viennent de l'enquête menée quinze ans après sa libération (1896) par une Commission Parlementaire spéciale, désignée pour étudier sur place la question thessalienne. Il y a lieu, en tout cas, de distinguer les régions montagneuses des régions de plaines. Dans les premières prédominait la petite propriété paysanne et tous les villages étaient habités par de petits propriétaires autonomes. On les appelait *Kephalo-choria* ou *villages libres*. Par contre, toutes les plaines de la Thessalie appartenaient à un petit nombre de grands propriétaires qui dominaient des villages-domaines entiers, appelés « *tchiflicks* ». La moyenne propriété n'existait presque pas. Il y avait seulement un petit nombre de villages mixtes où la petite propriété voisinait avec la grande. L'étendue des propriétés paysannes variait selon les départements. Dans celui de Triccala elle oscillait entre 6 et 10 hectares, tandis que dans le département de Larissa elle s'élevait de 10 à 25 hectares par famille de 5 membres. Il est plus difficile de préciser l'étendue des *tchiflicks* qui, bien souvent, embrassaient plusieurs villages à la fois et consti-

(8) Cf. PAPPAS : Question d'économie rurale en Thessalie, p. 4, Athènes, 1906.

(9) Cf. ANDRÉADES : Les progrès économiques, etc., p. 11. — Sur l'évolution de la culture du tabac en Thessalie et en Arta, voir Recensem. Agric. de 1911, p. xiv.

tuaient de véritables *latifundia*. Toutefois on peut en avoir une idée en comparant leur nombre à leur superficie totale.

Selon des renseignements venant de plusieurs sources, la propriété foncière, au moment de la libération de la Thessalie, était approximativement la suivante :

1) Kephalochoria (appartenant aux paysans).....	198
2) Tchiflicks (appartenant aux grands propriétaires).....	460
Total.....	658

Quinze ans plus tard, la Commission parlementaire nous donne les chiffres suivants (10) :

1) Képhalochoria	270
2) Tchiflicks	387
Total.....	657

La différence constatée en ce qui concerne le nombre des tchiflicks (460 en 1881 et 387 seulement en 1896) est due en partie aux achats des tchiflicks effectués par des paysans, mais surtout à un classement différent de villages mixtes.

La superficie totale occupée par les tchiflicks était évaluée à 5.720.561 stremmes au minimum, dont plus que la moitié, soit 3.291.856 stremmes, occupait les meilleures plaines de la Thessalie. Dans ces tchiflicks vivaient 103.202 personnes. La Commission évalua, en outre, la superficie totale des plaines thessaliennes à environ 4.000.000 de stremmes, sur une surface totale de 11.863.000 stremmes. En rapprochant ces divers renseignements, nous pouvons conclure que :

a) la grande propriété occupait, en 1896, 50,5 % de la superficie totale de la Thessalie ;

b) les *tchiflicks* comprenaient la presque totalité des plaines cultivées et environ 75 % du total du sol cultivable.

II. — Nous n'avons pas non plus de renseignements précis relatifs à l'étendue de la propriété paysanne. Nous savons seulement, grâce à une statistique de la Chambre de Commerce de Volo, qu'en 1900-1901, il y avait en Thessalie 10.851 chefs de famille, petits propriétaires,

(10) Cf. *Rapport de la Commission Parlementaire d'enquête en Thessalie*, dans l' « Annexe du Journal des débats parlementaires », session II de la Période ID, document 220, pp. 364 et suiv., Athènes, Imprimerie Nationale, 1896.

cultivant eux-mêmes leurs terres, et que le nombre des charrues utilisées par eux s'élevait à la même époque à 10.541. Selon les mêmes statistiques, la population agricole était répartie de la manière suivante (11) :

TABLEAU I

Provinces	Nombre de Villages de :			Nombre total
	Propriétaires- Cultivateurs	Métayers	Ouvriers agricoles	
Magnissia	53	16	5	74
Larissa	59	116	21	186
Karditsa	31	72	6	159
Triccala	90	78	16	184
Domokos	20	11	2	33
Total.....	303	293	50	636

TABLEAU II

Provinces	Nombre de Familles de :			Nombre total
	Propriétaires- Cultivateurs	Métayers	Ouvriers agricoles	
Magnissia	1.150	229	22	1.401
Larissa	2.567	2.757	555	5.879
Karditsa	4.083	3.784	182	8.049
Triccala	2.207	3.424	120	5.754
Domokos	844	385	52	1.281
Total.....	10.851	10.582	931	22.364

De ces tableaux, il résulte que 48,5 % de la population agricole étaient de petits propriétaires-cultivateurs, possédant un lopin de terre plus ou moins suffisant, et que 51,5 % ne possédaient rien, étant réduits, soit à la condition de métayer (47,4 %), soit à celle de simple journalier agricole (4,1 %). Plus que la moitié, par conséquent, de la population agricole de cette région était intéressée à la réforme agraire.

III. — Le système d'exploitation (12) différait selon les régions et la condition du propriétaire de la terre. Dans les régions montagneuses

(11) Cf. PAPPAS : *op. cit.*, tableau III. Nous rapportons le nombre de charrues, parce qu'il est un indice indirect sur les terres cultivées.

(12) Cf. PAPPAS : *op. cit.*

où prédominaient les petites propriétés paysannes, on appliquait le faire-valoir direct avec le travail personnel du propriétaire et de sa famille. Par contre dans les tchiflicks, on pratiquait le métayage avec culture extensive. D'ailleurs, le nombre infime des ouvriers agricoles le montre suffisamment.

Le système de métayage pratiqué variait selon les régions. Dans le département de Larissa, on pratiquait le système dit « *missarikon* » (à moitié). Le propriétaire fournissait aux métayers la terre, l'habitation et la semence. De son côté le colon fournissait son travail, les animaux nécessaires à l'exploitation et les frais ordinaires de la culture. L'impôt foncier, les frais de fauchage, de battage et de récolte étaient partagés entre le propriétaire et le colon. La récolte était aussi partagée par moitié entre eux. Dans d'autres régions, notamment en Tricala, on pratiquait le métayage appelé « *tritarikon* » (triton-tiers). Dans ce dernier système, le propriétaire ne fournissait aux métayers que la terre, le colon étant obligé de fournir, outre son travail, la semence et tous les frais de culture. En revanche, le partage de la récolte ne se faisait pas en parts égales. Le colon gardait les $\frac{2}{3}$ des produits et donnait l'autre tiers au propriétaire du sol. D'où le nom *tritarikon* (à tiers). Dans ce dernier cas, le métayer était d'habitude propriétaire de la maison où il habitait. Certains auteurs voient dans ce fait l'indice d'une différence entre l'origine des tchiflicks où se pratiquait le système *missarikon* et l'origine des tchiflicks où se pratiquait le système *tritarikon* (13). L'étendue de chaque métairie variait selon la région. Généralement elle était de 300 à 500 stremmes, y compris la jachère.

IV. — Sur la répartition de la propriété rurale en Arta, les statistiques manquent complètement. Nous savons seulement que toute la plaine était divisée en tchiflicks, et que les paysans ne disposaient que les terres pauvres des régions montagneuses (14). Quelques familles

(13) C'est l'opinion de M. TRIANTAFYLIDÈS (Les Métayers de la Thessalie, pp. 12-13) qui croit que les tchiflicks de la dernière catégorie n'appartenaient pas en propriété aux Turcs qui les détenaient sous la domination, comme c'est le cas pour les autres, mais leurs propriétaires étaient obligés de payer annuellement aux fédataires turcs certaines prestations pour éviter leur confiscation.

(14) Cf. G. PACHY : La question agraire en Epire, Athènes, 1882 et C. KARAPANOS : La démagogie essayant de créer un problème agraire en Epire et en Thessalie, Athènes, 1882.

grecques de Galata se partageaient la plaine et dominaient des villages entiers. On a, pourtant, une idée approximative si l'on prend en considération que, lors de l'application de la réforme agraire dans ce département, 80 tchiflicks furent expropriés. Comme l'étendue des plaines de l'Arta était très limitée, on comprend qu'il ne restait pas grand'chose aux paysans. Quant aux systèmes d'exploitation en usage, ils étaient absolument les mêmes qu'en Thessalie.

III

I. — On sait que le métayage fut toujours l'objet de discussions passionnées et que les jugements à son égard ont beaucoup varié, selon les époques et selon les pays. Rien de plus caractéristique que le cas de Bastiat qui, après l'avoir jugé sévèrement, finit par se ranger parmi ses partisans. Il voyait, en effet, dans le métayage une *association* utile du capital et du travail, très avantageuse pour les pays où l'agriculture manque de capitaux. Sismondi aussi avait parlé avec enthousiasme des métayers de la Toscane, mais cet enthousiasme n'est pas partagé par les auteurs qui se sont occupés spécialement de cette forme d'amodiation. Les principales critiques adressées depuis cent ans au métayage, peuvent être résumées en quatre.

1) Il est un obstacle aux améliorations agricoles et il ne produit que des cultures misérables : avec lui, on ne peut faire aucun progrès et la culture reste extensive. Hippolyte Passy remarquait que la France, avec le métayage, est condamnée à ne récolter que du seigle, du sarrasin et des grains d'espèce inférieure (15). M. P. Leroy-Beaulieu ajouta à son tour que le grand défaut du métayage consiste en ce qu'il est incompatible avec la culture intensive (16).

2) Le métayer pauvre ne peut acheter aucune machine perfectionnée et il est condamné à ne jamais s'en servir (17).

3) M. de Gasparin a remarqué autrefois et plusieurs autres auteurs ont, depuis, répété que « le propriétaire et le métayer sont renfermés dans un cercle étroit de cultures qu'ils ne peuvent franchir sans renoncer aux conditions principales de leur contrat » (18). Ils sont,

(15) PASSY : Les systèmes de cultures, 2^e édit., ch. II, 1853.

(16) Cf. Essais sur la répartition de la richesse, chap. V, Paris, 1888.

(17) Fernand SEULLIET : Le métayage, p. 61 (Thèse), Paris, 1905.

(18) DE GASPARIN : Le métayage, p. 58, cité par SEULLIET, *op. cit.*, pp. 62 et suiv.

en effet, obligés de calculer toujours le minimum des avances et cela parce que toute amélioration de la part de l'un des contractants va profiter en même temps à l'autre sans mise de frais de la part de ce dernier.

4° Enfin, ce mode d'exploitation pousse à la culture patriarcale et est incompatible avec les cultures variées.

Il est vrai, que les partisans du métayage ne se trouvent pas désarmés par tous ces arguments. On remarque, notamment, que le métayage supporte plus facilement les crises, qu'il donne un revenu plus élevé que le fermage, qu'il atténue les inconvénients du salariat agricole et que, grâce à l'identité des intérêts, il supprime l'antagonisme entre le propriétaire du sol et le cultivateur. Mais même en acceptant ces arguments théoriques, on est obligé d'exiger, de la part du propriétaire, certaines qualités que, malheureusement, on ne rencontre pas assez souvent. Aussi on reconnaît que pour le bon fonctionnement du métayage : 1) le propriétaire doit habiter la terre ; 2) le bail doit être de longue échéance ; 3) le propriétaire doit faire des avances d'argent pendant l'année et fournir au métayer les machines perfectionnées qu'il ne peut lui même se procurer (19).

II. — En Thessalie aucune de ces conditions n'étaient remplies, et les métayers souffraient, non seulement du manque de terres et de l'insécurité de leur situation, mais aussi des conditions fort désavantageuses avec lesquelles se débattait l'agriculture thessalienne. Sans entrer pour le moment dans le détail, nous allons les mentionner brièvement pour avoir une idée plus complète du problème complexe qu'envisageait la Grèce en Thessalie.

1° D'abord, il régnait, quant à la situation du métayer, la plus grande instabilité. Les contrats du métayage étaient de très courte durée et le propriétaire ou son représentant pouvait renvoyer le métayer quand bon lui semblait. Cet état de chose empira, comme nous le verrons, après l'annexion de la Thessalie et de l'Arta à la Grèce, de sorte que la Commission Parlementaire d'enquête insistait dans son rapport à la Chambre, sur le fait que « *si les propriétaires le leur interdisaient, les métayers ne pouvaient disposer des quelques mètres de terre nécessaires pour inhumer leurs morts* » (20).

(19) Cf. sur toutes ces questions la thèse de M. SEULLIET.

(20) Cf. le rapport de la Commission, *op. cit.*, pp. 363 et suiv., Athènes, Imprim. Nationale, 1896.

2° La culture du sol se faisait d'une façon déplorable, et cela par suite du manque de toute instruction générale et professionnelle chez les paysans, et l'absence d'une technique agricole perfectionnée. Au moment de la libération de ces départements, il y avait peu de paysans qui savaient écrire. Sous l'administration hellénique de grands progrès furent effectués à ce point de vue, mais le niveau intellectuel de la population continuait à rester très bas. Ainsi, d'après le recensement de 1907, environ 66,2 % de la population de la Grèce étaient complètement illettrés, et ce pourcentage pour les femmes s'élevait à 82,5 %. Il faut noter, que les départements de la Thessalie et de l'Arta n'atteignaient même pas cette moyenne. Ainsi, en 1928, la moyenne des illettrés pour toute la Grèce était 42,3 %, tandis que pour l'Arta, elle s'élevait à 54,4 %, et pour la Thessalie à 43 % environ (21). Quant à la technique agricole on en a une idée si l'on pense que, quinze ans après l'annexion, 60 % du sol thessalien étaient cultivés par des charrues primitives en bois. En effet, en 1896, il y avait 24.627 charrues, dont 10.134 mécaniques et 14.491 charrues hésiodiques (22).

3° Un autre grand inconvénient, dont souffraient également les métayers et les propriétaires du sol, était le manque de capitaux et de crédit agricole. L'extrême pauvreté des paysans les poussait à s'adresser aux usuriers. Les prêts à intérêt de 30 à 40 % étaient courants dans ces provinces (23). Les grands propriétaires faisaient d'habitude quelques avances en argent aux métayers à un taux en apparence plus modéré ; mais, étant donné que ces prêts étaient payés *en nature au moment de la récolte*, on comprend que cela tournait, en fin de compte, au désavantage des métayers par le double jeu de la baisse des prix des céréales pendant cette saison, et par les évaluations exagérées des représentants des propriétaires.

4° Enfin, à ces différents inconvénients s'ajoutaient : a) le manque de communications qui privait les paysans de tout espoir de vendre à un prix rémunérateur l'excédent éventuel de leur récolte ; b) les conditions climatiques désavantageuses. D'après M. Zographos, représentant de l'Union foncière de Grèce au III^e Congrès de l'Agriculture et de l'Industrie, le transport des céréales de l'intérieur de la

(21) Cf. Annuaire Statist. de 1930, pp. 70 et suiv.

(22) Statistiques de la Chambre de Commerce de Volo.

(23) TRIANDAFYLIDIS : Les métayers de la Thessalie, pp. 21 et suiv., Volo, 1906.

Thessalie à son port de Volo coûtait, à cette époque, deux fois plus cher que le transport du blé de la Russie en Grèce. Il ajoutait, dans le même rapport, que sur les 30 récoltes, faites depuis la libération de la Thessalie jusqu'en 1911, il y en avait à peine eu 5 bonnes, 10 moyennes, et 15 au-dessous de la moyenne, et cela à cause des pluies irrégulières et des inondations qui surviennent tous les deux ou trois ans (24).

Dans de pareilles conditions, il ne faut pas s'étonner de la misère chronique dont souffraient les paysans de la Thessalie et de l'Arta. La grande propriété ne pouvait avoir, nulle part, de conséquences plus désastreuses. Il reste à examiner de quelle façon s'est effectuée la concentration de la propriété foncière dans ces départements et quelle fut la politique de l'Etat Hellénique après leur libération.

IV

I. — La concentration de la propriété foncière en Thessalie n'était pas le résultat d'une évolution normale. La plupart des tchiflicks ont été créés par la spoliation des paysans grecs à une époque relativement récente, et dataient surtout de l'époque d'Ali-Pacha. Il y aurait lieu, à ce point de vue, de classer les tchiflicks en cinq catégories, à savoir (25) :

1) ceux qui furent créés lors de la première occupation de la Thessalie par les Turcs, en 1396, dont la possession fut reconnue ensuite par l'Empereur Comnène de Byzance ;

2) les tchiflicks constitués lors de la domination de la Thessalie par Murad II, en 1424 ;

3) les vacoufs ;

4) les domaines de la Couronne ottomane (imlakia) ;

5) enfin, les domaines usurpés par Ali-Pacha et sa famille qui étaient les plus nombreux. D'après le tableau des tchiflicks d'Ali-Pacha que nous avons déjà donné, on conclut qu'il possédait avec ses fils, dans les régions recouvrées en 1881, environ 66 % des grands domaines thessaliens, soit 263 tchiflicks, et, en plus, 78 grands domaines dans la plaine de l'Arta.

(24) Cf. Const. ZOGRAPHOÏ : Rapport sur les problèmes de la Thessalie, Athènes, 1912, p. 25 et pp. 32-34.

(25) HADJIANNIS : La question agraire en Thessalie, pp. 23-25, Athènes, 1910.

M de Vogüé, qui visita la Thessalie à la veille de sa libération, nous renseigne sur le sort des tchiflicks d'Ali, confisqués après sa rébellion par la *Sublime-Porte*. « Les Sultans, dit-il, s'en servirent pour doter de hauts dignitaires, et la plaine se trouva ainsi morcelée en un certain nombre de grosses propriétés. Plusieurs sont restées aux mains des beys musulmans ; d'autres, comme celles de Zarkos, ont été vendues aux financiers de Galata ; le palais a récemment concédé les terres qui lui appartenaient encore, à un capitaliste arménien, devenu le plus grand propriétaire de la Thessalie. » (26). M. de Vogüé ajoute relativement au sort des paysans : « Tous ces cultivateurs sont métayers, ils gagnent les $\frac{2}{3}$ de la récolte et remettent $\frac{1}{3}$ au propriétaire (27), après la dîme prélevée (13 %). La dîme ! ! là est le grand fléau, non pas dans l'institution elle-même que dans la façon dont on l'applique... Si l'on ajoute à cette misère chronique les misères accidentelles, les corvées qui enlèvent au cultivateur une partie de son temps, on comprendra qu'il y ait des années où, comme on l'affirme, il ne gagne même pas sa semence » (28).

Quant à l'Arta, nous nous référerons au témoignage du Colonel Leake qui visita la Grèce pendant les années 1804 à 1810. « La plaine de l'Arta, écrit-il, ainsi que la région de Lamaris, à l'exception des deux tchiflicks appartenant à des Turcs, sont en la possession d'Ali-Pacha et de ses fils » (29). Le sort de ces tchiflicks, après l'exécution du tyran fut le même que celui de ses domaines en Thessalie.

II. — L'annexion de la Thessalie à la Grèce fut par principe décidée au Congrès de Berlin (mai-juillet 1878) et réalisée en vertu de la Convention de Constantinople de 1881 (30). Il est bon de retenir ces

(26) Eugène MELCHIOR DE VOGÜÉ : « La Thessalie. Notes de voyage », dans la *Revue des Deux Mondes*, t. XXXI, n° de janvier 1879, p. 24.

(27) L'auteur parle évidemment des métayers de Triecala où il était pratiqué la variante du métayage dite : « *tritarikon* ».

(28) *Loc. cit.*, p. 25.

(29) Cf. LEAKE : *Travels in Northern Greece*, t. IV, p. 230, cité par KARAPANOS : *op. cit.*, pp. 67 et suiv. — On trouve aussi des renseignements très intéressants sur la façon avec laquelle Ali-Pacha constitua sa fortune et en général sur l'état de la classe paysanne pendant sa domination, dans POUQUEVILLE, *op. cit.*, et dans Ibrahim MANZOUR-EFENDI : *Mémoires sur la Grèce et l'Albanie pendant le Gouvernement d'Ali-Pacha*, Paris 1827.

(30) DRIAULT et LHÉRITIER : *Hist. Dipl. de la Grèce*, t. III, pp. 485 et suiv. et t. IV.

deux dates, car le retard apporté dans l'exécution des décisions du Congrès devait exercer une grande influence sur le sort de la propriété foncière en Thessalie. La translation de la propriété foncière de ces provinces, des Turcs aux capitalistes grecs, avait commencé bien avant ces dates, mais à partir de 1878, les propriétaires Turcs, ne doutant plus de leur annexion à la Grèce, commencèrent à vendre leurs tchiflicks à vil prix aux financiers grecs de Constantinople. De cette façon, quand la Thessalie fut annexée à la Grèce, la plus grande partie de la terre Thessalienne était passée entre les mains des grands propriétaires Grecs qui devaient continuer, sous le régime hellénique, l'exploitation des paysans, pratiquée jusqu'alors par les Turcs émigrés. Il ne resta en Thessalie qu'une petite minorité de propriétaires turcs qui émigra dans les années suivantes. Le paysan thessalien n'a gagné, dans la libération de son pays, que le remplacement de son maître ture, par un maître grec.

V

I. — L'annexion de la Thessalie fut suivie par une grande agitation sociale. Dans la pensée des paysans, leur libération du joug ottoman devait être complétée par leur libération sociale et économique. Ils attendaient que l'Etat hellénique leur rende la terre autrefois usurpée, sentiment d'autant plus fort que l'usurpation datait, parfois, d'à peine une génération. En outre, l'abolition du régime juridique ture et l'application dans les relations entre propriétaires et métayers des principes du droit gréco-romain qui était en vigueur en Grèce, eut pour conséquence d'empirer, à certains points de vue, la situation des paysans. En effet, pendant la domination turque le métayer, grâce à une longue tradition, se croyait inexpulsable de la métairie et les réformes turques, depuis 1839, avaient eu comme conséquence de renforcer encore ses droits sur le champ cultivé et de lui assurer, autant qu'il exécutait ses obligations, une sorte de possession permanente de la métairie. Or, les tribunaux grecs, en appliquant au métayage les principes communs du Droit romain, ont assimilé le contrat de métayage à un simple *louage de chose*. Cette interprétation renfermait de graves inconvénients pour le paysan. 1° Le propriétaire du sol pouvait, à la fin de chaque année agricole, dénoncer et résilier unilatéralement le bail et privait de la sorte le paysan du champ que sa famille

cultivait depuis des générations entières. 2° Grâce à la procédure sommaire appliquée dans cette catégorie de contrat, le propriétaire avait le droit, pour la moindre faute commise, de demander, à n'importe quel moment, au président du tribunal civil l'expulsion du paysan et parfois la saisie de ses biens. Les dangers résultant d'une pareille interprétation n'étaient pas seulement théoriques, car les propriétaires ont trop usé de leur droit de résilier le bail et d'expulser les paysans.

A la suite de l'agitation paysanne, il y eut même aggravation de la situation par la généralisation de la pratique de la résiliation annuelle du bail. Les grands propriétaires crurent pouvoir éviter, par ce moyen, les dangers juridiques qui pourraient résulter de la possession ininterrompue du même champ par les mêmes cultivateurs. De là, une double conséquence désastreuse, tant au point de vue économique que social : d'une part, une plus grande instabilité et insécurité dans la vie des paysans qui n'étaient jamais sûrs du lendemain ; d'autre part, une culture de la terre qui ne pouvait se faire que superficiellement et anti-économiquement, parce que le cultivateur n'avait aucun intérêt à épargner la force productive du champ cultivé et encore moins à procéder à des améliorations foncières. En outre, il paraît que par la méthode du renouvellement du bail, le nouveau propriétaire réussissait à imposer aux paysans de nouvelles obligations relativement aux clauses secondaires du contrat (31).

II. — Le Gouvernement Hellénique a fait preuve, durant les premières années de la libération de la Thessalie, d'une pitoyable inertie, et chaque fois qu'il est intervenu, ce fut pour prendre le parti des grands propriétaires. Des considérations politiques ont amené l'Etat à méconnaître le côté social du problème. Aspirant toujours à la libération du reste des provinces helléniques occupées par les Turcs, l'Etat voulait donner aux Grandes Puissances la preuve de sa maturité poli-

(31) Cf. sur ce sujet les études de M. M. TRIANDAFYLIDÈS : *Les métayers etc...*, pp. 58 et suiv. — HADJIANNIS : *La question agr. en Thessalie*, pp. 13 et suiv. — Une question qui avait créé à cette époque beaucoup d'agitation et fait couler beaucoup d'encre, c'est celle de la validité ou non du firman du 17 Zilkadé 1278 (1860) qui conférait certains avantages aux paysans de la Thessalie. Les tribunaux grecs se sont toujours refusés à l'appliquer, et certains auteurs, comme M. Tsopotis, ont même nié son existence. — On trouve une traduction du *firman* dans la *Thessalie* des 20-22 décembre 1906.

tique et de sa capacité d'administrer impartialement les nouveaux territoires où continuait à résider une petite minorité turque. Il a cru qu'en agissant de la sorte, il préparait le terrain politique international pour un accueil favorable aux revendications nationales. Il se mit par conséquent à appliquer strictement l'article 6 de la Convention de Constantinople des 20 juin-2 juillet 1881, aux termes de laquelle « aucune modification ne sera introduite dans les rapports des propriétaires et des cultivateurs, si ce n'est par une loi générale applicable à tout le royaume ». Il est intéressant de remarquer que cette clause, qui manifestement fut insérée dans la Convention à la demande de la Turquie, désireuse de protéger ses nationaux, servit plus tard aux grands propriétaires grecs pour paralyser l'action du gouvernement. L'Etat hellénique a même poussé son esprit de générosité exagérée jusqu'à oublier de revendiquer, comme il le fit pourtant plus tard en Macédoine et en Epire, ses droits sur une certaine catégorie des terres qui, selon le droit musulman, n'étaient pas de pleine propriété. Il a, ainsi, laissé échapper un moyen d'obliger les grands propriétaires à témoigner d'un esprit plus social envers les paysans. Il aurait même pu utiliser les ressources procurées par le dégrèvement de la grande propriété pour procéder à la colonisation des métayers sur les terres des Turcs petits propriétaires qui avaient quitté la Thessalie immédiatement après sa libération.

Une autre raison qui a toujours empêché le Gouvernement de prendre des mesures plus radicales à l'égard de la grande propriété dans ces départements, ce fut la *qualité* des personnes qui la détenaient. La plupart des propriétaires de tchiflicks étaient de grands bienfaiteurs de la Nation, et les différents gouvernements hésitaient à prendre des mesures qui pouvaient leur nuire. En outre, la classe des grands propriétaires était très puissante au point de vue politique et tenait en échec toute initiative pour améliorer la situation des colons (32).

Les conséquences de l'inertie gouvernementale furent désastreuses pour les paysans. 1° Les Turcs grands propriétaires ont pu, dans les années qui suivirent la libération de la Thessalie, achever la vente de leurs tchiflicks aux capitalistes grecs, sans que les paysans en profitassent, faute d'une aide financière de l'Etat. 2° Environ quatre mille familles de petits *propriétaires-cultivateurs* turcs, les « *coniars* », quit-

(32) Cf. TRIANDAFYLIDÈS : *op. cit.*, pp. 25-27.

ière la Thessalie et leurs propriétés servirent surtout à l'agrandissement des tchifficks. 3° Par suite de l'ordre et de la sécurité apportés dans ces départements par l'Etat hellénique, le prix de la terre a augmenté, de sorte que la solution du problème devenait de jour en jour plus difficile. 4° Enfin, les paysans qui avaient disposé de leur petite épargne pour acquérir la terre des turcs émigrants, se trouvèrent par la suite obligés, faute de ressources et d'organisation du crédit agricole, soit de restreindre l'exploitation de leurs champs, soit de s'endetter en recourant aux usuriers (33).

Le Gouvernement n'a senti la nécessité de changer sa politique agraire en Thessalie que devant l'agitation paysanne croissante et cela, quinze ans seulement après l'occupation des nouvelles provinces.

IV

La politique suivie par l'Etat hellénique dans ses nouvelles provinces s'est orientée jusqu'à la guerre mondiale, dans trois directions différentes. D'abord, on a essayé d'encourager économiquement la propriété paysanne et de lui procurer les moyens de se développer d'une façon normale. Ensuite, on a procédé à la colonisation des paysans sur les terres que l'Etat était parvenu, par différents moyens, à se procurer. Enfin, on a procédé à la protection légale des métayers.

I. — L'Etat hellénique n'a compris qu'un peu tard, l'importance de l'organisation du Crédit agricole, et il n'y a pas, par conséquent, à s'étonner si, à ce point de vue, la Thessalie et l'Arta ne furent pas plus favorisées que les autres provinces helléniques. Seulement, dans ces deux départements, le manque de crédit agricole devait avoir, à cause de la répartition défectueuse de la propriété foncière, des conséquences plus mauvaises encore. Toutefois, on assiste dans cette période à quelques tentatives pour organiser le crédit agricole en Thessalie, qu'il est intéressant d'examiner brièvement.

En 1881, fut constituée la Banque Privilégiée de l'Epire et de la Thessalie. La convention relative à sa constitution, passée entre l'Etat et ses fondateurs, prévoyait l'organisation par la Banque d'un service spécial de crédit foncier et agricole qui pourtant n'a jamais fonc-

(33) Cf. HADJIANNIS : *op. cit.*, p. 26. — TRIANDAFYLLIDÈS : *op. cit.*, p. 16.

tionné. La Banque de la Thessalie et de l'Epire réduisit ses opérations de crédit sur les immeubles urbains et les tchifficks. Elle fut dissoute, en 1898, par suite de la guerre malheureuse de l'année précédente.

En 1890, le gouvernement Trikoupis vota la loi du 30 mai qui prévoyait la prestation à des agriculteurs de prêts hypothécaires avec la garantie de l'Etat. D'après l'exposé des motifs de cette loi, son but était de faciliter l'achat des terres par les métayers des nouvelles provinces. Mais ces dispositions sont restées lettre morte (34). Une dernière tentative dans ce sens fut faite en 1896, date du renouvellement du privilège de la Banque Nationale relatif à l'émission des billets de banque. On a précisé alors que la Banque Nationale était obligée de fournir aux agriculteurs de toutes les provinces des prêts à courts termes, garantis par les produits, d'un montant global d'au moins 10 millions de drachmes. Mais la Banque Nationale témoigna de peu de bonne volonté pur exécuter cette obligation de sorte que, jusqu'à la guerre mondiale, le crédit agricole resta pratiquement inconnu en Thessalie et en Arta, comme d'ailleurs dans toute la Grèce.

II. — L'année 1896 marque une étape importante dans la question agraire. C'est, en effet, la première fois que le Parlement hellénique décide de s'intéresser au sort des métayers des nouvelles provinces et aborde leur problème agraire dans un esprit favorable aux paysans. Au début de l'année, le gouvernement Delyannis déposa à la Chambre cinq fameux projets de loi, connus depuis sous le nom de « *projets de lois thessaliens* », dont le but était : 1° la concession de terres aux familles agricoles de la Thessalie ; 2° la création d'une *Caisse Agricole Spéciale*, destinée à faciliter l'achat et la distribution des terres aux paysans ; 3° la réglementation de toute question relative au contrat de métayage ; 4° l'allègement des charges fiscales incombant aux paysans et à la terre ; 5° la réforme du système d'impôt appliqué aux céréales.

Le premier des projets prévoyait l'expropriation forcée pour cause d'utilité publique du 1/8 des terres labourables de tous les tchifficks, dans le but de les partager aux métayers sous forme de lots de 20 à 25 stremmes. Dans le même but, devraient être expropriées les habitations des métayers. Le second projet était relatif à la création d'une *Caisse Agricole*, dotée d'un revenu annuel d'environ deux millions de drach-

(34) Un seul village, celui de Kalogriana, a sollicité la garantie de l'Etat pour acheter un tchiffick, et rencontra son refus, V. TRIANDAFYLIDÈS : *op. cit.*, pp. 29-30.

mes, qui aurait pour objet de procurer aux métayers des prêts pour l'achat de tchiflicks. Le troisième projet, relatif à la réglementation juridique des rapports entre métayers et propriétaires, contenait deux innovations d'une importance capitale en faveur des paysans. D'abord, il assimilait le contrat de métayage à un *contrat d'association* que le propriétaire ne pouvait dorénavant résilier unilatéralement. Ensuite, il déclarait cette association *permanente* et ne permettait sa résiliation que dans certains cas limitativement énumérés. Les deux derniers projets de loi concernaient les réformes fiscales qu'on devait voter en faveur des paysans et de l'agriculture en général.

Le vote et l'application de ces projets auraient donné de bons résultats, mais le gouvernement, devant la réaction des grands propriétaires, a dû les abandonner. Le seul résultat pratique de leur déposition à la Chambre fut la constitution de la Commission parlementaire d'enquête, dont nous avons déjà parlé et dont le rapport a contribué à mettre en pleine lumière la grande misère de la population des nouvelles provinces. De cette façon, le problème agraire de la Thessalie est sorti du cadre étroit et local dans lequel les grands propriétaires voulaient l'enfermer et est devenu un problème intéressant l'ensemble du peuple hellénique.

La guerre malheureuse de 1897 eut pour conséquence de ralentir pendant quelques années le mouvement en faveur de l'émancipation économique des paysans. Mais, dès le début de ce siècle, le mouvement a repris avec plus de force et a créé une grande agitation sociale. Un autre fait a rendu aussi nécessaire cette intervention : l'arrivée en Grèce des réfugiés hellènes de la Bulgarie et de la Roumanie qui fuyaient les persécutions et les massacres dont ils étaient l'objet. La tâche fut facilitée par l'achat à des prix minimes de grands domaines thessaliens appartenant à des hellènes vivant à l'Etranger.

En s'inspirant du projet de 1896, l'Etat procéda, en 1907, à la création de la *Caisse Agricole de Thessalie*, dont le but était d'acheter, par l'intermédiaire de l'Etat et de partager des terres situées en Thessalie pour y installer des paysans thessaliens ou des réfugiés venant de la Bulgarie, de la Roumanie, etc. Pour pouvoir faire face à ses buts, la Caisse Agricole emprunta, à deux reprises, quinze millions de drachmes destinés à l'achat des terres. Une série de lois, publiées entre 1907 et 1912, réglèrent son fonctionnement et autorisèrent l'achat et la distribution de 57 grands domaines (tchiflicks). Sur la base de

ces lois, ont été distribués, jusqu'en 1914, 1.058.700 stremmes, sur lesquels ont été établi 4.398 familles de paysans thessaliens, et 2.624 familles de réfugiés (35). L'étendue moyenne des lots distribués était de 150 stremmes dans le département de Larissa, et de 80 stremmes dans celui de Triccala. En se basant, d'une part sur les statistiques publiées en 1907 par la Chambre de Commerce de Volo, et d'autre part, sur les chiffres donnés plus tard par la Caisse Agricole de Thessalie relatifs aux opérations qu'elle avait effectuées jusqu'en 1914, nous pouvons établir le tableau suivant sur la répartition de la terre en Thessalie à la veille de la guerre mondiale :

I. — <i>Propriété paysanne :</i>	<i>Villages</i>
1) Képhalochoria (villages à propriétés paysannes ayant toujours existés)	198
2) » jadis musulmans, rachetés après la libération par des paysans Grecs.....	57
3) Anciens tchifflicks rachetés par les paysans sans aucune aide de l'Etat.....	42
4) Anciens tchifflicks rachetés par l'Etat et distribués aux paysans	57
Total.....	354
II. — <i>Tchifflicks rachetés en partie</i> (villages mixtes)....	66
III. — <i>Grande propriété :</i>	
1) Tchifflicks de propriétaires chrétiens ou musulmans....	238
Total général.....	658

Par conséquent, à la veille de la guerre mondiale qui arrêta momentanément la réforme, il restait encore en Thessalie 238 grands domaines (36). En 1914, le Gouvernement Hellénique a fait voter la loi n° 351 qui autorisait le Ministre des Finances à verser les trois quarts du prix des domaines à racheter, si les paysans acquéreurs versaient le quart de ce prix. Mais cette loi, par suite de la guerre, n'a pu être appliquée.

III. — La protection légale des cultivateurs figurait depuis longtemps dans les programmes politiques des partis et des différents gou-

(35) EVELPIDIS : Programme agraire, p. 28, Athènes, 1923.

(36) M. WOGASLIS les évaluait, en 1919, à 228. Voir son article dans la revue *Néos Aion*, Athènes, avril 1919.

vernements, mais jamais ces derniers n'ont pu aller au-delà de simples projets de loi. Les grands propriétaires, jusqu'en 1910, ont toujours été, au point de vue politique, les plus forts et devant leur réaction se brisait tout effort pour l'amélioration de la situation des métayers. La Révolution politique de 1910-1911 a renversé les cadres politiques féodaux et porté au pouvoir les représentants de la bourgeoisie libérale (37). Depuis, commence une ère nouvelle de réformes hardies. Ce changement se manifesta, d'abord, par le vote de l'article 17 de la Constitution de 1911 qui déclare légale toute expropriation de la propriété pour cause d'utilité publique. Pour éviter toute controverse sur la légalité des expropriations qui seraient faites en faveur de l'établissement agricole des paysans, l'Assemblée statua, par une déclaration interprétative, que toute expropriation faite dans ce but est d'utilité publique. Ainsi s'ouvrait la voie, au point de vue constitutionnel, pour l'application de la réforme agraire (38).

En attendant sa réalisation, le gouvernement, afin d'éviter la complication de la situation dans les campagnes, a pris une série de mesures destinées à protéger les cultivateurs contre l'usage abusif du droit d'éviction des colons. La loi de 1911, sur les contrats de location, abolit l'expulsion des métayers avec la procédure sommaire, pratiquée jusqu'alors devant le Président du Tribunal Civil et, pour plus de garantie, transféra la compétence, en pareille matière, au Tribunal Civil de Première Instance. Ensuite, les lois n^{os} 130 et 670 de 1914 et 1915 abolirent complètement le droit du propriétaire d'expulser les métayers. C'était déjà une appréciable amélioration de l'état des colons.

(37) Sur le caractère politique et social des événements de cette période, cf. SKLIROS : Les problèmes contemporains de l'Hellénisme (en grec), Alexandrie, 1919, pp. 106 et suiv.

(38) Cf. l'excellente étude de M. AL. SYOLOS : L'expropriation forcée pour l'établissement des paysans dépourvus de terre, au point de vue constitutionnel et économique. Athènes, 1918, et M. CHRISTAKIS-ZOGRAPHOS : La question agraire en Thessalie, Athènes, 1911.

CHAPITRE IX

La question agraire dans les nouvelles provinces

- I. *L'Épire* : 1) Sa structure économique et sociale ; 2) La répartition de la propriété foncière ; causes historiques de sa concentration.
- II. *La Macédoine* : 1) Sa structure économique et agricole ; 2) répartition de la propriété foncière et systèmes de culture ; 3) sa composition démographique et sociale.
- III. *La Thrace occidentale* : Sa structure économique et sociale ; le régime de propriété.
- IV. Premières mesures législatives prises par le Gouvernement hellénique en faveur des paysans de ces provinces.

Depuis 1912 jusqu'en 1920, vinrent successivement s'unir à la Grèce la Macédoine et l'Épire d'abord, la Thrace Occidentale et Orientale ensuite. Le régime de la propriété dans ces provinces était essentiellement le même que celui de la Thessalie, de sorte qu'on peut dire que l'État hellénique ne se trouva pas devant des problèmes nouveaux, mais plutôt devant un seul problème d'une plus grande étendue, étant donné que dorénavant c'était presque la moitié du pays qui s'intéressait à sa solution. Il y a pourtant ceci de particulier, c'est que l'État hellénique, ayant succédé dans ces départements à l'État Ottoman, se trouva de ce chef co-propriétaire d'immenses terres dont il pouvait disposer pour la réalisation de sa politique agraire. Nous nous bornerons par conséquent à mettre en lumière surtout deux questions : la structure économique et sociale des nouvelles provinces, et la répartition de la propriété foncière. La Thrace devait être étudiée chronologiquement à une période ultérieure, étant donné que l'application de la réforme agraire avait déjà commencé au moment où cette province fut annexée à la Grèce, mais cela aurait le désavantage de relâcher un peu l'unité logique de cet exposé. C'est pourquoi nous avons cru préférable de l'étudier en même temps que les autres départements recouvrés après 1912. Toutefois nous n'étudierons ici que la Thrace Occidentale, car la Thrace Orientale fut cédée de nouveau à la Turquie, en vertu du Traité de Lausanne de 1923.

I

I. — L'Épire. — La superficie totale de l'Épire est de 9.351 km², dont une bonne partie est effectivement cultivée. Elle est essentiellement agricole, l'agriculture et l'élevage occupant 72,90 % des personnes ayant une profession déclarée, contre 15,93 % pour l'industrie et 5,54 % pour le commerce (1). La superficie cultivée y a passé de 510.079 stremmes en 1914, à 739.880 stremmes en 1929. La culture prédominante, à l'époque de son annexion, était celle des céréales ; elle occupait 433.797 stremmes, soit 82 % du total des terres cultivées. La valeur de la production des céréales, à la même époque, était 7.512.291 drachmes contre un rendement agricole total de 9.551.079 drachmes (2). La culture des céréales en Épire prédomine encore aujourd'hui, quoique, au point de vue de rendement économique, elle n'occupe plus la place qu'elle avait autrefois. Actuellement, les différentes cultures sont réparties comme suit (3) :

<i>Catégories des cultures</i>	<i>Superficie</i> (en stremmes)	<i>Valeur</i> (en drachmes)
Céréales	613.618	167.599.442
Légumes secs	8.653	2.647.268
Autres légumes	14.491	12.139.199
Plantes industrielles et aromatiques.	11.730	11.901.429
Plantes fourragères	28.063	6.940.147
Vignobles et raisins secs.....	53.602	28.337.163
Olive et huile d'olive.....	—	60.071.069
Total.....	739.880	289.635.717

II. — La grande concentration que présentait la propriété foncière en Épire, ne fut pas le fruit immédiat de la domination turque. L'Épire s'est rendue sans résistance et, en récompense, le sultan Murad II, a reconnu aux habitants le droit de conserver leurs propriétés (4). La concentration se produisit plus tard, et surtout sous la

(1) Recensement de 1928, V. Annuaire statist. de 1930, p. 76.

(2) SIMONIDE : *Rev. d'Econ. Polit.*, p. 786, année 1923.

(3) Statist. Ann. Agricoles 1929, p. 20.

(4) TSOPOTOS : *Terre et paysans etc.*, pp. 33-34.

domination d'Ali-Pacha qui acquit dans l'Epire, avec ses fils, 411 grands domaines (tchiflicks). Il est caractéristique que le nombre des tchiflicks au moment de sa libération était absolument le même qu'à l'époque d'Ali-Pacha. Après l'exécution d'Ali-Pacha, la Porte, au lieu de rendre les biens usurpés par lui, les confisqua à son profit. Ainsi, l'injustice commise contre la population hellène continua jusqu'à la libération de l'Epire.

Sur la répartition de la propriété foncière en Epire nous ne disposons que d'une statistique privée, provenant de M. Stassinopoulos (5), Sous-Gouverneur en Epire. Quoique non complète, nous avons cru utile de la reproduire ci-dessous :

1) Képhalochoria (villages appartenant aux paysans-cultivateurs.	240
2) Tchiflicks, dits <i>imlakia</i> , appartenant à l'Etat ture.....	89
3) Tchiflicks privés	324
Total.....	653

Il en ressort, que les deux tiers des villages de l'Epire étaient concentrés entre les mains de grands propriétaires ou de l'Etat ture qui disposait de 89 Tchiflicks. Les grands domaines de cette catégorie, dit *Imlakia*, sont allés à l'Etat hellénique à titre de successeur du fisc ture. Des 324 autres grands domaines, 13 appartenaient aux monastères, 2 aux vacoufs et le reste à des particuliers, soit tures, soit hellènes. Mais tous ces domaines appartenaient à la catégorie des terres de *semi-propriété* (érazi-î-mirié) sur lesquels l'Etat Ture, et par la suite l'Etat Hellénique, conservait un droit *éminent*. Tous les tchiflicks, privés et de l'Etat, étaient cultivés par des métayers (6), par contre, les « képhalochoria » étaient exploités en faire-valoir direct par leurs propriétaires.

II

I. — Macédoine. — La Macédoine est la principale province agricole de la Grèce. Elle a une superficie totale de 34.892,8 km², dont une grande partie est constituée par des plaines extrêmement fertiles. Au moment de son occupation la culture prédominante était celle des céréales. Elle occupait presque les trois quarts des superficies cultivées

(5) « Le métayage en Epire », dans la « *Revue Politique* » d'Athènes, t. A., n^{os} 38-39.

(6) STASSINOPOULOS : *op. cit.*, p. 1293.

(2.076.744 stremmes sur un total de 2.828.237 stremmes cultivées) et la moitié du rendement agricole total (46.696.067 drachmes sur un total de 95.959.924 drachmes). Immédiatement après les céréales, venait la culture du tabac avec 272.215 stremmes cultivés et avec un rendement de 36.443.366 drachmes (7). Depuis, certains changements intéressants sont survenus dans la répartition des cultures en Macédoine comme l'indique la statistique suivante, relative aux superficies cultivées en cette province et à la valeur de la production agricole en 1929 (8) :

<i>Catégories de culture</i>	<i>Superficies cultivées</i> (en stremmes)	<i>Valeur</i> (en drachmes)
Céréales	3.186.411	969.001.060
Légumes secs	130.796	36.720.992
Légumes	82.483	62.245.427
Plantes industrielles et aromatiques.	728.925	1.267.461.245
Plantes fourragères	132.572	53.678.682
Vignes et raisins secs.....	102.539	47.295.679
Olives et huile d'olive.....	—	19.098.171
Total.....	4.363.726	2.452.501.256

Il résulte de ces chiffres que : 1) la superficie cultivée a augmenté depuis 1914, de 54 % ; 2) les céréales continuent à occuper les trois quarts des superficies cultivées, mais la valeur de leur rendement ne représente plus que 39,5 % du rendement agricole total ; 3) la superficie réservée à la culture des plantes industrielles a triplé et la valeur de leur rendement est égale à la moitié de la valeur totale du rendement agricole de la Macédoine. Cette augmentation est due surtout à l'extension de la culture du tabac.

II. — Sur la répartition de la propriété foncière en Macédoine, nous ne possédons que des renseignements dus aux enquêtes privées, la guerre mondiale n'ayant permis l'exécution des enquêtes prévues que pour une seule partie de la Macédoine centrale et occidentale (9). Quant à la Macédoine orientale, notre principale source de renseignements est l'enquête faite, en 1913, par la Société Agricole de

(7) Cf. SIMONIDE : *op. cit.*, p. 787. — TSOUDÉROS : Le relèvement économique de la Grèce, pp. 131 et suiv.

(8) Statist. Agric. de 1929, p. 19.

(9) DÉCASOS : Les conditions agricoles en Macédoine, Athènes, 1913 (Rapport au Ministère de l'Agriculture).

Grèce (10). Malheureusement, les résultats de ces deux enquêtes ne concordent pas. Ainsi, tandis que la Société Agricole évaluait les grands domaines agricoles dans la Macédoine centrale et occidentale à 444, l'enquête menée par M. Décasos, ingénieur-agronome de l'Etat, relate un nombre bien inférieur, à savoir 266 tchiflicks, dont 59 ecclésiastiques et 207 privés. Le seul point sur lequel il y a concordance entre les deux enquêtes, est la prédominance de la grande propriété. D'après les renseignements de la Société Agricole, la propriété foncière, était répartie, en 1913, de la façon suivante :

<i>Képhalochoria</i> (villages appartenant aux paysans).....	726
<i>Tchiflicks</i>	609
Total	1.335

Le nombre relativement grand des localités à propriété paysanne s'explique du fait qu'en Macédoine Orientale (départements de Serrès et Drama) ces localités l'emportaient de beaucoup sur la grande propriété. Il y avait, en effet, 349 képhalochoria contre 155 tchiflicks. La grande propriété par contre prenait largement sa revanche dans la Macédoine Centrale et Occidentale. En outre, les tchiflicks occupaient en moyenne une superficie beaucoup plus étendue que les localités paysannes et les meilleures terres au point de vue productif, tandis que les *képhalochoria*, comme l'indique cette appellation, occupaient les collines et les coteaux. Ainsi, dans le département de Serrès il y avait 59 képhalochoria et seulement 56 tchiflicks ; pourtant la superficie occupée par ces derniers était de beaucoup supérieure à celle des képhalochoria (11).

La concentration de la grande propriété en Macédoine a ses origines dans le fait que cette province fut conquise après une longue résistance, ce qui entraîna l'expropriation massive de ses populations. La terre fut distribuée en dotations et en fiefs aux dignitaires turcs, civils et militaires (12). Au début, ces fédataires n'avaient le droit que de prélever la dîme et certains autres impôts. Mais plus tard, ils ont réussi par des moyens de pression, à se faire reconnaître le droit de propriété et à priver de cette façon les paysans de leurs terres. Ce

(10) Société Agricole de Grèce : Etude agricole de la Macédoine, Athènes, mars 1914.

(11) SIMONIDE : *Rev. Econ. Pol.*, p. 790.

(12) Pour plus de détails, cf. TSOPOTOS : *op. cit.*, pp. 32 et suiv. et les auteurs cités par lui.

changement dans la personne des propriétaires n'apportait pourtant pas, du même coup, le changement de la nature juridique de la terre. Ainsi, tous ces domaines ont continué, jusqu'à la libération de la Macédoine à faire partie des terres de semi-propriété (érazi-î-mirié) sur lesquelles le domaine ture conservait une sorte de copropriété ou de droit éminent. Ces copropriétés, qu'on appelait généralement du nom arabe « *tessarouf* », conféraient à l'Etat ottoman certains droits et imposaient au possesseur certaines restrictions (limitation du droit de tester et d'hériter, interdiction de planter la terre ou de bâtir sur elle, obligation de cultiver son champ sous peine d'être dépossédé par l'Etat etc...). La survivance de ce droit éminent de l'Etat ture eut l'heureux résultat de faciliter à l'Etat Hellénique la réalisation de la réforme agraire.

Les systèmes de culture pratiqués en Macédoine différaient selon la nature de la propriété. Dans les grands domaines (tchiflicks) prédominaient la petite culture et le métayage, tel que nous l'avons connu en Thessalie et en Epire. L'exploitation intensive y était inconnue. La principale culture pratiquée était les céréales, dont les tchiflicks produisaient la presque totalité. Par contre, dans les localités paysannes, la terre était cultivée directement par le propriétaire qui, pour remédier à l'insuffisance de son lot, s'adonnait surtout aux cultures plus délicates et plus rémunératrices, telles que celles du tabac, du coton, etc... La statistique suivante, concernant les cultures pratiquées dans le département de Serrès, en 1913, nous montre la prédominance, à ce point de vue, des propriétés paysannes par rapport aux tchiflicks (13) :

<i>Plantes cultivées</i>	<i>Production des Képhalochoria</i>	<i>Production des Tchiflicks</i>
Tabac	710.800	56.000
Coton	171.000	103.500
Anis	30.400	2.000
Haricots	141.800	89.600
Raisins	2.552.000	286.000

III. — En 1913, on retrouvait en Macédoine la même composition de la population rurale qu'en Epire et en Thessalie. Sauf les paysans-propriétaires qui représentaient relativement une petite partie de la

(13) SIMONIDE : *op. cit.*, p. 791. Les quantités sont exprimées en oeques (1 oeque = 1,280 gr.). On y fait évidemment abstraction à la culture des céréales.

population des campagnes, il y avait une nombreuse population de métayers, de salariés, et de domestiques agricoles. Nous ne savons rien du nombre de ces derniers, ni même quelle proportion ils représentaient, avant la libération de la Macédoine, par rapport à l'ensemble de la population. Si nous jugeons d'après les recensements postérieurs, la population agricole de la Macédoine oscillait entre 65 et 70 % du total de la population.

Les conditions d'existence des populations rurales étaient déplorables. Tous ceux qui ont visité la Macédoine avant sa libération, ont été frappés par la misère des métayers macédoniens qui vivaient comme de véritables troglodytes dans les chaumières hideuses et se nourrissaient mal. La différence était étonnante entre leurs villages et les prospères villages de petits propriétaires. Ces témoignages sont confirmés par deux faits : 1) la petite densité de la population ; dans les plaines de la Macédoine Centrale il y avait en moyenne 10 habitants par kilomètre carré, proportion qui descendait dans les régions montagneuses à 6 % ; 2) l'émigration très étendue qui, malgré les mesures restrictives appliquées par l'administration turque, menaçait de désertifier les campagnes. Dans le seul vilayet de Monastir (Macédoine Occidentale) 86.883 personnes avaient émigré dans l'espace de huit années et cela malgré le refus de passeport aux hommes âgés de 20 à 30 ans, et malgré les rejets de la Commission Américaine d'Emigration (14). La désertion des campagnes et l'émigration sont dues, sans doute, pour une bonne partie à des causes générales relevant du système politique moyenâgeux de la Turquie et de son organisation sociale arriérée, mais la principale cause est la répartition défectueuse de la propriété foncière. Tous les émigrants, quand ils revenaient dans leur patrie, achetaient une propriété agricole et se transformaient ainsi en propriétaire. Ce qui prouve que c'était bien le manque de terres qui les avait chassés. A ce point de vue, l'émigration a favorablement influencé le remembrement de la propriété foncière.

Pour compléter l'étude démographique de la Macédoine, nous donnons ci-dessous les statistiques relatives à la densité de la population et à sa composition professionnelle :

(14) V. ROLLEY et DE VISME : La Macédoine et l'Epire, extrait des *Annales de l'Institut Nat. Agronomique*, Paris, 1912, p. 98.

TABLEAU I. — *Densité de la population* (15)

Recensement	Population totale	Densité par km ²
1920	1.078.748	30,92
1928	1.412.477	40,48

TABLEAU II. — *Répartition de la population de la Macédoine par profession* (16) :

Professions :	PERSONNES DE PROFESSION DÉCLARÉE			
	Recensement de 1920		Recensement de 1928	
	Nombre	% du total	Nombre	% du total
1) Agriculture, élevage, chasse, pêche	229.135	63,06	415.568	66,83
2) Industrie, mines, communications	76.151	20,95	124.415	20,01
3) Commerce, crédit ...	28.007	7,71	45.359	7,30
4) Autres professions ..	30.083	8,28	36.456	5,86
Total.....	363.376	100 %	621.798	100 %

De ces tableaux nous nous bornons à tirer deux conclusions :

1) l'augmentation rapide de la population qui a passé de 30,92 habitants par km², en 1920, à 40,48 habitants, en 1928 ; 2) la prédominance absolue de l'élément agricole dans l'économie de la Macédoine.

III

La Thrace Occidentale (17). — Nous n'aurons pas beaucoup à nous occuper de la Thrace, son importance rurale étant bien moindre. Sa superficie est de 8.706, 3 km et l'étendue cultivée ou cultivable s'élève à 1.271.280 stremmes (18). La principale culture pratiquée au moment de son occupation était celle des céréales qui couvraient environ 75 % de la superficie cultivée. Depuis, la culture des céréales a toujours gardé sa prédominance, au point de vue de l'étendue cultivée, mais au point de vue de la valeur, elle vient immédiatement

(15) Annuaire Statistique de 1930, p. 33.

(16) Annuaire Stat. 1930, pp. 78 et suiv.

(17) Al. ANTONIADÈS : Le développement économique de la Thrace, Athènes, 1922.

(18) EVELPIDIS : La réforme agraire, p. 12.

après la culture des plantes industrielles. Le tableau suivant nous donne une idée de la répartition des différentes cultures en Thrace pendant l'année agricole 1929 (19) :

<i>Catégories de culture</i>	<i>Superficie cultivée</i> (en stremmes)	<i>Valeur totale</i> (en drachmes)
Céréales	871.129	193.844.114
Légumes secs	53.600	16.042.105
Légumes	25.020	16.065.565
Plantes industrielles et aromatiques	141.471	244.123.812
Plantes fourragères	45.258	15.024.078
Vignes et raisins secs.....	7.962	6.821.641
Olives et huile d'olives.....	—	2.102.887
Total.....	1.144.440	494.024.202

La densité de la population en Thrace est moindre qu'en Macédoine, mais depuis sa libération a augmenté d'une façon appréciable. Cette augmentation est due pour une bonne part à la colonisation des réfugiés.

Densité de la population en Thrace Occidentale aux recensements de 1920 et 1928 (20)

<i>Date de recensement</i>	<i>Population totale</i>	<i>Densité par km²</i>
1920	209.443	24,06
1928	303.171	34,82

Cette population est répartie par catégories de professions de la façon suivante :

<i>Professions</i>	<i>Recensement de 1920</i>		<i>Recensement de 1928</i>	
	Total	%	Total	%
1) Agriculture, élevage, chasse, pêche	50.751	71,43	110.057	75,58
2) Industrie, mines, transports	11.682	16,44	22.937	15,75
3) Commerce, crédit ...	4.118	5,79	7.408	5,09
4) Autres professions .	4.502	6,34	5.212	3,58
Total.....	71.053	100 %	145.614	100 %

(19) Statist. ann. agr. de la Grèce, année 1929, p. 28

(20) Annuaire Statist. de 1930, pp. 76-78.

(21) Annuaire, pp. 78 et suiv.

La Thrace accuse par conséquent un caractère agricole beaucoup plus prononcé que la Macédoine. Quant au régime de propriété foncière dans cette province, il était exactement le même qu'en Epire et en Macédoine. Le nombre de grands domaines (tehiflicks) s'y élevait à 84.

IV

Les problèmes auxquels le Gouvernement hellénique devait faire face dans les nouvelles provinces étaient plus compliquées que ceux qu'il avait connus en Thessalie et en Arta. D'abord la situation des paysans, en Macédoine et en Epire, était plus critique que dans les autres départements. En second lieu, l'Etat s'y trouva en possession de grands domaines fonciers qu'il fallait prendre des mesures pour protéger contre les usurpatins (22). Enfin, des considérations politiques imposaient des solutions rapides. En effet, le Gouvernement prévoyait que la libération de ces provinces et l'établissement d'une bonne administration garantissant l'ordre social et la sécurité, devaient avoir inévitablement comme conséquence la hausse de la valeur de la terre. Ainsi la réforme agraire deviendrait plus tard beaucoup plus difficile et l'Etat serait exposé à payer aux propriétaires expropriés des indemnités très lourdes. D'autre part, le Gouvernement craignait, et pour cause, que les propagandes étrangères qui depuis fort longtemps profitaient de l'inertie de l'administration turque pour créer et fortifier leur influence économique et politique dans ces régions, et surtout en Macédoine, ne procédassent à des achats massifs de terres, pour contrecarrer plus tard la politique agraire de l'Etat hellénique. Cette crainte n'était que trop justifiée, car, dans les premiers temps de l'occupation des nouvelles provinces, beaucoup de grands propriétaires turcs s'empressaient d'émigrer et vendaient leurs biens à des prix dérisoires (23).

Pour éviter ce double danger, la Chambre procéda en hâte au vote de certaines mesures provisoires dans le but principal d'empêcher la

(22) Cf. l'exposé des motifs du projet de loi agraire présenté à la Chambre par le Ministre de l'Agriculture M. MICHALACOPOULOS et publié dans la revue *Néos Aion* d'Athènes, t. A., n^{os} 8, 9, 10 et 11.

(23) Et. ANASTASSIADÈS : La réglementation des problèmes agraires par le Gouvernement de M. VÉNIZELOS, Athènes, 1917, pp. 5 et suiv.

modification du *statu quo* agraire des nouvelles régions. Parmi ces mesures, deux surtout doivent être mentionnées : l'*interdiction dans les nouvelles provinces de toute vente des tchiflicks* et la *disposition des biens agricoles de l'Etat pour l'établissement des réfugiés grecs et des cultivateurs pauvres de chaque province*. La rapide intervention de l'Etat donna des résultats satisfaisants, mais la déclaration de la guerre mondiale empêcha le Gouvernement de compléter l'œuvre commencée. La Réforme agraire ne serait reprise que trois ans plus tard, en 1917.

TROISIÈME PARTIE

LA QUESTION AGRAIRE
DANS L'APRÈS-GUERRE ET LE PROBLÈME
DES RÉFUGIÉS

TROISIÈME PÉRIODE

La réforme agraire après la guerre (1)

CHAPITRE X

Les causes de la réforme — Valeur économique et sociale
de la grande et de la petite propriété

- I. Evolution de la controverse relative aux avantages de la grande propriété :
1) depuis les Physiocrates jusqu'à Hyppolite Passy ; 2) depuis la seconde moitié du xix^e siècle jusqu'à nos jours.
- II. Définition de la petite et de la grande propriété : 1) classement d'après leur superficie ; 2) définition d'après la richesse des moyens d'exploitation du sol ; 3) classification d'après la situation sociale des propriétaires.
- III. Avantages et désavantages économiques des différents types de propriété :
1) causes de la prétendue prépondérance économique de la grande propriété ; 2) on ne peut pas assimiler l'économie agricole à l'économie

(1) *Bibliographie* :

a) (*En français*) : Camille PERREAU : Cours d'Economie Politique, 4^e édit., II t., Paris, 1928-1930. — H. TRUCQUY : Cours d'Economie Politique, II t., 3^e édit., Paris, Sirey, 1927-1928. — Charles GIDE : Cours d'Economie Politique, 10^e édit., II t., Paris, Sirey, 1930-1931. — A. DE FOVILLE : Etudes économiques et sociales sur la propriété foncière. Le morcellement, Paris, Guillaumin, 1885. — A. SORCHON : La propriété paysanne. Etude d'économie rurale, Paris, Larose, 1899 ; *Idem* : La crise de la main-d'œuvre agricole en France, Paris 1914. — Roger GRAND : Le domaine rural stable et organisé, Lyon, 1924 ; *Idem* : Le domaine

industrielle ; caractère *organique* de la première ; moindre importance de la division du travail et de la machine dans l'agriculture ; 3) le problème de la mécanisation de l'agriculture après la guerre ; 4) la productivité des différents types de propriété.

- IV. La petite exploitation paysanne et son rôle économique : 1) à quoi tient sa supériorité productive ; 2) les critiques marxistes et la position, vis-à-vis de la question, des partis socialistes avant et après la guerre ; conclusion ; 3) le double danger de la propriété paysanne ; le morcellement excessif et la dispersion parcellaire ; la législation des pays européens sur le remembrement facultatif ou obligatoire avant et après la guerre ; 4) la grande propriété en Grèce ; son organisation économique et technique ne justifie pas sa prétendue supériorité sur l'exploitation paysanne.
- V. Importance sociale et politique de la petite propriété : 1) causes sociales qui ont déterminé la politique des Etats européens en faveur de la propriété paysanne ; valeur sociale, économique, politique et militaire de la classe rurale ; 2) les inconvénients sociaux de la grande propriété en Grèce ; ses effets sur la population rurale.

La controverse relative à la valeur respective de la grande et de la petite propriété n'est pas nouvelle. Elle a commencé presque en même temps que le mouvement pour l'affranchissement des paysans et le dégrèvement de la propriété foncière, et s'est poursuivie durant tout le XIX^e siècle et la première décade du XX^e. Avec la guerre mondiale et l'affaiblissement général du goût des spéculations théoriques, la discussion autour de ce problème s'est assez ralentie, pour reprendre après la guerre par suite du mouvement de réforme agraire que celle-ci a déclenchée sur le continent et surtout dans les pays de l'Europe Cen-

rural et la réforme du régime successoral, Paris, 1925. — EM. VLIBERGH : *Eléments d'Economie Rurale non-technique*, trad. du flamand, Brasschaet, 1922. — Eug. PHILIPPOVICH : *La politique agraire*, Paris, 1904. — AUGÉ-LARIBÉ : *Grande ou petite propriété ? Histoire des doctrines en France sur la répartition du sol et la transformation industrielle de l'agriculture*, Montpellier, 1902 ; *Idem* : *Le problème agraire du Socialisme*, Paris, Giard, 1907 ; *Idem* : *Le paysan français après la guerre*, Paris, Garnier, 1923. — Henri et Joseph HITIER : *Les problèmes actuels de l'agriculture*, Paris, Payot, 1923. — Joseph HITIER : *L'agriculture moderne et sa tendance à s'industrialiser*, série d'articles dans la *Revue d'Economie Politique*, 1^{er} semestre, 1901. — Maurice BOURGUIN : *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, 3^e édit., Paris, Arm. Colin, 1925. — P. LEROY-BEAULIEU : *Le collectivisme. Examen critique du nouveau socialisme*, Paris, Guillaumin, 1884 ; *Idem* : *Essai sur la répartition des richesses et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions*, 3^e édit., Paris, Guillaumin, 1888. — COMPÈRE-MOREL : *Le socialisme agraire*, Paris, Rivière, 1920. — Ernest LAUR : *Economie rurale. De la petite et moyenne culture*, Lausanne-Genève, Payot, 1924. — WAGNER : *Les fondements de l'Econ. Politique*, trad. L. POLAK, Paris, 1914. — SCHMOLLER : *Principes*

trale et Orientale. En Grèce, ce problème ne commença à soulever des discussions que surtout à partir de 1910, à l'époque où l'Etat devait s'orienter vers l'application d'une réforme agraire plus radicale. Il a occupé sérieusement l'opinion publique pendant les années qui précéderent les guerres balkaniques et continua à être discuté pendant toute la période de l'application de la législation agraire de l'après-guerre. Des hommes politiques et de simples particuliers s'intéressant plus directement à la *réforme* ont voulu trouver dans cette controverse centenaire sa justification ou sa condamnation théorique. Il est par conséquent intéressant de l'aborder brièvement, non seulement pour connaître les idées plus générales qui ont guidé, en Grèce, le législateur

d'Economie Politique, trad. G. PLATON, Paris, 1905. — ROSCHER : Traité d'économie politique rurale, trad. Ch. VOGEL, Paris, 1905. — Ad. LANDRY : L'utilité sociale de la propriété individuelle, Paris, 1901. — Pierre CAZIOT : La terre à la famille paysanne, Paris, 1919. — Victor BORET : Pour et par la terre, Paris, Payot, 1921. — I. LAPIDUS et K. OSTROVITIANOV : Précis d'économie politique et la théorie de l'économie soviétique, Paris, Edit. Sociales Internationales, 1929. — Aimé BERTHOD : P.-J. Proudhon et la propriété. Un Socialisme pour les paysans, Paris, Giard et Brière, 1910. — G. GATTI : Le Socialisme et l'Agriculture, Paris, Giard et Brière, 1902. — Dr. CHAUVENEAU : Notes de culture mécanique, Paris, Baillières et fils, 1917 ; *Idem* : Le remembrement de la propriété rurale, 1918. — Léonce DE LAVERGNE : Essai sur l'Economie rurale de l'Angleterre etc., 5^e édition, Paris, 1882. — E. VANDERVELDE : L'exode rural et le retour aux champs, Paris, F. Alcan, 1919. — Fr. NITTI : La population et le système social, Paris, Giard et Brière, 1897. — B. NOGAPO et W. OUALID : L'évolution du Commerce, du Crédit et des Transports depuis 150 ans, Paris, F. Alcan, 1914. — W. OUALID : La petite propriété rurale chez les peuples. Les idées, les faits, les lois (concours d'agrégation), Paris, Recueil Sirey, 1908 ; *Idem* : L'émigration moderne. Les solutions internationales du problème de l'émigration (Semaine de conférences sociales des 24-29 mars 1924), Public. du « Progrès de la législation du Travail », pp. 47-49, Madrid, 1924. — Arthur WALTERS : La réforme agraire en Europe, Bruxelles, L'Eglantine, 1928. — Pierre JOUSSE : Les tendances de réformes agraires dans l'Europe Centrale, l'Europe Orientale et l'Europe Méridionale (1918-1924), Niort, 1925. Cf. aussi : *Programme Agraire des Partis Ouvriers en Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne*, Paris, M. Rivière, 1931. Cf. aussi, relativement à la Grèce, les ouvrages déjà cités de MM. ANDRÉADÈS, TSOUDEROS, EVELPIDIS, SIMONIDE, BOYAZOGLU et WOGASLIS : La solution de la question agraire en Grèce, Athènes, Sidères édit., 1919.

b) (*En allemand*) : ROSCHER-DADE : Nationalökonomie des Ackerbaues, 14, Aufl., Stuttgart, 1912. — BRENTANO : Agrarpolitik, 2, Aufl., Stuttgart, 1925. — SKALWEIT : Agrarpolitik, Berlin und Leipzig, 1923. — PHILIPPOVITCH : Grundriss der Politischen Oekonomie, Tübingen, 1920 ; *Idem* : Grundriss des Sozialökonomie, Tübingen, 1922. — CONRAD : Volkswirtschaftspolitik, Jena, 1912. — AEREBOE : Allgemeine landwirtschaftliche Betriebslehre, Berlin, 1923. — GRUNTZEL : Agrarpolitik, Berlin und Leipzig, 1923. — WYGODZINSKI : Agrarwesen und Agrarpolitik,

pour entreprendre la réforme agraire, mais aussi pour pouvoir ensuite juger si son application a justifié, et jusqu'à quel point, les espoirs fondés en elle.

I

I. — Les origines de la controverse remontent aux Physiocrates et aux écrits d'Arthur Young et des agronomes anglais de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Influencés par les progrès de l'Agriculture anglaise et persuadés du rôle primordial que les capitaux sont destinés à jouer dans l'agriculture, les Physiocrates se prononcent pour la « grande culture », voir la grande propriété. Quesnay explique même

2, Aufl., Berlin und Leipzig, 1920. — K. KAUTSKY : Die Agrarfrage, 2, Aufl., Stuttgart, 1902 (trad. en franç. de la 1^{re} édit. par Ed. MILHAUD et C. POLACK : La question agraire etc., Paris, Giard et Brière, 1902 ; *Idem* : Die Sozialisierung der Landwirtschaft, 1919. — BERSSTEIN : Die Voraussetzungen des Sozialismus, Stuttgart, 1899 (trad. fr. d'Al. COHEN : Socialisme théorique et Social-démocratie pratique, Paris, Stock, 1900). — Ed. DAVID : Sozialismus und Landwirtschaft, 2, Aufl., Berlin, 1922. — Fr. Otto HERTZ : Die agrarischen Fragen in Verhältnis zum Sozialismus, Wien, 1899. — Otto BAUER : Der Kampf um Wald und Weide, Wien, 1925. — Dr. Kostas MICHALIS : Die neuere Agrar- und Siedlungsgesetzgebung Griechenlands, in D^r SERING : Die agrarischen Umwälzungen im ausserrussischen Osteuropa, Berlin und Leipzig, 1930.

c) (*En grec*) : La bibliographie en langue grecque est peu nombreuse et pour la plupart dispersée dans des publications périodiques. Toutefois on consultera avec profit, en plus des livres déjà cités de MM. SVOLOS, EVELPIDIS, ZOGRAPHOS, etc., les études suivantes : Al. PAPANASTASSIOU : La terre à ses cultivateurs, étude publiée d'abord dans le quotidien *Néa Iméra* du 13 au 31 août, 1912, et ensuite dans le périodique *Organisation Agraire*, t. A, 1919 ; *Idem* : La question agraire etc., dans le quotidien *Eleftheros Typos* du 15 au 23 juin 1922. — CHASSIOTIS : La question agraire (édit. du Ministère de l'Agriculture), Athènes, 1921 ; *Idem* : La nécessité de constituer une Caisse agricole de réforme agraire, dans le périodique *Néa Géoponika*, t. VIII, n^{os} 1-2, 1922. — Alex. MYLONAS : La législation agraire et sa réforme, dans l'*Archive des Sciences Economiques et Sociales*, t. II, pp. 73 et suiv., 1922 ; *Idem* : Examen critique de la nouvelle loi agraire, dans l'*Archive* etc., t. II pp. 443 et suiv., 1922. — D. VOGASLIS : Introduction à la nouvelle législation agraire etc., Athènes, 1918 ; *Idem* : La question agraire en Thessalie et en particulier dans le département de Triccala, 2^e éd., Athènes, 1919 ; *Idem* : Législation agraire et de colonisation (période 1912-1919), Athènes, Mantzévelakis, 1919, et période 1919-1920, Athènes, Imprim. Nationale, 1920. — DÉCASOS : Les rapports agraires en Macédoine, Athènes, 1914. — Elie ANASTASSIADÈS : Rapport sur différents problèmes financiers de la Bosnie-Herzégovine et de la Serbie, Athènes, Imprim. Nation., 1914. — Etienne ANASTASSIADÈS : La réglementation des problèmes agraires par le Gouvernement de M. Vénizélos, Athènes, 1917. — C. ZOGRAPHOS : La question agraire en Thessalie, Athènes, 1925. — N. ANAGNOSTOPOULOS : La réforme agraire, Athènes, 1929. — On trouve aussi

dans ses « *maximes* » qu'il y a « *beaucoup plus de produit net dans les grandes entreprises d'agriculture que dans les petites* » (2). Seul le Marquis de Mirabeau était, au début, contraire aux idées de Quesnay, mais il finit par s'y rallier et par reconnaître publiquement « *son erreur* » dans les « *Philosophies rurales* » (3). Quant à Arthur Young, nul doute qu'il était un fervent partisan de la grande propriété. Pour lui, l'infériorité de la petite propriété consiste, d'une part en sa situation désavantageuse au point de vue productif, et d'autre part, dans les inconvénients sociaux qu'elle entraîne, parce qu'elle favorise la « *multiplication de la misère* » (4). L'erreur des Physiocrates et d'Arthur Young était de comparer l'agriculture prospère anglaise à celle de la France, et d'accorder la supériorité de la première à la répartition du sol. Sa prospérité provenait surtout de la liberté économique existant en Angleterre, tandis qu'en France terres et paysans souffraient de multiples restrictions économiques et juridiques qui entravaient la bonne exploitation du sol et amoindrissaient la productivité du travail des paysans.

A la même époque, Adam Smith prenait une position tout à fait contraire. Frappé par les inconvénients économiques et surtout sociaux de la grande propriété, ayant aperçu les différences qui existent quant à l'organisation du travail et le rôle du capital entre l'industrie et l'agriculture, il n'hésita pas à se déclarer en faveur de la petite propriété paysanne. Ses successeurs, comme J.-B. Say en France, et d'autres économistes ont suivi la même voie et défendu la supériorité de la petite propriété. Mais jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la discussion du problème resta plutôt confuse. C'est que le problème ne présentait pas seulement un intérêt économique, mais aussi un intérêt politique et social. Les auteurs qui l'abordaient, méconnaissaient l'un ou l'autre

certains articles d'économie rurale et de politique agraire dans les périodiques : *Néa Géoponika*, *Bulletin Rural* publiés par le Ministère de l'Agriculture, et *Bulletin de la Société Agricole de Grèce etc.* L'aspect constitutionnel du problème a été étudié dans l'excellente monographie de M. SVOLOS : *L'expropriation forcée etc.*, Athènes, 1917. — Cf. aussi N.-N. SARIPOLOS : *Système de droit constitutionnel*, t. III, édit. de 1923, et G. PSARAS : *L'expropriation forcée* (broch.), Athènes, 1929. — On trouve, en traduction, les articles relatifs à l'expropriation forcée de la nouvelle Constitution hellénique, dans B. MIRKINE-GUETZEVITCH : *Les Constitutions de l'Europe Nouvelle* (en français), 2^e édit., pp. 194 et 217, Paris, Delagrave, 1930.

(2) *Maximes*, XV.

(3) Amsterdam-Paris, 3 vol., 1764.

(4) V. l'analyse de M. AUGÉ-LARIBÉ : *Grande ou petite propriété ?* pp. 31-37.

aspect du problème et tantôt insistaient davantage sur l'aspect économique, tantôt sur l'aspect social, de sorte qu'ils arrivaient à des conclusions forcément divergentes.

Rien de plus caractéristique, à ce point de vue, que les hésitations qu'on constate chez Malthus quand il doit se prononcer sur le problème. Il reconnaît que la petite propriété donne un rendement brut supérieur à celui de la grande, mais, dominé comme il est par sa préoccupation principale, à savoir les répercussions possibles de l'accroissement des subsistances sur la population, il hésite à se prononcer en faveur de la petite propriété, parce que celle-ci « *a toujours tendance à encourager la population* » (5). Et Malthus précise plus bas (6) que « *le produit brut est celui sur lequel se règle la population* ». Par contre, d'autres *populationnistes*, comme SÜSSMILCH et SONNENFELDS, devinrent de grands partisans de la petite propriété parce qu'elle est plus favorable à l'accroissement de la population (7).

On voit combien les préoccupations sociales ont influencé la pensée des économistes et des théoriciens au sujet de ce problème. On assistera même, après Malthus, à l'apparition des théories du *socialisme agraire*, par lesquelles on a voulu résoudre les multiples problèmes sociaux qui naissent de l'appropriation du sol. Dans la pensée de Ricardo, la théorie de *la rente* n'était qu'une simple constatation de fait, qu'un simple phénomène économique. Cela n'empêchera pas les économistes postérieurs, soucieux des inconvénients sociaux que présente l'accaparement de la terre, de préconiser la confiscation ou, comme on dirait aujourd'hui, la socialisation de la rente par l'impôt (James Mill) et, plus tard, la nationalisation de la terre (Colins, Gossen, Henri George, Walras etc.).

II. — A partir de 1845, c'est-à-dire depuis l'apparition du classique ouvrage d'Hippolyte Passy sur les « *systèmes de culture* etc. », les discussions deviennent plus scientifiques et plus méthodiques (8). Cela n'effacera pas les divergences. Non seulement les économistes indivi-

(5) MALTHUS : Essai sur le principe de la population, trad. Pierre et Guillaume LÉVOST (de Genève), 2^e édit., liv. II, chap. VI, p. 216, Paris, Guillaumin, 1852.

(6) *Loc. cit.*

(7) PHILIPPOVITCH : La politique agraire, p. 74. Cf. aussi l'ouvrage de M. Fr. NITTI : La population et le système social, Paris, 1897.

(8) H. PASSY : Des systèmes de culture en France et de leur influence sur l'économie sociale, Paris, Guillaumin, 1852.

dualistes resteront divisés sur cette question, mais aussi les collectivistes et les socialistes marxistes vont à leur tour prendre des positions parfois diamétralement opposées. Le socialisme idéaliste français de 1848 restera toujours en opposition, sur ce point, avec le marxisme. Proudhon condamnera comme un « *vol* » la propriété individuelle, et par là, la propriété rurale, pour arriver, par une de ces *paradoxes* de sa *dialectique sérieuse*, qui lui était si chère, à reconnaître et à glorifier la propriété paysanne (9). Par contre, Karl Marx et certains de ses disciples et commentateurs ne trouveront dans la petite propriété rurale qu'un type économique condamné à disparaître sous l'influence du processus de la production capitaliste, et demanderont la restitution de la propriété individuelle, de toute nature, à la société. Mais même chez les marxistes, la condamnation de la propriété paysanne ne sera jamais prononcée à l'unanimité et on verra cette question soulever, parmi les socialistes les plus qualifiés, des discussions passionnées.

Toutefois, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, on assiste à une étude plus approfondie du problème. Des enquêtes, des monographies, des travaux théoriques plus spéciaux viennent au jour dans tous les pays européens, et chacun d'eux apporte son éclaircissement à tel ou tel aspect de la question (10). Avec l'extension du socialisme, le problème devient de l'actualité politique. Les congrès des partis et les Parlements s'y intéressent à leur tour, de sorte qu'au commencement de ce siècle la question pouvait être considérée comme épuisée au point de vue théorique. Après la guerre, on verra réapparaître les mêmes problèmes sous une forme souvent différente, mais au fond rien n'aura changé. Ainsi, on peut aujourd'hui, avec une certaine certitude, résumer cette longue controverse et faire une revue critique des opinions émises de part et d'autre, afin d'aboutir à certaines conclusions pratiques et utiles.

Mais pour une pareille étude, il faut prendre une double précaution : d'abord bien définir ce qu'on entend par le terme *grande* et *petite* propriété ; ensuite distinguer les deux aspects du problème, à savoir celui de la productivité des différents types de propriété, et celui de la valeur sociale des classes correspondantes des propriétaires.

(9) Cf. Aimé BERTHOD : P.-J. Proudhon et la propriété. Un socialisme pour les paysans, Paris, Giard et Brière, 1910.

(10) On trouve une liste des principaux ouvrages publiés dans cette période dans la bibliographie donnée ci-dessus, note 1. Cf. les ouvrages de MM. DE FOVILLE, SOUCHON, KAUTSKY, DAVID, etc.

II

Les termes *grande* et *petite* propriété sont essentiellement relatifs et leur détermination présente pas mal de difficultés. Leur classement peut se faire de différentes façons, mais il ne suffit pas de les classer, il faut aussi trouver, si possible, certains caractères communs de nature à établir une distinction bien marquée entre les diverses propriétés.

I. — Un premier procédé de classement consiste à les distinguer selon les superficies exploitées. Ce procédé fut utilisé par M. de Foville (11) et par l'Administration des Contributions Indirectes. Le premier avait arrêté les limites de la petite propriété à 6 hectares et celles de la moyenne à 50 hectares. Par contre, les statistiques du Ministère de l'Agriculture classaient à 1 hectare la *très petite* culture, de 1 à 10 hectares la *petite*, et de 10 à 40 hectares la *moyenne* (12). On voit tout de suite que ce procédé est loin de donner une base de comparaison solide, non seulement entre différents pays, mais aussi entre régions du même pays. En effet, la valeur et l'importance économique de la superficie occupée par une propriété varient selon les circonstances (13), à savoir : 1) selon que l'on pratique la culture extensive ou intensive ; 2) selon la nature des cultures pratiquées et le mode d'utilisation du sol ; 3) selon les qualités du sol et le perfectionnement de la technique agricole ; 4) enfin, selon le milieu économique dans lequel est effectuée l'exploitation du sol (densité de la population, étendue des débouchés, etc.). Pour toutes ces raisons, la même étendue de terres ne correspond pas toujours au même type de propriété. Rien de plus concluant, à ce point de vue, que la statistique suivante, relative à la répartition de la propriété foncière en Belgique (14) :

Désignation	Région de la Campine	Région des Ardennes
Petite culture	1 à 5 hectares	3 à 30 hectares
Moyenne culture	6 à 14 »	30 à 60 »
Grande culture	15 à 25 »	60 ha. et au-dessus

(11) Cf. A. DE FOVILLE : Le morcellement, Paris, 1885. Cf. aussi, le *Dictionnaire de l'Economie Politique* de SAY et CHAILLEY, au mot : « *Morcellement* ».

(12) Cf. *Statistique agricole de la France*, 1892.

(13) Cf. H. TRUCHY : Cours d'économie politique, 3^e édit., t. I, pp. 253 et suiv., Paris, 1929.

(14) Cf. Les *Monographies agricoles* publiées en Belgique par les soins du Ministère de l'Agriculture, Bruxelles, 1899-1900. Cf. PHILIPPOVICH : Politique agraire, p 99

On a fait la même constatation, en France, lors de l'enquête agricole faite en 1908-1909 par le Ministère de l'Agriculture (15). Dans le département de l'Ain, par exemple, il y a des régions où l'on désigne comme *petites* exploitations celles de 3 à 5 hectares et comme *grandes* celles de 30 à 40 hectares. Par contre, dans d'autres régions, l'étendue des petites et grandes exploitations varie respectivement de 5 à 15 hectares et de 60 à 100 hectares.

II. — Un autre procédé de classification consisterait à distinguer les propriétés en catégories suivant la richesse des moyens d'exploitation du sol. Mais ce *critérium* n'est pas plus solide que le précédent. La première difficulté qu'on aurait à résoudre dans ce cas, serait la détermination de la partie essentielle de l'outillage agricole qu'il faudrait, en pratique, prendre comme base pour la distinction (16). La première classification de ce genre, nous la rencontrons chez les Physiocrates. Dans ses articles pour la *Grande Encyclopédie* (1756 et 1757), Quesnay déterminait la *petite culture* comme le *labourage avec les bœufs*, tandis que la *grande culture* était le *labourage avec les chevaux*. Cent ans environ plus tard, Hippolyte Passy distinguait les différentes catégories de propriété d'après le nombre des charrues que chacune utilisait. Plus près de nous, le professeur Soutsos définissait la grande et la moyenne propriété comme « *les types d'exploitation qui, par rapport à la petite exploitation, utilisent plus de charrues et plus de capitaux* » (17). Cette définition, même si l'on accepte qu'elle peut être appliquée relativement à une catégorie de terres : les terres de labour, laissent par contre de côté les pâturages et les prairies, les forêts, l'horticulture et même les vignes. Elle ne saurait, par conséquent, être acceptée. En outre, avec le développement de la technique agricole, surtout après la guerre, et l'évolution parallèle des coopératives agricoles, non seulement l'utilisation de la charrue est dépassée, mais nous trouvons, peut-être, à la veille d'une transformation plus profonde du mode de possession et d'utilisation de l'outillage agricole moderne.

III. — Un dernier mode de classification consiste à déterminer les catégories de propriétés d'après la situation sociale des propriétaires.

(15) *La petite propriété rurale en France* (publication du Ministère de l'Agriculture), 1909.

(16) Cf. AUGÉ-LARIBÉ : Grande ou Petite propriété ? pp. 11-12.

(17) J. SOUTSOS : *Ploutogie* (en grec), t. I, p. 253, 2^e édit., Athènes, 1882.

C'est la classification qu'ont adoptée les socialistes et avec eux un grand nombre d'auteurs, comme Souchon, Roscher, Philippovich etc. D'après les socialistes, la *petite propriété* est celle qui est cultivée exclusivement par le propriétaire et sa famille. Par contre, la *propriété moyenne* est cultivée par le propriétaire à l'aide de bras salariés, et la *grande* est donnée à bail à des fermiers ou à des métayers. La définition socialiste est insuffisante parce qu'elle identifie le mode de culture à la propriété elle-même. Or, il est fort possible qu'une petite propriété ne soit pas exploitée par faire-valoir direct, sans qu'on puisse, pour cela, la classer parmi les grandes propriétés.

M. Souchon (18) a évité, en partie, cet inconvénient et essayé de définir les différents types de propriétés en combinant la valeur économique de chaque catégorie et la situation sociale des propriétaires. Selon lui, la « *moyenne* (19) propriété est celle dont la récolte est assez abondante pour nourrir le maître et sa famille, à la double condition que cette famille ne soit pas excessivement nombreuse et que tous ses membres consacrent leur activité aux soins de l'exploitation ». La *petite propriété*, par contre, est celle qui ne dispense pas son détenteur de demander au salaire une part de sa subsistance. Enfin, la *grande propriété* est celle qu'un chef de famille ne pourrait songer à exploiter directement sans recourir, d'une façon régulière, à l'aide du travail agricole salarié.

On a pourtant l'impression que M. Souchon a restreint, par sa définition, l'importance de la petite propriété et que la « *moyenne* » propriété, définie par lui, correspond plutôt au type normal de la petite propriété paysanne, telle au moins que l'ont conçue les législations agraires de l'après-guerre. A notre sens, la *petite propriété est celle qui suffit à absorber l'activité du propriétaire et de sa famille, et peut lui procurer les moyens de leur subsistance*. Cette définition tient compte de deux éléments qui caractérisent la propriété paysanne, à savoir : son autonomie et son *autarkie* au point de vue de force de travail, et sa suffisance au point de vue économique. Quant à la *grande* et à la *moyenne* propriété, leur définition nous a été donnée par Roscher et reprise ensuite, sous une forme plus simple, par Philippovich. Selon ce dernier, on désigne comme *grande* propriété, celle dont la

(18) La propriété paysanne etc., Paris, 1899.

(19) *Loo. cit.*, pp. 176-177.

direction seule suffit à occuper un maître appartenant à la classe cultivée, et comme *moyenne*, la propriété dans laquelle le maître travaille lui-même à l'exploitation et ne se contente pas d'en surveiller la direction (20).

A côté de ces trois types de propriétés qu'on pourrait appeler *normaux*, il y en a deux autres : la propriété *latifundiaire* (Latifundienbesitz) et la propriété *parcellaire* ou propriété *naine* (Zwergbesitz). La première est la très grande propriété qui supprime la petite et moyenne propriété et oblige à se soumettre, politiquement et socialement, la classe de petits et moyens propriétaires. La seconde est la très petite propriété, dont l'étendue ne suffit pas à occuper d'une manière continue le propriétaire et sa famille.

Toutefois, nous n'avons envisagé jusqu'à maintenant que la répartition du sol entre les propriétaires, c'est-à-dire le *morcellement* proprement dit. Mais la division du sol peut être étudiée à deux autres points de vue : le *fractionnement* et la *dispersion*. Une propriété peut être grande ou petite, mais en même temps fractionnée ou dispersée. M. de Foville a apporté sur cette question des éclaircissements précieux (21). Sans entrer dans les détails, nous devons donner quelques précisions sur ces deux questions. Le fractionnement parcellaire consiste en la division d'une même propriété par la multiplication des clôtures et par la variété des modes d'exploitation. La dispersion consiste en la division d'un domaine individuel en plusieurs parcelles éparses, éloignées les unes des autres ou formant des enclaves au milieu des propriétés voisines.

III

I. — La plupart des arguments qu'on a toujours formulés en faveur de la grande propriété proviennent, d'une part de son identification à la grande exploitation, et d'autre part de l'assimilation de l'exploitation et de la production agricoles aux grandes entreprises et à la grande production industrielles. Double erreur ou, tout au moins, double exagération. La grande propriété ne peut être identifiée à la grande culture, ni l'agriculture à l'industrie. Sous l'emprise, cependant, de

(20) PHILIPPOVICH : La Polit. agraire, p. 67.

(21) DE FOVILLE : Le morcellement etc.

ce raisonnement, on a pu déduire la supériorité économique de la grande propriété, et cela pour les causes suivantes : 1° la grande propriété, dit-on, donne un rendement net plus élevé que la petite, ce qui est un grand avantage, non seulement pour l'économie privée, mais aussi pour l'économie nationale (22) ; 2° la division du travail et la spécialisation sont plus poussées dans la grande propriété que dans la petite ; 3° les grandes entreprises agricoles disposent et peuvent se procurer plus facilement des capitaux d'exploitation et, par conséquent, la grande propriété permet de faire de plus grandes dépenses pour la mise en culture du sol, pour les engrais, les semences sélectionnées etc. ; 4° elle peut utiliser des moyens d'exploitation plus puissants et recourir aux machines agricoles plus perfectionnées ; 5° elle est mieux armée que la petite pour les ventes et les achats de produits ; 6° elle a moins de frais généraux et, par là, elle peut, mieux que la petite, soutenir la concurrence.

Les arguments en faveur de la grande propriété, connus déjà pour la plupart depuis l'époque des Physiocrates et d'Arthur Young, ont été repris et plus systématiquement exposé par les socialistes marxistes. Marx, personnellement, ne parle de l'application de sa théorie dans l'agriculture que tout à fait incidemment. Mais ses disciples ont essayé d'appliquer dans le domaine agricole les mêmes principes que ceux énoncés par le maître relativement à l'industrie et au commerce. Ils ont prétendu que la concentration des entreprises, prédite par Marx relativement aux entreprises industrielles et commerciales, doit se produire aussi dans le domaine de l'agriculture. Et en appliquant, dans l'un et dans l'autre cas, le même raisonnement, ils ont abouti à conclure, non seulement que la petite propriété est un type d'entreprise inférieur au point de vue économique, mais aussi qu'elle est condamnée, tôt ou tard, à disparaître. Si cette façon de voir n'était pas partagée

(22) Un partisan des idées d'Arthur Young, l'écrivain suisse HERRENSCHWAND remarquait, il y a cent quarante ans environ, que la petite propriété a le désavantage de faire diminuer le « superflu » des subsistances des cultivateurs, duquel dépend la nourriture des manufacturiers et qu'elle rend par là difficile le développement industriel du pays. Cf. HERRENSCHWAND : Discours sur la division des terres dans l'agriculture, Londres, 1786 et 1790. Cf. l'analyse consacrée à son livre par M. AUGÉ-LARIBÉ : Grande ou Petite etc., pp. 38-40.

par tous les socialistes, elle correspondait toutefois à la doctrine dominante (23).

II. — L'assimilation de l'économie industrielle et de l'économie agricole doit être acceptée sous toutes réserves. Des différences essentielles les séparent l'une de l'autre. En premier lieu, les instruments de production : les capitaux fixes, peuvent, dans l'industrie, être pratiquement multipliés à l'infini. Rien ne s'oppose à la construction d'usines des plus en plus vastes et à la création de machines et d'instruments toujours plus nombreux et plus perfectionnés. Au contraire, en agriculture, le fond de production : le sol, est limité dans l'espace. On ne peut créer de toute pièce une vaste exploitation agricole, comme on crée une grande usine ou un grand magasin. Des obstacles de toutes sortes, provenant de la nature de la terre, de l'espèce des cultures, de la répartition et de l'évolution historique de la propriété foncière, enfin, du régime juridique de la propriété, entravent les modifications de l'exploitation agricole et celles de la propriété (24). De cette première différence, d'autres découlent.

Dans l'entreprise agricole, le sol ne tient pas seulement la place de la *machine productrice*, mais il est en même temps, en quelque sorte, la *matière première* indispensable à son fonctionnement. Il en ressort que l'agrandissement de l'entreprise agricole suppose une extension territoriale infiniment plus grande que dans n'importe quelle autre entreprise industrielle. De ce fait, le contrôle du travail exécuté sur les champs est difficile et coûteux, et rend le travail agricole salarié peu profitable (25). Dans l'industrie, grâce à la division et à la répartition des tâches, le travail de chaque ouvrier présuppose l'exécution de leur travail par les autres. Il s'exerce ainsi une sorte de contrôle

(23) Les divergences ont apparu à l'occasion de l'élaboration du programme agraire de la Social-Démocratie allemande et de la discussion de la question au Congrès de Breslau. Selon le témoignage de BEBEL, les congressistes se trouvèrent devant une *douzaine* de programmes agraires. C'est à la suite des décisions de ce congrès, recommandant l'étude du problème, que KAUTSKY a écrit *Die Agrarfrage* pour soutenir les points de vue de la majorité, et que DAVID a, de son côté, publié *Sozialismus und Landwirtschaft*, défendant l'opinion opposée. Cf. E. VLIBERGH : Le socialisme agraire, dans la *Revue Sociale Catholique*, n^{os} 5, 6, 8, 9 10 (février-août 1900), Bruxelles-Louvain. On y trouve aussi l'historique des discussions relatives au problème agraire dans la 1^{re} et 2^e *Internationales*.

(24) Cf. BOURGUIN : Les systèmes socialistes etc., p. 220, 3^e édit., 1925.

(25) Cf. Les articles déjà cités de M. PAPANASTASSIOU.

automatique qui est inconnue dans l'agriculture où le travail garde toujours un caractère individuel. Cela entraîne une conséquence importante. Tandis que dans l'industrie on peut trouver facilement le moyen pour stimuler et accélérer le travail ouvrier, par exemple avec le salaire à forfait, sans risquer pour celà de voir se produire des articles de qualité inférieure, dans l'agriculture la chose n'est pas facile et, avec de pareilles méthodes, il y a toutes raisons de craindre que le travail de l'ouvrier agricole ne soit moins productif et moins fécond que celui du propriétaire-cultivateur.

En second lieu, il y a une autre différence capitale entre l'agriculture et l'industrie. Le processus de la production agricole a un caractère *organique* et *biologique*, et non pas *mécanique* et *technique*, comme dans l'industrie. Il découle de ce fait toute une série de conséquences. D'abord, le processus de la production agricole manque de continuité : il est subordonné au procès naturel de la production organique et, dans une certaine mesure, rattaché à certaines saisons et à certaines phases. Ensuite, les travaux agricoles ont un caractère alternatif et changent continuellement de place. Enfin, tandis que la production industrielle est pratiquement illimitée, la production agricole est, *quantitativement* et *chronologiquement*, limitée. Il y a bien d'autres différences, mais nous nous arrêtons ici pour tirer quelques conclusions pratiques.

1° La nature des travaux agricoles rend difficile et, au-delà de certaines limites, impossible la division du travail et la spécialisation des tâches dans l'agriculture. De ce fait, la grande entreprise perd, dans l'agriculture, les avantages qu'elle présente dans l'industrie. Les socialistes ont voulu donner, à la division du travail dans l'agriculture, un sens différent de celui que cette expression prend dans l'industrie, à savoir celui de la *spécialisation* de la *production*. Mais, même la spécialisation des cultures n'est pas plus facile que la division du travail. Le genre de culture appliqué sur une terre donnée ne dépend pas du libre choix de l'exploitant, mais aussi de bien d'autres facteurs, physiques et économiques, tels que la nature du sol et du sous-sol, le climat, la distribution des eaux, la distance des marchés, l'état des prix, etc. (26).

2° Le machinisme, à son tour, est loin de jouer, en agriculture, le même rôle et d'y avoir des applications aussi étendues que

(26) BOURGUIN : *op. cit.* p. 202.

dans la production industrielle (27). Le travail humain et la machine jouent dans l'industrie un rôle prépondérant et constituent les agents principaux de la production industrielle. Par contre, dans l'agriculture, l'homme et la machine ne jouent qu'un rôle complémentaire. L'homme ne fait que mettre en action la puissance productive de la terre. « L'homme, dit Ed. David, peut œuvrer et peiner jour et nuit, le développement organique de la nature ne s'en accélère pas pour cela ; la nature ne se laisse pas détourner de sa source régulière. Les abréviations de la période de croissance, que l'agriculture peut obtenir moyennant l'emploi de sortes hâtives et d'une nourriture appropriée, sont relativement petites par rapport à l'accélération des temps de la production que l'on peut réaliser dans l'industrie par l'emploi des machines. *La machine est, à ce point de vue, parfaitement impuissante dans l'agriculture. La respiration régulière de la période naturelle de production se moque d'elle* ». Ce qui a plus d'importance dans l'agriculture, c'est la préparation du sol et l'utilisation des engrais et des matières fertilisantes. Mais la petite propriété, de ce côté, ne se trouve nullement en infériorité vis-à-vis de la grande exploitation.

Une autre cause qui restreint l'utilisation des machines dans l'agriculture, c'est le caractère *intermittent* des travaux agricoles et la nécessité d'adapter les machines agricoles au milieu donné dans lequel elles doivent être utilisées. En d'autres termes, il arrive en agriculture le contraire de ce qui se passe dans l'industrie ou l'endroit de l'activité industrielle, c'est-à-dire les locaux et les bâtiments sont spécialement aménagés pour permettre l'installation et le fonctionnement de telles ou telles machines préalablement construites. Il en résulte deux conséquences principales.

D'abord, l'utilisation des machines dans l'agriculture n'est pas aussi avantageuse au point de vue économique que dans l'industrie, parce que : 1° elles ne peuvent être utilisées que pendant une très petite partie de l'année, et chôment tout le reste du temps ; 2° les dépenses de leur conservation pendant les saisons où elles restent inutilisables et les frais d'amortissement des capitaux investis pour leur achat, sont beaucoup plus élevés que dans l'industrie.

(27) Cf. ED. DAVID : Sozialismus und Landwirtschaft, tom. I, chap. I à IV, Berlin 1903.

En second lieu, la machine n'offre pas pour tous les milieux physiques, pas plus que pour tous les travaux agricoles, les mêmes avantages que dans l'industrie. Le moteur mécanique, ne pouvant être utilisé que par *intermittence*, n'a pas toujours une rentabilité supérieure à celle des animaux de travail, dont les emplois sont multiples. Seul le petit moteur mobile est facilement utilisable. Quant aux autres machines, elles ne sauraient être toujours utilisées et, en tous cas, il est peu probable qu'elles diminuent toujours les frais de production. Les machines les plus usuelles et qui vraiment régularisent ou accélèrent les opérations agricoles sont les semoirs, les moissonneuses et les batteuses mécaniques, mais la petite propriété, grâce au développement des coopératives et des syndicats agricoles, peut, elle aussi, les utiliser comme la grande. Il faut ajouter que leur utilisation n'est pas toujours avantageuse. Ainsi, l'usage de la charrue à vapeur s'est restreint, avant la guerre, aux labours des sols durs et non accidentés et n'a pu se généraliser. Quant aux moissonneuses, il suffit que les récoltes soient rouïes par l'orage ou par la pluie pour qu'elles deviennent inutilisables (28).

III. — Après la guerre mondiale, le problème de la *mécanisation de l'agriculture*, ou, comme on dit aujourd'hui, le problème de *l'organisation scientifique du travail agricole*, a pris une très grande importance, et connaît à l'heure présente un renouveau d'actualité. Les grandes exploitations agricoles ont toujours connu de grandes difficultés dans le recrutement de la main-d'œuvre dont elles ont besoin, et cela à cause surtout du caractère saisonnier des travaux agricoles. Après la guerre, le manque de main-d'œuvre agricole, dans beaucoup de pays, a crû davantage et on a senti le besoin de recourir aux machines agricoles pour remplacer les bras qui manquaient. La pénurie des bras a aussi augmenté par suite de la refonte du droit du travail dans l'agriculture et de l'extension des lois sociales aux ouvriers agricoles, ce qui produisit une diminution de la durée du travail dans les grandes entreprises agricoles (29). Enfin, l'augmentation, après la

(28) Cf. HASBACH : Die englischen Landarbeiter in den letzten Jahren, 1894 (Schr. des Vereines für Sozialpolitik), p. 384, citée par PHILIPPOVICH : *op. cit.*, p. 80.

(29) On a évalué à 10 % la diminution de la durée du travail dans les entreprises agricoles allemandes, c'est-à-dire de 300 à 350 heures par année. Cf. *L'orga-*

guerre, des charges fiscales et principalement des charges sociales qui pèsent sur l'agriculture, combinée avec l'évolution peu avantageuse pour l'agriculture des prix des produits agricoles, a contribué à renverser l'écart entre le *prix de revient* et le *prix de vente* de ces derniers et à diminuer la rentabilité de l'agriculture. D'où le besoin de rechercher, dans une plus large utilisation des machines, la diminution des frais de production.

Sous l'impulsion de ces différents facteurs, nous assistons depuis quelques années à des progrès, sans précédent, de la mécanique agricole. Il est difficile encore de prévoir toutes les conséquences possibles, économiques et sociales, de cette évolution. Nous ne pouvons non plus, faute de place, les discuter ici. Nous nous contentons à remarquer que : 1° le plus grand développement de la mécanoculture s'est produit dans les pays disposant de plaines étendues où on pratique la culture extensive (Amérique, Canada, U. R. S. S. etc.) ; 2° la mécanoculture a fait quelques progrès aussi en Europe, mais encore on s'efforce d'adapter les nouvelles machines aux conditions géologiques particulières de chaque pays ; 3° les plus grands progrès ont été réalisés, non pas dans les machines de labour, mais surtout dans les *moissonneuses-batteuses*, c'est-à-dire dans la même direction qu'avant la guerre.

Tous ceux qui ont étudié ce problème se montrent très circonspects à hasarder des pronostics sur l'évolution et les conséquences de la mécanoculture. Malgré ses progrès surprenants, il est téméraire d'affirmer que le problème de la mécanisation de l'agriculture a beaucoup changé d'aspect dans ces dernières années. C'est ce qu'affirment du moins tous ceux qui suivent de près cette évolution. M. Matthaei qui fut chargé par le Bureau International du Travail d'une enquête spéciale sur ce sujet, remarque que l'utilisation de nouvelles machines agricoles, malgré l'économie de frais qu'elle permette, entraîne un *coût initial* si élevé, « qu'il n'est pas certain que le type d'agriculteur-paysan capable de produire pour l'exportation puisse s'adapter à une mécanisation complète » (30) de sorte qu'il préférera peut-être, au lieu de se soumettre à une transformation si radicale, changer le caractère de ses produits. Même pour les pays dont l'agriculture se prête à la

nisation scientifique du travail agricole en Europe (public. de l'Institut International d'Agriculture), pp. 14-15, Rome, 1931.

(30) Cf. son article dans la *Revue Internationale du Travail*, mars 1931, p. 372.

mécanisation, M. Matthaei ne prévoit pas une généralisation rapide et facile de l'emploi de nouvelles machines. Le coût d'achat est tel qu'il suffirait à lui seul pour détourner les agriculteurs de ces machines, s'ils pouvaient par un autre moyen équilibrer leurs opérations. Il arrive ainsi à cette conclusion, curieuse de prime abord, qu'une *légère augmentation* des prix des produits agricoles aurait comme conséquence de différer la mécanisation des opérations agricoles. « En définitive, dit-il, le progrès de la mécanisation n'apparaît pas aussi aisé qu'il peut sembler à première vue » (31). Ajoutons, que l'utilisation de nouvelles « *moissonneuses-batteuses* », c'est-à-dire des machines agricoles les plus perfectionnées et les plus économiques, a abouti, selon le terme usité en Amérique, à la création des « *fabriques itinérantes* » qui permettent leur utilisation aussi bien aux grands exploitants qu'aux petits agriculteurs (32).

En conclusion, on peut dire que, ni la division du travail, ni la machine ne présentent les mêmes avantages dans l'industrie et dans l'agriculture et que l'usage des machines en agriculture, quand il est vraiment profitable, est aussi possible aux petites exploitations qu'aux grandes, grâce à l'organisation professionnelle des paysans.

IV. — Un autre argument en faveur de la grande propriété c'est qu'elle réalise une plus grande économie de frais généraux, ce qui lui permet de donner un rendement net plus élevé que la petite. C'est surtout Kautsky qui insista autrefois sur cet argument. Or, comme le remarque M. Bourguin, pour serrer la question de plus près, il faut comparer la petite et la grande culture en pays pauvres et en pays riches (33). Dans le premier cas, la différence de productivité du sol provient surtout du travail, et cela ne peut être qu'à l'avantage des petites exploitations. En effet, le travail du cultivateur et de sa famille est plus productif que le travail salarié et, de plus, ce dernier dispose proportionnellement de plus d'engrais par unité de surface, que le grand

(31) *Loc. cit.*

(32) Sur cette question, cf. l'enquête faite par M. le D^r CHAUVEAU : Notes de culture mécanique, Paris, 1917. — VIATOR : La Révolution agricole aux Etats-Unis et en U. R. S. S., dans la *Revue Politique et Parlementaire* du 10 janvier 1932, pp. 23 et suiv. On trouve une bibliographie très étendue dans la *Revue Intern. du Travail* de mars 1931, pp. 379-381 et dans la publication déjà citée de l'*Institut Intern. d'Agriculture*, pp. 203-235.

(33) *Op. cit.*, pp. 205 et suiv.

propriétaire pratiquant la culture extensive. Dans le second cas, celui des pays riches, la situation est différente (34). Ici, il faut distinguer la culture des céréales de la culture de certains produits fins et de grand rendement (tabac, légumes, fruits, etc.) qui réclament des soins particuliers. Dans ce dernier cas, la petite exploitation arrive à des résultats que la grande ne peut que difficilement atteindre. Quant à la culture des céréales, la grande exploitation donne un rendement *net* supérieur à la petite, mais rien n'empêche que cette dernière arrive à des résultats aussi satisfaisants, pourvu qu'elle soit aussi bien organisée et aussi bien équipée. En tout cas, la petite exploitation donne un rendement *brut* supérieur à celui de la grande, et cela a plus d'importance, tant au point de vue de l'économie privée que de l'économie nationale. Le petit cultivateur, en effet, qui est en même temps le consommateur de sa production, s'intéresse davantage à produire ce dont il a besoin avec sa famille qu'à produire à plus bon marché. Sur ce point, son intérêt coïncide avec l'intérêt de la société toute entière.

Pour en finir, nous devons ajouter quelques mots sur la supériorité prétendue de la grande propriété à se procurer des capitaux à de meilleures conditions et à être mieux organisée que la petite, au point de vue commercial. En ce qui concerne les capitaux, la supériorité de la grande exploitation sur la petite s'efface de plus en plus avec l'organisation du crédit agricole et, plus généralement, avec l'organisation économique de la classe paysanne. Aujourd'hui, si le petit propriétaire ne dispose pas de capitaux aussi importants que le grand, il fait pourtant des *avances* au sol proportionnellement plus élevées que ce dernier. Il ne faut pas, d'ailleurs, oublier que l'utilisation des capitaux dans l'agriculture est forcément restreinte à cause de la loi du *rendement non proportionnel*, qui rend toute avance dépassant certaines limites peu rémunératrices et relativement improductives.

Là, où l'infériorité de la petite propriété apparaît plus nettement, c'est dans le domaine de l'organisation commerciale. Mais cette infériorité est atténuée par deux faits. D'abord, *l'économie en nature* subsiste encore sur une large partie du territoire européen et le paysan continue à consommer une partie des produits de ses champs. Ensuite, grâce au développement des coopératives agricoles et son contact avec

(34) Cf. aussi Ed. DAVID : Zu Kautskys Kritik meines Agrarwerks, dans *Sozialistische Monatshefte*, 1903, pp. 664 et suiv., 750 et suiv.

le marché, le paysan apprend de plus en plus à se défendre contre la spéculation et fait, peut-être plus lentement, mais aussi plus sûrement, son éducation commerciale.

En outre, la petite propriété a le grand avantage de pouvoir, grâce à la suppression des dépenses que le petit propriétaire-cultivateur peut réaliser en pareil cas, mieux résister aux crises agricoles et en général aux crises économiques. A ce point de vue, il est intéressant de rappeler l'enquête sur les oscillations de la consommation à la campagne à laquelle s'est livré, l'année passée, un publiciste polonais, M. Z. Rusinek (35). En se basant sur les comptes relevés dans plusieurs centaines de propriétés paysannes et assemblées par l'*Institut d'Etat d'économie rurale*, l'auteur est arrivé aux conclusions suivantes : 1° les dépenses professionnelles (construction ou entretien de bâtiments, outillage, cheptel, impôts, assurances) se sont trouvées réduites, dans les mauvaises années, de moitié et parfois de deux tiers ; 2° les dépenses personnelles (habillement, chaussures, ustensiles de ménage, meubles, distractions) ont été réduites d'environ un quart.

IV

I. — Si l'on examine maintenant les faits, on verra que la supériorité potentielle des grandes propriétés, au point de vue économique, s'atténue considérablement. Rarement, en effet, la grande propriété possède, en elle-même, les conditions nécessaires (capital, connaissances agronomiques et économiques de la part du propriétaire, etc.) à la pratique d'une culture intensive. Souvent même, les goûts du propriétaire se concilient mal avec une semblable culture. Les exemples de grands propriétaires qui ont préféré transformer leurs propriétés en jardins, en parcs et en terrains de chasse sont abondants. Avant la guerre, dans la Haute-Autriche, les 14 plus grandes chasses comprenaient 30 % du territoire entier. Telle était encore la situation en Angleterre et dans beaucoup d'autres pays de l'Europe. En Esthonie, par exemple, avant la réforme agraire, 47,9 % de la superficie des grands domaines seulement étaient cultivés, le reste étant converti en

(35) Cf. la revue *L'Agriculture Polonaise*, Paris, Jouve édit., n° 1, janvier-mars 1931.

forêts ou restant en friche ; par contre, 88,5 % du total des petites exploitations étaient affectés à la culture proprement dite (36).

C'est pourquoi bien des auteurs ont toujours vu dans la petite exploitation un type économique supérieur. *Auhagen* attribue cette supériorité aux faits que : 1) le sol est mieux cultivé par le propriétaire que par les ouvriers salariés ; 2) les travaux particuliers sont plus facilement exécutés en temps voulu dans la petite exploitation familiale que dans la grande ; 3) la petite exploitation peut exécuter certains travaux (p. ex. destruction des insectes nuisibles) qui sont interdits par sa nature même à la grande ; 4) le paysan-propriétaire dispose proportionnellement de plus de fumier, choisit mieux les semences et subit moins de pertes que le grand propriétaire dans l'enlèvement des récoltes (37). Enfin, contrairement à une opinion assez répandue, la petite propriété est supérieure à la grande, relativement à l'élevage du bétail. DE FOVILLE démontre que les progrès de l'élevage, en France, tant au point de vue de la qualité que de la quantité, ont marché de pair avec la multiplication des petites propriétés (38). En Allemagne, on a constaté la même chose. Selon la statistique agricole de 1907, sur chaque 1.000 hectares, occupés par les différents types de propriétés, vivait le nombre d'animaux qui suit (39) :

<i>Catégories de propriété</i>	<i>Gros bétail</i>	<i>Petit bétail</i>	<i>Basse-cour</i>
Jusqu'à 2 hectares.....	1.824	4.329	12.953
de 2 à 5 hectares.....	1.379	1.175	4.437
de 5 à 20 hectares.....	1.114	762	2.650
de 20 à 100 hectares.....	893	658	1.519
au-dessus de 100 hectares.....	579	817	503

A l'appui de la thèse sur la supériorité de la petite propriété on fait valoir la constatation de deux faits. D'abord, les pays qui présentent les progrès agricoles les plus rapides et où le rendement par hectare

(36) Cf. *Revue Intern. du Travail*, novembre 1925. — Pierre JOUSSE : Les tendances des réformes agraires etc., pp. 75-82. — PHILIPPOVICH : *op. cit.*, pp. 76-77.

(37) Cité par PHILIPPOVICH : *op. cit.*, p. 77. — Cf. aussi BOURGUIN : *op. cit.*, p. 207.

(38) Cf. DE FOVILLE : Le morcellement, chap. IX : La petite propriété et le bétail. — Cf. aussi, BOURGUIN : *op. cit.*, p. 205.

(39) Statistique publiée par M. PAPANASTASSIOU : La question agraire, dans le journal *Néa Iméra* du 17 août 1912. — Cf. aussi les statistiques publiées par M. BOURGUIN : *op. cit.*, p. 432.

tare est le plus élevé, sont justement les pays où domine la petite culture, comme la Belgique, la Hollande et le Danemark. Ensuite, la concentration effectuée, au cours du XIX^e siècle, dans le domaine industriel et commercial ne s'est pas réalisée dans l'agriculture. Or, les difficultés de toutes sortes qui retardent le mouvement de concentration en agriculture, ne serait pas assez fortes pour l'arrêter indéfiniment, si la grande culture était décidément plus lucrative que la petite (40). Un auteur socialiste, M. David, est allé même jusqu'à affirmer que plus s'accroît l'intensité de la culture, plus les conditions deviennent favorables à la petite exploitation. Il croit même que la tendance vers la multiplication des petites exploitations va s'accroître rapidement au fur et à mesure que, du fait de la concurrence des nouveaux continents, se réalisera la spécialisation de l'agriculture européenne, sauf bien entendu le cas où les droits de douane seront un obstacle à cette transformation des cultures (41).

II. — A cette argumentation, Kautsky a répondu, et avec lui beaucoup d'autres, que « l'exploitation paysanne se maintient beaucoup moins par la quantité de ses produits que par le petit nombre de ses besoins ». Selon lui, les progrès de la petite propriété et de la petite exploitation ne peuvent s'expliquer que par le surcroît de travail de la part des petits propriétaires et des petits fermiers, et par une sous-consommation évidente des membres de la famille paysanne (42). Après la guerre, la théorie de Kautsky fut reprise et présentée sous une forme un peu différente par le socialiste autrichien *Otto*

(40) BOURGUIN : *op. cit.*, p. 202.

(41) Cf. DAVID : *Sozialismus und Landwirtschaft*, pp. 67-68. — V. aussi les remarques de M. BOURGUIN (*op. cit.*, pp. 207 et suiv.) qui en rejetant l'idée de la supériorité absolue de la grande exploitation, trouve la conclusion de DAVID « excessive ». En faveur de la *petite* et surtout de la *moyenne* propriété s'était prononcé un autre socialiste, F.-O. HERTZ (*Die agrarischen Fragen im Verhältnis Zum Sozialismus*, Wien, 1899). — Plus près de nous, l'opinion de David fut adoptée par M. WAUTERS qui explique les progrès réalisés en Europe par la petite propriété depuis le dernier quart du XIX^e siècle par le fait que la concurrence du blé des Indes et de l'Amérique a obligé les paysans européens de se tourner à la culture intensive qui « s'adapte fort bien à la petite exploitation ». — Cf. WAUTERS : *La réforme agraire en Europe*, pp. 230-231, Bruxelles, 1928.

(42) Cf. KAUTSKY : *Die Agrarfrage*, ch. VI. — On trouve une bonne analyse des conceptions socialistes dans le livre de M. AUGÉ-LARIBÉ : *Grande ou Petite propriété*, ch. VI.

Bauer (43). Selon cet auteur, en faveur de la grande exploitation joue ce qu'il appelle la *différence de productivité*, c'est-à-dire une sorte de *prime de productivité*. Au contraire, en faveur de la petite exploitation joue la *prime d'indépendance*. Les paysans et les petits fermiers, redoutant le sort des salariés agricoles et désirant conserver leur indépendance, n'hésitent pas à acquérir leurs terres à des prix peu justifiés par leur valeur vénale, et à peiner hors de toute mesure pour les conserver. Il est à signaler qu'avec un pareil raisonnement, les socialistes abandonnent le terrain du *matérialisme historique*, pour chercher leur argumentation dans le domaine *psychologique* (désirs d'indépendance). Vue sous cet angle, la propriété paysanne ne pouvait qu'être condamnée. Par une sous-estimation de son travail, le petit propriétaire, dit-on, vend ses produits moins chers que ce qu'ils lui coûtent en réalité, et par là exerce une mauvaise influence sur les prix et, par ricochet, sur les salaires des ouvriers agricoles, en amenant leur diminution. Ainsi la petite propriété ne serait qu'un type économique dont on doit souhaiter la disparition tant au point de vue humain que social.

Malgré cette condamnation théorique de la petite propriété, les partis socialistes ont dû, dans la pratique, se départir de leurs préférences doctrinales et modifier, dans l'après-guerre, leurs programmes agraires afin de donner satisfaction à leur vaste clientèle paysanne. On connaît les âpres discussions que la question de la propriété paysanne souleva au sein de la première et de la deuxième Internationales socialistes. Le Parti Ouvrier Français, sous l'impulsion de Guesde, avait promis aux paysans, dès 1894, de « *respecter leur lopin de terre, parce qu'il est leur moyen de travail* » (44). Cette décision opportuniste souleva, alors, l'indignation des marxistes orthodoxes et Engels, lui-même, condamna « *cette tentative de protéger le petit paysan* » qui n'aurait comme conséquence que de prolonger « *une situation dans laquelle il ne peut ni vivre, ni mourir* » (45). Dans

(43) OTTO BAUER : *Der Kampf um Wald und Weide*. Volksbuchhandlung, Vienne; 1925, p. 228, cité par WAUTERS : *Réf. Agr. etc.*, p. 231.

(44) V. les considérants de cette résolution dans *Le Mouvement Socialiste*, Paris, 1900, pp. 398-399 et LÉON BLUM : *Les congrès ouvriers et socialistes français* (1876-1900), II, p. 146, 1901.

(45) ENGELS publia sa critique immédiatement après le congrès dans la *Neue Zeit*. On trouve la trad. franç. sous le titre : « La question agraire et le socia-

l'après-guerre, tous les partis socialistes devaient adopter une tactique analogue (46). Le programme agraire du Parti Socialiste Autrichien de 1925 déclare que « *le socialisme combat la propriété des seigneurs, acquise par le brigandage, et non pas la propriété des cultivateurs acquise par le travail* ». Et il ajoute que « *par la nationalisation de la propriété seigneuriale, la propriété des cultivateurs ne sera pas mise en péril, mais elle sera fortifiée* » (47). De son côté, le Parti Travailiste de l'Angleterre déclare dans son « Rapport de la Politique Agricole » de 1926, et précise que seront exceptés de la nationalisation « *les propriétaires-exploitants, y compris la catégorie des small-holders* » (48). Enfin, la Social-Démocratie Allemande, dans son programme agraire de mai 1927, ne demande que l'expropriation *partielle* des grands domaines « *qui dépassent une étendue optima, à calculer à chaque cas d'après les circonstances locales* » (49). Le Parti Socialiste Français n'a pas senti évidemment la nécessité de s'éloigner de la voie que Guesde lui a tracée, il y a cinquante ans, et les discussions sur la question agraire, dans son Congrès National de 1930, se sont terminées avec le vote de la formule guesdiste que nous avons rapportée plus haut.

Seuls les Partis affiliés à l'Internationale Communiste maintiennent *théoriquement* leur préférence pour la grande exploitation, mais en pratique ne s'éloignent pas de la tactique socialiste. L'Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste recommandait, en 1925, aux communistes de ne pas hésiter, devant l'idée de la supériorité technique et économique de la grande production agricole, pour morceler une partie des grands domaines (50). C'est ce que d'ailleurs Lénine a fait, en Russie, pendant la période de la Nep. Les représentants du Parti

lisme. Critique du programme agraire du Parti Ouvrier français » dans *Le Mouvement Socialiste*, pp. 390-400 et pp. 452-466. Paris, 15 octobre 1900.

(46) Sur l'évolution des idées socialistes en la matière, cf. l'article du D^r Fritz BAADÉ, dans la *Revue Intern. du Travail*, vol. XIX, n° 5, mai 1929. — Cf. aussi : *Programme Agraire des partis ouvriers en Autriche, en Grande-Bretagne et en Allemagne*, avec une introduction d'Alb. THOMAS, Paris, M. Rivière édit., 1931.

(47) Cf. *Programme agricole etc.*, p. 65, Paris, 1931.

(48) *Loc. cit.*, p. 73.

(49) *Loc. cit.*, pp. 129-130.

(50) Cf. BOUKHARINE : La question agraire, p. 32, Paris, *L'Humanité*, 1925 ; *Idem* : A. B. C. du Communisme, *ibid.*, 1925. — Cf. aussi LAPIDUS et OSTROVIANOV : Précis d'économie politique et la théorie de l'économie soviétique, Paris, 1929 ; on y trouve un exposé des conceptions de LÉNINE, pp. 298 et suiv.

Communiste français déclaraient, à la même époque, que « la coexistence de la grande et de la petite propriété sera longtemps après la Révolution une nécessité économique pour la France » (51). Nous ne parlons pas de la récente expérience bolcheviste de *collectivisation* et de *mécanisation* de l'agriculture parce que : d'abord, il s'agit moins d'un programme théorique que d'une *cruelle nécessité* pour le Gouvernement Soviétique ; ensuite, il ne s'agit, ni de communisme, ni de socialisme, mais d'un capitalisme d'Etat ; enfin, les résultats économiques de cette vaste expérience paraissent encore douteux, tandis que ses conséquences sociales ne sont pas du tout encourageantes.

En conclusion, on peut dire qu'on n'aperçoit pas de raisons techniques ou économiques qui pourraient militer, exclusivement, en faveur de la grande propriété. En fait, la grande propriété ne présente une supériorité, par rapport à la petite, qu'au point de vue des capitaux d'exploitation. Mais à cette infériorité de la petite propriété on peut remédier si l'Etat sait et veut aider le paysan-cultivateur à s'organiser économiquement et à s'équiper techniquement. La vérité sur la question a été résumée, il y a quelques soixante ans, par Léonce de Lavergne, dans son livre sur « l'Economie Rurale de l'Angleterre » (52). « Tout, disait-il, est en deux mots : « *Capital et habileté* ». La grande culture, sans habileté et capital, vaut moins que la petite culture. Il peut y avoir des cas où le capital et l'habileté se rencontrent surtout avec la grande culture, d'autres cas, où ils se rencontrent surtout avec la petite. »

III — Toutefois, la propriété paysanne court un double danger : la dispersion parcellaire et le morcellement excessif, qui entraînent des inconvénients multiples. D'abord, il se produit, à cause de la multiplication des limites entre propriétés voisines, une perte de terrain productif. En second lieu, l'utilisation du sol reste incomplète par suite de l'enchevêtrement des propriétés. En troisième lieu, l'exploitation et l'amélioration du sol deviennent plus difficiles. Enfin, il y a une perte

(51) Cf. séance de la Chambre du 6 novembre 1925, p. 3665 du *Journal Officiel*, cité par M. Ed. HERRIOT : Pourquoi je suis radical socialiste, Paris, Editions de France, 1928, pp. 60-61.

(52) Léonce DE LAVERGNE : Essai sur l'Economie rurale de l'Angleterre etc., 5^e édit., Paris, 1882, chap. VII, pp. 103-118.

de temps qui fait augmenter les frais de l'exploitation (53). Contre ce danger on a pratiqué deux sortes de mesures : des *mesures préventives*, si l'on peut dire, dont on parlera à l'occasion de la réforme agraire en Grèce, et des *mesures répressives*, tel que le remembrement des propriétés. En Allemagne, on désigne ces mesures sous les noms significatifs de *consolidation des fonds* (Zusammenlegung der Grundstücke) ou de *groupement des champs* (Feldbereinigung). Le remembrement peut se faire par l'échange volontaire des parcelles, mais ce procédé n'a donné que des résultats médiocres. C'est pourquoi, il a fallu l'intervention de l'Etat.

Cette intervention peut s'exercer de deux façons. D'un côté, et c'est la politique suivie jusqu'à la guerre en France, l'Etat se borne à favoriser le remembrement par des mesures fiscales (exonérations ou abaissement des droits fiscaux en cas d'échanges ayant pour objet la réunion de parcelles etc.) sans exercer pourtant aucune contrainte pour obliger les propriétaires à l'échange. D'un autre côté, l'Etat recourt à la coercition en reconnaissant, par exemple, à la majorité des propriétaires, majorité formée de façon à tenir compte du nombre des propriétaires et de l'importance des propriétés, le droit de demander et d'imposer à la minorité le remembrement. C'est la politique qu'ont pratiquée, avant la guerre, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et d'autres pays (54).

Depuis la guerre, la législation française et celle de beaucoup d'autres pays, s'est orientée peu à peu dans la même voie. La loi française du 27 novembre 1918 (appelée *loi Chauveau*) a confié les opérations du remembrement à des associations syndicales de propriétaires, et prévoit, sous certaines conditions, une contrainte à l'égard de la minorité récalcitrante. En effet, il suffit d'obtenir une certaine majorité en nombre et en superficie, pour que l'opération puisse être

(53) Cf. TRUCHY : Cours d'économie Polit., t. II, pp. 431-432, 2^e édit., 1927-1929. — H. et J. HITIER : Probl. actuels de l'agriculture, ch. III, Paris, 1923. — JOELIN : Le remembrement de la propriété en France (thèse), Paris, 1917. — GIRAULT : Le morcellement parcellaire en France, *Revue d'Econom. Polit.* de 1920. — Cf. aussi les statistiques publiées par M. LAUR, démontrant que les frais d'exploitation augmentent avec l'éparpillement des terres. (Statistische Erhebungen und Schätzungen auf dem Gebiete der Landwirtschaft, H. II, Brugg, 1925) et Em. VLIBERGH : Eléments d'économie rurale non-technique, pp. 61-63, Brascbaet, 1922.

(54) PHILIPPOVICH : *op. cit.*, pp. 227 et suiv. — Mathias KOMOR : La réforme agraire en Hongrie, pp. 34-35, Paris, 1929.

réalisée. La loi française comprend, en outre, une disposition habile, à savoir elle interprète l'abstention ou le silence des intéressés comme valant adhésion. Une loi spéciale du 4 mars 1919 a réglé la question pour les régions dévastées (55). Des mesures analogues ont été prises dans un grand nombre des pays, comme en Roumanie, en Yougoslavie et ailleurs (56).

On a souvent critiqué les mesures de contrainte en matière de regroupement, en faisant valoir que grâce à la libre divisibilité, après quelques générations, par les partages de succession, par les constructions et par les mariages, l'entremêlement existera de nouveau et qu'il y aura en plus, à la charge des propriétaires, les frais de l'opération qui sont assez élevés. Mais ces critiques ne peuvent être regardées comme sérieuses. Les expériences faites montrent que les frais sont largement compensés par l'augmentation de la valeur des fonds regroupés. Quant aux dangers de division pour l'avenir, il y a tout lieu de croire que par suite des avantages qui résultent du groupement des parcelles, ils seront considérablement diminués et en tout cas sérieusement retardés. En outre, ces dangers peuvent être réduits encore par des mesures législatives appliquées contre la libre division du sol. Il ne faut pas, en tout cas, oublier qu'il y a une limite naturelle au morcellement, au delà de laquelle le regroupement, en devenant une nécessité économique et culturelle, commence à se faire d'une façon, pour ainsi dire, spontanée.

IV. — Il reste à examiner un dernier point qui nous permettra de comprendre à quelles nécessités économiques répondait la réforme agraire en Grèce, à savoir l'organisation économique et technique de la grande propriété dans ce pays. Remplissait-elle les conditions qui constituent, selon ses partisans, la supériorité de la grande exploitation ? Aucun de ceux qui ont étudié la question agraire en Grèce ne peut l'affirmer.

(55) D^r CHAUVÉAU : Le remembrement de la propriété rurale, 1918. — H. et J. HITLER : Probl. actuels de l'agr. etc., chap. III, où on trouve aussi un exposé complet du problème du remembrement, effectué non plus entre propriétaires, mais aussi entre fermiers exploitants.

(56) Cf. Horace LAZAR : Etude Jurid. de la Réforme agraire Roumaine, pp. 130-131, Paris 1930. — Cf. aussi, Milan IVSIC : Les problèmes agraires en Yougoslavie, pp. 309 et suiv., surtout pp. 338 et suiv., Paris, 1926.

1° Il y avait la grande propriété et la petite culture. Sur 1.600 grands domaines fonciers, dont chacun avait une étendue variant entre 3 et 30 mille stremmes, il y en avait à peine 60 ou 70 qui pratiquaient la grande culture par faire-valoir direct. Tous les autres étaient cultivés par des paysans métayers. Une grande partie du territoire de ces domaines restait inculte et bon nombre de grands propriétaires, comme l'a constaté, pour la Thessalie, la Commission Parlementaire d'Enquête (57), préféraient les transformer en prairies naturelles et les louer comme telles, pour éviter les impôts et se décharger de l'obligation de les louer à des métayers. On peut avoir une idée des terres restant incultes, si l'on songe que les superficies cultivées, dans les provinces où la grande propriété prédominait, ont augmenté, après la réforme agraire, de plus de 80 %.

La culture prédominante et presque exclusive, pratiquée sur les grands domaines, était celle des céréales. Or, les 95 % de la production des céréales provenaient des petites métairies de 100 à 200 stremmes (10 à 20 hectares) et 5 % seulement étaient produits directement par les grands propriétaires (58). Les autres cultures à grand rendement, telles que les plantes industrielles et aromatiques, et les cultures maraîchères étaient presque exclusivement pratiquées par les petits propriétaires-cultivateurs. Le contraste entre les pauvres métairies de la Macédoine et les florissantes exploitations paysannes était frappant.

2° La grande propriété, en Grèce, n'a jamais montré l'esprit d'initiative et de progrès que ses partisans insistent à lui reconnaître. D'abord, la plupart des grands propriétaires étaient des *absentéistes*, vivant à l'étranger et ayant laissé l'administration de leurs domaines à des fermiers généraux illettrés qui exploitaient les paysans. M. Zographos, représentant de l'Union Foncière de Grèce au III^e Congrès d'Agriculture et un des plus grands propriétaires de la Thessalie, a reconnu que le personnel que les grands propriétaires utilisaient pour la gestion de leurs biens-fonds était peu préparés pour exercer cette fonction. Il a avoué, en outre, que la mauvaise situation de l'agriculture dans ce département était due pour une bonne part à cette cause (59). La

(57) Cf. Le rapport de la *Commission* dans l'« Annexe du Journal des débats parlementaires », Session B, Période II, 1896, p. 326.

(58) Cf. Sp. CHASSIOTIS : L'agriculture en Grèce (en grec), p. 4, Athènes, 1924.

(59) Cf. C. ZOGRAPHOS : Rapport présenté au III^e Congrès d'Agriculture. etc., p. 28, Athènes, 1912.

Commission Parlementaire d'Enquête de 1896 avait même proposé de frapper tous les absentéistes d'une taxe spéciale (60).

En second lieu, ceux des propriétaires qui étaient restés dans le pays s'étaient, en général, peu intéressés à appliquer une culture plus scientifique. La Commission Parlementaire de 1896 n'a pu trouver, en Thessalie, que *deux* propriétaires qui avaient fait des essais sérieux de culture scientifique. Comme le remarque M. Andréadès, dont la critique ne peut être par personne soupçonnée de partialité, « les grands propriétaires ne firent pas d'efforts bien marqués pour démontrer l'avantage de la grande propriété » (61). Il y eut quelques rares exceptions, comme M. Christaki-Zographos qui, en 1894, essaya d'introduire, dans le département de Triccala, des méthodes de production nouvelles et d'installer une grande industrie sucrière. Mais la méfiance des paysans pour tout grand propriétaire et l'indifférence des autres propriétaires qui n'ont pas suivi son exemple, ont condamné à l'insuccès cette excellente initiative qui échoua faute de pouvoir se procurer sur place les betteraves dont l'entreprise avait besoin.

3° Au point de vue technique et économique, la grande propriété ne présentait pas plus d'avantages. Comme le métayer devait fournir le matériel d'exploitation, celui-ci n'avait que peu progressé. Il y avait à peine une soixantaine de grands domaines, soit 4 % du nombre total, qui appliquaient la grande culture avec des machines un peu perfectionnées et une main-d'œuvre salariée. En Thessalie, plus de la moitié des charrues utilisées était en bois, et la situation était pire encore dans les départements nouvellement libérés. Enfin, la grande propriété subissait, aussi bien que la petite, la pénurie de capitaux. Il est caractéristique, à ce point de vue, que les grands propriétaires se plaignaient toujours du manque de capitaux d'exploitation.

En conclusion, on peut dire que la petite propriété paysanne n'avait rien à apprendre de la grande, mais au contraire qu'elle lui était de beaucoup supérieure. Comme le remarquait M. Chassiotis, ancien Directeur au Ministère de l'Agriculture, la Grèce doit la grande variété de sa production, non seulement à la configuration de son sol et à son climat, mais aussi à la petite propriété paysanne qui a toujours réussi, grâce au travail personnel de son propriétaire, à utiliser

(60) Cf. son rapport précité.

(61) Cf. ANDRÉADÈS : Les progrès économiques de la Grèce, p. 15, Paris, 1919.

plus avantageusement la terre, quoique disposant de moins de capitaux que la grande (62). Il est caractéristique qu'en Thessalie et en Macédoine, la petite propriété occupait à peine un quart de la superficie cultivée, pour la plupart dans les régions montagneuses, et que pourtant elle produisait les 40 % du produit brut agricole de ces régions.

V

Nous n'avons parlé jusqu'à maintenant que de la valeur économique de la grande et de la petite propriété en laissant de côté les arguments d'ordre social et politique. Mais c'est justement au point de vue social que la supériorité de la petite propriété s'affirme incontestable. On peut dire que les préférences dont la petite propriété jouit parmi les économistes individualistes, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, sont dues principalement aux avantages sociaux qu'elle présente. Rien de plus caractéristique à cet effet, que le changement survenu en la matière, dans la politique de la France, au cours du siècle passé. Pendant la Restauration, l'opinion dominante dans les cercles politiques dirigeants était plutôt favorable à la grande propriété, dont on a essayé la reconstitution par le moyen des majorats, etc. On voyait dans la grande propriété, selon l'expression de D'IVERNOIS, « l'arsenal, la citadelle et le corps de réserve des monarchies représentatives » (63). Quelques années plus tard, un changement complet s'est produit non seulement dans la politique de l'Etat, mais aussi dans la pensée des économistes et des sociologues. Ce revirement d'opinions n'était pas particulier à la France, mais commun à tous les pays. Les causes en sont multiples.

I. — On sait l'importance qu'on a toujours attachée à la conservation d'une nombreuse et prospère population agricole. Selon l'heureuse expression de M. Philippovich (64) elle constitue « le réservoir d'où les villes, dans leur puissant accroissement et dans leur grande

(62) *Op. cit.*, p. 5.

(63) Francis D'IVERNOIS : Matériaux pour aider à la recherche des effets passés, présents et futurs du morcellement de la propriété foncière en France, Genève et Paris, 1826. — On trouve une analyse des discussions parlementaires de cette époque, relative à la propriété paysanne, dans AUGÉ-LARIBÉ : Grande ou Petite propriété, pp. 54 et suiv.

(64) *Op. cit.*, pp. 34-35.

consommation d'individus, reçoivent une affluence sans cesse renouvelée ». C'est la partie de la population, continue-t-il, qui constitue « l'élément le plus puissant pour l'entretien des forces physiques de la nation, l'élément prépondérant du développement politique ». Mais cet énorme « réservoir » qu'est la population des campagnes commença, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, à tarir rapidement de sorte que certains économistes, comme *A. Wagner, Oldenberg et L. Pohle* se demandaient si l'industrialisation à l'excès des Etats civilisés de l'Occident ne devait pas les amener à partager le sort de Venise et de la Hollande (65). Craintes exagérées, sans doute, mais justifiées en apparence par le renversement de l'équilibre démographique auquel on assistait, à cette époque, dans presque tous les pays européens.

La rapide augmentation de la production industrielle, la multiplication des centres urbains et la prospérité croissante des villes ont eu comme conséquence d'attirer les forces actives de la campagne vers les villes et d'enlever ainsi à l'agriculture un important élément de production (66). D'autre part, l'énorme développement des moyens de communication et le bon marché du trafic avec les pays extra-européens ont fait naître, dans le dernier quart du XIX^e siècle, une redoutable concurrence pour l'agriculture nationale (67). Les prix des produits agricoles baissaient rapidement et la production agricole européenne se heurtait à des difficultés toujours grandissantes. Aussi, aux facteurs psychologiques qui poussaient la population agricole à émigrer vers les villes, s'ajoutèrent les facteurs économiques et l'appauvrissement lent mais progressif de l'agriculture européenne (68).

(65) Cité par HERKNER : *Die Arbeiterfrage*, 6^e éd., t. II, 1915.

(66) Cf. Em. VANDERVELDE : *L'exode rural et le retour aux champs*, Paris, 1910 ; *Idem* : *La question agraire en Belgique*, chap. II, Paris, 1902. — Sur la progression des villes depuis 1850, cf. le tableau donné par M. Maxime LEROY : *La ville française etc.*, pp. 102 et suiv., 1927. — Sur le problème plus général de la population et de la façon dont il a été envisagé par les économistes du XIX^e siècle, cf. Fr. NITTI : *La population et le système social*, Paris, 1897. Sur l'aspect national, social et militaire du problème, cf. HERKNER : *Die Arbeiterfrage*, t. II, ch. I.

(67) Cf. B. NOGARO et W. OUALID : *L'évolution du Commerce, du Crédit et des Transports depuis 150 ans ; surtout la troisième partie*, ch. I : *Les transformations des conditions matérielles du Commerce*, pp. 169 et suiv. ; et cinquième partie, ch. II, pp. 307 et suiv.

(68) Cf. VANDERVELDE : *op. cit.*, pp. 104 et suiv. Une des conséquences de la concurrence agricole extra-européenne fut la rétrogradation de la marche ascen-

A côté de ces causes pour ainsi dire externes à l'agriculture européenne, il y en avait d'autres internes celles-ci, qui appelaient l'intervention de l'Etat. L'affranchissement des paysans et le dégrèvement du sol, qui avaient été effectués dans la période précédente, n'ont pas eu toujours des résultats favorables pour la masse des paysans. Pour que la propriété paysanne libre soit constituée, il fallait qu'elle existât avant l'affranchissement. Or, ce n'était pas le cas pour la plus grande partie de l'Europe. A l'exception de la France, de la Suisse, de la Belgique, des Pays Scandinaves et de quelques pays allemands de la rive gauche du Rhin où la propriété paysanne était assez fortement constituée avant la Révolution française, dans le reste de l'Europe le mouvement d'émancipation a tourné, en fin de compte, au profit plutôt des grands propriétaires fonciers que des paysans.

Dans ces pays, le paysan, en devenant libre, n'avait plus à payer ni rentes, ni services, mais en même temps il perdait tous les avantages économiques que comportait pour lui la jouissance commune des forêts et des pâturages seigneuriaux. En plus, il devait dorénavant se contenter de l'exploitation d'une parcelle de terre insuffisante et chargée de l'obligation de dédommagement s'attachant au dégrèvement. Il pouvait par conséquent, à la suite d'une mauvaise récolte, tomber dans la misère ou dans les dettes, et perdre son champ et sa maison. Il en résultait pour la classe paysanne une extrême instabilité économique qui contribua à la formation d'un véritable prolétariat rural.

Le fait n'était pas nouveau. Il s'était produit, environ un siècle auparavant, en Angleterre, lors de la pratique des « *enclosures* ». C'était parmi les paysans dépossédés que la grande industrie naissante avait recruté la main-d'œuvre indispensable pour son rapide développement (69). Au XIX^e siècle, nous avons assisté à un phénomène analogue dans la plupart des pays de l'Europe Continentale. La Prusse

dante de la valeur de la terre, c'est ce qu'on a appelé la *contre-rente*. En France, p. ex. la valeur totale de la terre, après avoir monté de 61.189 millions de francs en 1851-53, à 91.184 millions en 1879-1881, est redescendue, en 1908-1912, à 61.757 millions. A la même période, le revenu par hectare a oscillé de la même façon. De 38 fr. en 1851-53, il monte à 53 fr. en 1879-1881, pour redescendre, en 1908-12, à 41 fr. V. Annuaire statist. de la France, 1917, p. 97. Cf. aussi, GIDE : Cours d'Economie politique, pp. 203 et suiv., 10^e édit., 1931.

(69) Paul MANTOUX : La Révolution industrielle au XVIII^e siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre, Paris, 1906 (trad. angl. remaniée, Londres, 1928). Cf. pp. 160-173 de l'édit. franç.

en est un cas typique. Au XVIII^e siècle, l'ouvrier rural se confondait avec le paysan. Il avait lui-même un lopin de terre qu'il travaillait pour son propre compte. Il n'existait pas de classe ouvrière agricole détachée du sol. Le salariat agricole fut créé par l'affranchissement des paysans et par le dégrèvement de la propriété foncière (70).

La modification ainsi survenue dans la composition économique et démographique des campagnes présentait un double inconvénient : social et économique. D'abord, il se créa une masse paysanne extrêmement mobile que rien n'attachait au sol national. La terre était souvent tellement accaparée par les grandes propriétés, qu'il ne restait aucun espoir, même aux paysans les plus actifs, de se créer une exploitation agricole. D'où aggravation de l'exode rural dédoublé, à partir de la fin du XIX^e siècle, par une émigration de plus en plus intense. Le dépeuplement de l'Irlande est un exemple probant de la néfaste influence que la mauvaise répartition de la terre exerce sur la population d'un pays (71). En outre, il se créait, au sein de la population paysanne, un élément d'instabilité politique et sociale, dont les intérêts et les aspirations se rapprochaient de plus en plus de ceux des ouvriers des villes et des centres industriels.

Au point de vue économique, l'exode rural prenait parfois de telles proportions qu'il se créait un manque de main-d'œuvre gênant extrêmement la bonne exploitation du sol occupé par la grande propriété. Ce n'était pas le seul inconvénient. La classe paysanne constitue partout le débouché le plus sûr et le plus rapproché de la production industrielle nationale. Par conséquent, son appauvrissement et sa diminution, par rapport au reste de la population, auraient pour résultat de rendre difficile le maintien de l'équilibre dans l'activité de la pro-

(70) PHILIPPOVICH : *op. cit.*, pp. 58-59.

(71) Les mêmes phénomènes de dépopulation ont apparu dans tous les pays où prédominait la grande propriété. L'Allemagne, pour réagir à la dépopulation de la Prusse Orientale, a dû recourir à la colonisation intérieure. En Tchécoslovaquie, dans les territoires dépendant de l'Autriche, 35.000 personnes s'expatriaient chaque année vers les pays d'outre-mer et 30.000 vers des pays européens. Cf. WALTERS : *op. cit.*, pp. 223-234, note. — Même situation en Pologne où, outre ceux qui quittaient le pays sans esprit de retour, il y avait environ 200.000 émigrants saisonniers par an. Enfin, en Esthonie, on évaluait, en 1917, le nombre des émigrants esthoniens à destination de la Russie à 250.000, c'est-à-dire à peu près le cinquième de la population totale. En plus, il y avait 100.000 à 150.000 émigrants à destination d'autres pays. Cf. *Revue Intern. du Travail*, janvier 1926.

duction intérieure et influenceraient désavantageusement l'économie nationale toute entière.

En présence d'un pareil état de choses, les Etats européens comprirent la nécessité d'enrayer l'exode rural, en attachant, autant que possible, les populations des campagnes au sol par les liens puissants de la propriété. C'est ainsi qu'ils ont depuis orienté leur politique vers la constitution ou l'encouragement de la petite propriété paysanne, d'autant plus que les Etats, à la suite de l'exaltation du nationalisme, voyaient dans la classe rurale, non seulement un élément par excellence conservateur et opiniâtrement attaché aux choses du passé, mais aussi la base de la force armée et de l'accroissement de la population.

II. — En Grèce, les inconvénients sociaux de la grande propriété n'étaient pas moindres. D'abord, toute une population vivait dans la plus grande misère. Selon les rapports de la Commission Parlementaire d'Enquête, en Thessalie, les métayers qui travaillaient sur les grands domaines étaient privés de tout. Ils habitaient dans des cabanes hideuses, qui d'ailleurs ne leur appartenaient pas, dans lesquelles n'entrait jamais un rayon de soleil. Ils vivaient dans des conditions sanitaires affreuses et les maladies décimaient les membres de leur famille. Socialement et politiquement, l'état des paysans se rapprochait de la condition des serfs. « L'accomplissement, disait le même rapport, de leurs devoirs de citoyens dépend de la tolérance et de la volonté des propriétaires qui brandissent sur leur tête le glaive de l'éviction » (72).

La haine sociale entre les cultivateurs et les propriétaires était telle que ces derniers, eux-mêmes, comprirent la nécessité de la réforme (73). Toutes ces provinces vivaient dans une agitation sociale permanente qui, dans les dernières années, se traduisait par des actes de violence. Les soulèvements des paysans de la Thessalie devinrent très fréquents. La production s'en ressentait beaucoup et, comme nous renseigne M. Zographos, par suite de la mauvaise alimentation, de la misère chronique et du manque de toute instruction, la productivité du travail des métayers et des ouvriers agricoles était tellement réduite que les propriétaires en profitaient peu. « Toute amélioration du mode de

(72) Cf. le rapport, *op. cit.*, p. 364.

(73) Cf. le rapport de leur représentant M. Constantin ZOGRAPHOS au III^e Congrès d'Agriculture etc. (*déjà cité*), pp. 44-50,

cultures, disait-il, est incompatible avec un pareil état de chose » (74).

Au point de vue démographique, les conséquences n'étaient pas moins néfastes. Dans les départements où prédominait la grande propriété, la densité de la population était très inférieure à celle du reste de la Grèce. Selon le recensement de 1920, dans la Vieille Grèce, elle était environ de 45 habitants par km², tandis qu'en Thessalie elle n'était que de 33. Dans les nouvelles provinces, la densité était un peu moindre, soit 40 habitants environ par km², mais celle de la Macédoine était encore moindre, c'est-à-dire à peine 29 habitants par km² (75). Il est vrai que ces départements n'ont été recouverts que tout récemment et la faible densité doit être attribuée pour une bonne part au régime économique et social ture. Mais ce facteur ne peut entrer en ligne de compte que pour les nouvelles provinces et non pour la Thessalie qui était libérée du joug ture depuis quarante ans. Il ne faut en outre oublier qu'il s'agit de départements agricoles, dont la population est extrêmement prolifique.

Enfin, dans les dernières années du siècle passé, nous avons assisté à une rapide dépopulation des campagnes helléniques due, d'une part au phénomène d'urbanisme dont nous avons parlé dans un chapitre précédent, d'autre part à l'émigration. Cette dernière s'aggrava surtout depuis le début du xx^e siècle et devint inquiétante. D'une étude approfondie de la question, faite en 1911, par le Vice-Président du Conseil des Ministres M. Répoulis, il résulte que, pendant ces années, la population agricole avait sérieusement diminué. En 1879, la proportion des agriculteurs était de 124 sur 1.000 habitants ; cette proportion tomba en 1907 à 94. Dans l'espace d'une dizaine d'années, 250.000 habitants avaient émigré à l'étranger, soit 9 % de la population totale de la Grèce. Le tableau suivant nous donne une idée de l'évolution de l'émigration pendant les vingt ans qui précèdent l'application de la réforme agraire (76) :

(74) *Loc. cit.*, pp. 277-28.

(75) Cf. Sp. CORONIS : Population et production, article publié dans la revue *Proche et Extrême-Orient*, n° 2, 1923, et Gr. HATZIVASSILIOU : « Le problème de la population en Grèce », dans l'*Archive des Sciences Economiques et Sociales*, t. 5 (1925), n° 3, pp. 262 et suiv.

(76) *Annuaire Statistique*, 1930, p. 136.

Années	Nombre d'émigrants	% par 1.000 habitants	Années	Nombre d'émigrants	% par 1.000 habitants
1898....	2.339	0,94	1908....	23.016	8,68
1899 ...	2.333	0,93	1909....	14.780	5,54
1900....	3.771	1,50	1910....	26.860	10 —
1901....	5 991	2,37	1911....	27.857	10,31
1902....	8.533	3,35	1912....	23.362	8,59
1903....	14.493	5,66	1913....	25.089	5,20
1904....	11.728	4,55	1914....	37.957	7,87
1905....	10.734	4,13	1915....	14.256	2,95
1906....	19.987	7,64	1916....	27.535	5,71
1907....	37.391	14,20	1917....	24.574	5,10

Le plus grand contingentement des émigrants provenait des classes rurales. D'après les statistiques officielles les émigrants étaient répartis par profession de la façon suivante (77) :

	Nombre	% du Total
Agriculture	82.263	22,2
Industrie	20.379	5,8
Commerce	18.008	5,5
Ouvriers non qualifiés et domestiques.....	270.345	50,8
Professions diverses	46.977	17,7
Total.....	468.972	100 —

Ce tableau ne nous donne qu'une idée incomplète du véritable pourcentage des émigrants provenant de l'agriculture, parce que la grande partie des personnes classées comme « *ouvriers non qualifiés et domestiques* » était en réalité des paysans s'étant installés depuis peu de temps dans les villes et qui, n'ayant pas réussi à s'y créer un métier, avait pris le chemin de l'émigration. Comme le remarquait alors M. Répoulis, le plus fort mouvement émigratoire se présentait dans les provinces où le problème agraire avait pris une forme aiguë, soit pour des raisons accidentelles (Péloponèse), soit pour des raisons de caractère permanent et général (78). M. Répoulis en citait deux principales : 1° le système défectueux de l'enseignement qui était fait

(77) Annuaire Statistique, 1930, p. 138.

(78) En Péloponèse, l'émigration s'aggrava surtout après la crise du raisin sec. Elle fut due en outre, au grand morcellement de la propriété foncière dans cette région. En Thessalie, par contre, elle était la conséquence de la prédominance de la grande propriété. Il est caractéristique, à ce point de vue, qu'en Thessalie les

pour satisfaire plutôt les besoins intellectuels de la bourgeoisie que pour servir les intérêts professionnels de la grande masse de la population ; la Grèce souffrait de l'hypertrophie de l'enseignement secondaire classique et du manque, presque complet, d'un enseignement professionnel (79) ; 2° la misère économique des classes agricoles, l'inexistence de tout programme de politique agraire et l'abandon complet à son sort de la petite propriété rurale, là où elle existait (80).

Au début, on a eu tendance à considérer l'émigration comme une source d'influence, d'expansion et d'enrichissement, mais on n'a pas tardé à comprendre le rôle productif et la valeur économique des émigrants. On se préoccupa, alors, d'enrayer l'exode rural et de limiter l'émigration qui ne privait pas seulement la terre de la main-d'œuvre indispensable et tarissait ainsi les sources du travail national, mais risquait de rompre l'équilibre démographique et économique existant entre les villes et les campagnes (81). Pour réussir, il fallait créer les conditions économiques et sociales propres à attacher les populations émigratoires au pays natal. La réforme agraire s'imposait.

grands propriétaires se plaignaient du manque de la main-d'œuvre agricole, mais les paysans préféraient émigrer qu'y rester.

(79) Emmanuel RÉPOULIS : *Etude sur l'émigration (en grec)*, pp. 43 et suiv., Athènes, Imprimerie Nationale, 1912.

(80) *Loc. cit.*, pp. 34 et suiv. Cf. aussi, TOURNAKIS : *Emigration et politique d'émigration en Grèce*, pp. 5 et suiv., Athènes, 1923.

(81) C'est surtout après la guerre que se manifeste un changement profond dans la politique en matière d'émigration des différents pays. Cf. sur cette question, Wil. OUALID : *L'émigration moderne. Les solutions internationales du problème de l'émigration*. (Semaine de conférences sociales du 24-29 mars. Discours et conférences publiés par le *Progrès de la législation du Travail*), Madrid, pp. 47-79 et 82 et suiv., 1924 ; *Idem* : *Cours sur l'émigration (1928-29)*, v. l'Introduction. — Cf. aussi : *Bureau Intern. du Travail* : *Emigration et immigration*, Genève, 1922 (important) et la *Chronique mensuelle des migrations*. — BUNLE et LEURANCE : *Les migrations internationales de 1901 à 1920*. — R. GONNARD : *Essai sur l'histoire de l'émigration 1928*. — Particulièrement intéressante est la politique suivie par l'Italie, qui ne se contenta pas d'élaborer toute une législation réglementaire pour pouvoir filtrer et restreindre l'émigration, mais elle a parallèlement recouru à une véritable colonisation agricole. Cf. sur cette question, Attilio OBLATH : *La politique italienne d'émigration et de colonisation*, dans la *Revue Internat. du Travail*, n° 6 de juin 1931, pp. 848 et suiv. — De même, la Russie s'efforce de fixer au sol, en Crimée, la main-d'œuvre juive en excédent dans les villes.

CHAPITRE XI

Evolution de la législation agraire depuis la guerre mondiale

- I. Socialisme agraire et individualisme démocratique : 1) leur influence sur la politique agraire des pays européens ; 2) leur influence en Grèce ; les tendances manifestées en la matière ; les premières lois de l'après-guerre.
- II. Principes généraux régissant la réforme agraire : 1) expropriation forcée des grands domaines ; 2) création d'exploitations familiales économiquement indépendantes ; 3) groupement des cultivateurs colonisés dans des coopératives obligatoires ; 4) indemnisation indirecte des propriétaires expropriés par des obligations foncières ; 5) protection des propriétés ainsi créées contre le danger du morcellement.
- III. Historique des lois agraires : 1) les lois agraires de 1917 à 1919 ; 2) les lois de 1920 ; 3) le remaniement de la législation agraire en 1921-1922 ; 4) les lois de 1923 et des années suivantes.
- IV. La législation en vigueur : 1) terres à exproprier ; 2) bénéficiaires de la réforme ; 3) procédure de l'expropriation ; 4) l'indemnisation du propriétaire.
- V. La solution de la question emphytéotique : 1) bref historique de la question ; 2) la solution donnée.
- VI. Le problème agraire aux îles Ioniennes : 1) évolution historique du régime agraire dans les îles ; ses particularités ; 2) les fiefs et leurs évolutions dans les temps modernes ; 3) le colonat partiaire à perpétuité et les baux emphytéotiques ; 4) l'abolition des charges foncières de caractère féodal et la résiliation légale du colonat et des baux emphytéotiques.

I

I. — A partir des dernières décades du XIX^e siècle, nous assistons, dans toute l'Europe, à un fort courant d'opinion qui tend à transférer la propriété rurale dans les mains de ses cultivateurs. Ce courant est alimenté par deux sources théoriques et idéologiques différentes. D'un côté, il y a les doctrines du *socialisme agraire*, auxquelles se rattachent celles du *réformisme agraire*. D'un autre côté, il y a les doctrines individualistes et démocratiques qui, par le morcellement de la grande propriété, tendent à renforcer le principe de la propriété

individuelle (1). Aucune des réformes agraires mises en application soit avant, soit après la guerre mondiale, n'a suivi strictement une doctrine déterminée. Toutefois, on peut dire que le socialisme agraire a trouvé un terrain plus favorable à la propagation de ces idées dans les pays anglo-saxons. Pourtant, il a eu certains représentants dans les pays latins (2). Dans ces derniers pays, les réformes agraires ont été plutôt orientées vers une distribution plus démocratique de la propriété foncière. Ici, l'individualisme démocratique a rejoint le socialisme, car par le partage des grands domaines entre les paysans, il a essayé de baser la propriété foncière sur le travail. On trouve la meilleure expression de cette conception dans la réforme agraire bulgare (Loi Stambolinsky) dont le but était, d'après sa propre expression, de créer la propriété paysanne fondée sur le travail.

II. — En Grèce, il est difficile de dire que la réforme agraire fût réalisée sous l'influence d'idées sociales bien déterminées. Les théories du socialisme agraire n'ont jamais trouvé des adeptes dans le pays, quoique la législation financière présente parfois des traces des idées de Henry George (3). Toutefois après 1911, la politique de l'Etat

(1) Il est intéressant à signaler qu'on a essayé, en France, de mettre en avant une *nouvelle* doctrine, celle du « *morcellisme* » qui, se réclamant des principes démocratiques de la Révolution Française, avait pour but de démontrer la *légitimité de la propriété ouvrière et paysanne*, en la distinguant de la grande propriété terrienne, basée sur la spoliation. Le « *morcellisme* » condamnait la *sociétisation* de la propriété, *contraire à la liberté du travail*, mais il condamnait en même temps la grande propriété et réclamait le morcellement de la terre afin que tous puissent y accéder par leur *travail*, qui serait le titre de justification de leur possession sur la terre. Cf. Camille SABATIER : *Le morcellisme*, Paris, Giard et Brière, 1907. — On y trouve une introduction de M. Maurice FAURE sur l'histoire du mouvement qu'on a tenté de créer autour de cette doctrine.

(2) Notamment, le baron COLINS en Belgique, LAVELEYE et WALRAS en France, LORIA en Italie, etc.

(3) Il s'agit notamment de l'imposition de la plus-value foncière, appliquée en Grèce par la loi n° 1642 de 1919. Le Ministre des Finances de l'époque, M. Negropontis, insistait, dans l'exposé des motifs de la loi, sur le fait que cet impôt est conforme aux théories de H. George et de St. Mill relatives à la rente. Cf. D. TANTALIDÈS : *Introduction sur la réforme de l'imposition directe en vigueur (en grec)*, Athènes, 1917. — HERKNER : *La question ouvrière (adaptation en grec par M. KALITSOUNAKIS)*, t. II, p. 186, note, Athènes, 1920. — P. DERTILIS : *Les théories sur la rente foncière et leurs applications*, extrait de la *Revue Économique et Sociale de la Grèce*, Athènes, 1929. — La loi de 1642, après avoir subi plusieurs modifications, fut abolie par la loi n° 4225 de 1929 et remplacée par un impôt spécial sur les transmissions des biens fonciers.

hellénique s'est orientée vers le partage des terres entre les paysans, et à ce point de vue les lois agraires grecques se rattachent à la législation agraire des pays latins. Jusqu'en 1916, on a voulu éviter l'expropriation forcée et, en s'inspirant de la réforme agraire roumaine et de celle de Bosnie-Herzégovine, on a pensé que la meilleure solution du problème consisterait à aider économiquement les paysans pour le rachat des *tchiflicks* (grands domaines) (4).

Selon les projets proposés dans cette période, une Caisse Agricole spéciale serait créée qui, à l'instar de celle existant déjà en Thessalie, procéderait à l'octroi des prêts aux paysans, à titre individuel ou collectif, pour l'achat des grands domaines en vente. Des Caisses Agricoles de cette nature fonctionnaient déjà, dans le même but, dans un certain nombre de pays européens, mais sans donner de résultats satisfaisants (5). Le Gouvernement libéral, alors au pouvoir, s'en rendit vite compte. Tous ceux qui ont étudié la question agraire, en Grèce et à l'étranger, insistaient sur la nécessité de donner une solu-

(4) Un fonctionnaire du Ministère des Finances, M. Elie Anastassiadès, fut envoyé en Bosnie-Herzégovine pour étudier sur place, entre autres problèmes, celui de la politique agraire suivie dans ces provinces par le Gouvernement Autrichien. Cf. EL. ANASTASSIADÈS : Rapport sur différents problèmes financiers de Bosnie-Herzégovine et de Serbie, Athènes, 1914. — Cette solution fut surtout réclamée par les grands propriétaires fonciers qui voulaient éviter, à tout prix, l'expropriation forcée. Cf. le Mémorandum de l'Union Foncière à l'Assemblée Nationale du 23 octobre 1910, publié sous le titre : *La Question Agraire en Thessalie*, (s. d.) et le rapport de son représentant, M. C. ZOGRAPHOS, au III^e Congrès de l'Agriculture, de l'Industrie, etc., *op. cit.*

(5) Il s'agissait des imitations, plus ou moins adaptées aux conditions agraires de différents pays, de la législation allemande relative à la colonisation intérieure où les *Banques de Crédit Agricole* ont joué un grand rôle dans la constitution des *Rentengüter*. En Hongrie, p. ex., on a créé en 1894 le *Fond colonisateur*, organisme spécial de colonisation, et plus tard, on a créé une Banque spéciale : l'*Altruista Bank*, ayant pour but de financer la colonisation. Cf. Mathias KOMOR : La réforme agraire en Hongrie, pp. 28-29, Paris, 1929. — Dans le même but, la Roumanie procéda, en 1908, à la création d'une *Caisse Rurale*. Cf. HORACE LAZAR : Etud. Jurid. de la Réforme Agraire Roumaine, pp. 36 et suiv., Paris, 1930. — En Bosnie-Herzégovine, on a créé, en 1895, la *Landesbank für Bosnien und Herzegovina*, qui octroyait des prêts aux agriculteurs pour l'acquisition de terres. Cf. ANASTASSIADÈS : *op. cit.*, p. 61. — En Russie, la *Banque des Paysans* reçut, en 1895, le droit d'acquérir des domaines privés pour les revendre, par petits lots, aux paysans. Cf. Ed. THÉRY : La Réforme Agraire Russe de 1906, p. 14, Paris (s. d.). Cf. aussi le projet élaboré, après la guerre, par MM. Caziot et Boret, visant la création en France, d'une *Caisse Nationale de la propriété paysanne*. V. CAZIOT : La terre à la famille paysanne ; V. BORET : Pour et par la terre. — AUSSI, H. et J. HITIER : Les problèmes actuels, etc., pp. 37 et suiv.

tion *rapide* et *radicale*, par l'expropriation forcée des grands domaines. Mais il fallait vaincre les résistances des grands propriétaires fort influents tant au sein du Parti Libéral, que dans les autres partis. C'est ainsi que la réforme agraire ne put commencer qu'en 1917, lors de la Révolution politique survenue à cette époque. Le Gouvernement provisoire de Salonique, voulant donner satisfaction aux désirs légitimes des populations rurales des nouvelles provinces qui le soutenaient, se souciant peu, comme tel, des obstacles constitutionnels et de la réaction des grands propriétaires, promulgua le 2 mai 1917 cinq décrets-loi sub numéros 2466 à 2470, prescrivant l'expropriation des grands domaines agricoles privés et la concession des domaines de l'Etat aux cultivateurs pour former de petites propriétés. Ces décrets-loi ont été d'abord appliqués en Macédoine ; mais peu après, quand le Gouvernement de Salonique s'installa à Athènes, leur application fut généralisée, avec certaines légères modifications, dans toute la Grèce en vertu de la loi 1072 du 29 décembre 1917. La Grèce devança ainsi, dans l'application de la réforme agraire, les autres pays balkaniques. En effet les textes législatifs concernant la réforme agraire, ne furent publiés dans ces pays que plus tard, à savoir au mois de décembre 1918 en Roumanie, et au mois de mai 1921 en Bulgarie.

Cette loi concernait : 1° la concession des domaines de l'Etat aux cultivateurs pour former des petits propriétaires ; 2° la concession des terrains en Macédoine aux anciens combattants ; 3° la réglementation des relations légales sur les terres qui, d'après la législation ottomane, appartenaient au domaine public ; 4° l'expropriation des biens-fonds ruraux ; et 5° les obligations à émettre par l'Etat dans le but de rembourser la valeur des propriétés foncières expropriées. C'est la loi fondamentale de la législation agraire hellénique. En même temps, on procéda à la constitution du Ministère de l'Agriculture qui jusqu'alors constituait une des directions du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie créé sept ans auparavant par la loi 3724 du 28 avril 1910. Selon le rapport présenté à la Chambre, le nouveau ministère était créé « pour veiller sur l'application de la réforme agraire et pour sauvegarder des usurpations les domaines revenus à l'Etat dans les nouvelles provinces ».

Avant de procéder à l'analyse de la législation agraire, il est indispensable de connaître les principes qui régissent la loi de 1917.

11

Les principes, sur lesquels la nouvelle loi se basait, peuvent être résumés en cinq : 1° la colonisation simultanée des paysans dépourvus de terres sur les biens-fonds de l'Etat et les grands domaines privés expropriés ; 2° la création des exploitations familiales économiquement indépendantes ; 3° le groupement des cultivateurs colonisés dans des coopératives obligatoires ; 4° l'indemnisation indirecte des propriétaires expropriés par des obligations foncières ; 5° enfin, la protection des propriétés qui seraient ainsi créées contre le danger du morcellement excessif.

I. — La loi prévoyait la création de petites propriétés paysannes à culture directe moyennant la distribution des terres appartenant à l'Etat et aux personnes morales publiques, et l'expropriation forcée des grands domaines privés et ecclésiastiques. L'aliénation du domaine foncier de l'Etat apparut indispensable parce que : d'abord, son exploitation, directe ou indirecte, par l'Etat est peu profitable au point de vue économique ; en suite, il y avait toute raison de craindre que des usurpations n'aient lieu comme il est arrivé avec les biens nationaux. Cette crainte était d'autant plus justifiée que, dans les nouvelles provinces, les rapports juridiques entre les possesseurs de la terre et l'Etat Ottoman, auquel l'Etat Hellénique avait succédé, étaient très mêlés.

A ce point de vue, il faut distinguer les terres dites *Im-Lakia*, dont l'Empire Ottoman était propriétaire direct, et les terres *érazi-ï-mirié*, sur lesquelles il n'avait qu'une sorte de droit éminent. Les terres de la première catégorie sont devenues propriété de l'Etat et leur distribution aux paysans qui les cultivaient, ne présentait pas des difficultés. Quant aux terres de la seconde catégorie, très étendues surtout en Macédoine, la question était plus complexe. L'Etat Hellénique devait, soit se contenter d'une sorte de copropriété et continuer, sous une forme mieux adaptée à la législation grecque, le régime préexistant, soit procéder au dégrèvement de la propriété foncière tout en prenant des mesures pour sauvegarder les droits du Trésor. La première solution présentait beaucoup des inconvénients. D'abord, le contrôle des exploitants pour la perception annuelle des droits de

l'Etat sur la récolte serait difficile et inopérant. En second lieu, à cause de l'inexistence des livres fonciers et des cadastres, l'entremêlement des droits de l'Etat et du propriétaire donnerait l'occasion à des abus et, en tous cas, entraverait la bonne exploitation du sol. Enfin, il y aurait pas mal d'inconvénients au point de vue fiscal.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement opta pour la liquidation du droit de copropriété. Dans ce but, fut publié le décret-loi 2468 du Gouvernement Provisoire qui fut, ensuite, ratifié par la loi 1072. La solution donnée consistait à reconnaître au propriétaire des terres *érazi-ï-mirié* le droit de pleine propriété sur les 4/5 du domaine, le reste revenant en pleine propriété à l'Etat. Sur le cinquième de ces terres, l'Etat pourrait dorénavant établir des cultivateurs dépourvus de propriétés. Une solution analogue fut adoptée, en 1914, par la Roumanie qui obligea les propriétaires des terres *érazi-ï-mirié* de la nouvelle Dobrutza de céder à l'Etat le tiers de leurs domaines (6). L'Etat a pris, par le même décret-loi, deux mesures extrêmement favorable aux petits propriétaires et aux cultivateurs. D'une part, tous les cultivateurs possédant des biens *érazi-ï-mirié* ne dépassant 60 stremmes de terre labourable ou 10 stremmes de terre plantée, furent exemptés de toute obligation de rendre à l'Etat le cinquième de leurs fonds et reconnus comme propriétaires absolus de leurs lopins. D'autre part, les cultivateurs cultivant des terres *im-lakia* ont été, par présomption, reconnus propriétaires des maisonnettes qu'ils habitaient dans le domaine. Enfin, des dispositions spéciales prévoyaient la distribution de terres aux combattants.

On a alors critiqué la loi 1072 de déclarer l'expropriation des propriétés privées en même temps que la distribution des terres de l'Etat, tandis qu'il fallait commencer par cette dernière mesure et ne recourir à l'expropriation qu'en cas d'ultime nécessité. Ces critiques sont très peu fondées. L'Etat ne pouvait disposer de la plus grande partie de domaines occupés lors des guerres balkaniques qu'après la guerre mondiale et la signature des traités de paix qui devaient décider de leur sort. En outre, le transport et l'établissement des cultivateurs loin de leur lieu natal n'est pas toujours ni facile, ni profitable.

(6) Cf. le rapport présenté à la Chambre par le Ministre de l'Agriculture de l'époque, M. MICHALACOPOULOS, publié dans la revue d'Athènes *Néos Eon*, t. A, n°s 8 à 11, surtout p. 291.

II. — Le second point qui doit retenir notre attention, ce sont les dispositions de la loi de 1917 relatives à la constitution des lots paysans. D'abord, l'expropriation des grands domaines ne devait pas être complète. Le législateur estimait qu'il y avait un intérêt économique à ce que la grande propriété subsiste à côté de la petite, parce que, par son exemple et son adaptation aux progrès de la technique agricole et de la science agronomique, elle pouvait être utile à l'éducation professionnelle des paysans. Par conséquent, seule la partie des grands domaines qui serait jugée indispensable pour l'établissement des cultivateurs sans terre, serait expropriée (7). Ainsi la loi exceptait de l'expropriation les propriétés ayant une étendue de moins de 1.000 stremmes et cultivées en céréales. En outre, elle déclarait inexpropriable le tiers de tous les autres domaines, sauf le cas où la densité de la population à coloniser exigeait l'expropriation au delà de cette limite. Alors, le minimum inexpropriable était réduit à 1.000 stremmes (décret 2459, art. 1).

En second lieu, la loi se gardait bien de fixer l'étendue des lots à créer et, à ce point de vue, elle s'éloignait nettement du principe suivi par les lois agraires d'avant-guerre en Thessalie. L'étendue des terres à céder à chaque colonie agraire devait être déterminée, suivant chaque cas particulier, par décision ministérielle afin que l'exploitation directe du lot accordé à chaque famille paysanne puisse suffire à sa subsistance (Décret-loi 2466, art. 2). Les bénéficiaires de la loi étaient, en principe, tous les cultivateurs du domaine exproprié, sans aucune distinction entre colons partiaires et simples exploitants temporaires (art. 3), mais tous n'étaient pas appelés en même temps au partage.

III. — L'établissement des cultivateurs sur les domaines expropriés ne se ferait plus dorénavant individuellement, mais collectivement. Dans ce but, les colons qui devaient se partager un domaine exproprié, étaient groupés en une coopérative *obligatoire*, fonctionnant sous le contrôle d'un fonctionnaire relevant du Ministère de l'Agriculture. C'est à cette coopérative que la possession des domaines était cédée, jusqu'au partage définitif des lots entre ses membres (8). Cette solu-

(7) Cf. Le rapport de M. MICHALACOPOULOS, *op. cit.*, pp. 234-235.

(8) Des solutions analogues ont été adoptées par plusieurs lois agraires d'après-guerre, notamment en Pologne, en Autriche, en Yougoslavie, en Esthonie, etc. Cf.

tion présentait certains avantages appréciables. 1) Les livres fonciers et le cadastre manquaient complètement. Par conséquent, la concession des terres expropriées individuellement aurait retardé la réforme agraire pendant des années et des années, parce qu'il aurait fallu topographier et délimiter bien les parcelles à accorder à chaque famille. Cette difficulté serait surmontée grâce à la constitution des *coopératives*. De cette façon, on obtiendrait deux résultats satisfaisants : d'une part, les paysans entreraient immédiatement en la possession du domaine exproprié ; d'autre part, ils seraient dispensés de l'obligation de payer au propriétaire le bail ou la portion de la récolte convenue, et ils n'auraient qu'à verser à l'Etat un intérêt annuel de 6 % sur le prix de la terre acquise et une annuité de 1½ % à titre d'amortissement. 2) La coopérative était dirigée par un fonctionnaire qui s'occupait de la perception régulière des annuités d'amortissement afin d'éviter tout retard dans leur paiement. Cela facilitait, aussi, l'achat ou la location pour le compte des paysans, des machines agricoles et l'octroi de crédits que les colons auraient eu des difficultés à se procurer seuls.

IV. — La loi de 1917 s'est éloignée de la législation d'avant-guerre sur un autre point, à savoir la façon d'indemniser les propriétaires expropriés. Elle s'écarta, en effet, des dispositions de l'article 17 de la Constitution qui, en cas d'expropriation, prescrivait l'indemnisation *préalable* du propriétaire, et introduisit le système du paiement de l'indemnité en obligations foncières payables à des intervalles plus ou moins longs. Cette solution fut l'objet de critiques sévères surtout après la dépréciation de la monnaie nationale. On lui a reproché d'être inconstitutionnelle et injuste, parce qu'elle privait les propriétaires fonciers de leurs domaines, sans aucune indemnisation réelle et immédiate. Nous aurons l'occasion d'examiner plus bas certaines propositions tendant à remplacer ce mode de paiement. Pour le moment nous devons remarquer que cette mesure, discutable peut-être au point de vue constitutionnel, était inévitable au point de vue pratique. L'Etat ne parviendrait jamais à se procurer immédiatement les res-

WAUTERS : La réforme agraire en Europe, pp. 163 et suiv. La caractéristique propre à la législation hellénique consiste en ce que les coopératives prévues par les lois agraires étaient *obligatoires*, tandis que dans la plupart des autres législations agraires elles étaient plus ou moins librement organisées.

sources nécessaires pour indemniser tous les propriétaires expropriés et la réforme risquerait de rester, pour cette raison, lettre morte. C'est ce qui a d'ailleurs poussé bien d'autres pays à recourir à de pareilles mesures (Roumanie, Russie etc.). En outre, pour atténuer la rigidité de cette solution, le législateur a pris certaines dispositions pour assurer aux expropriés un revenu égal à la rente que leur procuraient leurs domaines, et l'Etat a garanti le remboursement des obligations émises à cet effet.

V. — Enfin, la nouvelle loi introduisit, pour la première fois, certaines mesures pour protéger les petites propriétés issues de son application contre le danger du morcellement excessif. Ce sont les mesures que nous avons caractérisées dans le chapitre précédent comme « *préventives* ». Presque tous les pays de l'Europe avaient pris, avant la guerre, des mesures législatives de ce genre. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, l'application des principes égalitaires du Code Napoléon en matière de biens agricoles apparut pleine d'inconvénients, tant au point de vue économique que social. On sait la campagne menée par Le Play et son école pour la constitution de la *famille-souche* dans laquelle son auteur voyait la conservation du patrimoine familial et la consolidation de l'autorité paternelle. Il paraît que Le Play fut influencé et que, jusqu'à un certain point, il a emprunté son système au régime coutumier de la propriété rurale à un seul héritier, maintenue jusqu'à son époque en Allemagne et connue sous le nom d'« *Anerbenrecht* ». Ce système consistait en la transmission indivise du bien à un ou plusieurs héritiers, moyennant le paiement, aux autres héritiers, d'une soulte (*Entschädigung*) fixée proportionnellement à une taxation modérée de la valeur du bien (9).

Mais cette institution fut combattue par les économistes libéraux et ne trouva jamais beaucoup de partisans dans les pays de civilisation latine. L'esprit individualiste de ces pays a cherché le remède contre les inconvénients de la libre divisibilité du sol, soit dans une modération de la liberté testamentaire en matière de biens fonciers,

(9) PHILIPPOVICH : *op. cit.*, pp. 102 et suiv. et pp. 135 et suiv. — HERMÈS : *Anerbenrecht*, dans « *Handw. d. Stw.* », 2^e édit. — BRENTANO : *Ueber Anerbenrecht und Grundeigenthum*, Berlin, 1895. — En Angleterre, il existait depuis une époque très reculée une institution analogue, à savoir la succession *ab intestat* à la propriété foncière du fils aîné.

soit dans l'institution anglo-saxonne du « homestead ». La Suisse nous offre l'exemple d'une politique suivie dans la première de ces directions. L'article 616 du Code Civil Suisse laisse à chaque législation cantonale le soin de fixer un certain minimum d'étendue au-dessous duquel le morcellement d'un bien foncier est interdit. L'article 612 du même Code précise que les biens qui ne peuvent être partagés sans subir une diminution notable de leur valeur, doivent être attribués à un seul héritier (10).

Le « *homestead* » consiste à la constitution, soit par testament ou par donation, soit par une déclaration devant notaire, de « *biens de familles* » qui, comme tels, deviennent indivisibles et insaisissables. Par ce moyen, est assurée, au petit propriétaire, la possession inattaquable de son coin de terre et de son foyer (11). Cette institution fut introduite d'abord au Texas, en 1839, et ensuite dans la plupart des États de l'Union de l'Amérique du Nord, dont 46 possèdent actuellement une loi de « *homestead* » (Law of Homestead and Exemption). Le succès qu'il a connu en Amérique facilita son introduction au Canada, et ensuite dans plusieurs pays de l'Europe. En France, cette institution fut introduite par la loi du 12 juillet 1909 sur l'institution des *biens de famille*, mais la loi française comporte certaines atténuations à l'*inaliénabilité* de ces biens et permet au propriétaire de renoncer, sous certaines conditions, à la constitution déjà accomplie du patrimoine familial (12).

(10) Cf. H. et J. HITIER : Problèmes actuels de l'agriculture, p. 56. — En France, se manifesta depuis la guerre un fort courant en faveur, soit de la suppression de l'égalité du partage, soit de la modification de ce principe dans le sens de la législation suisse. Un projet de loi fut même déposé à la Chambre et voté par elle le 7 mars 1924, ayant pour but de modifier les articles 859 et 866 du Code Civil. La Société des Agriculteurs de France avait émis, le 12 mars 1925, un vœu en faveur de la modification de ces mêmes articles « en vue d'assurer la transmission intégrale en ligne directe de la propriété agricole ». Elle demanda, en outre, la modification des articles 826 et 832 du *Code* de telle sorte que toute propriété rurale formant un ensemble cultural puisse être attribuée à l'un des copartageants etc. Dans un sens analogue se prononça le XI^e Congrès International d'Agriculture. Cf. V. BORET : Pour et par la terre, pp. 189 et suiv., Paris, 1921. — H. BRUN : Le domaine rural, pp. 103-104. — IVSIC : Les problèmes agraires etc., pp. 310 et suiv., Paris, 1926. V. aussi les ouvrages déjà cités de MM. AUGÉ-LARIBÉ : Le paysan français après la guerre ; P. CAZIOT et ROGER-GRAND, etc.

(11) Cf. BUREAU : Le homestead, Paris, 1897. — TRUCHY : Cours d'Econ. Polit., t. II, pp. 432 et suiv. (édit. 1927-28).

(12) Au début, la constitution de *biens de famille* ne pouvait porter que sur

La législation hellénique n'a jamais connu de restriction relative-ment à la libre disposition et transmission des biens fonciers. C'est pourquoi le morcellement de la propriété était plus accentué dans les régions libérées de bonne heure et ayant vécu, par conséquent, plus longtemps sous le régime successoral du droit romain. La loi agraire de 1917 a cru utile d'introduire, pour la première fois, l'institution du *homestead* en faveur des propriétés paysannes qui seraient créées à la suite de la réforme agraire. Aux termes de l'article 11 du décret-loi 2466, en cas de décès du propriétaire, le lot doit revenir à un des cohéritiers qui est obligé de dédommager les autres. La désignation du nouveau propriétaire se fait à l'amiable et, en cas de désaccord des cohéritiers, par le Juge de paix qui tire au sort.

Cette disposition est due au souci du législateur de protéger les nouveaux propriétaires contre le danger de l'endettement hypothécaire de son bien, et d'éviter le morcellement excessif des lots après la mort des premiers propriétaires (13).

Mais ces avantages sont contrebalancés par certains inconvénients que les économistes libéraux n'ont pas manqué de souligner à l'occasion de l'introduction des institutions analogues à d'autres pays. 1° La restriction du droit de succession ne favorise, ni l'individualisme, ni l'égalité parmi les membres d'une famille. 2° L'héritier qui reprend le bien familial se voit souvent obligé de s'endetter pour indemniser ses cohéritiers et, en tous cas, est obligé de disposer dans ce but de ses économies qui lui manqueront ensuite pour l'exploitation et la mise en valeur de sa terre. 3° Une partie des terres est ainsi soustraite à la libre circulation et par là les prix des biens fonciers s'élèvent à des niveaux exceptionnellement forts.

Aux critiques libérales s'ajoutent celles des économistes agraires qui apparaissent plus fondées encore. D'après ces derniers, si ces restrictions offrent un moyen sûr de conservation de la propriété rurale, elles ne favorisent pas pourtant le développement de la classe rurale et la conduisent nécessairement à une décroissance continue par rapport aux autres classes citadines. En outre, si l'industrie ne se développe pas parallèlement de façon à absorber le surplus de la main-d'œuvre agricole qui, de la sorte se créera inévitablement, il se

des biens d'une valeur maximum de 8.000 francs. Aujourd'hui, la limite s'est élevée à 40.000.

(13). Cf. MICHALACOPOULOS : Rapport etc., *op. cit.*, pp. 267-268.

formera toute une population déracinée du sol qui grossira le prolétariat urbain et exercera une pression défavorable sur le marché du travail national (14).

Le rapporteur de la loi de 1917 n'ignorait pas ses inconvénients, mais il faisait remarquer : 1° qu'il n'y avait pas d'injustice à l'occasion, parce qu'il s'agissait de propriétés créées pour la première fois et que, par conséquent, la loi ne portait pas atteinte à des droits acquis des héritiers ; 2° que les enfants n'ayant rien à espérer de l'héritage familial, seraient obligés de chercher à temps un autre métier productif ; 3° enfin, qu'il espérait une rapide évolution de l'industrie du pays et une amélioration des cultures qui permettraient non seulement l'absorption du surplus des agriculteurs, mais aussi la diminution du minimum déclaré inaliénable et indivisible, afin de pouvoir augmenter le nombre de lots (15). Nous aurons l'occasion de voir, si les espoirs du législateur furent confirmés par les faits.

III

I. — La loi de 1917 a subi de profondes modifications par de nombreuses lois qui vinrent élargir successivement son application. Le premier remaniement fut effectué par la loi n° 1686 de janvier 1919, votée à la suite des protestations et des réclamations des paysans de la Thessalie et, en général, de la Vieille Grèce. La loi 1072, en généralisant l'application des décrets-lois agraires du Gouvernement Provisoire de Salonique, a cru utile d'apporter certaines modifications dans le but de favoriser la grande culture intensive. Ainsi, elle a d'abord limité les catégories des bénéficiaires et exclu du partage les simples journaliers ruraux. En second lieu, tandis que l'expropriation des grands domaines situés en Macédoine pouvait être *totale*, en Thessalie et dans les autres provinces elle ne serait que *partielle*, le grand propriétaire pouvant conserver le tiers ou, tout au moins, 1.000 stremmes de son domaine. Enfin, le délai pour que l'Etat exerce le droit d'expropriation selon la procédure sommaire de la nouvelle loi, était très court, soit deux ans pour la Thessalie, huit ans pour la Macédoine et trois ans pour les autres

(14) Cf. aussi les remarques faites en Grèce sur ce sujet par M. Etienne ANASTASSIADÈS : La réglementation des problèmes agraires etc., pp. 45 et suiv.

(15) Cf. MICHALACOPOULOS : *op. cit.*, pp. 269-270.

départements. Ces délais écoulés, l'expropriation ne pouvait se faire qu'avec la procédure prescrite par la Constitution, c'est-à-dire par la voie judiciaire et après l'indemnisation *totale et préalable* des propriétaires expropriés.

Ces dispositions apparurent bientôt préjudiciables, surtout aux paysans du département de Triccala où, à cause de la densité de la population, la terre disponible par cultivateur était insuffisante. On risquait, par conséquent, de créer des exploitations paysannes pas viables (16). En outre, faute de cadastre, l'expropriation s'effectuait très lentement et il était impossible d'achever la colonisation dans les délais prévus par la loi (17). Pour donner satisfaction aux justes réclamations des paysans de ce département, on a voté la loi 1686 de 1919 qui réduisit le *minimum inexpropriable*, réservé au propriétaire dans le département de Triccala, au dixième seulement du domaine, et non pas au tiers, comme auparavant. Pour contrebalancer la perte ainsi subie par le propriétaire, la dernière loi lui reconnaissait le droit de réclamer à l'Etat la concession, en Macédoine, d'un autre domaine étatique d'une valeur égale à la moitié des obligations foncières qu'il avait reçues comme indemnité pour l'expropriation de son bien-fond (art. 3).

II. — La loi que nous venons d'examiner, n'était que la préface d'une réforme plus radicale qui devait s'effectuer quelques mois plus tard. La loi de 1917, parfaite peut-être dans ses principes, contenait pourtant beaucoup de lacunes qui rendaient son application difficile. Le législateur, soucieux de respecter autant que possible les dispositions de la Constitution relatives à l'expropriation, finit par établir une procédure fort compliquée. Le ministre de l'époque : M. Cafandaris, remarquait, dans son rapport à la Chambre, qu'avec la procédure en vigueur on n'arriverait jamais à exproprier plus de 50 domaines par an et que, comme il y avait 1.500 domaines à exproprier, la réforme ne serait pas achevée avant 30 ans. Une autre lacune de la loi de 1917 consistait en ce qu'elle ne comprenait pas de règles précises quant à la fixation de l'indemnité due aux propriétaires expropriés. Il s'agissait, surtout, de préciser si l'indemnité devait comprendre, en plus de la valeur vénale

(16) Cf. WOGASLIS : La question agraire en Thessalie et spécialement dans le département de Triccala, 2^e édit., Athènes, 1919.

(17) Le fait que cette loi n'a pu être appliquée que sur un seul grand domaine, celui de Harvati (Attique), montre combien ces craintes étaient justifiées.

d'avant-guerre du domaine, la plus-value due, non pas à des améliorations culturales du propriétaire, mais à d'autres causes indépendantes de lui-même. Enfin, il fallait établir une distinction précise entre les familles agricoles proprement dites et les familles s'occupant à des besognes agricoles accessoires, et faire une détermination de l'étendue des lots qui devaient être accordés dans l'un et l'autre cas (18).

Ce sont ces imperfections que la loi 2052 de 1920 est venue réparer.

1° Afin de décongestionner le service central de colonisation du Ministère de l'Agriculture et d'accélérer l'établissement des paysans, la nouvelle loi procéda à la décentralisation des services de colonisation. Dans chaque département intéressé à la réforme, une *Commission d'Expropriation* fut constituée ayant pour mission de résoudre à titre définitif toutes les questions relatives à l'expropriation et à l'établissement des colons sur les domaines expropriés, et de se prononcer à titre consultatif sur le montant de l'indemnité à accorder au propriétaire (art. 14 et suiv.). En outre, des dispositions spéciales étaient prévues pour la rapide concession aux colons des domaines de l'Etat, grâce à la suppression de la plupart des formalités exigées pour l'expropriation des domaines privés (art. 24).

2° En ce qui concerne l'indemnité des propriétaires, la loi a établi une distinction entre l'accroissement normal de la valeur de la terre, par suite des événements économiques et démographiques habituels, et l'augmentation anormale due aux circonstances extraordinaires créées par la guerre. Seule la première augmentation des prix de la terre pouvait entrer en ligne de compte dans l'estimation de l'indemnité (art. 19). Et pour mieux protéger les paysans, la loi prescrivait que l'indemnité ne pouvait en aucun cas être supérieure à la valeur du domaine avant la guerre, augmentée de 30 %.

3° Enfin, la nouvelle loi distinguait les lots accordés aux agriculteurs proprement dits qui devaient être suffisants pour nourrir la famille des colons établis, et les *lots supplémentaires*, octroyés à ceux qui exerçaient une profession agricole accessoire. Ces derniers lots ne pouvaient pas dépasser 10 stremmes (art. 8).

Malgré ces modifications, on prévoyait que l'expropriation définitive exigerait beaucoup de temps, durant lequel la plus grande incertitude

(18) Cf. l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi de M. CAFANDARIS du 25 novembre 1919. — Voir aussi la *Revue Néohellénique*, Athènes, 31 octobre 1919,

règnerait entre les paysans à établir et les propriétaires. Pour éviter les inconvénients, économiques et sociaux, que cette situation pouvait engendrer, on a voté, en 1920, une seconde loi sub N° 2521, qui permettait aux métayers des propriétés non définitivement expropriées, de s'approprier la récolte de leurs cultures, moyennant le paiement d'une petite indemnité aux propriétaires. La loi exigeait, dans ce cas, que les domaines en question fussent déjà soumis à la procédure de l'expropriation (art. 2), et que les cultivateurs fussent réunis en des « *coopératives de métayers* » ayant pour but de verser ultérieurement au propriétaire l'indemnité prévue par la loi pour la récolte appropriée (art. 3). Cette indemnité serait égale à l'intérêt annuel de 6 % de la valeur représentée par le domaine, augmentée des frais d'expropriation (art. 6). De cette façon, le cultivateur acquerrait la possession réelle du domaine.

Ces deux lois, dues surtout à l'initiative de *M. Kafandaris*, marquent une étape dans la législation agraire hellénique. Elles témoignent du désir sincère du législateur d'apporter une solution rapide et efficace au problème agraire. Malheureusement, leur application fut arrêtée quelques mois plus tard, par suite du changement politique survenu après les élections de 1920. Le Gouvernement qui succéda à celui des Libéraux, se trouvant sous l'influence des grands propriétaires fonciers, a voulu procéder à la révision de la loi 2052 et sous divers prétextes abrogea, en novembre 1921, les décrets déjà publiés relatifs à l'expropriation de 150 grands domaines (19). Pendant le peu de temps que la loi de 1920 fut appliquée, 63 grands domaines furent expropriés et partagés aux paysans, dont 59 se trouvaient en Thessalie.

III. — Les années de 1921 et 1922 marquent une période de réaction agraire et de régression manifeste de la réforme. Sous prétexte de mieux protéger les intérêts de la production et des paysans eux-mêmes contre les prétendues dispositions démagogiques de la législation agraire en vigueur, le nouveau ministre de l'Agriculture : *M. Tertipis* déposa, en octobre 1921, un projet de loi qui visait au remaniement total de la loi 2052. Dans son ardeur de rénovateur, le nouveau ministre procéda même à l'abrogation de la loi 2521 relative à la concession aux

(9) Cf. MYLONAS : La législation agraire et sa réforme, dans *l'Archive des Sciences éconóm. et sociales*, t. II, p. 74.

agriculteurs de la récolte des domaines expropriables, mais, devant l'agitation paysanne que la mesure provoqua, on dut revenir plus tard sur cette décision. D'après l'exposé des motifs du nouveau projet de loi, la législation en vigueur était « *démagogique, anti-sociale et peu profitable tant aux paysans, qu'aux propriétaires* ». On accusait la loi 2052 de rendre difficile la colonisation complète des paysans à cause des dérogations établies en faveur des propriétaires, notamment celle qui exceptait de l'expropriation le tiers de chaque domaine ou tout au moins 1.000 stremmes. On lui reprochait aussi de n'établir aucune distinction entre les métayers proprement dits et les simples exploitants agricoles, tandis qu'il aurait fallu prendre des mesures spéciales surtout en faveur des premiers. Par un curieux mélange d'idées, on lui reprochait d'être en même temps hostile à la grande propriété et de permettre l'expropriation totale des grands domaines dans des cas où cela n'apparaissait pas indispensable (20).

Nous ne pouvons pas nous étendre davantage sur cette analyse, mais il est indispensable de connaître les idées avec lesquelles on a essayé de justifier la réforme de la loi de 1920, pour être à même de mieux juger la loi issue de cette tentative. Le nouveau projet de loi provoqua une grande agitation parmi les paysans et ne put venir en discussion devant la Chambre qu'après de longs mois de tergiversations, pour être voté en hâte sous la pression gouvernementale, sans que le ministre responsable soit présent pendant la discussion parlementaire (21). Vers la fin de juillet 1922, le projet fut définitivement voté et devint la loi agraire n° 2922. Les principales dispositions de la nouvelle loi peuvent être résumées comme suit :

1° sous prétexte d'offrir plus de garanties aux expropriés, elle introduisait une procédure d'expropriation longue et compliquée, en exigeant, avant la déclaration d'un domaine comme expropriable, une « *étude préalable de chaque cas concret* » (art. 11) ;

2° elle exceptait de l'expropriation tous les grands domaines exploités

(20) Cf. l'exposé des motifs communiqué à la III^e Assemblée Nationale de 1920-22. — On trouve une critique très approfondie et détaillée de ce projet dans l'article précité de M. MYLONAS.

(21) L'initiateur du projet, M. Tertipis, s'est vu remplacé au Ministère de l'Agriculture par M. Argyros qui n'a pas voulu prendre la responsabilité d'appuyer le vote du projet. C'est pourquoi il a été défendu devant la Chambre par le Président du Conseil M. Gounaris.

directement par les propriétaires et comme tels la loi désignait les domaines dont l'exploitation se faisait d'une autre façon que par des *colons partiaires traitant directement avec le propriétaire* (art. 5, § 12) ; ainsi étaient exclus d'expropriation les domaines cultivés par des petits fermiers ou par des fermiers généraux, même si ces derniers cédaient les domaines à des métayers, car alors ceux-ci ne relevaient pas directement du propriétaire ;

3° elle restreignait le nombre des bénéficiaires de la réforme, d'abord parce qu'elle distinguait les colons partiaires et les métayers des autres cultivateurs, en ne reconnaissant le plein droit d'établissement qu'au premier ; ensuite parce que, même dans ce cas, le droit d'établissement était réservé (art. 5, § 11) aux seuls métayers possédant les moyens d'exploitation (22) ;

4° en s'écartant du principe posé par les lois antérieures qui s'abstenaient de fixer les limites des lots paysans, la nouvelle loi réduisait l'étendue des lots entre un minimum de 70 et un maximum de 160 stremmes, selon le département (art. 8, § 1) ; en réalité, les lots étaient plus petits encore parce que, dans l'évaluation de leur étendue, la loi faisait entrer la part revenant par *indivis* à chaque colon des forêts et des pâturages communs, ainsi que des terrains réservés à la construction des écoles, des places, des routes etc., pour la nouvelle localité ;

5° elle augmentait l'indemnité due aux propriétaires et les charges incombant de ce chef aux métayers : l'indemnité qui jusqu'alors pouvait osciller jusqu'à 20 fois le revenu annuel d'avant-guerre du domaine, était maintenant fixée définitivement au vingtuple et pouvait, en plus, être augmentée pour cause de plus-value de 20 à 40 %, au lieu de 30 % ; en outre, le taux de l'intérêt payé par les cultivateurs

(22) V. aussi le décret du 13 octobre 1922 relatif « aux cultivateurs ayant droit d'établissement sur les domaines expropriés ». Cette restriction avait été présentée comme dictée par le souci de ne pas compromettre la productivité des nouvelles propriétés. En réalité, elle était très peu justifiée, comme le prouve le fait que tous les métayers établis jusqu'alors en Thessalie, s'élevant à 4.296, avaient réussi à cultiver leurs lots sans exception, même quand ils ne disposaient pas de moyens d'exploitation suffisants. En outre, parmi les 799 simples cultivateurs également établis, il n'y en avait que 79 qui n'avaient pas cultivé leurs lots, dont 19 étaient soldats. Cf. MYLONAS : Examen critique de la nouvelle loi agraire, dans l'*Archive des Sciences écon. et soc.*, t. II, p. 463. — La solution la plus naturelle, dans le cas en question, serait d'équiper les cultivateurs avec les moyens d'exploitation qui leur manquaient et d'organiser mieux le crédit agricole.

installés dans les domaines expropriés, pour le paiement de la valeur de leurs lots, fut élevé de 6 % à 7 ½ % ;

6° enfin, elle supprimait les coopératives obligatoires des paysans (23) et abolissait les règles relatives à la succession unique des lots des nouveaux propriétaires, sans prendre aucune autre mesure de protection contre le morcellement excessif de ces propriétés.

IV. — On voit que cette réforme, présentée au début comme inspirée par des préoccupations *pro-agraires*, a tourné finalement contre les paysans. La loi 2922 n'a été appliquée que sur 9 domaines, dont l'expropriation ne fut pas d'ailleurs définitive (27). La catastrophe de l'Asie-Mineure et les événements politiques et sociaux qui l'ont suivie, ont amené le nouveau Gouvernement à prendre des mesures radicales pour achever, le plus rapidement possible, la réforme agraire et pour établir les réfugiés-agriculteurs arrivés en masse dans le pays. La nouvelle législation agraire fut inaugurée par le décret-loi du 15 février 1923 qui constitue la base de toute la législation postérieure. Le nouveau décret-loi ne se contenta pas d'abolir la loi de 1922, mais il apporta aussi de sérieuses modifications dans la législation agraire antérieure.

1° Il a élargi encore le nombre des bénéficiaires de la réforme, en déclarant comme ayants droit à participer au partage des grands domaines tous ceux qui avaient comme profession principale l'agriculture (art. 1, § 2).

2° Il a aboli toutes les exceptions préétablies en faveur des grands propriétaires. Dorénavant, tous les grands domaines étaient déclarés expropriables, sauf : a) les terres cultivées personnellement par le propriétaire ou les membres de sa famille ; b) les terres couvertes de plantations sur lesquelles les cultivateurs ne conservaient aucun droit. Dans tous les autres cas l'expropriation était totale (art. 2 et 3).

(23) L'institution de ces coopératives fut l'objet, à l'époque, de vives critiques, mais l'expérience ne les a pas justifiées. On trouve un résumé de la discussion dans un article de M. SIMONIDE publié dans les *Annales de la mutualité et de la coopération agricole*, Paris, mars-avril 1923. — L'utilité des coopératives obligatoires a été défendue par M. MYLONAS, dans l'*Archive des Sciences éconóm.* etc, t. II, pp. 86-87. Dans la pensée du législateur, les *coopératives obligatoires* devaient servir à imposer l'*unité* dans l'exploitation des domaines morcellés et à favoriser l'octroi de crédits aux nouveaux propriétaires.

(24) EVELPIDIS : *op. cit.*, p. 29, note 4.

3° L'expropriation — et nous touchons à la principale innovation du décret-loi — était déclarée par décision du ministre de l'agriculture, publiée dans le « Journal du Gouvernement ». *Dès cette publication et avant toute indemnisation, la propriété des biens-fonds déclarés expropriables revenait à l'Etat* (art. 9).

4° La possession des domaines cultivés par des métayers était immédiatement cédée aux *coopératives obligatoires* groupant leurs cultivateurs, auxquels le propriétaire transmettait dorénavant le droit de jouissance du domaine.

5° L'Etat, à cause de la dépréciation de la monnaie, s'engageait à verser aux propriétaires expropriés une indemnité supplémentaire.

Ce décret-loi fut ultérieurement modifié et complété par d'autres qui autorisaient l'expropriation partielle des domaines qui, bien qu'exploités directement par leurs propriétaires, n'étaient pourtant pas cultivés d'une façon scientifique (25). Comme le besoin de terres s'accusait de plus en plus, surtout à cause de l'établissement des réfugiés, un nouveau décret-loi du 4 septembre 1924 est allé plus loin encore. D'abord, il a limité davantage les exploitations directes réservées jusqu'alors aux propriétaires. L'étendue des terres laissée dans ce cas aux propriétaires expropriés ne pouvait pas dépasser, en général, 350 stremmes, et dans certaines régions (Thessalie, Epire, Macédoine, Thrace etc.) 100 stremmes (art. 2). Une exception était faite pour certaines catégories de personnes que la loi voulut avantager (soldats et anciens combattants, agronomes etc.). En second lieu, il a aboli la distinction existant jusqu'alors entre les métayers et le reste des ayants droit à l'établissement. De cette façon, ces derniers pouvaient dorénavant, en se constituant en coopératives obligatoires, entrer immédiatement en possession et en jouissance des terres qu'ils cultivaient (art. 6). Dans le même esprit fut publié, plus tard, le décret-loi du 24 novembre 1925 qui limita davantage la superficie inexpropriable laissée aux propriétaires.

IV

La multitude des lois agraires rendait très difficile leur application et, dès que les circonstances l'ont permise, le Ministère de l'Agricul-

(25) V. les décrets-lois des 25 mars, 6 juin, 17 août, 17 octobre et 13 décembre 1923.

ture procéda à leur codification. Dans ce but, on a publié la « loi agraire » du 15 octobre 1926 qui constitue actuellement la base de la législation en vigueur (26). Avant d'étudier les résultats de son application, nous devons procéder rapidement à une analyse sommaire de ses dispositions.

I — *Terres à exproprier*. La loi distingue deux catégories de domaines : ceux qui sont sujets à *expropriation totale* et ceux dont l'expropriation ne peut être que *partielle*. Sont sujettes à *expropriation totale* :

1° les terres appartenant à l'Etat, aux municipalités, aux monastères, aux fondations religieuses et, en général, aux personnes morales de droit public (art. 2 de la Codification) ; l'expropriation est prononcée sans tenir compte de leur étendue ou de la nature des cultures pratiquées, sauf s'il s'agit des plantations, des forêts et des pâturages qui ne peuvent être expropriés ;

2° les domaines fonciers appartenant à des propriétaires résidant habituellement à l'étranger (*absentéistes*) ;

3° les terres privées cultivées par métayers, ainsi que celles qui, cultivées autrefois par des métayers, se trouvent actuellement en *location* entre les mains d'anciens métayers ou des membres de leur famille (art. 2, b.).

Sont sujettes à *expropriation partielle* : toutes les terres privées qui sont exploitées en *faire-valoir direct* et dont l'étendue dépasse les limites ci-dessous indiquées (art. 11). Comme *faire-valoir direct*, est entendue l'exploitation qui se fait par des salariés agricoles sous la direction du propriétaire, à son compte et à ses risques, ainsi que la location à des tierces personnes qui exploitent la terre louée à *faire-valoir direct* (art. 10). Dans ce cas, le tiers du domaine échappe à l'expropriation, mais en aucun cas l'étendue des terres ainsi laissée au propriétaire ne peut dépasser un maximum de 2.000 stremmes, ni être inférieur à un minimum de 500 stremmes. Par exception, quand il s'agit d'installer dans le domaine exproprié une industrie agricole d'utilité commune, on peut laisser au propriétaire le tiers de son domaine, même si cette fraction dépasse le maximum des 2.000 stremmes.

(26) Voir cette codification dans le *Journal du Gouvernement* n° 370 (fasc. A) du 22 octobre 1926.

Sont exceptés de l'expropriation :

1° les terres labourables cultivées personnellement par le propriétaire ou les membres de sa famille, quand leur étendue ne dépasse pas 100 stremmes en Thessalie, en Epire et en Macédoine, et 300 stremmes dans le reste de la Grèce ; une exception est faite en faveur des agronomes et des élèves diplômés des écoles agronomiques qui peuvent garder jusqu'à 300 stremmes, sous condition de les cultiver d'une façon scientifique et exemplaire (art. 3) ;

2° les plantations et les cultures arbustives qui existaient jusqu'au 1^{er} juillet 1924, les pâturages et les forêts (art. 6, 7 et 8) ;

3° enfin, les grandes installations d'industries agricoles, ainsi que les petites, quand ces dernières ne sont pas indispensables à l'exploitation du domaine exproprié.

Ces règles générales sont soumises à une dérogation importante, introduite d'abord par l'article 16 du décret-loi du 24 novembre 1924 et conservée, ensuite, dans l'article 24 de la Codification de la loi agraire. Aux termes de ces articles, le ministre de l'agriculture a le droit de *réquisitionner* les domaines agricoles indispensables à l'établissement des réfugiés, et à la réquisition est assimilée (art. 25) la simple *occupation de fait* du domaine. Or, dans ces cas, l'expropriation du domaine est permise, même si celui-ci devait être excepté de l'expropriation soit à cause de son étendue, soit pour d'autres raisons (art. 27).

II. — *Bénéficiaires de l'expropriation* : En principe, tous les cultivateurs du pays et tous les réfugiés agriculteurs ont droit à l'établissement, à condition : a) qu'ils soient privés de propriété ou qu'ils en aient une insuffisante ; b) qu'ils aient 21 ans accomplis. Sont privés de tout droit d'établissement : les personnes ayant commis certains crimes, celles ayant vendu les lots acquis en vertu de la loi agraire 2052, et les fils de paysans aisés dont les parents disposent d'assez de terres pour leur en concéder (art. 29). Tous les ayants droit à l'établissement ne sont pas appelés à faire valoir en même temps leurs revendications. La loi agraire les distingue en catégories et les appelle au partage l'une après l'autre, tant qu'il reste des terres disponibles dans le domaine exproprié. Ainsi sont appelés par ordre de préférence (art. 28) :

1° les cultivateurs indigènes habitant dans le domaine exproprié ; dans cette catégorie la préférence est donnée : a) aux cultivateurs hommes mariés ; b) aux veuves de cultivateurs ayant des enfants mineurs ; c) aux orphelins mineurs de cultivateurs ; d) aux cultivateurs hommes majeurs et non mariés ;

2° les réfugiés (27) et les cultivateurs habitant dans le domaine, mais travaillant dans un autre domaine où ils ne peuvent pas être établis ;

3° les cultivateurs habitant sur des domaines voisins où leur établissement n'est pas possible.

Tous ces bénéficiaires ont le droit de recevoir un lot agricole complet, dont l'étendue doit être telle qu'une famille agricole puisse s'en nourrir. Les cultivateurs ayant une propriété insuffisante reçoivent un lot de terres complémentaire. A côté de ces bénéficiaires, il y en a deux autres catégories auxquelles la loi accorde un lot diminué, à savoir : a) les cultivateurs âgés de plus de 65 ans ou incapables de travailler, et les veuves d'agriculteurs n'ayant pas d'enfants célibataires qui reçoivent un *lot de subsistance*, dont l'étendue varie selon les circonstances ; b) les habitants du village exerçant un métier utile à l'agriculture, qui reçoivent un lopin de terre propre à l'installation d'une maisonnette et d'un jardin potager, et dont l'étendue ne peut jamais dépasser 5 stremmes (art. 30 à 33).

Indépendamment de ces catégories, la loi prévoit (art. 114) la concession *gratuite* de terres, dans les nouvelles provinces, aux anciens combattants et aux soldats ayant pris part à la guerre, qui se sont fait distinguer et ont reçu la médaille militaire. Les terres ainsi cédées doivent être cultivées personnellement par les bénéficiaires ou les membres de leurs familles. Leur expropriation ou leur location sont interdites durant les dix premières années, après leur concession, sans la permission préalable du Conseil de Colonisation (art. 116).

III. — Procédure de l'expropriation. L'expropriation se fait en trois étapes : 1) la déclaration du domaine comme expropriable et la transmission de la possession à la coopérative de cultivateurs ; 2) la répar-

(27) Aujourd'hui, l'établissement des cultivateurs indigènes étant considéré comme presque achevé, le Ministère de l'Agriculture tend à appeler les réfugiés à la première catégorie, avant les indigènes. Voir l'art. 167 du projet de loi agraire déposé à la Chambre le 16 février 1932 par le Ministre actuel de l'Agriculture :

M. ALEXANDRIS.

tition du domaine exproprié aux ayants-droit par la Commission d'Expropriation et le règlement définitif par elle des différentes questions relatives à l'expropriation ; 3) enfin, la fixation de l'indemnité due au propriétaire par le tribunal et la transmission définitive du domaine exproprié à la coopérative.

1° L'expropriation est déclarée par arrêté du Ministre de l'Agriculture désignant les domaines expropriés. Dès la publication de l'arrêté dans le « *Journal du Gouvernement* », les domaines deviennent, sans aucune autre disposition, propriété de l'Etat (art. 40). Le Directeur du bureau départemental ou local de colonisation invite alors les ayants-droit à établissement à se constituer en *coopérative obligatoire*, à laquelle sont obligés d'adhérer tous les métayers aspirant au partage du domaine (art. 42). Après la constitution de la coopérative, le service local de colonisation lui cède la possession provisoire du domaine et aide son conseil d'administration à le répartir provisoirement entre ses membres et à établir le programme de son exploitation. La coopérative se charge en outre de l'administration des étendues d'utilité commune (prairies, bois, carrières, moulins à eau etc.).

La coopérative fonctionne sous le contrôle du service de colonisation qui lui attache, en qualité de secrétaire, un de ses fonctionnaires. La tâche du secrétaire est d'aider la coopérative à l'accomplissement des devoirs que la loi lui assigne et de veiller à la perception régulière des sommes dues par la coopérative, soit à l'Etat, soit au propriétaire exproprié. Dès la déclaration de l'expropriation et la transmission du domaine en la possession de la coopérative, cette dernière doit déposer annuellement, au nom du propriétaire, à la Caisse des dépôts et consignations, le *loyer d'expropriation* qui correspond à l'intérêt de 8 % par an de l'indemnité due au propriétaire, augmentée pour cause de plus-value de 50 %. Le *loyer d'expropriation* est fixé provisoirement par le chef du bureau de colonisation et réparti entre les membres de la coopérative proportionnellement à l'étendue cultivée par chacun d'eux. Ce loyer cesse d'être payé après la transmission du droit de propriété à la coopérative.

2° Après la constitution de la coopérative, commence l'arpentage du domaine par les services techniques du Ministère de l'Agriculture. Dans chaque département intéressé à la réforme agraire, on nomme une ou plusieurs *Commissions d'expropriation*, composées de trois membres,

dont l'un est un juge du tribunal de première instance, l'autre est un agronome de l'Etat, et le troisième un fonctionnaire civil (art. 65 et s.). La *Commission d'Expropriation* a pour tâche : 1) de classer en catégories, selon l'ordre de préférence indiqué par la loi, les membres de la coopérative et de radier ceux qui n'ont pas droit à établissement ; 2) de déterminer la nature des lots auxquels chacun des membres a droit (lots complets ou de subsistance, etc.) ; 3) de fixer l'étendue de terres qui sera définitivement adjugée à la coopérative ; 4) enfin, de se prononcer à *titre consultatif* sur l'indemnité à payer au propriétaire et, en général, de trancher toute question intéressant la coopérative. Les décisions de la Commission d'Expropriation, sur tous ces sujets, sont *définitives* et *irrévocables* (art. 67, § 2).

La publication de la résolution de la Commission d'Expropriation est suivie par la distribution provisoire du domaine aux ayants-droit (art. 79). Une Commission spéciale de trois membres, dont l'un est agronome, l'autre topographe et le troisième un fonctionnaire représentant le Ministre de l'Agriculture, procède à la délimitation des étendues laissées définitivement à la coopérative et distribue aux membres de la coopérative les lots que la Commission leur a adjugés. Dès ce moment, la possession définitive du domaine est conférée à la coopérative.

3° La troisième phase de la procédure d'expropriation consiste à la détermination de l'indemnité due au propriétaire exproprié, par le Tribunal de Première Instance. La décision du Tribunal, fixant l'indemnité, n'est soumise à aucun recours. Après sa publication et sa notification au Ministre de l'Agriculture, ce dernier transmet par un acte de concession la propriété du domaine à la coopérative qui procède à sa répartition *définitive* entre ses membres. Les lots deviennent à ce moment leur propre propriété, mais, tant que les acquéreurs n'ont pas rempli toutes leurs obligations financières envers l'Etat, les lots sont *ipso facto* hypothéqués en faveur du fisc (art. 88, § 3).

IV. — L'estimation de l'indemnité est faite, d'abord par la Commission d'Expropriation, et à titre définitif par le Tribunal de Première Instance. L'indemnité doit être égale au *revenu net* annuel d'avant-guerre du domaine, multiplié sur vingt (art. 73, § 2). La valeur d'avant-guerre est, ensuite, augmentée de 20 à 40 %, selon le cas, à titre de plus value, et le total de ces deux sommes constitue l'indemnité que les

cultivateurs établis sur le domaine doivent payer au propriétaire par l'intermédiaire de l'Etat. En outre, l'Etat en prenant en considération la dépréciation de la monnaie nationale, verse aux propriétaires expropriés une somme supplémentaire égale aux 50 % de la valeur d'avant-guerre du domaine (art. 74).

L'indemnité est payée au propriétaire par l'Etat sous forme d'obligations foncières, payables en trente ans et rapportant un intérêt de 8 % par an (art. 102-103). Leur émission est faite par le Ministère des Finances par tranches de 25 à 50 millions de drachmes. Les obligations sont garanties par les recettes que le fisc doit réaliser grâce aux versements des paysans colonisés. En plus, la loi confère à ces obligations certains privilèges, tels que : 1) l'acceptation de ces obligations, à leur valeur nominale, par les Caisses publiques à titre de *caution* envers le Trésor ; 2) l'investissement, en pareilles obligations, des avoirs des orphelins ou mineurs, quand la loi permet un emploi lucratif de leur fortune ; 3) leur dépôt à titre de gage à la Caisse des dépôts et consignations ; 4) le paiement en de pareilles obligations des terres vendues par l'Etat au porteur de ces obligations etc. (art. 112).

La question de l'indemnité a donné lieu à de vives critiques, d'abord parce que l'évaluation de l'indemnité se fait en valeur d'avant-guerre, ensuite parce que le paiement ne se fait pas en espèces, mais en obligations qui ne sont payables immédiatement. On a trouvé, par conséquent, le système injuste pour les propriétaires, et on a proposé d'autres solutions. Une de ces propositions tendait à évaluer la valeur des domaines en *or* et à obliger les paysans de payer les annuités en or, afin que ces dernières subissent les variations de la monnaie par rapport à l'or. On a, aussi, proposé d'évaluer l'indemnité en *produits agricoles*, et spécialement en blé. Les annuités seraient calculées en blé, mais payables en *espèces* selon les variations annuelles du prix du froment.

Les inconvénients de ces deux solutions sont évidents : 1° Les nouvelles exploitations paysannes auraient à supporter des charges énormes et auraient bientôt succombé sous leur poids. 2° Il en résulterait une grande incertitude quant aux obligations de nouveaux propriétaires qui leur serait très nuisible. Une troisième proposition consistait à évaluer les domaines à leur valeur réelle en or pendant l'avant-guerre et de payer cette valeur avec une *monnaie spéciale* émise par l'Etat, représentative de l'or, ayant comme couverture, non pas le métal jaune,

mais la rente des domaines expropriés (28). Cette dernière solution, sans remédier à aucun des inconvénients précités, aurait en outre le grand désavantage d'exercer une mauvaise influence sur les finances publiques et l'économie nationale, car elle pousserait à la pire inflation.

Il est vrai que l'indemnité payée aux propriétaires est loin de représenter la valeur réelle des biens expropriés. Grâce aux différentes augmentations que la loi permet en faveur des propriétaires, l'indemnité s'élève au triple de la valeur d'avant-guerre en drachmes-papier, mais en réalité, elle n'est que le cinquième de cette valeur en drachmes-or (29). Cette diminution de l'indemnité est due à la dépréciation excessive de la monnaie nationale, et non pas à une lacune de la loi agraire. Les propriétaires fonciers ne sont pas les seuls qui en ont souffert. Toutes les couches sociales, dont le revenu ou les avoirs consistaient en drachmes, ont subi également les conséquences de la dépréciation. Vouloir imposer aux paysans établis par la réforme agraire des indemnités en or ou exiger de l'Etat des indemnités supplémentaires sur la base de la valeur-or des domaines expropriés, ce serait pousser les premiers dans la misère, et le second dans une impasse économique et financière.

V

Parallèlement au démembrement de la grande propriété, on procéda à la réglementation de la question emphytéotique et au dégrèvement des charges foncières qui grévaient encore la propriété rurale dans certaines provinces.

I. — Les baux emphytéotiques avaient pris, dans certaines provinces une grande extension. On les rencontrait surtout en Péloponèse (Corinthe, Egialie, Olympie) et en Attique. Leur constitution est due surtout à deux causes : 1) l'accaparement du sol par certains grands propriétaires, et surtout par les Monastères, qui n'étaient pas disposés ou ne pouvaient pas vendre leurs domaines ; 2) la pauvreté des cultivateurs qui ne pouvant, faute de crédit, acheter de la terre, se contentaient de

(28) Cf. ANAGNOSTOPOULOS : L'indemnité des domaines expropriés etc., dans *Elefteros Typos* du 24 juillet 1924 ; *Idem* : La réforme agraire, p. 53 etc., Athènes, 1929.

(29) EVELPIDIS : La réforme agraire en Grèce, p. 22, note 1.

contracter des baux emphytéotiques qui leur offraient une plus grande garantie et une plus forte stabilité vis-à-vis des propriétaires. Ces baux ont pris une grande extension surtout dans les dernières décades du siècle passé à cause de l'intérêt que présentait alors l'exploitation des vignobles. Les baux emphytéotiques consistaient en ceci : le propriétaire cédait au paysan une terre inculte que ce dernier devait planter et cultiver à ses frais. Sur la plantation ainsi créée, le propriétaire de la terre conservait la propriété *éminente* et le planteur acquerrait la propriété *utile*. Le dernier avait le droit d'exploiter et de jouir du vignoble sous condition de payer au propriétaire la rente annuelle convenue (canon) qui variait de 25 à 35 % du revenu brut.

II. — Depuis la guerre, par suite de l'augmentation des frais de culture et de la crise du commerce des raisins secs, les baux emphytéotiques devinrent désavantageux et accablants pour les paysans (30) qui réclamèrent leur résiliation.

La loi agraire 2052 prévoyait l'expropriation forcée des domaines emphytéotiques dépassant 1000 stremmes, mais cette mesure fut jugée insuffisante et on a procédé peu après au vote de la loi n° 2189 de 1920 qui régla *ad hoc* la question emphytéotique.

La nouvelle loi a, d'abord, diminué la part du revenu payée au propriétaire à 20 % au maximum, en apportant ainsi un premier soulagement aux emphytéotes. En second lieu, elle a permis aux emphytéotes de racheter la propriété éminente sans aucune restriction quant à l'étendue des biens emphytéotiques (art. 1). Le droit de rachat était accordé à tout emphytéote qui cultivait le bien, soit personnellement, soit avec les membres de sa famille, pendant au moins dix ans (art. 2). Par exception, avait droit au rachat l'emphytéote qui, quoique n'exploitant personnellement le bien qu'en partie, était pourtant dépourvu de terre propre on n'en avait qu'insuffisamment.

L'indemnité due au propriétaire était égale à la valeur de la terre nue au moment où elle avait été cédée à l'emphytéote. A cette valeur, on ajoutait 30 % comme plus-value de la terre réalisée après sa plantation. L'indemnité était fixée, selon une procédure sommaire, par le

(30) Selon une statistique de M. Evelpidis, la valeur de la terre et le revenu des propriétaires des biens emphytéotiques ont, de 1914 à 1920, triplé. Au contraire, le revenu de l'emphytéote couvrait à peine ses frais d'exploitation. Cf. EVELPIDIS : Programme agraire, p. 58, note 2.

Président du Tribunal de Première Instance, et devait être payée par l'emphytéote en 3 ans.

La loi de 1920 fut complétée et rectifiée par les lois 2926 et 2927 de 1922. La première de ces lois introduit deux innovations en faveur des emphytéotes : 1) Elle a aboli la distinction entre les emphytéotes exploitant personnellement et ceux utilisant en partie des salariés agricoles (art. 1^{er} § 2), distinction défavorable aux seconds. 2) Elle prescrit que les baux emphytéotiques qui seront contractés dans l'avenir, cesseront d'être valables 33 ans après leur constitution et, à cette date, l'emphytéote acquerra *ipso jure* la pleine propriété du bien, sans aucune indemnisation du propriétaire (art. 4). Enfin, la loi 2927 reconnaît à l'emphytéote le droit de demander le rachat de la propriété éminente même s'il a reçu le bien emphytéotique planté par son propriétaire. Mais dans ce cas, l'emphytéote doit l'avoir cultivé au moins pendant vingt-cinq ans. A cette législation, on doit ajouter la récente loi 5222 du 24 juillet 1931 qui permet le paiement de l'indemnité due au propriétaire en *dix* ans, au lieu de *trois*. Cette modification fut dictée par le souci de protéger les anciens emphytéotes contre le danger du paiement, en très courts délais, des indemnités très élevées adjugées parfois par les Cours d'Appel aux propriétaires.

Pendant les dernières années, un grand nombre d'emphytéotes ont profité de la nouvelle législation, mais nous n'avons pas de statistiques précises. D'après les enquêtes faites à ce sujet, il paraît que le nombre des emphytéotes est aujourd'hui sans importance. En outre, ceux qui n'ont pas racheté le droit éminent du propriétaire, ont réussi à faire reviser les conditions de leurs baux, en sorte, que cette question ne présente plus beaucoup d'intérêt.

VI

I. — Le problème agraire fut plus compliqué dans les îles Ioniennes et surtout dans certaines d'entre elles, notamment à Corfou et à Zante (31). Dans ces îles, il fallait, d'une part libérer la terre des

(31) Sur les questions relatives à la vie économique en général des îles Ioniennes, il faut consulter l'ouvrage fondamental de M. ANDRÉADÈS : L'administration économique des îles Ioniennes pendant la domination vénitienne (en grec), 2 t., Athènes, 1914. — Sur l'histoire de la question agraire, on trouve une collection complète d'études et de brochures, publiées immédiatement après l'annexion des

charges féodales qui la grévaient encore, d'autre part réglementer les rapports existant entre les propriétaires fonciers et les cultivateurs qui étaient issus de deux formes spéciales de l'emphytéose et du colonat partiaire à perpétuité.

Ayant échappé à la domination turque, les îles Ioniennes furent, à partir de la prise de Constantinople par les Francs, successivement occupées par les fédataires et les princes Francs du Péloponèse, par le royaume de Naples et de Sicile, et enfin par la République Vénitienne qui les a gardées jusqu'au XVIII^e siècle. Les institutions agraires de Byzance n'ont jamais disparu complètement dans ces îles, mais elles ont subi l'influence des institutions féodales de l'Occident. De cette façon, il s'est produit un régime agraire mélangé qui, tout en ayant emprunté les formes extérieures du féodalisme occidental, a conservé, quant au fond, beaucoup de traits de l'ancien régime byzantin. A ce point de vue, l'évolution du *bail à cens* est caractéristique. Introduit dans les îles Ioniennes à l'époque de Croisades, il s'est confondu peu à peu avec l'emphytéose et le colonat partiaire auxquels il s'est enfin presque assimilé (32). Par là s'explique la forme spéciale que ces deux dernières institutions présentaient surtout à Corfou et à Zante. On rencontre une évolution analogue du régime agraire dans d'autres pays qui ont vécu dans des conditions historiques semblables, notamment en

îles à la Grèce, dans la Bibliothèque de la Chambre des députés. Cf. surtout les études suivantes publiées en grec : J. TYPALDOS : La féodalité et l'agriculture aux îles Ioniennes, Athènes. Imprimerie Nationale, 1864. — Alex. DAMASKINOS : Le système agraire en Corfou, Corfou, 1864. — N. GÉRAKARIS : La propriété en Corfou, Corfou, 1911. — P. CHIOTIS : Rapport historique et documents relatifs aux fiefs de Corfou. — « *Collection des débats sur la question agraire de Corfou à la III^e session de la Chambre Hellénique de 1867* », Athènes, 1868. — « *Rapport de la Commission Parlementaire d'étude de la question agraire de Corfou, présenté à la II^e Assemblée Nationale* », Athènes, 1864. — « *Exposé de la Commission sur la question agraire de Corfou* », présenté au Ministre de l'Intérieur, Corfou, 13 mars 1865. — Cf. aussi, Const. ZAVITSIANOS : La question agraire en Corfou (discours à la Chambre), Athènes, 1914. — Chr. EVELPIDIS : Le colonat partiaire à Zante, dans le périodique *Néa Géoponika*, n^o 1 à 6 de 1921. — Il faut aussi consulter la collection des lois et des décrets relatifs à cette question conservés à la même Bibliothèque.

Bibliographie en français et en italien : Georges MARCORAS : Précis et esprit de la question agricole de Corfou, Corfou, 1868. — Girolamo SANTORIO : Esposizione delle condizioni giuridiche della proprietà fondaria nell'isola di Corfù, 1864,

(32) Cf. J. A. TYPALDOS : La féodalité et l'agriculture aux îles Ioniennes, p. 30, Athènes, 1864. — N. GÉRAKARIS : La propriété en Corfou, p. 11, Corfou, 1911.

Dalmatie où la « *contadinaggio* » et le *colonat*, issus des institutions agraires des derniers siècles de l'Empire romain et des institutions vénitiennes, se sont conservés jusqu'à la guerre mondiale (33).

Nous ne pouvons, faute de place, suivre l'évolution du régime agraire dans ces îles, ce qui exigerait toute une étude historique spéciale. Nous nous contenterons, par conséquent, à étudier comment s'y présentaient les rapports entre propriétaires du sol et cultivateurs à la veille de leur annexion à la Grèce et quelle fut la politique suivie par l'Etat hellénique en la matière. A ce point de vue, nous devons étudier, d'une part, la question de l'abolition des charges féodales et, d'autre part, la question des baux emphytéotiques et de la réglementation législative des contrats de colonat partiaire.

II. — Les *fiefs* dans les îles Ioniennes furent créés par la concession à différents dignitaires, francs ou indigènes, des terres inoccupées et pour la plupart incultes, en récompense de leurs services militaires et à la suite de l'engagement du fédataire de procurer, dans l'avenir, au Gouvernement des îles son aide militaire. Les fédataires, à leur tour, avaient cédé ces terres aux paysans qui étaient obligés de les cultiver à leurs frais et de payer aux propriétaires, soit une rente annuelle en argent, soit une part de la récolte, égale d'ordinaire à un dixième. En outre, ils étaient tenus d'offrir certains *cadeaux*, reliquat probable de l'ancien hommage dû au seigneur, et de payer parfois une sorte de dîme que le fédataire continuait à percevoir à la place du Gouvernement (34). De plus, le fédataire exerçait sur les paysans soumis à son autorité une sorte de juridiction qui fut abolie par l'article 9 de la Constitution de 1803 de l'*Etat Autonome Ionien*.

Lors de l'occupation passagère des îles par Napoléon I^{er}, les fiefs furent abolis, pour être restitués après le départ des armées françaises et la déclaration de l'Etat Autonome des Iles Ioniennes sous la protection de l'Angleterre. La loi du 18 mars 1804 permit le renouvellement des *investitures féodales* et un grand nombre de fédataires ont vu, ainsi, leurs titres remis hors de toute contestation (35). C'est à partir

(33) IVSIC : Les problèmes agraires en Yougoslavie, pp. 285, 286 et suiv., Paris, 1926.

(34) Cf. AL. DAMASKINOS : Le système agraire en Corfou, pp. 8-9.

(35) GÉRAKARIS : *op. cit.*, p. 13. — Comme contre-partie de la reconnaissance des titres féodaux, le Sénat Ionien imposa aux fédataires le paiement, au Gouver-

de ce moment que la lutte des paysans pour l'abolition des charges féodales commence en réalité. Le Parlement Ionien, se rendant compte des inconvénients économiques et sociaux que la situation engendrait, abolit l'*inaliénabilité* des fiefs et libéra les fédataires du paiement de leur prestation au Gouvernement (36), mais en revanche, il exigea des fédataires de libérer les paysans de toute prestation de nature féodale et décréta, en 1827, le rachat par les paysans des droits féodaux contre une modique indemnisation (37). Malheureusement, le Parlement révoqua, trois ans plus tard, sa première décision et interdit le rachat, tandis qu'il maintenait, en faveur des fédataires, la possibilité de se libérer de toute prestation au Gouvernement, moyennant le paiement d'une indemnité en argent ou la concession au Gouvernement d'une partie des terres féodales (38). En 1840, le Corps législatif reconnut la faute commise et s'empessa de la réparer en révoquant l'*Acte* de 1830 et en remettant en vigueur celui de 1827 relatif au rachat (39). Mais il était déjà tard. Entre temps, un grand nombre de fédataires avaient libéré leurs fiefs de toute prestation envers l'Etat, et les paysans ne pouvaient plus faire valoir, en *compensation*, leurs droits au rachat et perdaient tous les avantages résultant de l'*Acte* de 1827.

Ainsi, quand en 1864 les Iles Ioniennes vinrent s'unir à la Grèce, il existait dans certaines d'entre elles, surtout à Corfou, trois sortes de biens féodaux : 1) ceux qui conservaient encore toutes les caractéristiques des biens féodaux du début du XIX^e siècle et dont les cultivateurs étaient soumis à certaines prestations féodales ; 2) ceux qui étaient revenus à l'Etat en échange de la libération de leurs propriétaires de l'obligation de payer à l'Etat la *prestation de reconnaissance* ; 3) ceux qui, s'étant libérés, par suite de l'*Acte* de 1830, de toute protestation envers l'Etat, avaient perdu le caractère proprement féodal et se rapprochaient dorénavant des biens donnés à des colons partiaires à perpétuité. Par conséquent, cette dernière catégorie de fiefs devait suivre le sort des biens fonciers que nous allons examiner dans le paragraphe suivant. Quant aux deux premières catégories, il fallait, d'une part,

nement, d'une *prestation en argent à titre de reconnaissance de la propriété éminente de l'Etat sur les fiefs*. DAMASKINOS : *loc. cit.*

(36) *Acte* 36 du II^e Parlement.

(37) *Acte* 67 du II^e Parlement.

(38) *Acte* 26 du III^e Parlement (1830).

(39) *Acte* 6 du VII^e Parlement.

dégrèver la propriété paysanne de toute charge féodale, d'autre part, restituer aux cultivateurs les biens détenus par l'Etat, car leur exploitation était faite par location à des fermiers généraux qui exploitaient les paysans et empêchaient toute amélioration culturale.

II. — Le colonat partiaire à perpétuité était très ancien et très répandu dans certaines des îles Ioniennes. Il s'agit d'une société dans laquelle le propriétaire d'un bien fond agricole confie son exploitation à un cultivateur en lui cédant, en récompense, la propriété à *l'indivis* d'une partie du domaine et d'une partie de la récolte. Il existe, ainsi, entre le propriétaire et le colon partiaire une copropriété à parts inégales. La partie de propriété revenant à chacun d'eux est déterminée, selon les coutumes locales, proportionnellement à la part des fruits dont jouit chacun. Le colon partiaire a le droit de vendre ou de léguer la part lui revenant de la copropriété à condition que ses successeurs assureront vis-à-vis du propriétaire les mêmes obligations.

On suppose que le colonat partiaire fut introduit aux îles par les Vénitiens qui concédaient des terres sous cette forme de société pour attirer des colons et peupler le pays. Mais avec le temps, le colonat apparut aux paysans insupportable et il se créa une grande agitation sociale. L'Etat Ionien fut ainsi amené à interdire, en 1827, les contrats de colonat partiaire pour l'avenir (40), mais il dû revenir sur sa décision en 1841 et permettre, sous certaines conditions, les contrats de ce genre par le Code Civil Ionien (art. 1627 et suiv.).

Le colonat eut, surtout à Corfou et à Zante, des conséquences désastreuses, tant au point de vue économique et agraire, que social. D'abord, le colonat exclut toute possibilité d'amélioration des cultures, parce qu'il confie l'exploitation exclusivement au colon qui ne peut disposer de capitaux nécessaires. Le propriétaire, s'abritant sur le caractère perpétuel de son droit, se désintéresse complètement de son bien. Le colon de son côté, même s'il a un esprit d'initiative et de progrès, n'a aucun intérêt à faire seul des améliorations. En second lieu, le colonat a conduit à un grand morcellement de la propriété foncière qui entravait la bonne culture et multipliait à l'infini les procès et les frictions entre le propriétaire et les colons. Au point de vue social, les inconvénients ne sont pas moindres. La fixation à perpétuité

(40) *Actes* 85 du II^e Parlement.

des conditions du colonat devient également insupportable à l'une et à l'autre partie contractante. En outre, avec la transformation des conditions économiques et des conditions du travail agricole, le colonat est devenu extrêmement défavorable aux colons qui voyaient augmenter leurs frais de culture, sans aucune augmentation analogue de leur revenu. De plus, le colon encourt tous les risques des aléas atmosphériques, dont le propriétaire est, pour ainsi dire, exempt, puisqu'il ne contribue pas aux frais d'exploitation. Pour toutes ces raisons, l'abolition du colonat partiaire était toute indiquée.

A côté de cette question, il y en avait deux autres qui appelaient aussi l'attention de l'Etat : la question des baux emphytéotiques à perpétuité, et celle des anciens biens ecclésiastiques, dont l'administration était revenue, en 1820, à l'Etat Ionien. La première se présentait à peu près dans les mêmes conditions qu'au Péloponèse, c'est pourquoi nous n'y insistons pas. La seconde fut créée par la concession à l'Etat des biens fonciers de l'Eglise Orthodoxe et Catholique, ainsi que des biens des Fondations religieuses. L'Etat Ionien prit, à partir de 1820, à sa charge les dépenses relatives à l'exercice du culte et à la conservation des églises qui lui cédèrent, en contre partie, leurs biens fonciers (41). Cette modification dans la personne du propriétaire eut comme conséquence de rendre plus difficile encore la situation des colons qui, dorénavant, avaient affaire avec les fermiers des revenus de l'Etat.

Les plus grands abus provenaient du fait que la part de la récolte due par les colons à l'Etat était évaluée, pour bien des produits (olivier etc.), *préalablement et selon les indices de la récolte probable du domaine*. Il est superflu de dire que les fermiers, durant ces estimations, trouvaient toujours le moyen d'avoir gain de cause sur les paysans pauvres et politiquement impuissants. Pour remédier à cette situation, le Parlement Ionien permit, en 1830, le remplacement des prestations coloniques en produits par une prestation fixe en argent et leur donna la faculté de racheter le droit éminent de l'Etat (42). Mais la misère des paysans ne leur a pas permis d'en profiter, et il fut de même, en 1857, quand le Parlement leur conféra de nouveau cette possibilité (43).

(41) *Acte 32 du I^{er} Parlement.*

(42) *Acte 24 du III^e Parlement.*

(43) Cf. DAMASKINOS : *op. cit.*, pp. 11-12.

IV. — La solution de ces multiples problèmes ne fut ni facile, ni rapide. Dès le lendemain de l'annexion des îles à la Grèce, par un décret du 19 novembre 1864, une commission spéciale fut nommée à Corfou pour étudier la question (44). C'est en effet, dans cette île que la plus grande agitation sociale régnait. Trois ans plus tard, on vota la loi du 8 novembre 1867 sur l'abolition des charges foncières féodales de Corfou qui fut suivie, jusqu'à la guerre, de beaucoup d'autres lois (45). Toutes ces lois prévoyaient l'abolition des charges féodales du colonat partiaire et des baux emphytéotiques avec indemnisation des propriétaires, mais cette question ne devait être résolue radicalement qu'après la guerre. Les difficultés qu'on rencontrait étaient multiples. La réaction des propriétaires, le manque des capitaux pour les dédommager quand le paiement des indemnités devait être faite par l'Administration de l'île, la pauvreté des paysans ne pouvant procéder au rachat des droits des propriétaires, enfin la procédure compliquée qui devait précéder le rachat, étaient autant d'obstacles auxquels se heurtait la réforme. Toutefois, il faut faire une distinction entre les droits féodaux qui furent pour la plupart rachetés avant la guerre, et les rapports entre propriétaires fonciers et cultivateurs résultant du colonat partiaire et des baux emphytéotiques, qui résistèrent plus longtemps.

La loi fondamentale de la période d'avant-guerre est celle des 4-14 février 1912, connue sous lettres DND'. Aux termes de l'article 1, étaient abrogées toutes les charges foncières grévant les domaines agricoles de Corfou et provenant : 1) des baux emphytéotiques ; 2) des anciens rapports féodaux entre propriétaires fonciers et cultivateurs ; 3) des rapports de colonat partiaire contractés soit avant, soit après la mise en application du Code Ionien. Une indemnité, variant selon le cas et la nature du droit annulé, serait payée aux copropriétaires expropriés. Une commission spéciale, présidée par le Préfet de Corfou, était constituée ayant pour mission de veiller à l'application de la loi. Dans ce but, la loi mettait à sa disposition les ressources d'une imposition supplémentaire sur certains produits de l'île. Ainsi, l'Etat prenait à sa charge toutes les dépenses qu'exigerait l'application de la réforme.

(44) Cf. GÉRAKARIS : *op. cit.*, p. 24.

(45) Cf. surtout les lois du 8 octobre 1869 et du 11 avril 1908,

La loi de 1912 fut ensuite complétée par les lois 423 de 1914, 1748 de 1919 et 2645 de 1912 qui n'ont pas apporté de modifications sérieuses. Mais leur application n'allait pas très vite à cause de l'insuffisance des ressources dont on disposait pour l'indemnisation des ayants droit. Or, selon l'article 6 de la loi de 1912 qui fut conservé en vigueur par les lois postérieures, les colons partiaires et les emphytéotes devaient continuer à payer leurs prestations aux anciens propriétaires tant que l'indemnité ne serait pas versée à ces derniers. C'était un grand inconvénient parce que, à cause de cet article, une situation condamnée par la loi et la conscience sociale tendait à s'éterniser *de facto*. Il fallait donner une solution plus radicale.

Ce fut l'œuvre de deux décrets-lois du 19 septembre 1925 et du 5 juillet 1927. Aux termes de ces décrets, les biens fonciers de Corfou qui sont grevés par les charges perpétuelles, dont prévoyait la loi précitée de 1912, sont définitivement libérés *avant toute indemnisation*. Presque en même temps, on publia le décret-loi du 19 août 1925, relatif à la résiliation des baux de colonat partiaire existant à Zante (46). Les baux de cette nature sont déclarés dissous (art. 1) et chacun des copropriétaires est appelé à prendre possession de la partie du domaine qui lui revient. Dans le cas où il s'agit du colonat partiaire à perpétuité et où la part du colon dans la copropriété n'est pas spécialement déterminée, ce dernier est reconnu copropriétaire du huitième du domaine.

Cette législation est complétée par la récente loi 5190 du 17 juillet 1931 qui prend certaines mesures pour accélérer la procédure d'évaluation de biens fonciers de Corfou, afin de faciliter ainsi le paiement des indemnités dues aux anciens propriétaires. Dans ce but, un emprunt peut être contracté par la Commission spéciale de Corfou créée en vertu de la loi de 1912. Selon l'exposé des motifs de la nouvelle loi, le total des indemnités s'élèvera à 20 millions de drachmes.

On a ainsi mis un terme à une question qui, depuis un siècle, préoccupait presque constamment ces îles. Seule la Céphalonie n'a pas connu un problème agraire et cela à cause : 1) de son caractère montagneux qui n'a pas permis la formation de très grands domaines ; 2) du fait que les emphytéotes de cette île ont profité de l'article 1677 du Code Ionien, pour racheter le droit éminent des propriétaires.

(46) Cf. EVELPIDIS : « Le colonat partiaire à Zante », dans le périodique *Néa Géoponika*, n° 1 à 6 de 1921.

CHAPITRE XII

L'application de la réforme agraire et ses résultats

- I. Etendue des terres partagées aux paysans : 1) nombre total des domaines expropriables ; leur étendue ; 2) domaines définitivement expropriés jusqu'à la fin de 1931 ; leur répartition par régions ; 3) nombre des domaines transférés en pleine propriété aux paysans.
- II. Nature des terres expropriées ; nombre, nature et étendue des lots paysans.
- III. Charges économiques et financières résultant de la réforme agraire : 1) le montant des indemnités accordées aux propriétaires expropriés ; 2) l'attitude des tribunaux en la matière ; 3) mode de paiement des indemnités.
- IV. Les frais d'expropriation ; leur montant.

Pour comprendre les résultats acquis par l'application des lois agraires, il faut avoir toujours sous les yeux la procédure de l'expropriation telle que nous l'avons exposée dans le chapitre précédent et distinguer les trois phases d'expropriation que nous avons indiquées. La *première phase* consiste en la déclaration du domaine comme expropriable et à la transmission provisoire de sa possession à la coopérative obligatoire des agriculteurs à établir. La *seconde* passe entièrement devant la *Commission d'Expropriation* qui liquide définitivement toutes les questions relatives au partage des terres, fixe provisoirement l'indemnité à payer au propriétaire exproprié et transmet la possession définitive du domaine exproprié à la coopérative. La *troisième phase* consiste en la fixation définitive par le Tribunal de Première Instance de l'indemnité du propriétaire qui est suivie par la transmission de la *propriété* à la coopérative qui, à son tour, procède à la distribution finale des lots à ses membres.

Nous allons, par conséquent, donner successivement les statistiques relatives à ces trois phases (1). Il faut, toutefois, préciser dès mainte-

(1) Les statistiques figurant dans ce chapitre, ainsi que dans les deux chapitres suivants, nous ont été fournis, sauf mention contraire, par les services compétents du Ministère de l'Agriculture et de la Banque Agricole de Grèce, que nous tenons à remercier chaleureusement. Plus particulièrement, nous exprimons notre gratitude à MM. KOUTSOMITOPOULOS, KYPRIADIS, Directeurs du Ministère de l'Agriculture,

nant que les données statistiques qui suivent, ne concernent que la colonisation effectuée par le Ministère de l'Agriculture qui a porté presque exclusivement sur les populations indigènes. Jusqu'en 1930, l'établissement agricole des réfugiés fut l'œuvre, à peu près exclusive, de l'*Office Autonome pour l'Etablissement des réfugiés*, auquel nous avons consacré le chapitre spécial qui suit. A partir du commencement de 1931, l'Office étant dissout, le Ministère de l'Agriculture reprit le service de la colonisation des réfugiés et, par conséquent, les chiffres relatifs à cette année se rapportent, sans distinction, aux agriculteurs indigènes et aux réfugiés établis. Il en est de même pour la courte période de 1923 qui précède la constitution de l'*Office Autonome*.

I

I. — *Première phase de l'expropriation* : Jusqu'à la fin de décembre 1931, le nombre des domaines déclarés *expropriables* s'élevait à 1835, dont 209 expropriations furent par la suite révoquées. Ainsi le nombre des domaines définitivement expropriables est de 1626. Leur étendue totale s'élève à 11.420.542 stremmes, dont 7.650.746 stremmes, soit 70 % environ du total, ont été distribués aux paysans. Les domaines ainsi expropriés sont répartis, par régions géographiques, de la façon suivante :

Régions	Nombre des domaines expropriés	Etendue totale (en stremmes)	Etendue distribuée aux paysans
Thessalie et Artà.	535	4.553.499	3.041.334
Macédoine	430	3.224.213	2.250.568
Epire	391	2.040.151	1.600.333
Thrace	10	9.690	5.123
Reste de la Grèce	260	1.592.989	753.388
	1.626	11.420.542	7.650.746

Le plus grand nombre de ces domaines fut exproprié à partir de 1923, à la suite des mesures radicales prises à cette époque. Jusqu'à la fin de 1922, c'est-à-dire durant les cinq premières années de l'application de la réforme agraire, il y eut à peine 76 domaines déclarés expropria-

et RODOPOULOS, Chef du Service de Comptabilité au même Ministère, ainsi qu'à M. TRAKAKIS, Directeur de la Banque Agricole, pour leur empressement à faciliter notre tâche.

bles. Dans les cinq années suivantes, leur nombre atteignit 1349 domaines. Ce qui montre à quelle nécessité répondait la réforme législative effectuée en 1923. Le tableau suivant nous donne une idée plus exacte de l'évolution chronologique des expropriations depuis 1918 jusqu'à la fin de 1931.

Années	Nombre des domaines expropriés
1918-1919 (loi 1072)	1
1920 (loi 2052)	63
1921-1922 (loi 2922)	12
1923 (décrets-lois de 1923)	642
1924	271
1925	290
1926	46
1927	100
1928	47
1929	26
1930	23
1931	10
Biens nationaux (<i>imlakia</i>)	92

La possession provisoire et la jouissance de ces domaines furent cédées à 1.641 coopératives obligatoires englobant 114.491 membres. Les coopératives sont distribuées, par régions, comme suit :

Régions	Nombre des coopératives	Membres des coopératives
Thessalie et Arta.	507	41.440
Macédoine	415	31.398
Epire	454	20.964
Thrace	14	1.258
Reste de la Grèce.	251	19.431
Total....	1.641	114.491

II. — *Deuxième phase de l'expropriation* : La procédure devant la Commission d'Expropriation fut longue et difficile. Longue, parce que la décision de la *Commission* doit être précédée par l'arpentage des domaines expropriés et la délimitation de l'étendue qui sera définitivement mise en la possession des membres des coopératives. Difficile, parce que la Commission doit liquider tous les litiges qui peuvent naître relativement au domaine exproprié, soit entre la coopérative des

établis et l'ancien propriétaire, soit entre cette dernière et de tiers personnes, soit enfin entre les membres eux-mêmes de la coopérative (radiation des membres n'ayant pas droit, inscription des ayant été omis etc.). Enfin, la Commission doit se prononcer à titre consultatif sur l'indemnité à payer au propriétaire, tâche extrêmement délicate.

En ce qui concerne l'arpentage, le plus grand retard provient du manque complet de cadastre. L'Etat hellénique a pris plusieurs fois l'initiative pour établir un cadastre foncier général, mais tous les efforts ont échoué devant les multiples obstacles, économiques, techniques et juridiques que le travail devait surmonter. La première tentative dans cette direction date de 1888, époque à laquelle le Gouvernement Tricoupis se préoccupait de la révision des concessions des biens nationaux à des particuliers. On a pensé, alors, à établir le cadastre des biens fonciers de l'Etat et on a procédé à l'étude des différents systèmes de cadastres, mais sans aucun résultat pratique. Dix ans plus tard, le Gouvernement Zaïmis revient à ce projet à l'occasion de la discussion sur la constitution de la Banque de Crédit Foncier. En 1901, une Commission fut nommée pour l'étude de la question, et l'année suivante un projet de loi fut déposé à la Chambre, mais il n'est jamais venu en discussion. En 1910, une loi fut votée relative à « *l'élaboration du cadastre de la propriété foncière* », mais on n'a pas publié le décret de sa mise en exécution (2). Entre temps, survinrent les guerres balkaniques et la guerre mondiale, et la question du cadastre fut complètement abandonnée.

Avec la législation agraire, la question du cadastre est revenue à l'ordre du jour, mais maintenant il était difficile de chercher sa solution complète. On a dû se contenter de procéder à l'arpentage et de dresser le cadastre de chaque domaine exproprié, travail indispensable et même inévitable, car autrement il est impossible de procéder au partage des lots et à la détermination de l'indemnité du propriétaire. Les difficultés accompagnant une œuvre semblable sont évidentes. Tous les pays de réforme agraire les ont connues (3). Pour la Grèce, la chose

(2) Cf. CAROUSSOS : *En faveur de l'agriculture* (en grec), pp. 257-266, Athènes, 1908 ; *Idem* : Directives de politique agraire (en grec), pp. 11-12 et 23-27, Athènes, 1914. V. aussi son article dans la revue *Pitharchia*, Athènes, 15 février 1931.

(3) Cf. en ce qui concerne la Roumanie, l'étude de M. Emile PETRINI : *La réforme agr. en Roumanie*, pp. 98 et suiv., dans la *Revue Intern. d'Agriculture*, mars 1931.

était plus difficile encore, d'abord parce qu'il manquait le personnel technique indispensable, et cette lacune fut accrue par l'arrivée des réfugiés dont l'établissement agricole apparut plus urgent et absorba la plus grande partie des équipes de topographes : ensuite, parce qu'on a utilisé pour les travaux d'arpentage la méthode *métrique* qui est beaucoup plus longue et plus coûteuse.

Dans les dernières années, le service de colonisation du Ministère de l'Agriculture, pressé par l'article 119 de la Constitution de 1927 aux termes duquel l'exécution des lois agraires devait être terminée au plus tard cinq ans après sa mise en vigueur, a intensifié et accéléré les travaux relatifs à l'arpentage et au parcelllement des biens expropriés. Par suite des mesures prises dans ce but et surtout grâce à la multiplication des équipes des topographes par des officiers du génie, les *Commissions d'expropriation* ont pu, jusqu'à la fin de décembre 1931, se prononcer définitivement quant à 1.400 domaines arpentés et morcelés en lots-types. Sur ces domaines, il y eut lieu l'envoi en *possession définitive* de 106.111 ayants-droit. Ces derniers sont répartis par régions comme suit :

Régions	Nombre des domaines	Nombre des ayants-droit
Thessalie et Arta...	493	38.782
Macédoine	356	27.541
Epire	366	25.196
Thrace	5	350
Reste de la Grèce....	180	14.242
Total.....	1.400	106.111

III. — Troisième phase de l'expropriation : Jusqu'à la fin de décembre 1931, les Tribunaux de Première Instance avaient statué et rendu leur jugement sur 1.035 domaines. Sur cet ensemble, 1.012 jugements ont été, à la même date, publiés, comportant le transfert de la *propriété* de ces domaines aux coopératives des établis. Ainsi, les terres définitivement expropriées s'élèvent à 6.515.382 stremmes et sont réparties, par régions, de la façon suivante :

Régions	Nombre des domaines	Etendue des domaines (en stremmes)
Thessalie et Arta....	481	3.078.029
Macédoine	190	1.595.640
Epire	242	1.354.044

B. A.

16

Thrace	2	2.957
Reste de la Grèce...	120	484.712
Total.....	1.035	6.515.382

Il en ressort que pour 64 % des domaines expropriables la procédure d'expropriation est complètement terminée et qu'il reste encore environ 600 domaines sur lesquels les tribunaux de première instance n'ont pas encore statué. Le plus grand retard apparaît surtout en Macédoine où les services de colonisation et les tribunaux ont été surchargés de travail à cause de l'établissement des réfugiés. La procédure devant les *Commissions d'Expropriation* fut plus rapide. Mais il ne reste pas moins de 225 domaines, soit 14 % du nombre total, sur lesquels les Commissions n'ont pas encore statué. Ce retard, nuisible à plusieurs points de vue, exposera en outre les agriculteurs provisoirement établis à des complications sérieuses, si l'expropriation n'est pas achevée dans les délais prescrits par la Constitution. Le Ministère de l'Agriculture paraît l'espérer, mais pour que ses espoirs ne soient pas déçus il faudrait intensifier au maximum les travaux d'arpentage (4) et accélérer la procédure d'expropriation devant les tribunaux. Dans ce but deux sortes de mesures s'imposeraient. D'abord, il faudrait, pour l'arpentage, remplacer le système *métrique* par le système *photométrique* qui est moins coûteux et incomparablement plus rapide. En second lieu, il faudrait renforcer le personnel des tribunaux de première instance s'occupant de l'expropriation et constituer des *sections spéciales* ne s'occupant que des affaires d'expropriation.

En ce qui concerne le changement de la méthode d'arpentage, le Ministère de l'Agriculture procéda, à partir de 1928, à certaines expériences dans le but de s'assurer de l'exactitude des résultats acquis par la méthode photométrique (5), mais nous ignorons si la question reste encore au stade de l'étude ou si l'on s'est décidé à l'appliquer et dans quelles proportions. Quant au renforcement du personnel des tribunaux, des mesures ont déjà été prises mais sans beaucoup de succès, comme l'atteste le grand nombre des domaines sur lesquels les tribunaux n'ont pas encore rendu leur jugement.

(4) Selon le service compétent du Ministère de l'Agriculture, il restait, à la fin de décembre 1931, environ 4.200.000 stremmes à topographier et à parceller.

(5) Cf. l'article de M. KANANGINIS : La réforme agraire, dans l'hebdomadaire économique *Oikonomikos Tachydromos*, Athènes, 3 mars 1929.

II

Sur la nature des terres expropriées et l'étendue des lots paysans, on n'aura de renseignements précis que quand l'arpentage et le parcelllement seront complètement finis. On peut, toutefois, s'en former une idée, si l'on prend comme base les résultats acquis quant aux domaines où tous les travaux d'expropriation ont été achevés. Sur 999 domaines expropriés, dont 946 furent utilisés pour l'établissement des agriculteurs indigènes et 53 pour l'établissement des réfugiés, le partage fut effectué de la façon suivante :

	Stremmes	% du total
Etendue totale des domaines expropriés....	9.239.138	100
Etendues distribuées aux coopératives des agriculteurs	6.342.904	68,6
Etendues laissées aux propriétaires.....	2.896.234	31,4

Le tableau suivant nous montre la nature des terres distribuées aux paysans :

	Stremmes	% du total
Terres cultivées ou cultivables.....	3.684.773	58
Pâturages	2.554.291	40,2
Forêts	75.396	1,2
Vignes et cultures arbustives.....	7.225	0,2
Terres marécageuses	21.219	0,4
Total.....	6.342.904	100 %

Il en ressort que 70 % environ de l'étendue totale des domaines expropriés sont distribués aux agriculteurs établis et que 60 % environ des étendues distribuées sont des terres cultivées ou cultivables. Toutes les terres parvenues aux coopératives ne sont pas distribuées à leurs membres à titre individuel (*lots agricoles*). Il y en a une partie qui, sous la dénomination de *lots coopératifs*, reste à la coopérative elle-même pour être employée à des œuvres d'utilité commune, tels que les édifices publics et communaux, les édifices d'usage agricole commun etc. Il y a en outre un certain nombre de lots distribués aux artisans du village, aux vieillards et aux personnes incapables de travailler (*lots de subsistance*). et aux personnes ne disposant pas d'une habitation (*lots de construction*). La répartition des terres en catégories de lots est faite par la Commission d'expropriation et leur distribution

définitive a lieu après la transmission en pleine propriété du domaine à la coopérative. Le tableau suivant nous montre de quelle façon ont été partagés, en lots, les domaines définitivement expropriés jusqu'à la fin de décembre 1931 :

	Nombre des lots	Etendue des lots (en stremmes)
Lots agricoles	62.105	3.088.515
Lots d'artisans	2.290	13.776
Lots coopératifs (6)	—	2.380.178
Lots de construction	1.884	18.546
Lots de subsistance	3.765	51.439
Lots non encore distribués.....	—	66.250
Total.....	70.044	5.618.704

L'étendue des lots varie selon leur nature et selon les régions. Les lots d'artisans ne peuvent être supérieurs à 5 stremmes. Pourtant, dans les domaines expropriés sur la base des lois antérieures à 1922, l'étendu maximum peut être 10 stremmes. Quant aux lots agricoles proprement dits, leur étendue moyenne varie entre un minimum de 14,9 stremmes (Messolonge-Vieille Grèce) et un maximum de 120,2 stremmes (Lan-gadas-Macédoine). L'étendue moyenne des lots par régions est la suivante :

Régions	Etendue en stremmes		
	Minimum	Maximum	Moyenne générale
Thessalie	42,4	116,5	82,8
Arta	—	—	28,4
Macédoine	30,6	120,2	60,1
Epire	18,1	34	28,2
Reste de la Grèce.....	14,9	103,3	46,4

La première impression qui se dégage de ce tableau, c'est l'insuffisance des lots accordés aux agriculteurs établis, insuffisance d'autant plus grande que les lots ne sont pas d'un seul tenant, mais parfois extrêmement parcellés. La cause principale consiste dans l'établissement des réfugiés qui a accru la pénurie déjà sensible du sol disponible. Les lots sont relativement plus étendus et plus normaux en Thessalie où la réforme agraire était déjà avancée en 1923, c'est-à-dire avant l'arrivée des réfugiés.

(6) Des lots coopératifs, les 25.104 stremmes sont des forêts.

III

I. — Il reste à examiner une dernière question, à savoir les charges économiques ayant résulté, pour l'Etat et pour les agriculteurs établis, de l'application de la réforme agraire. Ces charges proviennent de deux causes : l'indemnité due aux propriétaires à laquelle contribuent en même temps les établis et l'Etat, et les frais du service de colonisation.

L'indemnité est d'abord fixée par les *Commissions d'expropriation* et, en dernier ressort, par les Tribunaux de Première Instance. Ce sont, par conséquent, les jugements des Tribunaux que nous devons prendre comme base de nos calculs, d'autant plus que les Commissions d'expropriation ne se prononcent, sur cette question, qu'à titre consultatif et que les tribunaux ne se sentent pas liés par leurs évaluations. Jusqu'à la fin de décembre 1931, les tribunaux s'étaient prononcés sur 1.035 domaines et avaient adjugé aux propriétaires expropriés des indemnités s'élevant à la somme totale de 789.582.514 drachmes. Sur cette somme, environ 573 millions incombent aux coopératives et 216 millions reviennent à la charge de l'Etat. Le tableau suivant nous permet de voir de quelle façon les indemnités sont réparties par régions :

Régions	Indemnités payables par les établis	Indemnités incombant à l'Etat	Total des indemnités (en drachmes)
Thessalie et Artal.	248.278.509	86.522.362	334.800.871
Macédoine	168.221.160	57.136.946	225.358.106
Epire	65.394.395	39.034.940	104.429.335
Thrace	1.275.634	539.862	1.815.496
Reste de la Grèce..	91.959.984	31.218.722	123.178.706
	575.129.682	214.452.832	789.582.514

Selon les évaluations du service compétent du Ministère de l'Agriculture, le total des indemnités s'élèverait à environ un milliard de drachmes, dont environ 722 millions seraient à la charge des coopératives paysannes et 278 millions à la charge de l'Etat. Il paraît que ces évaluations sont en deçà de la réalité. Les tribunaux civils, influencés par le fait de la grande dépréciation de la drachme, se montrent favorables à une interprétation plus ou moins large des dispositions des lois agraires relatives à l'évaluation du prix des domaines expropriés.

De ce fait, les indemnités qu'ils accordent sont, en général, de 20 à 40 % supérieures aux indemnités proposées par les Commissions d'expropriation. Le fait apparaît clairement dès que l'on compare les sommes proposées par les Commissions et celles adjugées aux propriétaires par les Tribunaux.

En vertu des décisions des Commissions d'expropriation, les indemnités, dues aux propriétaires pour l'expropriation de 6.054.074 stremmes, s'élevaient à 502.521.583 drachmes. Par contre, les indemnités accordées par les tribunaux pour une étendue légèrement supérieure à celle ci-dessus indiquée, c'est-à-dire pour 6.315.377 stremmes, s'élevèrent à environ 790 millions. Même si l'on tient compte de la différence de la superficie évaluée, les indemnités accordées par les tribunaux restent de 40 % plus élevées que celles proposées par les Commissions d'expropriation. Cela ressort mieux encore, dès que l'on compare les indemnités accordées pour les terres de même qualité et de mêmes conditions géographiques et économiques. En Attique, par exemple, le prix moyen par stremme, selon les évaluations de la Commission d'expropriation, s'éleva à 158 drachmes, avec un prix *maximum* de 833 (Marathon) et un prix *minimum* de 29,37 drachmes (Kiourka). L'indemnité moyenne par stremme accordée par les tribunaux, en Attique, est 558 drachmes, avec un prix *maximum* de 1852 et un prix *minimum* de 40,62 drachmes (Kiourka).

II. — Pour mieux comprendre la grande différence existant entre les évaluations des Commissions d'expropriation et les évaluations acceptées par les Tribunaux, nous avons résumé, dans les tableaux suivants, les données dont nous disposons en la matière, en les classant par régions. Connaissant combien les statistiques et les moyennes dans pareils cas peuvent être trompeuses, et pour éviter, autant que possible, de nous éloigner de la réalité, nous avons calculé, d'abord, les moyennes par *départements* et, ensuite, nous avons groupé les moyennes des départements entrant dans chacune des divisions géographiques figurant dans les tableaux.

I. — *Moyennes des indemnités accordées par stremme et en drachmes par les Commissions d'expropriation :*

Régions	Maximum	Minimum	Moyenne
Thessalie et Arta.....	375,28	13	90,43
Macédoine	236,98	57,16	109,23

Epire	583,42	5,38	46,66
Thrace	—	—	399,69
Reste de la Grèce.....	765,35	127,27	346,64

II. — *Moyennes des indemnités adjugées par stremme et en drachmes par les Tribunaux :*

Régions	Maximum	Minimum	Moyenne
Thessalie et Arta.....	298,87	30,85	100,60
Macédoine	—	—	98,80
Epire	364	14,30	64,84
Thrace	—	—	399,69
Reste de la Grèce.....	1.039,50	185,50	402,50

Comme on le voit, l'indemnité *minimum* par stremme accordée par les Tribunaux est constamment supérieure, à celle proposée par les Commissions d'expropriation, de 40 à 100 et plus %. Il en est de même, quoique les écarts soient moins prononcés, pour la moyenne générale des indemnités. La différence présentée quant à la Macédoine est apparente et due au fait que nous n'avons pu faire entrer dans le premier et le second tableaux les moyennes des mêmes départements. D'ailleurs, il paraît que les tribunaux de ces provinces se sont montrés moins récalcitrants que ceux de la Vieille Grèce pour s'adapter à l'esprit de la législation agraire.

Si nous avons insisté sur cette question, c'est parce que l'attitude des tribunaux eut pour conséquence d'aggraver les charges économiques des nouvelles propriétés et celles de l'Etat. Ce n'est pas d'ailleurs la première fois que les tribunaux, en se restreignant dans le cadre étroit et désuet des règles juridiques, ont contrecarré l'action sociale de l'Etat. Il faut ajouter que le plus souvent les interprétations données par les tribunaux aux dispositions de la législation agraire relatives à l'indemnité ont été contraires aux interprétations authentiques données, lors du vote des lois agraires, par le Parlement. Cela s'explique par la mentalité juridique qui, pénétrée par les conceptions d'avant-guerre sur l'*inviolabilité* de la propriété individuelle, n'a pu s'orienter, sauf à de rares exceptions, vers une conception plus *sociale* du droit de propriété.

L'attitude des tribunaux en la matière fut, à plusieurs reprises, l'objet de vives critiques, tant dans la presse que dans le Parlement. M. Papanastassiou, ancien Président du Conseil des Ministres, a même demandé à la Chambre le vote d'une loi annulant tous les jugements

rendus en violation manifeste de la loi agraire (7). Malheureusement, le Gouvernement, désirant respecter l'indépendance des tribunaux, non seulement n'a pas suivi cette solution radicale, mais n'a même pas senti le besoin de faire voter une *loi interprétative* qui servirait, dorénavant, de guide aux tribunaux. C'est dans cette voie que l'actuel ministre de l'Agriculture s'est orienté par son tout récent projet de loi agraire (8) du 16 février 1932.

III. — Les paysans établis paient la part de l'indemnité qui leur incombe en vingt annuités, portant 8 % d'intérêt. Il paraît que les paysans n'ont pu, jusqu'en maintenant, faire complètement face à leurs obligations. Selon les renseignements recueillis au service de comptabilité du Ministère de l'Agriculture, l'arriéré oscille entre 20 et 40 %, pour certaines régions même davantage. Cela est dû surtout aux conditions économiques défavorables et à la crise que l'agriculture hellénique traverse depuis quelques années. Dans les deux derniers exercices budgétaires, il a été prévu le paiement des annuités suivantes :

	Drachmes	Drachmes
	Exercice 1930-31	Exercice 1931-32
1) Annuités dues par suite de la répartition des domaines Zappa en Thessalie.....	360.000	360.000
2) Annuités dues par suite de l'application des lois agraires	800.000	15.000.000
3) Annuités dues par suite de la concession des domaines de l'Etat	5.000	—
Total annuel.....	1.165.000	15.360.000

Pour le paiement des indemnités adjudgées par les tribunaux aux propriétaires expropriés, l'Etat a recouru à trois reprises à l'émission d'obligations foncières, dites *obligations d'expropriation*, d'une somme totale de 275.000.000 de drachmes. A partir du 1^{er} octobre 1925, ces obligations rapportent un intérêt annuel de 8 % et sont amortissables, à leur valeur nominale, dans trente ans. Jusqu'à la fin de 1928, on

(7) Cf. son discours sur la *mobilisation* de la propriété foncière des monastères, à la séance du 3 avril 1930.

(8) Cf. le projet de loi déposé à la Chambre par M. ALEXANDRIS, art. 1^{er} in fin.

avait disposé de pareilles obligations d'une somme totale de 168.218.500 drachmes. En outre, dans les budgets de 1930-31 et de 1931-32, on prévoyait la concession de 175 autres millions d'obligations.

En plus de ces indemnités, payables à des nationaux hellènes, qui constituent les dépenses ordinaires provenant de l'expropriation, l'État se charge du paiement : 1° des indemnités dues du fait de la réquisition des terres (chap. 12, art. 5 du budget) pour l'établissement des paysans, dont il sera question dans le chapitre suivant, et 2° des indemnités dues, par suite d'expropriation, à des propriétaires nationaux étrangers (chap. 12, art 3 du budget). Ces indemnités sont payables, non pas en obligations, mais en espèces. Les sommes inscrites, de ces deux chefs, aux budgets des derniers exercices sont les suivantes (en drachmes) :

	Budget 1930-31	Budget 1931-32
1) Indemnités dues par suite des réquisitions	4.000.000	7.000.000
2) Indemnités dues à des propriétaires étrangers	50.000.000	100.000.000

IV

Les indemnités des propriétaires ne sont pas l'unique charge que les paysans établis doivent supporter. Selon l'article 88 § 2 de la loi agraire de 1926, l'indemnité du propriétaire est majorée par les frais subis par l'Etat pour l'application de la réforme agraire. Ces frais sont particulièrement élevés du fait qu'on a dû procéder à l'arpentage et à la constitution du cadastre des terres expropriées. Cela a amené la nécessité d'organiser un service nombreux et coûteux. Jusqu'en 1931 (année budgétaire) les dépenses faites pour le fonctionnement des différents services publics, s'occupant exclusivement de l'application de la législation agraire et de la distribution des terres, s'élevaient à 163.171.753 drachmes, soit :

en 1919-20	426.343	drachmes
» 1920-21	1.200.786	»
» 1921-22	1.316.577	»
» 1922-23	2.295.508	»
» 1923-24	5.152.481	»
» 1924-25	9.436.300	»

» 1925-26	19.145.550	»
» 1926-27	18.439.856	»
» 1927-28	23.325.317	»
» 1928-29 (a)	31.000.000	»
» 1929-30	28.664.689	»
» 1930-31 (b)	22.768.346	»
Total.....	163.171.753	»

Au Ministère de l'Agriculture, on évalue que, jusqu'à l'achèvement de la réforme agraire, ces dépenses s'élèveront à environ 300 millions (9), c'est-à-dire à 30 % de la valeur totale des terres expropriées. On comprend, que c'est une charge supplémentaire très lourde pour les paysans établis. Pour faire face à ces dépenses, le décret-loi du 30 janvier 1926 a créé une *Caisse Spéciale de Colonisation Agraire*, à laquelle sont versés 10 % de la valeur des domaines expropriés. En outre, la nouvelle *Caisse* a bénéficié des capitaux dont disposait encore l'ancienne *Caisse Agricole de Thessalie*, s'élevant à 8 millions. Ainsi, la *Caisse de Colonisation* a, actuellement, à sa disposition un capital d'environ 24.000.000 de drachmes.

(a) Dépenses prévues dans le budget.

(b) Il manque les dépenses du mois de mars 1931.

(9) Cf. *Oikonomikos Tachydromos* du 10 février 1929, p. 2.

CHAPITRE XIII

La colonisation agricole des réfugiés (I)

- I. Les données du problème : 1) historique de la question ; 2) nombre et provenance des réfugiés installés en Grèce ; 3) leur composition démographique et professionnelle.
- II. L'œuvre de colonisation agricole des réfugiés et ses difficultés : 1) le manque de terres ; comment l'Etat a pu y remédier ; les biens des émigrants Turcs et Bulgares ; les expropriations et réquisitions des domaines privés ; les biens de l'Etat et des personnes morales ; 2) l'organisation du service de colonisation des réfugiés ; 3) le regroupement des réfugiés par *communautés* ; 4) le manque de capitaux ; l'aide financier de la S.d.N. et la constitution de l'*Office ou Commission Autonome pour l'Etablissement des réfugiés*.
- III. Comment fonctionna l'*Office* : 1) les terres mises à sa disposition par l'Etat ; leur étendue, leur nature et leur provenance ; 2) l'application de la colonisation ; le « *groupe* » ou la « *communauté* » des réfugiés base de l'œuvre de colonisation ; le décret-loi de 1923 ; constitution et fonctionnement de ces « *groupes* » ; 3) mode de distribution de terres ; le droit de succession et le transfert du lot.
- IV. La colonisation au point de vue financier et économique : 1) le besoin d'un équipement économique et technique des exploitations des réfugiés ; 2) les emprunts contractés dans ce but par l'Etat ; les dépenses effectuées.
- V. L'œuvre accomplie : 1) nombre de familles et de personnes colonisées ; étendue moyenne des lots ; propriétés définitivement partagées ; 2) nombre d'habitations distribuées aux réfugiés ; leur provenance ; 3) bétail et instruments agricoles distribués aux réfugiés.
- VI. Conséquences économiques de la colonisation des réfugiés : 1) culture intensive et modification des cultures pratiquées ; 2) accroissement des superficies cultivées.

(I) BIBLIOGRAPHIE :

a) *En français* : A. ARGYROPOULOS : L'établissement des réfugiés en Grèce, dans la *Revue des Sciences Politiques*, avril-juin 1930. — M. DE BRYAS : Les peuples en marche. Les migrations politiques et économiques en Europe depuis la guerre mondiale, Paris, 1926. — PALLIS : Les effets de la guerre sur la population de la Grèce, dans l'ouvrage cité de M. ANDRÉADES : Les effets écon. et sociaux etc. (public. Carnegie). — SÉFÉRIADES : L'échange des populations, extrait du *Recueil des cours de l'Académie de Droit International*, Paris, 1929. — *Société des Nations* : L'établissement des réfugiés en Grèce, Genève, 1926.. — *Office Auto-*

A partir de la seconde moitié de l'année 1922, le problème agraire qu'affrontait déjà la Grèce fut compliqué par l'arrivée en masse de 1.400.000 réfugiés de l'Asie-Mineure, de la Bulgarie et de la Russie. Un pays, de cinq millions d'habitants, épuisé par dix années d'effort militaire ininterrompu et par de longues difficultés intérieures, devait abriter, ravitailler et établir environ un million et demi de frères de race. Voilà en quelques mots le redoutable problème auquel la Grèce devait faire face. Comme le remarque *M. Howland*, dans son rapport à la Société des Nations, on ne peut pas comprendre l'immensité et la gravité du problème, que si on le transporte dans un grand pays en tenant compte des proportions (2). « Que l'on suppose, dit-il, la France avec ses 40 millions d'habitants, ayant à remplir une tâche

nome pour l'établissement des réfugiés : Rapports trimestriels communiqués au Conseil de la S. d. N. du 6 mars 1924 au 25 août 1930 (public. de la S. d. N.). — *Em. TSOUDEROS* : L'indemnité des réfugiés grecs, extrait de la *Revue d'Econ. Politique*, n° 1 de 1928. — *DÉÏMEZIS* : Situation sociale créée en Grèce à la suite de l'échange des populations, Paris, 1927. Le côté financier de la question est traité par *M. ANDRÉADÈS* : Les effets écon. et sociaux de la guerre en Grèce (publ. Carnegie). Cf. aussi, *P. DERTILIS* : La reconstruction financière de la Grèce, Paris, 1929.

b) *En allemand* : *HADZOPOULOS* : Die Flüchtlingsfrage in Griechenland, Athen, 1927. — *G. STREIT* : Der Lausanner Vertrag und der griechisch türkische Bevölkerungstausch, Berlin, 1929. — *Dr. Euthymios CANELLOPOULOS* : Das griechische Flüchtlingsproblem, dans la revue *Nord und Süd*, Berlin, juli 1927, pp. 207 et suiv. — *Bernhard GUTTMANN* : Tage in Hellas Blätter von einer Reise, Frankfurt, 1924.

c) *En anglais* : *William MILLER* : Greece, voir ch. XIII « The greek refugees », pp. 281 et suiv. — *Ashley BROWN* : Greece old and new, pp. 227 et suiv. — *PAL-LIS* : Echange of populations in the Balkans, dans la *Nineteenth Century and After*, Londres, mars 1925 ; *Idem* : Racial Migrations in the Balkans in the years 1912-1924, dans le *Geographical Journal*, vol. LXVI, n° 4, octobre 1925.

d) *En grec* : *BAKALBASSIS* : Le paiement des dettes des réfugiés agricoles, Athènes, 1926 ; *Idem* : Le problème des réfugiés, Athènes, 1923. — *GÉRACARIS* : Le paiement des dettes des réfugiés agricoles à l'Office Autonome, Athènes, 1926. — *PROTONOTARIOS* : Le problème des réfugiés au point de vue historique, juridique et étatique, Athènes, 1929. — *TSOUDEROS* : L'indemnité des populations échangées, Athènes, 1927. — *Al. MYLONAS* : Quelques aspects du problème des réfugiés, extrait de l'*Archiv des sciences écon. et sociales*, fasc. III de 1924. — *F. DRAGOUMIS* : Collection des écrits politiques, pp. 70 et suiv., Athènes, 1925. Cf. aussi, *Collecton des lois, décrets-lois etc., concernant l'Office Autonome pour l'établissement des réfugiés* (public. de l'*Office*), Athènes, 1926. *Rapport sur les réfugiés de la Macédoine* (public. du *Ministère des Finances - Direction des domaines publics*), Athènes, 1916.

(2) *Société des Nations* : L'établissement des réfugiés en Grèce, p. 2, Genève, 1926.

pareille envers à peu près 12 millions de réfugiés s'abattant brusquement sur elle, l'on se rendra mieux compte de l'effort prodigieux que la petite Grèce a eu à fournir ».

De cette vaste question, nous n'étudierons ici que le côté agricole. Nous tâcherons d'abord de voir de quelle façon et dans quelles conditions se posait le problème dans son ensemble, pour procéder ensuite à l'examen de la politique suivie et de ses résultats.

I

I. — Le problème des réfugiés ne se posa pas, en 1922, pour la première fois devant la Grèce. Il n'y a pour ainsi dire aucune période de sa vie nationale indépendante où l'Etat hellénique n'eut à résoudre de pareils problèmes. La Révolution Nationale n'était pas encore finie que la IV^e Assemblée Nationale recevait, le 31 juillet 1829, la demande de la population grecque de Smyrne de se faire transférer en Grèce (3). Plus près de nous, en 1906-1907, la Grèce a dû coloniser en Thessalie, comme on l'a vu, les réfugiés de Bulgarie et de Roumanie. Mais c'est surtout à partir des guerres balkaniques qu'elle envisagea la question d'installation des réfugiés sur son territoire. En 1913, environ 40.000 Grecs, provenant de la partie de la Macédoine annexée à la Bulgarie, vinrent se réfugier en Grèce. A la veille de la Guerre, en mai 1914, 300.000 grecs de la Thrace orientale et des côtes de l'Asie-Mineure cherchèrent asile dans le pays (4). Mais toutes ces émigrations perdent beaucoup de leur importance, quand on les compare à celle de 1922. Cette dernière a dépassé de beaucoup toutes les autres et par le nombre des réfugiés arrivés en Grèce et par les conditions dans lesquelles elle s'est effectuée.

II. — Les réfugiés installés en Grèce se partagent en deux catégories. La première comprend les réfugiés qui s'installèrent dans le pays immédiatement après la catastrophe de l'Asie-Mineure, c'est-à-dire

(3) SÉFÉRIADÈS : L'échange des populations, pp. 31 et suiv.

(4) Cf. A.-A. PALLIS : Les effets de la guerre sur la population de la Grèce, dans l'ouvrage de M. ANDRÉADÈS : Les effets écon. et soc. de la guerre etc., pp. 131 et suiv. ; *Idem* : « Exchange of populations in the Balkans », dans la *Nineteenth Century and After*, Londres, mars 1925 ; *Idem* : Racial Migrations in the Balkans in the years 1912-1924, dans le *Geographical Journal*, vol. LXVI, n° 4, octobre 1925.

dans l'automne de 1922, et ceux qui ont dû émigrer de la Turquie à partir de l'automne 1923, en vertu de la VI^e Convention de Lausanne relative à l'échange obligatoire des populations gréco-turques résidant dans les deux pays (5). C'est la catégorie la plus nombreuse et celle qui est arrivée en Grèce dans les conditions les plus misérables. La seconde catégorie est constituée par les réfugiés qui se sont établis en Grèce par suite, d'une part, de la Convention de Neuilly de 1920 concernant l'émigration volontaire gréco-bulgare, et d'autre part, de l'émigration des grecs du Caucase russe qui fuyaient le régime bolchéviste.

D'après le recensement du 15 mai 1928, le nombre total des réfugiés installés en Grèce, par pays de provenance, est le suivant (6) :

Réfugiés venant de la Turquie.....	1.104.216
» » » Bulgarie	49.027
» » » Russie	58.526
» » d'autres pays (Serbie, Albanie, Dodécanèse, etc.)	10.080
Total.....	1.221.849

En réalité, le nombre des réfugiés débarqués en Grèce, entre 1922 et 1923 était beaucoup plus grand. D'abord, il y a eu environ 50.000 Arméniens, provenant de l'Arménie soviétique, qui, par la suite, ont dû évacuer la Grèce. En second lieu, une partie des réfugiés grecs est partie pour rejoindre des parents établis dans des colonies de l'étranger. Enfin, une fraction assez considérable d'échangés de Constantinople, évalués à 175.000 ou 200.000 personnes, qui disposait de ressources, s'est fondue dans la population d'Athènes ou des villes de province (7).

III. — Le nombre des réfugiés n'était pas la seule difficulté que présentait leur établissement dans le pays. D'autres causes aggravaient la situation : 1^o Le plus grand contingent des réfugiés a été fourni par les grecs de l'Asie-Mineure où la population urbaine accusait une très forte majorité, et cela parce que la population des campagnes avait subi, pendant les guerres, une forte diminution. Or, la solution du pro-

(5) SÉFÉRIADÈS : *op. cit.*, pp. 65 et suiv.

(6) Cf. *Annuaire Statist.* 1930, p. 50.

(7) *S. d. N.* : *L'établissement des réfugiés*, pp. 15 à 16.

blème consistait à leur assurer les moyens de se créer une occupation. La chose paraissait réalisable pour la population agricole, mais devenait extrêmement difficile pour la population urbaine. La composition de la population des réfugiés s'est assez améliorée par l'arrivée des réfugiés de la Thrace Orientale, de la Bulgarie et du Caucase, chez qui l'élément rural dominait beaucoup. Toutefois, l'élément urbain chez les réfugiés est beaucoup plus important que dans la population indigène, comme le montre le tableau suivant (8) :

Répartition de la population active par professions en 1928

Catégories de professions	Population indigène %	Réfugiés %	Total de la population active %
1) Agriculture, élevage, chasse, pêche..	62,55	54,98	51,11
2) Industrie, transports, communications	20,90	28,93	22,48
3) Commerce, change, crédit, etc.....	8,49	9,23	8,63
4) Professions libérales, services personnels, etc.....	8,06	6,86	7,78
Total.....	100	100	100

2° Une autre cause d'aggravation de la situation était la composition de la population des réfugiés au point de vue du sexe et de l'âge, surtout parmi ceux qui sont venus de l'Asie-Mineure. Une grande partie de ceux-ci étaient des vieillards, des femmes et des enfants en bas-âge, la majorité des adultes mâles ayant péri durant la guerre mondiale et la catastrophe de 1922 (9). On s'en rend compte lorsque on sait qu'il y avait parmi eux environ 50.000 orphelins (10).

II

Les problèmes qui se posaient devant l'Etat hellénique du fait de l'arrivée des réfugiés étaient fort complexes : 1° Il fallait les abriter provisoirement et leur fournir les secours indispensables ; 2° On devait faire le triage professionnel des réfugiés, et séparer les populations urbaines des populations agricoles, pour canaliser ces dernières aux champs et les rendre ainsi productives, le plus vite possible.

(8) *Annuaire Statistique* 1930, p. 75.

(9) Cf. Le rapport précité de l'*Office*, p. 13.

(10) Premier rapport de l'Office Autonome pour l'Etablissement des réfugiés, présenté à la S. d. N., p. 6, Genève, le 6 mars 1924.

Le Gouvernement hellénique s'attaqua à cette première tâche en recourant à des mesures d'exception. Edifices publics, théâtres, cinémas, églises, hangars, nombre de maisons privées, tout avait été réquisitionné. Dans son œuvre, le Gouvernement a trouvé le précieux concours de certaines sociétés charitables étrangères, comme la *Croix-Rouge Américaine*, la *Near East Relief*, le *Save the Children Fund* et le *All-British Appeal*. Parallèlement, l'Etat commença à procéder à la colonisation des réfugiés agriculteurs aux champs.

L'œuvre de colonisation était la partie la plus difficile qui incom bait à l'Etat. Pour la réaliser, il fallait surmonter quatre difficultés principales : 1) le manque relatif de terres ; 2) l'organisation d'un service spécial qui s'occuperait de l'établissement agricole des réfugiés ; 3) le rassemblement des réfugiés agriculteurs et des ayants des professions voisinautes ; 4) enfin, le manque de capitaux nécessaires pour procéder à une œuvre d'une telle envergure. Nous examinerons brièvement ces quatre questions.

I. — Les difficultés que le Gouvernement rencontrait pour disposer des terres indispensables à la colonisation des réfugiés deviennent évidentes, si l'on songe que le territoire agricole de la Grèce s'élève à peine à 38 millions de stremmes, dont environ 22 millions sont seulement cultivables. Or, les familles de réfugiés à coloniser s'élevaient à environ 160.000. En prenant comme base qu'il fallait fournir à chacune d'elles 50 stremmes en moyenne, on voit que l'Etat devait se procurer dans ce but au moins 8.000.000 de stremmes, soit plus des 35 % du sol cultivable.

Pour faire face à ces besoins, le Gouvernement procéda d'abord, sur la base de la législation agraire alors en vigueur, à l'expropriation forcée d'un grand nombre de propriétés privées qui avaient échappé soit totalement, soit partiellement à la réforme agraire. Ensuite, il disposa dans le même but de toutes les terres du domaine de l'Etat. Enfin, et en vertu du décret-loi du 22 novembre 1922, il a recouru à la réquisition provisoire des terres qui lui étaient indispensables pour la colonisation. Selon les statistiques du Ministère de l'Agriculture, on a procédé à la réquisition de 272 domaines d'une étendue totale de 1.280.030 stremmes. Ces domaines étaient répartis, par régions géographiques, de la façon suivante :

Régions	Nombre de domaines	Etendue en stremmes
Macédoine	154	1.074.307
Thrace	44	155.589
Thessalie	1	8.258
Epire	70	48.232
Reste de la Grèce.....	3	1.644
Total.....	<u>272</u>	<u>1.288.030</u>

En outre, ce décret permit à l'Etat de prendre facilement en sa possession les terres et les maisons abandonnées par les émigrants musulmans et bulgares et d'y installer directement des réfugiés. C'est surtout cette dernière mesure qui lui a permis de procéder rapidement à l'établissement d'une bonne partie des réfugiés. Les populations étrangères qui quittèrent la Grèce, par suite de l'échange des populations, s'adonnaient dans leur majorité à l'agriculture et leur émigration a laissé vacante une grande étendue de terres. Voilà le nombre des populations émigrées de la Grèce (11) :

Emigration des Musulmans échangeables	380.036
» » Bulgares	49.511
Total.....	<u>429.547</u>

Les biens fonciers, agricoles et urbains, abandonnés par ces populations en Grèce, sont les suivants (12) :

Catégorie des biens	Nombre	Valeur en drachmes
Biens-fonds agricoles	17.293	1.180.128.577,10
Immeubles urbains	37.598	3.251.635.155,90
Total.....	<u>54.891</u>	<u>4.431.763.733</u>

II. — Les difficultés de l'organisation du service de colonisation furent relativement surmontées avec plus de facilité. D'abord, existait et fonctionnait le service chargé de l'application de la réforme agraire. Ensuite, il y avait les cadres des services pour la colonisation des réfugiés de la période antérieure. Grâce à ces deux faits, l'Etat a pu orga-

(11) PALLIS : Les effets etc., *op. cit.*, p. 134.

(12) Cf. E. TSOUDÉROS : L'indemnisation des populations échangées, Annexe, Tableau A, Athènes, 1929. — L'Annuaire Statistique de 1930, p. 162, donne des chiffres supérieurs, soit 60.169 propriétés d'une valeur de 4.659 millions de drachmes.

niser vite un service aussi complet que possible, de sorte que l'Office Autonome pour l'Etablissement des réfugiés, quand il se constitua plus tard en Grèce, n'a pas senti le besoin d'apporter des modifications à l'organisation existante et l'a conservée avec de légers changements (13). C'est pourquoi il faut esquisser son fonctionnement.

En Macédoine, fut organisée une *Direction générale de Colonisation*, sous le contrôle de laquelle étaient placées trois *Directions*, chargées respectivement de la Macédoine Centrale, de la Macédoine Orientale et de la Macédoine Occidentale. Ces trois Directions de Colonisation administraient 14 *bureaux de colonisation*. Chacun de ces derniers était dirigé par un agronome, sous le contrôle duquel étaient placés vingt-cinq contrôleurs agricoles. Enfin, chaque contrôleur administrait une zone qui renfermait environ 250 familles de réfugiés.

Dans les autres provinces, où n'existait pas de bureaux de colonisation spéciaux, c'étaient les agronomes du district, employés à la Préfecture, qui s'occupaient de la colonisation des réfugiés.

III. — La partie la plus difficile de la colonisation, au moins durant les premiers temps, fut la distinction, dans la masse des réfugiés, des agriculteurs et leur regroupement, afin de procéder à leur colonisation. Difficulté d'autant plus grande, qu'ils arrivèrent pêle-mêle et furent dispersés aux quatre coins du pays. Il fallait, non seulement rassembler ceux qui vraiment étaient des agriculteurs, mais aussi créer, autant que possible, le milieu économique et social dans lequel ces populations avaient jusqu'alors vécu. Dans ce but, les services de l'Etat se mirent à reconstituer les cellules administratives et sociales qui les groupaient avant leur arrivée en Grèce : c'est-à-dire les *communautés*. Ces organismes de l'autonomie locale ont joué, pendant la longue domination turque, un rôle prépondérant en faveur de la conservation de l'hellénisme. Ce furent le grand foyer dans lequel les Grecs ont maintenu leurs traditions, leur langue, leur nationalité, enfin le peu de libertés locales que le dominateur leur permettait. C'est aux communautés que l'Etat hellénique a dû recourir de nouveau pour faire sortir de l'anarchie le monde des réfugiés. Cette œuvre fut poursuivie surtout par l'Office pour l'Etablissement des réfugiés et a donné d'excellents résultats. Si l'on n'a pas toujours réussi à reconstituer de toutes pièces l'ensemble

(13) Voir le premier rapport de l'Office à la S. d. N., p. 3.

des anciennes communautés, on a toutefois regroupé leur population en un ensemble économique et social plus homogène, ce qui facilita beaucoup l'application de la colonisation et contribua davantage encore à sa réussite.

IV. — Il reste la dernière difficulté : le manque de capitaux. Pendant toute la première période, l'Etat a essayé de faire face aux énormes dépenses économiques que comportait l'œuvre d'assistance et d'établissement de cette masse de population, par ses propres ressources. Mais l'œuvre était plus grande que ses possibilités et, en février 1923, le Gouvernement hellénique sollicita l'appui économique et moral de la Société des Nations. Quelques mois auparavant, le Dr Nansen, Haut Commissaire de la Société, avait étudié sur place la question et concluait à la nécessité pour la Grèce de contracter un emprunt extérieur qui lui permettrait d'affronter la solution du problème des réfugiés. Après une étude supplémentaire, le Conseil de la Société des Nations consentit à aider la Grèce à contracter l'emprunt extérieur dont il avait besoin. En même temps, on a décidé la création d'un *Office Autonome pour l'Etablissement des réfugiés*, possédant une pleine capacité juridique et fonctionnant sous les auspices et le contrôle de la Société des Nations. L'*Office* aurait pour mission : 1) de procurer aux réfugiés une occupation productive, agricole ou autre, en utilisant à cet effet les terres que le Gouvernement hellénique mettrait à sa disposition, ainsi que le produit des emprunts que la Grèce contracterait dans ce but ; 2) de veiller à ce que les garanties prévues, par le Conseil de la Société des Nations, pour l'utilisation de ces emprunts, soient effectivement remplies.

Le Protocole, relatif à la constitution de l'*Office* et à son *statut* organique, fut signé à Genève le 29 septembre 1923, et ratifié par le Parlement hellénique le 7 juin 1924 (14). L'*Office* fut effectivement constitué par le décret-loi du 17 décembre 1923. A cette date, le Gouvernement hellénique avait déjà installé, dans des concessions provisoires, 73.000 familles de réfugiés, dont 67.000 en Macédoine et 6.000 dans l'ancienne Grèce. Ces familles, sans que leur installation soit complète, pouvaient toutefois devenir productives et se suffire à elles-mêmes. En

(14) Un acte additionnel au Protocole a été signé le 19 septembre 1924 et ratifié par la Chambre Hellénique le 24 octobre 1924.

outre, dans la Thrace Occidentale, 12.000 familles avaient été logées dans des maisons appartenant à des paysans tures (15).

III

I. — Dès la constitution de l'*Office pour l'Etablissement des réfugiés*, l'Etat mit à sa disposition ses services de Colonisation, ainsi que le personnel agronomique indispensable. En outre, et en exécution de l'article 2 du Protocole de Genève, il a assigné à l'*Office* environ 8.400.000 stremmes de terres, en vue d'y établir des réfugiés (16). La propriété de ces terres fut plus tard transmise en bloc à l'*Office*, en vertu du décret-loi du 22 mai 1926, à titre de garantie pour le paiement par les réfugiés de leurs dettes envers lui. Ces biens fonciers étaient répartis par régions comme suit (17) :

Régions de Colonisation	Terres cultivables	Terres non cultivables
Macédoine	3.350.074 stremmes	2.137.791 stremmes
Thrace	1.250.514 »	1.009.676 »
Epire	44.598 »	36.240 »
Reste de la Grèce.....	390.193 »	171.358 »
Total.....	5.035.379 stremmes	3.354.065 stremmes

La plupart des terres non cultivables se composaient en partie de maquis et en partie de pâturages. Le reste était des marais ou des terrains improductifs, et par conséquent sans aucune utilité pour les réfugiés et l'*Office*. Ces terres appartenaient à différentes catégories, à savoir : 1) au domaine de l'Etat ; 2) aux propriétés foncières privées expropriées ou réquisitionnées, et dans certains cas rachetées ou **prises** à bail (18) ; 3) enfin, aux terres laissées par les Turcs échangés et, dans une très petite proportion, à celles abandonnées par les bulgares émigrés. C'est surtout cette dernière catégorie qui a fourni la majeure partie des terres colonisées. Sans l'échange des populations, la colonisation agricole des réfugiés aurait été problématique. Le tableau sui-

(15) Cf. Premier rapport de l'*Office etc.*, p. 3.

(16) Le protocole prévoyait l'obligation pour l'Etat de fournir 500.000 hectares, soit 5.000.000 de stremmes.

(17) Cf. *Annuaire Statistique* 1930, p. 162.

(18) Il s'agit des terres appartenant aux couvents du Mont Athos qui, n'étant pas aliénables, ont été prises par l'Etat à bail et colonisées par l'*Office*.

vant nous donne une idée plus exacte de la provenance des terres colonisées (19) :

Terres des Bulgares échangeables	940.207	stremmes
» des Turcs	4.981.095	»
» des Turcs non échangeables.....	199.598	»
» expropriées	588.452	»
» réquisitionnées	367.363	»
» de l'Etat	536.393	»
» de sujets étrangers.....	295.953	»
» diverses (communes, couvents, etc.).....	481.383	»
Total.....	8.390.444	stremmes

II. — Nous avons vu de quelle façon le service de colonisation fut organisé par l'Etat hellénique. L'*Office* n'y a pas apporté de modifications appréciables. Il se borna plutôt à le compléter. Il reste par conséquent à examiner comment fut pratiquée la colonisation des réfugiés.

Le décret-loi du 6 juillet 1923 a émis le principe que la colonisation des réfugiés doit se faire par « *groupes* » légalement constitués. L'établissement individuel n'est autorisé que dans des cas exceptionnels et seulement après décision favorable du Ministre de l'Agriculture. Aussi, la première étape de la colonisation est la réunion d'un certain nombre de familles qui désirent s'établir et leur constitution en « *groupes* », dans le sens de la loi. Dans ce but, les chefs de famille élisent un conseil qui représente leur groupe et dépose ses statuts au greffe de la justice de paix. Ce conseil est chargé en outre de la gestion et de la distribution de l'outillage fourni à chaque colonie. On a pris soin de grouper, autant que possible, dans chacune de ces agglomérations agricoles, les réfugiés provenant de la même communauté, afin de constituer des colonies plus ou moins homogènes. Mais cette entreprise n'a réussi que dans peu de cas.

Après la constitution du « *groupe* », le fonctionnaire chargé de cette opération — en général l'agronome — livre aux représentants du groupe la terre qui sera distribuée entre les membres. Les lots sont d'habitude évalués en prenant comme base une famille de quatre membres. Pour chaque membre au-dessus de ce chiffre on ajoute un cin-

(19) Cf. *Ann. Statist.* 1930, p. 162.

quième de lot. Le système eut pour conséquence le fractionnement des familles des réfugiés qui, en abandonnant la vie patriarcale à laquelle elles étaient généralement habituées jusqu'alors, se subdivisent en plusieurs foyers pour obtenir ainsi un lot et un outillage personnels.

III. — La distribution de la terre aux familles doit être faite, d'après la loi, par les réfugiés eux-mêmes réunis en assemblée générale. La terre est *allotie* par le service de colonisation et les lots sont tirés au sort. Il y a des régions où ce mode de partage n'a pas présenté d'inconvénients (Thrace, Epire, Macédoine Occidentale et Orientale). Par contre, dans d'autres régions, il a donné lieu à des réclamations et à des abus. Dans de pareils cas, la distribution fut refaite sous le contrôle du chef du service de colonisation. Le partage ainsi effectué reste provisoire jusqu'à ce que les terres de l'agglomération soient définitivement cadastrées.

Ajoutons quelques mots sur le mode de transmission de ces biens. En cas de décès du chef de famille, le lot est transféré *ipso jure* au fils aîné, à la veuve ou, à leur défaut, à un autre parent du défunt. L'héritier se charge alors des dettes et des obligations incombant au défunt. Ce changement doit être communiqué au service de colonisation. Si l'héritier est trop jeune ou très âgé, le lot devient disponible. De même, on perd tout droit sur le lot dans le cas d'expulsion de la communauté. Le transfert du lot à un tiers ne peut se faire qu'avec autorisation.

IV

I. — La distribution de la terre aux réfugiés, tout en constituant l'opération fondamentale de leur colonisation devait être complétée par l'équipement économique et technique des familles établies. En outre, il fallait, dans les premières années, les entretenir et les nourrir pour leur donner le temps de devenir productives. Ainsi, parallèlement à l'installation des réfugiés, le Gouvernement et l'Office procédèrent à leur équipement. Enfin, à partir de 1927, une nouvelle période a commencé, tant pour l'élément humain que l'élément matériel : celle de l'entretien et de la conservation (20). Vers la fin de 1926, la plus

(20) Voir 19^e et 21^e rapports (août 1928 et février 1929) de l'*Office*, adressés à la S. d. N., sous la rubrique : « Etablissement agricole ».

grande partie des réfugiés agricoles était déjà établie, mais elle avait besoin de bétail complémentaire, de réparation des maisons, de l'outillage agricole, de prêts en nature, de travaux d'utilité publique et d'hygiène. Une œuvre pareille exigeait des ressources financières que le budget de l'Etat ne pouvait fournir. Ainsi, le Gouvernement dut recourir à de nouveaux emprunts.

On ne peut pas dans une étude sommaire, comme celle-ci, s'étendre sur des détails. On aura toutefois une idée de l'œuvre accomplie par les quelques chiffres qui vont suivre. L'Etat, en plus de l'apport tiré de son propre budget, a mis à la disposition de l'*Office Autonome* le produit de trois emprunts contractés sous les auspices de la Société des Nations, d'un montant total d'environ 13 millions de livres sterling (21) :

Emprunts contractés par l'Etat hellénique pour l'Etablissement des réfugiés :

	Liv.	S.	D.
Emprunt à 7 % de 1924.....	9.970.016	6	9
Emprunt à 8 % de 1926.....	499.759	17	0
Emprunt à 4 % de 1929.....	2.503.278	16	1
Total.....	12.973.054	19	10

Du produit de ces emprunts, 10.422.932 livres sterling ont été dépensées pour l'établissement agricole des réfugiés, sans compter la valeur des terres cédées par l'Etat. Le tableau ci-dessous nous montre de quelle façon on a disposé de la somme dépensée pour la colonisation agricole (22) :

	Drachmes
1) Bétail, soit bêtes de labour, de bât et de reproduction	559.144.274
2) Habitations	989.134.548
3) Instruments aratoires	122.164.552
4) Avances aux cultivateurs.....	517.748.178
5) Avances aux professionnels.....	112.094.166
6) Cadastre	57.578.742
7) Travaux d'utilité générale.....	265.140.657
8) Hygiène publique	41.937.193

(21) V. la partie financière du vingt-septième rapport trimestriel de l'*Office* (25 août 1930), p. 19.

(22) *Loc. cit.*, p. 18.

9) Frais d'administration	352.223.451
10) Frais de transports.....	166.541.959
11) Divers	110.114.730
Total.....	3.293.102.450

V

Tâchons maintenant de voir l'œuvre accomplie jusqu'à la dissolution de l'Office Autonome (deuxième semestre de 1930) et les résultats acquis grâce à cette immense colonisation qui est sans précédent dans l'histoire des peuples civilisés.

I. — Sur les terres mises par l'Etat à la disposition de l'*Office* et dont on trouve ci-dessus le tableau, plus de 143.000 familles de réfugiés furent établies. Ces familles sont réparties par régions de la façon suivante (23) :

Régions de Colonisation	Localités constituées	Familles colonisées	Personnes colonisées
1) Macédoine	1.055	87.170	339.094
2) Thrace	562	42.790	179.060
3) Epire	24	1.337	4.232
4) Thessalie	37	2.251	7.630
5) Iles et Crète.....	236	5.552	22.034
6) Reste de la Grèce.....	43	4.491	18.106
Total.....	1.957	143.591	570.156

De son côté, l'Etat a colonisé, dans 40 nouvelles localités, 2.167 familles, comprenant 3.668 personnes. Par conséquent, le nombre total des réfugiés établis, jusqu'à cette époque, s'élevait à 145.758 familles et à 580.000 personnes environ. On a évalué qu'il restait encore 10.000 familles à établir.

L'étendue des lots accordés varie considérablement selon les régions,

(23) *Annuaire Statist.* 1930, pp. 104-105. Le sixième rapport (fin 1926) de l'*Office* donnait le chiffre de 147.211 familles, et le dix-neuvième rapport (août 1928) celui de 143.012 familles. Les changements sont dus au fait qu'un certain nombre de familles ont quitté la campagne, soit parce qu'elles n'appartenaient pas à la classe rurale, soit parce qu'elles ont préféré se faire inscrire parmi les urbains et bénéficier de l'indemnité que l'Etat a accordée à ces derniers.

la fertilité des terrains, la qualité et la valeur de la production, la densité de la région etc. En tout cas, les lots sont généralement très petits. Dans les régions à céréales, le lot oscille entre 25 et 60 stremmes en Thrace Occidentale, entre 40 et 60 en Macédoine et en Epire, entre 60 et 80 en Thessalie. Dans la vallée de Hébre, où les terres sont très riches, leur étendue ne dépasse pas 15 stremmes. Pour la culture du tabac et la culture maraîchère, elle s'étend de 9 à 20 stremmes (24).

La plus grande partie des terres distribuées aux paysans, fut définitivement partagée. Il reste, pourtant, un grand nombre de familles qui n'ont que la possession provisoire du sol cultivé, et cela à cause de l'excès de travail fourni par l'établissement du cadastre, ce qui ne permet pas la délimitation définitive des lots. Les travaux du cadastre avancent pourtant rapidement et on espère que le travail sera bientôt fini. Jusqu'à la fin de juillet 1930, il y avait plus de 4 millions de stremmes définitivement partagés, comme le montre le tableau suivant (25) :

Régions	Etendues topographiées	Etendues partagées
Macédoine	10.671.000 str.	3.781.000 str.
Thrace	1.470.000 »	135.000 »
Vieille Grèce, Epire et Iles	470.260 »	197.470 »
Total.....	12.611.260 str.	4.113.470 str.

II. — En plus des terres, les réfugiés établis ont reçu le nombre de maisons rurales nécessaires à leur installation. De ces maisons, la moitié environ provient des habitations rurales abandonnées par les émigrants Turcs et Bulgares. Les autres furent construites, soit par l'Etat, soit par l'*Office*. Voilà le nombre exact de maisons cédées aux réfugiés dans la Macédoine et la Thrace (y compris Drama et Cavalla) (26) :

	Macédoine	Thrace
Maisons abandonnées par les Turcs et les Bulgares échangeables	34.222	25.683
» bâties par l'Etat	10.313	3.174

(24) Selon le vingt-septième Rapport (août 1930) de l'*Office*, pp. 7-8.

(25) *Loc. cit.*, p. 13.

(26) Voir le vingt-septième Rapport de l'*Office*, pp. 10 et 11. — Cf. aussi : *Annuaire Statist.* 1930, p. 162.

»	»	par l'Office pour l'Etablis-		
		sement des réfugiés.....	31.877	11.636
		Total.....	76.412	40.493

Ces maisons servirent à l'installation de 87.084 familles en Macédoine, et de 42.687 familles en Thrace. A la fin de 1930, il restait à bâtir, 8.825 maisons complémentaires en Macédoine, et 3.300 maisons en Thrace. Il faut ajouter que, dans le reste de la Grèce, 14.000 maisons furent distribuées aux réfugiés, dont 3.981 provenaient de maisons d'échangeables réparées, et 10.048 étaient nouvellement bâties.

III. — Enfin, les tableaux suivants nous donnent une idée de l'effort fourni par l'Etat et l'Office autonome, pour procurer aux réfugiés les moyens techniques nécessaires à l'exploitation de leur terre (27) :

TABLEAU I. — **Bétail et instruments agricoles distribués aux réfugiés par l'Etat**

A. — Bétail	Macédoine	Thrace	Autres Provinces	Total
1) Bêtes de labour et de trait	57.903	10.529	2.026	70.458
2) Moutons et chèvres.	53.298	1.480	—	54.778
B. — Instruments agricoles				
1) Charrues	17.563	6.594	1.417	25.574
2) Chars	2.126	541	—	2.667
3) Divers outils (pièces)	19.220	15.978	7.325	42.523
Total.....	38.909	23.113	8.742	70.764

TABLEAU II. — **Bétail et instruments agricoles distribués aux réfugiés par l'Office Autonome**

A. — Bétail	Macédoine	Thrace	Autres Provinces	Total
1) Bêtes de labour et de trait	65.347	2.735	6.511	74.593
2) Moutons et chèvres.	28.555	14.426	2.181	45.162
B. — Instruments et outils				
1) Charrues	46.760	4.783	4.311	55.854
2) Chars	16.275	3.262	1.316	20.853
3) Divers outils (pièces)	109.178	10.604	27.641	147.423
Total.....	172.213	18.649	33.268	224.130

(27) Cf. *Société des Nations* : L'établissement des réfugiés, etc., p. 87,

Ces statistiques ne comprennent, ni le bétail, ni l'outillage que les réfugiés de Macédoine se sont procurés à leurs frais. L'*Office Autonome* estimait, dans son dernier rapport, que chaque famille des réfugiés possède environ 2 têtes de gros bétail et 5 têtes de petit bétail (moutons et chèvres) (28).

VI

L'établissement des réfugiés, en Grèce, eut des répercussions multiples, tant au point de vue économique et social, qu'au point de vue démographique et ethnographique. Nous tenons à souligner ici les conséquences de la colonisation des réfugiés sur la production agricole.

I. — Ce qui caractérise la colonisation des réfugiés c'est le remplacement de la culture extensive par la *culture intensive*. Comme les lots étaient insuffisants, il a fallu entreprendre une éducation professionnelle des réfugiés et les préparer à pratiquer des systèmes d'exploitation plus rationnels et des cultures plus rémunératrices. La chose n'était pas toujours facile, mais grâce aux facultés d'adaptation des réfugiés et aux efforts des services agronomiques et de colonisation, on a pu vaincre les difficultés. Ce changement s'est manifesté : 1) par l'abolition de la jachère ; 2) par l'introduction de la culture des légumineuses et des plantes fourragères ; 3) par l'introduction de variétés de céréales hâtives et à grand rendement ; 4) enfin, par l'essor donné à certaines cultures plus avantageuses, telle que la culture du tabac et de la vigne.

Ainsi, tandis que dans les régions vinifères de la Vieille Grèce l'étendue des vignobles, entre 1923 et 1928, diminua de 216.576 stremmes, par contre, dans les provinces colonisées par des réfugiés, elle a augmenté de 165.323 stremmes. Les nouveaux vignobles sont répartis par régions de la façon suivante :

En Macédoine	54.642 stremmes
En Epire	16.306 »
En Thessalie	43.633 »
En Crète	50.742 »
Total.....	165.323 stremmes

(28) Cf. vingt-septième rapport, p. 10.

On constate la même évolution relativement à la culture du tabac. De 1923 à 1928, cette culture augmenta dans l'ensemble des territoires de la Grèce de 315.129 stremmes. Dans le même espace de temps, la culture du tabac accrut en Macédoine et en Thrace de 343.238 stremmes. Ce qui montre qu'il y a eu, dans les autres provinces, diminution des terres affectées à cette culture, et que cette diminution fut compensée par une augmentation due aux nouvelles provinces.

On constate le même phénomène dans les provinces de la Vieille Grèce où sont installés des réfugiés. Le tableau suivant nous permet d'apprécier les progrès réalisés par les cultures des réfugiés dans la Vieille Grèce (29) :

Années	Stremmes cultivés	Rendement en kilos
1924-25.....	41.391	604.160
1925-26.....	159.100	13.208.371
1926-27.....	161.594	13.666.503
1927-28.....	196.365	15.436.182

II. — L'accroissement de la production n'est pas seulement la conséquence de l'amélioration des modes d'exploitation, mais aussi de l'accroissement des superficies cultivées. Depuis 1923 jusqu'en 1928, la superficie cultivée en blé a augmenté, dans l'ensemble de la Grèce, de 1.080.258 stremmes, soit de environ 25 %. En même temps, la superficie affectée au froment, en Macédoine et en Thrace, a augmenté de 865.549 stremmes, soit de 111 %. Si l'on examine les autres cultures, on constatera que l'augmentation des superficies cultivées, dans les dernières années, est due exclusivement à l'extension des cultures en Macédoine et en Thrace, et non pas dans la Vieille Grèce.

Ainsi, la culture de l'orge accuse dans l'ensemble du territoire, de 1923 à 1928, un accroissement de 551.060 stremmes, qui est inférieur de 40.000 stremmes environ à l'accroissement de la même culture en Macédoine et en Thrace. Et il en est de même pour la culture du maïs, etc. (30).

Quand on regarde de près les transformations et les progrès réalisés trois ou quatre ans à peine après une des plus formidables catastrophes qu'une population ait connue, on comprend pourquoi tous ceux

(29) V. vingt-septième rapport de l'*Office*, p. 10.

(30) Cf. le rapport précité, pp. 9-10 et *Annuaire Statistique* 1930, pp. 146-149.

qui ont étudié le problème des réfugiés en Grèce, parlent d'un « *mira-cle* ». Comme le remarque M. Simpson, Président de l'*Office Autonome*, « le Gouvernement et la Commission n'ont rien négligé pour aider (les réfugiés). Mais dans toute cette question de l'établissement, c'est le courage l'effort et l'énergie des réfugiés qui ont constitué le point central autour duquel tout le reste, l'installation, l'habitation, la distribution des terres, les secours de toute sorte sont venus se grouper, et la véritable efficacité de ces moyens doit être mesurée au degré où ils ont contribué à développer la confiance qui renaissait dans les cœurs ».

CHAPITRE XIV

Le rôle du crédit et des coopératives agricoles en matière de réforme agraire (1)

- I. Premières tentatives pour l'organisation du crédit agricole : 1) les projets de 1861 et 1875 ; 2) la création de la Société Privilegiée et son rôle en matière de crédit agricole. Première intervention économique de l'Etat dans le domaine de la production agricole. Le Comptoir Autonome du Raisin sec comme organisation coopérative.
- II. Evolution du mouvement coopératif et de l'organisation du crédit agricole depuis 1914 : 1) la Caisse d'utilité commune de Crète ; 2) la Banque de Macédoine et de l'Epire, et la Banque agricole des îles d'Egée ; 3) la loi 602 de 1914 sur les coopératives agricoles ; l'organisation du Crédit agricole par la Banque Nationale ; 4) nombre et nature des coopératives agricoles ; 5) l'œuvre de la Banque Nationale en matière de crédit agricole ; critiques qu'on lui a adressées.
- III. Organisation actuelle du crédit agricole : 1) état actuel des coopératives agricoles ; 2) la Banque Agricole de Grèce ; sa constitution, son œuvre.
- IV. Ce qui reste à faire en matière de crédit agricole. Le manque de capitaux et la Société Internationale de Crédit agricole hypothécaire. Avantages et inconvénients de la participation de la Grèce à cet organisme.

Le mouvement coopératif dans l'agriculture a pris, après la guerre, une extension inconnue jusqu'alors. C'est surtout dans les pays de réforme agraire qu'on constate les plus grands progrès. L'application des lois agraires a nécessité partout une réorganisation économique et technique de l'exploitation paysanne, et la coopérative a été le principal organe de toutes ces transformations. Parallèlement, a marché l'organisation du crédit agricole. Si l'on étudie la législation agraire

(1) BIBLIOGRAPHIE :

- a) *En grec* : EVELPIDIS : Programme agraire, Athènes, 1923. — KALITSOUNAKIS : Les coopératives en Grèce. Théorie et pratique, Athènes, 1924. — KORYZIS : Le crédit agricole et la Banque Nationale, Athènes, 1925. — BOYAZOGLU : Les organisations agricoles, Athènes, 1928. — DÉCASOS : Les coopératives grecques, Athènes, 1926. — AGATHOS : Les coopératives agricoles en Grèce, Athènes, 1926. — MYLONAS : Le crédit agricole et foncier, Athènes, 1919 ; *Idem* : La représen

de l'après-guerre, on verra que dans tous les pays elle fait une large place au coopératisme. L'installation des paysans sur les terres expropriées s'est faite dans la plupart des pays par l'intermédiaire des coopératives (Roumanie, Tchécoslovaquie, Pologne, etc.). Les lois roumaines ont même envisagé la collaboration des coopératives pour assurer le financement de la réforme agraire (2).

En Grèce, on a vu que la coopérative obligatoire des paysans ou des réfugiés a été le principal organe de l'application de la réforme agraire. Il reste à savoir le rôle que les coopératives ont joué en Grèce en tant qu'institutions de crédit. Cette étude est d'autant plus intéressante que le coopératisme et l'organisation du crédit agricole ont marché, en Grèce, de pair et tous deux ne datent que depuis peu d'années. On pourrait dire que leur organisation fut le prélude de la réforme agraire. Leur développement fut parallèle à l'application des lois agraires. Ce double mouvement était né de mêmes besoins et correspondait aux mêmes nécessités.

I

I. — Jusqu'en 1915, le crédit agricole était pratiquement inconnu en Grèce, sauf dans les nouvelles provinces où existait une organisation incomplète et insuffisante, par rapport aux besoins de l'agriculture. Si l'on remonte à la législation hellénique, on trouve la première tentative pour l'organisation du crédit agricole dans la loi du 16 décembre 1861 concernant la « *prolongation du privilège de la Banque Nationale relatif à l'émission des billets de banque* ». Cette loi imposa à la Banque Nationale l'obligation de « faire des prêts à des propriétaires-cultivateurs jusqu'à concurrence de 2 millions de drachmes ». La même

tation de la Grèce au dernier Congrès des Coopératives de consommation, extrait de l'*Archive des Sciences écon. et sociales*, Athènes, t. III, p. 66. — LÉON MELAS : Etude comparative du crédit agricole, Athènes, 1902. — Sp. CHASSIOTIS : Un projet pour l'organisation de la Banque Agricole, dans le périodique *Néa Géoponika* du 11 décembre 1922. — S. JASSEMIDÈS : Les coopératives agricoles, dans le *Bulletin Agricole*, fascic. A de 1914.

b) *En français* : SIMONIDE : La coopération agricole en Grèce, dans les *Annales de la Mutualité et de la Coopération agricoles*, Paris, 1923. — MYLONAS : Le mouvement coopératif en Grèce, dans les *Annales de la Mutualité et de la Coopération Agricoles*, Paris, 1919.

(2) Arthur WAUTERS : La réforme agraire en Europe, pp. 162 et suiv., Bruxelles, L'Eglantine, 1923.

loi prévoyait la création d'une Banque Agricole, dont le tiers du capital devait être versé par la Banque Nationale. Cette dernière n'a pas témoigné de beaucoup d'empressement pour la réalisation de ce projet et la loi ne fut jamais appliquée.

Quinze ans plus tard, on est revenu à la question. Le Gouvernement Koumoundouros a signé, avec la Banque Nationale, une convention concernant la constitution d'une « *Banque de Crédit Foncier et Agricole* ». On prévoyait que son capital s'élèverait à 10 millions de drachmes et serait versé par la Banque Nationale. La convention ne fut pas ratifiée par le Parlement dans le délai prévu d'un an après sa signature et resta un simple projet (3). Depuis, on ne se préoccupa de l'organisation du crédit agricole qu'après les guerres balkaniques. On peut, toutefois, mentionner ici les lois de 1896 et 1905 sur l'organisation des *sociétés d'entrepôt* qui prévoyaient la prestation des prêts sur gage des produits, mais leur application n'a pas donné les résultats escomptés.

II. — Dans cet ordre d'idées on doit aussi rappeler la constitution, en 1905, de la Société Privilegiée du Raisin de Corinthe. Cette Société avait pour but principal de protéger la production et le commerce du raisin sec contre les fluctuations très brusques que les prix de ce produit commencèrent à marquer à partir de la fin du xix^e siècle. L'Etat attribuait les fluctuations des prix et des quantités exportées à des causes temporaires, et a voulu pratiquer une politique de revalorisation du produit, en introduisant le système de la retenue d'une portion de la production variant de 20 à 35 % de la production totale. L'application de cette politique fut confiée, à partir de 1905, à la *Société Privilegiée*. Disons en passant, que cette politique n'a pas donné de résultats satisfaisants et eut pour conséquence de prolonger une situation fausse.

Cette expérience nous intéresse toutefois, plus directement, parce que : 1° elle constitue la première sérieuse intervention de l'Etat dans l'organisation économique de la production agricole ; 2° elle a donné, vingt ans plus tard, naissance au plus puissant organisme coopératif de la Grèce : le *Comptoir Autonome du raisin sec* ; 3° enfin, la *Société Privilegiée* a, parallèlement, exercé le crédit agricole en fournissant

(3) MYLONAS : Le crédit agricole et foncier, pp. 43 et 78, Athènes, 1919. — TRIANDAFYLIDÈS : Les métayers etc., pp. 21-22.

des prêts sur garantie du raisin sec emmagasiné dans ses entrepôts. Mais le crédit agricole ainsi pratiqué n'a pas aidé efficacement les agriculteurs. D'abord, ces opérations étaient limitées dans les régions productrices de raisin sec. Ensuite, les prêts de la *Société Privilegiée* étaient, de préférence, accordés aux commerçants du raisin sec et, en second lieu, aux agriculteurs. Enfin, les sommes dont la Société disposait pour ce but, furent toujours très limitées. Jusqu'en 1917, les prêts accordés par la Société Privilegiée s'élevaient à environ 3 millions et étaient accordés à un taux maximum de 5 à 6 % (4).

II

A partir des guerres balkaniques la nécessité d'organiser le crédit agricole devient plus urgente. D'abord, dans les nouvelles provinces et surtout dans celles qui avaient conquis une certaine autonomie, fonctionnaient déjà des institutions de crédit agricole qu'il fallait réorganiser et adapter à la législation hellénique. Ceci comportait une révision plus générale de la législation en la matière. En second lieu, la colonisation partielle des paysans de la Thessalie avait démontré la nécessité urgente de l'organisation du crédit agricole, d'autant plus que l'Etat se préparait pour la généralisation de la réforme agraire. Les métayers recevaient jusqu'alors des prêts d'exploitation de la part des propriétaires, mais une fois devenus libres propriétaires ils ne devaient compter que sur leurs propres ressources. Nous allons examiner successivement : 1) quelle était l'organisation des établissements de crédit agricole fonctionnant dans les nouvelles provinces et quelles modifications y ont été apportées par la législation hellénique ; 2) de quelle façon fut ensuite organisé le crédit agricole pour l'ensemble de l'Etat.

I. — En Crète, fonctionnait la *Caisse d'Utilité Commune*, créée en 1901 par le prince Georges. La Caisse pratiquait le crédit principalement en faveur des petits cultivateurs et des petits propriétaires. Ainsi, le décret de 1901 fixait le maximum des prêts hypothécaires, accordés par la Caisse, à 1000 drachmes par personne, et le maximum des prêts sur simple garantie à 200 drachmes. Le taux d'intérêt était 6 %. Ces

(4) MYLONAS : *op. cit.*, pp. 35-36.

restrictions ont été imposées pour empêcher l'absorption des disponibilités de la *Caisse* par des prêts élevés, accordés aux grands propriétaires. Dans le même but, on a décrété que les prêts consentis à des entreprises industrielles agricoles ne pouvaient dépasser le 7/100^e des capitaux fixes de la Caisse.

Après la libération de l'île, le fonctionnement de la *Caisse* fut réglementé par la loi n° 487 de 1914. Les anciens règlements furent pour la plupart maintenus. La nouvelle loi s'est bornée seulement à introduire une distinction entre les *capitaux fixes* et les *capitaux circulants* de la Caisse, et de régler la façon dont elle pouvait se servir des uns et des autres. Dans les capitaux fixes, la loi de 1914 faisait entrer le capital initial de la *Caisse* et la subvention que l'Etat hellénique lui accorderait dorénavant. Les capitaux circulants se composaient des dépôts confiés à la Caisse et des obligations qu'elle pouvait émettre (5). En outre, la dernière loi autorisa le consentement de prêts hypothécaires à des coopératives agricoles jusqu'à concurrence de 4.000 drachmes.

II. — Dans les provinces du Nord, soumises à la domination turque, le crédit agricole était exercé par les succursales de la Banque Agricole Ottomane. Après leur libération, l'Etat hellénique procéda, par la loi 603 de 1914, à la constitution de la Banque de la Macédoine et de l'Épire qui se substitua aux créances de la Banque Agricole Ottomane (art. 3) et continua ses travaux sur des bases nouvelles. D'après la loi de 1914, les prêts hypothécaires ne pouvaient dépasser 2.000 drachmes. Le maximum pour les prêts sur gage et pour les prêts personnels s'élevait respectivement à 1.500 et à 100 drachmes. Le taux des prêts était de 5 à 6 %, mais il pouvait être élevé par décret à 7 %. La Banque de la Macédoine et de l'Épire avait consenti, durant le régime ture, des prêts d'un montant total de 11 millions de drachmes, dont la plus grande partie consistait en des prêts hypothécaires.

Enfin, dans les îles, il y avait la Banque Agricole des Îles d'Égée, dont l'organisation fut réglementée par deux décrets du Gouvernement Provisoire de Salonique. Cette Banque recevait de l'Etat une subvention annuelle de 1 million de drachmes.

(5) En 1918, la *Caisse* de Crète disposait d'un capital fixe de 6 1/2 millions de drachmes et des dépôts se montant à 224.000 drachmes. Les prêts qu'elle avait accordés à la même époque s'élevaient à 5 1/2 millions, dont 5 millions consistaient en des prêts hypothécaires. V. MYLONAS : *op. cit.*, p. 36.

Il est hors de doute que ces différents organismes ont rendu de réels services à l'agriculture de ces régions, mais ils étaient tout de même insuffisants. D'abord, leurs ressources étaient très limitées, parce que le public et la classe paysanne n'avaient pas assez de confiance pour y déposer leur épargne. Ils étaient par conséquent obligés de pratiquer le crédit agricole avec leurs propres capitaux ou avec les ressources extraordinaires que leur procurait la subvention de l'Etat. Ensuite et comme il était naturel, ces organismes, pour ne pas risquer leurs capitaux, s'adonnaient surtout au crédit hypothécaire, dont la grande masse des paysans ne pouvait profiter. Enfin, leur action était territorialement limitée. Il fallait, tout en les laissant en fonction, procéder à une organisation parallèle du crédit agricole, pour tout l'Etat, sur des bases plus larges. Pour la réussite d'une telle tentative, il était indispensable de stimuler l'organisation des agriculteurs eux-mêmes, en même temps que l'organisation du crédit agricole. Il fallait, en deux mots, procéder d'en *haut* et d'en *bas*. C'est à cette œuvre double que l'Etat hellénique s'attaqua à partir de la fin de 1914.

III. — Jusqu'à cette date, il n'y avait pas de loi spéciale relative à la constitution et au fonctionnement des coopératives. Le législateur commença son œuvre par le vote de la loi n° 602 de 1914 sur les coopératives. Issue d'une étude assez approfondie, cette loi a répondu aux espoirs qu'on fondait en elle (6). La meilleure preuve en est la rapide multiplication des coopératives à partir de 1915. Cette loi contenait, en effet, certaines dispositions heureuses qui mettaient la coopérative agricole à l'abri des retraits en masse des mécontents. On a pris soin de donner le temps, à ces derniers, à s'habituer au milieu coopératif et d'apprécier l'utilité de leur collaboration effective.

Sans entrer dans une analyse détaillée, nous tenons à donner une idée générale des principales dispositions de la loi qui ont paru les plus

(6) MYLONAS : Le mouvement coopératif en Grèce, dans les *Annales de la Mutualité et de la Coopération Agricoles*, p. 50, Paris, 1919, et SIMONIDE : La coopération agricole en Grèce, dans les mêmes *Annales*, Paris, 1923. — La loi initiale fut complétée et modifiée par plusieurs autres, notamment par les lois 1435, 1688, 1953, 2522-23. Deux récentes lois doivent retenir l'attention de celui qui veut étudier plus particulièrement le mouvement coopératif en Grèce : la loi 4639 du 3 mai 1930 sur *les coopératives obligatoires d'améliorations foncières*, et surtout la loi 5289 du 31 août 1931 relative à la modification de la loi 602. — Voir aussi la critique faite au projet qui aboutit au vote de cette dernière loi par M. Th. TZORTZAKIS : Le projet de loi sur les coopératives, dans la revue *Pitharchia* des 7 et 14 juin 1931.

utiles au développement du coopératisme en Grèce. 1) Le sociétaire ne peut sortir de l'association qu'un an après son inscription et toujours à la fin de l'exercice annuel ; il doit, en outre, en avertir le bureau de la coopération au moins trois mois auparavant. 2) La part des sociétaires n'est liquidée qu'à la fin de chaque exercice et ne lui est versée qu'un ou deux ans après sa sortie de la coopérative. 3) Parallèlement au bureau de la Coopération, fonctionne un conseil d'inspection qui, tout en prévenant les conflits très aigus entre l'Administration et les membres de l'Association, constitue une sorte de soupape de sûreté contre les ambitions qui peuvent ainsi être plus largement satisfaites.

En même temps et à l'occasion du renouvellement du privilège de la Banque Nationale en matière d'émission, l'Etat a réglé l'exercice par cette dernière du Crédit Agricole. A cet effet, une convention fut signée le 6 décembre 1914 qui fut ratifiée, par l'Etat, par la loi du 20 février 1915. La Banque Nationale assumait dorénavant l'obligation d'élever les sommes prêtées aux agriculteurs à 25 millions de drachmes annuellement. En outre, elle acceptait de mettre à la disposition de l'Etat, sous certaines conditions, une somme supplémentaire de 25 millions de drachmes, pour que ce dernier puisse mieux organiser le crédit agricole. Les prêts accordés par la Banque Nationale se distinguaient en prêts individuels et en prêts collectifs. Les premiers étaient d'habitude de court terme, payables à 6 % d'intérêt dans un délai de 9 mois.

IV. — Nous ne pouvons pas suivre le mouvement coopératif et l'évolution du crédit agricole dans tous leurs détails. On s'en fait une idée, si l'on pense que dans les dernières années les prêts accordés par la Banque Nationale à des cultivateurs et à des coopératives agricoles ont dépassé 1 milliard de drachmes. Quant aux coopératives et associations agricoles, elles se sont multipliées d'une façon admirable. Pour mieux le comprendre nous donnons ci-dessous quelques chiffres relatifs.

Tableau I. — Nombre des coopératives agricoles créées annuellement entre 1915 et 1922 (7).

Années	Nombre	Années	Nombre
1915.....	152	1919.....	124
1916.....	192	1920.....	257
1917.....	275	1921.....	327
1918.....	166	1922.....	317

(7) EVELPIDIS : Programme agraire, p. 133.

Depuis 1923, le nombre de coopératives agricoles s'accroît plus vite encore à cause de l'établissement des réfugiés qui ont témoigné d'un esprit coopératif très développé. Ainsi, le nombre des coopératives agricoles passe de 1.816 en 1922, à 5.186 en 1929. Le tableau suivant nous renseigne sur les coopératives créées par des réfugiés entre 1923 et 1925 (8).

Région	Nombre de coopératives
Vieille Grèce	14
Thrace	119
Macédoine	404
Total.....	537

Il y avait en outre 34 syndicats agricoles mixtes composés en partie par des réfugiés et en partie par des indigènes. On comprend mieux encore les progrès réalisés par les réfugiés dans le domaine coopératif, si l'on compare les associations agricoles existant dans les mêmes régions, en distinguant celles qui ont été formées par les indigènes et celles des réfugiés. En Macédoine, par exemple, à la date du 31 décembre 1925, la situation était la suivante (9) :

191 coopératives agricoles d'indigènes comptant	18.871 membres
404 » » des réfugiés comptant....	30.683 »
34 — » mixtes	3.675 »

La plupart des coopératives sont des associations de crédit mutuel. D'ailleurs, leur nature reflète directement les conditions rurales du pays. Le tableau suivant nous permet de voir de quelle façon étaient réparties, jusqu'en 1927, les associations coopératives (10) :

Sortes d'associations	Nombre d'associations.			
	1917	1918	1925	1927
Associations de crédit mutuel.....	439	1.287	2.472	3.392
Associations d'achat en commun....	43	111	194	203
Associations de vente.....	73	132	210	301
» de production	46	27	147	205
» diverses	—	108	274	380
Total.....	601	1.665	3.297	4.481

(8) *Société des Nations* : L'établissement des réfugiés en Grèce, chap. XIV, p. 113, Genève, 1926.

(9) *S. d. N.* : *Loc. cit.*, p. 114.

(10) Renseignements fournis par la Banque Nationale de Grèce.

Parallèlement aux coopératives fondées en application de la loi 602, les coopératives obligatoires de la loi agraire ont, elles aussi, fonctionné, sinon toujours, du moins dans bien des cas, comme organismes de crédit agricole. Le législateur se rendant compte que le crédit personnel serait difficilement pratiqué par la Banque Nationale en faveur des agriculteurs isolés, a pris des dispositions spéciales pour leur venir en aide par l'intermédiaire des coopératives obligatoires. Ainsi, la loi agraire 2052 de 1920 permet aux coopératives obligatoires de fonctionner en même temps comme coopératives de crédit et d'assurance mutuelle (art. 18 § 3). Dans ce cas, les coopératives ne pourraient être dissoutes qu'après le remplissement de leurs obligations provenant de l'exercice du crédit agricole. C'était une garantie supplémentaire ayant pour but de rassurer davantage la Banque Nationale pour le remboursement des crédits accordés aux coopératives obligatoires.

En exécution des dispositions de la loi agraire, on a voté la loi 2522 de 1920 qui permettait aux ministres de l'Agriculture et des Finances de signer avec la Banque Nationale des conventions ayant pour but l'octroi, par cette dernière, des prêts aux agriculteurs établis pour l'achat des machines et des outils agricoles ou pour la mise en exploitation de leur lopin (art. 2 § 1). La loi prévoyait, en outre, l'application, en pareils cas, de la loi 2184 relative au *warrantage* de la récolte jusqu'au remboursement de prêts consentis.

Ces dispositions ont été maintenues par presque toutes les lois agraires, à l'exception de celle de 1922 qui décréta l'abolition des coopératives obligatoires. La loi agraire en vigueur permet aux coopératives obligatoires l'exercice d'opérations de crédit agricole et de crédit mutuel, et l'entreprise de travaux d'amélioration foncière, à condition que la décision relative soit prise par les 3/5 des associés (art. 45 de la Codification). La loi 4639 de 1930 prévoit même la constitution des coopératives obligatoires pour l'exécution des travaux d'amélioration foncière. Grâce à ces dispositions, les nouveaux établis ont pu trouver, sinon un crédit abondant et même suffisant, au moins un premier appui économique pour rendre productive la terre qui leur a été cédée. Enfin, les coopératives ont été utilisées, dans certains cas, pour la *production* en commun de certains produits comportant de grands frais d'exploitation. Il y a, surtout en Macédoine, de semblables coopératives de producteurs pour la culture du tabac. Les crédits *annuellement* accordés

à ces dernières coopératives, par la Banque Nationale, ont passé, de 518.200 drachmes en 1919, à 317.752.152 drachmes en 1929.

Si l'on examine maintenant les crédits accordés, en général, à l'agriculture par la Banque Nationale, on verra la même marche ascendante. On peut le constater par le tableau suivant (11) :

TABLEAU I. — *Crédits accordés à l'agriculture par la Banque Nationale de Grèce de 1915 à 1929*

Années	Drachmes	Années	Drachmes
1915.....	4.685.160	1922.....	151.301.123
1916.....	7.896.439	1923.....	220.019.362
1917.....	8.291.512	1924.....	675.606.228
1918.....	20.554.783	1925.....	905.848.818
1919.....	27.274.362	1926.....	723.764.065
1920.....	79.562.380	1927.....	1.144.452.127
1921.....	72.265.239	1928.....	1.303.888.521
		1929.....	1.613.333.642

L'augmentation des crédits consentis par la Banque Nationale n'est pas toutefois telle qu'elle pourrait apparaître à première vue, et cela parce que la devise nationale a subi une très forte dépréciation. Cette remarque ne diminue pas, en tout cas, l'effort fait par la Banque Nationale, en cette matière. Il faut en outre constater que les besoins en crédits de l'agriculture ont beaucoup augmenté depuis la fin de la guerre par suite surtout de deux causes : 1) l'application de la réforme agraire et la création d'une multitude des petites exploitations paysannes qu'il fallait équiper avec des instruments agricoles plus perfectionnés et en même temps les soutenir économiquement pour mettre en valeur leur lot ; 2) enfin, l'extension qu'ont prise certaines cultures, surtout le tabac, exigeant de grands capitaux.

V. — L'œuvre de la Banque Nationale ne fut exempte de critiques, parfois même assez vives (12). Les principales de ces critiques, prove-

(11) Renseignements fournis par la Banque Agricole de Grèce. Nous arrêtons ce tableau en 1929, parce qu'à partir de 1930, l'exercice du crédit agricole fut confié à la Banque Agricole.

(12) Cf. La belle étude de M. G. TRAKAKIS : L'organisation coopérative en Grèce, 1925 et celle de M. KORYZIS : Le crédit agricole et la Banque Nationale, 1925. Les deux auteurs ont défendu le point de vue de la Banque, dont le premier était Inspecteur général, et le second Directeur et actuellement Sous-Gouverneur. Sur ce sujet, il y a eu, en décembre 1924 et janvier 1925, de longues discussions

nant surtout de la part des coopératives, peuvent se résumer comme suit :

1) Les crédits consentis par la Banque Nationale étaient insuffisants et ne couvraient qu'à peine le dixième, et parfois le vingtième, des dépenses ordinaires d'exploitation ; 2) au lieu de fournir des crédits personnels, la Banque pratiquait, surtout, le crédit réel et cela parce qu'elle exigeait le *warrantage* des récoltes ; 3) la Banque était très sévère quant à l'examen de la capacité de crédit des coopératives et les soumettait à toute sorte de difficultés, ce qui avait comme conséquence d'ébranler la foi des sociétaires aux coopératives ; 4) enfin, on se plaignait que le taux d'intérêt était très élevé, soit 7 % au lieu de 5 %, et que certains organes de la Banque qui assuraient le crédit agricole dans les provinces, étaient mal disposés envers le mouvement coopératif et se livraient même, parfois, à des manifestations hostiles aux coopératives.

Dans toutes ces critiques il y a une très grande part de vérité. Il faut, toutefois, distinguer la part de responsabilité qui incombait à la Banque Nationale et la part de responsabilité qui revenait à d'autres facteurs. Si la Banque Nationale a fait de réels efforts pour développer le crédit agricole, il n'en est pas moins vrai que, parallèlement, les besoins économiques de l'agriculture hellénique allaient en croissant avec une rapidité beaucoup plus grande. *M. Laur* a fait certaines évaluations sur les frais d'exploitation nécessaires aux différents types de propriétés (13) qui ont démontré que ces frais sont d'autant plus élevés que les exploitations sont plus petites. Les types d'exploitation examinés par lui variaient surtout entre 3 et 30 hectares et la moyenne des frais d'exploitation s'élevait à 1.094 francs suisses. Or, il a été établi que les frais des exploitations d'une étendue inférieure à 10 hectares dépassaient largement cette moyenne. Voilà les chiffres exacts :

Type de propriétés	Frais d'exploitation
de 3 à 5 hectares.....	1.528 francs suisses
» 5 à 10 hectares.....	1.184 » »
» 10 à 15 hectares.....	1.061 » »

dans la *Société des Sciences Sociales et Politiques*, durant lesquelles tous les côtés de la question furent examinés.

(13) LAUR : *Statistische Erhebungen und Schätzungen auf dem Gebiete der Landwirtschaft*. H. II, Brugg, 1925. — Voir aussi M. IYSC : *Les problèmes agraires en Yougoslavie*, p. 308, Paris, 1926.

» 15 à 30 hectares.....	895	»	»
» plus de 30 hectares.....	805	»	»
Moyenne des frais.....	1.094	francs suisses	

En Grèce, le morcellement de la terre qui suivit l'application de la réforme agraire eut comme conséquence inévitable d'augmenter les besoins en crédit d'une grande partie de la masse paysanne, auxquels la Banque Nationale n'a pu faire face. On a évalué, à l'époque, que les frais d'exploitation par stremme s'élevaient à 200 drachmes et que la Banque Nationale n'offrait pas le vingtième de ces frais. Il y avait là un calcul un peu simpliste, mais qui au fond exprimait la même idée : l'insuffisance des crédits agricoles mis à la disposition de l'agriculture hellénique. Le véritable inconvénient consistait, à notre avis, en la nature de l'organisme qu'exerçait le crédit agricole. Un organisme bancaire tel que la Banque Nationale ne pouvait, ni immobiliser de très fortes sommes de capitaux à des opérations peu fructueuses, comme le crédit agricole, ni se départir des pratiques bancaires courantes qui visent surtout à assurer la rentrée des créances accordées. Il était, par conséquent, naturel que la Banque Nationale procédât en matière de crédit agricole avec la même prudence et avec des méthodes analogues à celles qu'elle utilisait dans ses autres opérations.

Cet esprit qui présente son bon côté, a eu deux conséquences peu favorables au développement du crédit agricole : d'abord, il a amené la Banque Nationale à exiger de ses emprunteurs des formalités et des garanties toujours gênantes et parfois coûteuses ; ensuite, la répartition des crédits se faisait non pas selon les besoins réels des agriculteurs — ce qui est la caractéristique du crédit agricole — mais selon le degré de *sécurité* que la personne de l'emprunteur présentait. Ainsi, la plus grande partie de crédits accordés allait aux plus fortunés des agriculteurs, tandis que les autres, les plus nécessiteux du secours de la Banque, se trouvaient en réalité dépourvus de toute aide ou en obtenaient une aide insuffisante. On le comprend, dès qu'on examine la façon d'après laquelle les crédits agricoles étaient répartis. Ainsi, la plus grande partie des prêts étaient accordés sur garantie réelle. En 1927, les prêts sur garantie personnelle, c'est-à-dire les prêts par excellence agricoles, s'élevaient à peine à 73 millions sur un total de 1.144 millions accordés, dans cette année, à l'agriculture, soit à 6,3 % du total.

D'autre part, des crédits consentis sur garantie personnelle, 85 % allaient à des agriculteurs isolés et non pas aux coopératives. Des autres crédits, une grande partie était accordée à des coopératives, mais les crédits consentis à des agriculteurs isolés étaient très forts. Enfin, le crédit à long terme et à moyen terme ne fut presque pas pratiqué et les sommes consacrées à cette branche du crédit agricole ont toujours été insignifiantes. En 1927, par exemple, les prêts à long terme s'élevaient à 19,9 millions et représentaient 1,5 % du total des crédits accordés.

On a reproché à la Banque Nationale de ne pas avoir favorisé le développement des coopératives et qu'elle a préféré pratiquer plutôt le crédit en faveur des agriculteurs isolés. Il faut, cependant, reconnaître que dans bien des cas l'état des coopératives agricoles laissait beaucoup à désirer et que leur organisation souvent n'était pas de nature à gagner la confiance des institutions exerçant le crédit agricole. Ainsi, dans nombre de coopératives, l'esprit coopératif faisait complètement défaut et leur création n'était due qu'au désir d'arracher des crédits à la Banque Nationale. Si l'on excepte le Péloponèse et certaines régions de la Macédoine (Serrès, Drama), ainsi que quelques îles (Corfou, Zante) où les coopératives agricoles avaient fait de réels progrès et fonctionnaient bien, dans le reste de la Grèce il y avait un grand nombre de coopératives fictives et sans aucune activité. Le pourcentage de ces dernières variait entre 10 et 30 % du total des coopératives constituées (14). Dans d'autres cas, la *responsabilité* des sociétaires était très limitée par les statuts, de sorte qu'elle ne laissait aucune marge à la Banque Nationale pour leur accorder de plus larges crédits.

Ces défauts du mouvement coopératif en Grèce étaient inévitables si l'on songe qu'il ne date que depuis 1915 seulement et que la Grèce a vécu, tout ce temps, dans des conditions nationales, politiques et économiques peu normales, de sorte que l'Etat n'a pu s'adonner à l'éducation coopérative de la classe paysanne. Il est caractéristique, à ce point de vue, que les coopératives ont surtout réussi dans les régions où le niveau intellectuel et économique de la classe paysanne est plus élevé. Pour que l'agriculture hellénique surmonte toutes ses difficultés, elle n'avait pas seulement besoin de crédit agricole, mais aussi d'un plus vaste organisme qui s'occuperait spécialement de l'éducation économi-

(14) Cf. TRAKAKIS : *op. cit.*, pp. 6-7.

que des paysans. C'est dans cet esprit qu'on a procédé à la création de la Banque Agricole de Grèce. L'exercice du crédit agricole par la Banque Nationale a préparé le terrain pour cette plus vaste entreprise et, en même temps, a formé le personnel technique parmi lequel la Banque Agricole devait recruter les éléments les plus éclairés pour la mise en application de son vaste programme.

III

I. — Avant d'entreprendre l'étude de la Banque Agricole, nous devons jeter un dernier coup d'œil sur les coopératives agricoles, qui constituent les rouages inférieurs, mais indispensables, de l'organisation économique de la classe paysanne. Nous avons examiné leur naissance, leur développement et leurs défauts. Il reste à dire quelques mots sur leur état actuel.

A la fin de 1929, les coopératives agricoles s'élevaient à 5.186 et étaient constituées de la façon suivante (15) :

Coopératives de crédit	3.912
» d'achat en commun.....	190
» pour la vente en commun.....	394
» de production	247
» diverses (location des terres, élevage, assurances mutuelles, etc).	443
Total.....	5.186

Le nombre des membres de chaque coopérative est, en moyenne, de 40 à 50. Leur capital moyen s'élève à 32.000 drachmes, dont 19.500 drachmes versées. Le tableau suivant nous donne une idée plus exacte de leur situation (16) :

Nombre de membres	226.300
Capitaux d'association	158.000.000 drachmes
» » versés	96.400.000 »
Fonds de réserve	26.600.000 »
Dépôts	30.000.000 »

Parmi ces coopératives, il y avait 500 coopératives à responsabilité limitée ; leur responsabilité s'élevait à 1.300 millions de drachmes. Les coopératives sont constituées en 85 *Unions* (17).

(15) BOYAZOGLU : *Econ. Rurale* etc., p. 78, note 1.

(16) Chiffres relatifs aux 4.927 coopératives existant en 1928.

(17) Cf. BOYAZOGLU : *op. cit.*, p. 79, note.

II. — L'année 1929 marque une étape considérable dans l'organisation du crédit agricole du pays et cela grâce à la constitution de la Banque Agricole de Grèce (18). La nouvelle institution se propose :

1° de fournir des prêts à court, à moyen et à long termes aux agriculteurs et aux coopératives agricoles et en général de procéder au placement productif de ses capitaux dans l'agriculture ;

2° de suivre de près et de diriger l'action des organisations coopératives, et d'aider leur développement ;

3° de prendre des mesures propres à améliorer la situation générale de l'agriculture hellénique par la vulgarisation des méthodes scientifiques et de la technique agricole ;

4° enfin, de contribuer à l'écoulement et au développement de la consommation des produits agricoles, à l'intérieur et à l'extérieur, et de prendre des mesures pour la régularisation des prix des produits agricoles (19).

Les capitaux de la Banque Agricole ont été constitués de la façon suivante : 1) par une dotation de l'Etat s'élevant à 811.000.500 drachmes ; 2) par 180 millions de drachmes que la Banque Nationale de Grèce doit lui verser pour le compte de l'Etat par annuités de 20.000.000 de drachmes ; 3) par les capitaux des quatre Banques locales préexistantes et absorbées par elle ; ces capitaux s'élevaient au moment de leur absorption à 90.731.198,23 drachmes (20). La Banque Agricole n'a commencé ses travaux qu'au début de 1930 et elle devait affronter une crise extrêmement aiguë. Pourtant, dès son premier bilan on peut constater l'heureuse orientation qu'elle a su donner à sa politique en matière de crédit. Les prêts accordés, dans cette année, s'élèvent à 1.442 millions environ et à cette somme, on doit ajouter 493 millions de drachmes accordés par la Banque Nationale par suite d'un arrangement survenu entre les deux Banques. Par conséquent, le total des prêts accordés à l'agriculture était 1.935 mil-

(18) La Banque fut constituée en vertu de la convention du 27 juin 1929 entre l'Etat hellénique et la Banque Nationale de Grèce, ratifiée par la loi n° 4332 de 1929 et modifiée par la loi n° 4454 de 1930.

(19) *Banque Agricole de Grèce* : Bilan de 1930, p. 43, Athènes, 1931.

(20) *Loc. cit.*, p. 59.

ions de drachmes contre 1.642 millions dans l'année précédente. Il y a déjà dans ce domaine une appréciable amélioration (21).

Mais là où apparaissent surtout d'importants changements, c'est dans la façon d'après laquelle ces sommes furent accordées. Le tableau suivant nous en donne une idée (22) :

	Drachmes
1) crédits accordés aux coopératives.....	922.576.036,65
2) » » aux agriculteurs isolés.....	366.529.258,55
3) » à long terme.....	14.814.100 —
4) » accordés à la <i>Caisse Agricole de Corfou</i>	14.071.623,20
5) » accordés aux producteurs des céréales..	124.283.704,41
Total.....	1.442.274.722,81

On y voit que 65 % environ du total des crédits consentis furent distribués par l'entremise des coopératives. Une seconde modification est relative à la nature des prêts accordés. Tandis que jusqu'alors la plupart des crédits étaient fournis par la Banque Nationale sur *garantie réelle*, par contre, la Banque Agricole a distribué la grande partie de ses crédits sur simple *garantie personnelle*, comme l'indiquent les chiffres suivants (23) :

1) crédits accordés sur garantie personnelle..	897.498.390 drachmes
2) crédits accordés sur garantie réelle.....	391.606.905 drachmes

IV

La constitution de la Banque Agricole a fait l'objet de vives polémiques, dans le Parlement et dans la Presse. On a surtout reproché au Gouvernement d'avoir fait d'elle une institution étatique et de ne pas l'avoir dotée de capitaux suffisants. Son caractère d'établissement bancaire, relevant directement du Gouvernement, n'est pas en effet, sans inconvénients. La Banque Agricole risque ainsi d'être exposée à toutes les vicissitudes de la politique intérieure, ce qui ne manquerait pas d'influencer son entité et son prestige économique. Mais pour

(21) *Loc. cit.*, p. 52. Les prêts accordés directement par la *Banque Agricole*, en 1931, s'élèvent à 1.603.113.614 drachmes, soit environ 170 millions de plus qu'en 1930. Cf. *Oikonomikos Tachydromos* du 10 avril 1932.

(22) Cf. Bilan de la *Banque Agricole* de 1930, pp. 51-52.

(23) *Loc. cit.*, p. 69.

le moment, ce qui presse c'est de la doter de capitaux suffisants pour faire face à ses obligations croissantes. A cet effet, la Banque Agricole s'est adressée à la Banque des Règlements Internationaux qui lui a consenti un prêt à court terme de 75 millions de drachmes. La somme est tout à fait insignifiante. Le Gouvernement et avec lui l'Administration de la Banque Agricole ont pensé pouvoir résoudre le problème des capitaux en s'associant au mouvement tendant à la constitution de la *Société Internationale de Crédit Agricole Hypothécaire*. Il est peu probable que cette entreprise internationale réussisse à se constituer. Toutefois, même si elle réussit, elle n'entraînera pas moins d'inconvénients. Son but sera de pratiquer le crédit agricole hypothécaire; ce qui est contraire au véritable esprit coopératif qui se base surtout sur la *garantie personnelle de l'agriculteur*, et non pas sur les *garanties réelles* qu'il peut offrir (24). La Banque Agricole doit par conséquent chercher ailleurs, et surtout dans le pays même, les capitaux qui lui font défaut.

(24) Cf. *Société Internationale de Crédit hypothécaire agricole* (publ. de la S. d. N.), Genève, 1931. — Simon ABERDAM : La Société Internationale de Crédit hypothécaire agricole, dans la *Revue Politique et Parlementaire* du 10 novembre 1931, pp. 258 et suiv. Voir aussi les articles de MM. Pierre DECHARME : Le crédit agricole hypothécaire international. L'inquiétude des agriculteurs, dans le *Temps Agricole* du 17 mai 1931. — P. VIMEUX : Le crédit agricole international, *ibid.*, le 25 avril 1931 ; *Idem* : Le crédit hypothécaire international. Les lacunes du projet, *ibid.*, le 10 mai 1931. — P. GARNIER : Charité bien ordonnée..., *ibid.*, le 12 juillet 1931.

CHAPITRE XV

Conséquences économiques et sociales de la Réforme agraire. Ce qui reste à faire

- I. Principaux griefs qu'on lui a adressés; constitue-t-elle une violation des droits acquis ?
- II. Elle a contribué à la diminution de la production agricole nationale: 1) ce grief est-il justifié par les faits? 2) examen des données statistiques; la diminution est due à des causes indépendantes de la réforme; 3) les résultats positifs de la réforme agraire: accroissement des superficies cultivées et augmentation des cultures à grand rendement économique.
- III. Le faible rendement des exploitations paysannes et ses causes: 1) valeur réelle des moyennes statistiques à cet égard; causes générales de la diminution du rendement par unité exploitée; 2) causes spéciales à la réforme: l'exiguïté des lots; 3) le parcellement et la dispersion excessive; 4) l'incertitude existant par suite du non achèvement de la réforme.
- IV. Ce qui reste à faire pour compléter la réforme: 1) achever la colonisation et protéger, dans l'avenir, les propriétés paysannes contre le danger d'une nouvelle concentration du sol; 2) organiser la production agricole; 3) développer le crédit et les coopératives agricoles; dégrèver la production agricole des charges fiscales et des dettes privées; 4) organiser mieux l'écoulement des produits agricoles.
- V. Les effets démographiques, politiques et sociaux de la réforme agraire.

Pour pouvoir se prononcer avec certitude sur l'influence que la réforme agraire a exercée sur la vie économique et sociale du pays, il faudrait, d'abord, procéder à une analyse approfondie de tous les éléments qui influent, tant sur la production que sur la répartition des produits agricoles. Il faudrait, ensuite, examiner les changements démographiques qu'elle aurait pu déterminer. Une pareille étude nous aurait entraînés hors du cadre que nous nous sommes proposés. Nous nous contenterons, par conséquent, d'examiner les principales critiques qu'on lui a adressées et de voir jusqu'à quel point elles sont justifiées. Une fois le terrain ainsi déblayé, nous nous efforcerons de procéder à une étude des résultats acquis grâce à la réforme, tant au point de vue économique, qu'au point de vue social et national.

I

I. — Deux griefs principaux ont été adressés à la réforme agraire : de constituer une violation du droit de propriété et d'avoir fait tomber le rendement par unité exploitée, en diminuant le total de la production nationale. Nous n'insisterons pas sur le premier de ces griefs qui fut adressé également à toutes les réformes agraires presque dans des termes identiques. Au cours de notre exposé, en parlant de l'indemnité accordée au propriétaire exproprié, nous avons eu l'occasion de montrer jusqu'à quel point les récriminations contre les lois agraires sont, sur ce sujet justifiées. Nous pouvons ajouter, que la réforme agraire est devenue, par le jeu des circonstances, beaucoup plus radicale qu'elle ne l'était dans l'esprit du législateur. Ce dernier a voulu et pris toute précaution pour que le propriétaire exproprié reçut une juste indemnité, mais la dépréciation de la monnaie eut comme conséquence de diminuer sérieusement les indemnités et majorations accordées par la loi. C'est un mal dont souffre toute l'économie nationale et dont le paysan grec subit les conséquences plus qu'aucun autre. La dépréciation de la monnaie fut accompagnée de la diminution des prix-or des produits agricoles dans lesquels se trouvent incorporés le travail et le labeur du paysan. La rémunération de son travail a, du même coup, diminué et on ne voit pas la raison pour laquelle les propriétaires seraient exempts des conséquences d'un mal qui s'est abattu sur l'ensemble de la nation.

Certes, et on insiste trop sur ce point, les lois agraires ne sont pas ou, plutôt, n'étaient pas jusqu'à la révision de la Constitution en 1927, conformes à la forme et à la légalité constitutionnelles quant au mode de paiement de l'indemnité et quant à la procédure suivie. Est-ce pour cela qu'on pourrait réprouver la réforme agraire ? Les formes juridiques ont, de tout temps, joué un très grand rôle sur la vie sociale des peuples et exercent encore sur leur évolution économique une influence de tout premier ordre. Cela ne veut pas dire qu'elle peuvent rester immuables, et encore moins qu'elles peuvent se dresser en obstacle contre l'évolution économique et sociale d'un peuple. Les institutions juridiques n'ont de raison d'être qu'en tant qu'elles permettent l'évolution normale de la vie sociale et économique. Elles sont un moyen pour atteindre les buts sociaux intellectuels et économiques

que la société se propose, et ne peuvent jamais devenir à leur tour des *buts autonomes*. C'est pourquoi nous avons laissé de côté l'étude juridique de la réforme agraire. Le droit se trouve, dans la plupart des cas, en retard sur les faits et au lieu de servir comme organe de l'évolution, il vient après coup pour consacrer les changements déjà accomplis (1). Comme M. Delaisi le remarque très justement « depuis que les méthodes industrielles dominent l'activité économique, le législateur a dû modifier peu à peu les institutions, tandis que les juristes s'efforçaient de maintenir les principes anciens. Il en est résulté une casuistique fort curieuse, en même temps qu'une grande confusion dans les esprits et dans les faits » (2).

On pourrait ajouter que la conception juridique contemporaine est loin de reconnaître au droit de propriété ce caractère *absolu* que les jurisconsultes romains nous ont enseigné et qui trouva son expression finale dans le Code civil français. La relativité du droit de propriété, reconnue depuis longtemps, se trouva, après la guerre mondiale, affirmée et législativement consacrée par un certain nombre des constitutions modernes. On ne voit plus dans la propriété qu'un droit social, mais non pas individuel, que la société confie au propriétaire sous condition d'en faire un usage conforme à l'intérêt plus général de la société. Le propriétaire tend de plus en plus à être considéré comme le dépositaire d'un bien social, comme exerçant une *fonction sociale* qui n'est pas sa chose à lui, et dont il ne peut plus *abuser*. Dès qu'on regarde les choses de ce point de vue, il serait un peu difficile d'affirmer que les grands propriétaires fonciers, en Grèce, aient eu jamais, sauf à de rares exceptions, conscience de leur rôle social et exercé leur *fonction de propriétaires* en faveur et conformément à l'intérêt de la société.

II

I. — Beaucoup plus sérieuse est la critique relative à la diminution de la productivité des domaines expropriés. Si l'on examine la produc-

(1) Cette vérité fut démontrée avec force par M. le professeur MORIN, dans son livre *La Révolte des faits contre le Code*. Cf aussi, Pierre BONNET : *Le droit en retard sur les faits. Aperçu de notre évolution économique et juridique du I^{er} Empire à nos jours*, Paris, librairie de droit et de jurisprudence, 1930.

(2) *Les contradictions du Monde moderne*, p. 29, Paris, Payot, 1927.

tion de différentes cultures depuis 1914, on constate, en effet, une diminution globale assez sensible et du rendement par hectare et de la production totale. La régression fut plus grande en ce qui concerne les céréales. On s'en rend mieux compte en consultant les deux tableaux suivants (3) :

TABLEAU I. — **Moyennes de la production agricole annuelle de 1914 à 1929** (en milliers de quintaux métriques) :

	1914	1915-18	1919-22	1923-26	1927-29
Céréales en général...	8.837,5	6.617,2	7.061	6.978,9	8.082,8
Froment seulement....	3.568,1	2.883,7	2.745,6	2.730,5	3.401
Légumes secs.....	492,5	434	342,9	374,3	264,4
Légumes	2.172	1.570,6	1.145,9	1.051	1.491,5
Plantes industrielles et aromatiques	433,8	288,6	380,6	725,3	782,4
Plantes fourragères ..	1.274,7	889,5	938,7	1.002,3	1.429,6
Vignobles vignifères ..	4.204,1	3.282,4	2.327,7	2.588,2	2.919
Raisin sec	1.811,1	1.431,9	1.564,7	1.720,7	1.562,8

TABLEAU II. — **Rendement annuel moyen par stremme** (en kilos) :

	1914	1915-18	1919-22	1923-26	1927-29
Froment	84	72	65	53	66
Légumes secs	76	62	65	53	48
Légumes	555	496	487	406	447
Plantes industrielles et aromatiques	67	63	71	69	59
Plantes fourragères ...	286	292	283	209	240
Vignobles	286	207	160	207	250
Raisin sec	275	180	198	235	255

Comme on le constate dans ces deux tableaux, la diminution, tant *absolue* que *relative*, est très prononcée quant aux céréales, et davantage encore pour certains produits, tels que les légumineux, les vignobles et le raisin sec. Par contre, il y a eu accroissement appréciable dans la production des plantes industrielles et fourragères. Il importe, par conséquent, de discerner les causes de cette diminution et de préciser ce qui est imputable à la réforme agraire et ce qui ne l'est pas.

(3) Cf. *Annuaire Statist. de la Grèce*, 1930, pp. 146-148. — Aussi : *Statistique Annuelle Agricole*, 1929, p. 28.

II. — Une première constatation s'impose. La diminution de la production agricole commence immédiatement après la déclaration de la guerre mondiale et se prolonge jusqu'en 1926. Pendant les deux périodes quadriennales de 1915-18 et de 1919-22, la diminution ne peut être imputée à la réforme agraire, tout au moins cette dernière n'en était qu'une cause secondaire et de beaucoup moindre importance. Pendant cette période, l'économie nationale toute entière a souffert à cause, d'une part, de longues guerres qui durèrent, presque sans interruption, pendant dix entières années (1912-1922), et d'autre part, de profondes perturbations politiques, sociales et démographiques que la Grèce a subies de 1915 à 1924. On sait qu'en de pareilles circonstances, en tous temps et dans tous les pays, la production a toujours souffert. Il faut ajouter que les lois agraires n'ont été mises en application que partiellement et, surtout, à partir de 1920. Il ne saurait, par conséquent, être question de l'influence de la réforme agraire sur la production agricole qu'à partir de 1923 qui est aussi l'année de l'installation des réfugiés.

Dans les deux périodes qui suivent, nous constatons, d'abord, une accentuation dans la diminution de la production des céréales et des légumineuses en 1923-26, puis une reprise en 1927-29 telle qu'en 1929 la production des céréales se rapproche de celle d'avant-guerre. Quant aux plantes industrielles et fourragères, elles dépassent de 30 à 100 % la production de 1914. Est-ce que la diminution dans la production des céréales et des légumineuses est imputable à la réforme agraire ? On ne saurait l'affirmer.

En 1923-24, années de l'arrivée des réfugiés et du départ de la grande masse des musulmans échangeables, il y eut une diminution de la production par suite de la perturbation qui résultait du fait que plus de deux cent mille nouveaux cultivateurs, dépourvus de tous moyens, non pas seulement de culture, mais aussi de subsistance, avaient succédé brusquement à environ cent cinquante mille autres cultivateurs partis. Un changement si radical ne pouvait qu'avoir des répercussions fâcheuses sur la production nationale. Mais, dès 1925, l'activité a repris de sorte que, dans les régions où furent effectués l'établissement des réfugiés et la réforme agraire, non seulement la moyenne des superficies cultivées dans les années 1923-26 a dépassé celle des années 1919-22, mais aussi le rendement moyen par stremme fut supérieur à la moyenne du rendement par stremme pour l'ensemble

de l'Etat. Pour mieux le comprendre nous donnons immédiatement après les chiffres relatifs aux superficies ayant été cultivées en froment dans ces années et au rendement par unité d'exploitation (4).

TABLEAU III. — **Superficies cultivées en froment** (en milliers de stremmes)

	Moyenne annuelle de 1919-1922	Moyenne annuelle de 1923-1926
I. — <i>Régions à réforme agraire</i>		
Macédoine	802,8	970,8
Thessalie et Arta.....	899	1.060,3
Epire	91,3	104,6
Thrace (a)	192,6	196
Total.....	1.985,7	2.331,7
II. — <i>Reste de la Grèce.....</i>	2.218,9	2.391,8
Total général.....	4.204,6	4.723,5

(a) Production de 1922.

TABLEAU IV. — **Rendement moyen du froment par stremmes** (en kilos)

	Moyenne annuelle de 1923-1926	Moyenne annuelle de 1927-1929
I. — <i>Régions à réforme agraire</i>		
Macédoine	87	83
Thessalie et Arta.....	64	71
Epire	52	57
Thrace	86	80
Moyenne p ^r les 4 régions	72	73
II. — <i>Moyenne pour l'ensemble de l'Etat</i>	53	66

Il ressort de ces deux tableaux que dans les années qui suivirent l'application de la réforme agraire et l'établissement des réfugiés, la superficie cultivée annuellement en froment, dans les régions à réforme agraire, a crû de 350.000 stremmes, soit une augmentation de 17 % par rapport à la moyenne des quatre années précédentes, tandis que l'accroissement des superficies cultivées en froment dans le reste de la Grèce n'était que de 170.000 stremmes environ, soit de 8 %. D'autre

(4) Cf. *Statistique Ann. Agricole*, années 1922 à 1928 et 1929, p. 36.

part, les superficies cultivées en froment dans les régions à réforme agraire représentaient, dans la période 1919-1922, les 47,2 % du total des superficies affectées à cette culture dans l'ensemble du territoire hellénique ; dans la période suivante de 1923-26, ce pourcentage s'éleva à 43,9 %. Il y eut, par conséquent, une augmentation, non seulement absolue, mais aussi relative au reste de la Grèce. Dans la même période, ainsi que dans les années suivantes, la moyenne du rendement annuel par stremme, dans les régions à réforme agraire, est constamment supérieure à la moyenne établie pour l'ensemble de l'Etat de 10 à 35 %. Seule l'Épire fait, à ce point de vue, une exception, mais le faible rendement par stremme doit être attribué en premier lieu à la pauvreté du sol de cette région.

On peut, par conséquent, conclure, sans avoir la crainte de se voir démentir, que la réforme agraire ne fut la cause de la diminution de la production agricole. Cette dernière est due surtout au malaise qui pèse sur l'ensemble de l'agriculture hellénique depuis la guerre. Il s'est manifesté, d'un côté, par la diminution des emblavures dans les provinces du Nord où ont eu lieu les opérations militaires, d'un autre côté, par une baisse continue du rendement par hectare due à l'insuffisante préparation du sol durant la guerre et au gaspillage de ses forces productives par suite : 1) de l'intensification de la culture des céréales durant le blocus et 2) de l'utilisation, dans cette fin, de terres peu propres à la production des céréales qui étaient auparavant affectées à d'autres cultures.

III. — Toutefois, il ne s'agit là que d'un résultat négatif. Les résultats positifs de la réforme agraire, au point de vue de la production, peuvent se résumer dans deux propositions : 1^o elle a contribué à l'augmentation des superficies cultivées ; 2^o elle a poussé à l'accroissement de la culture de certains produits à grand rendement économique, et par là elle a contribué à un accroissement du revenu agricole national et à un rétablissement de l'équilibre de la balance commerciale du pays. Le tableau suivant nous permet de nous rendre compte des changements survenus, quant à la superficie cultivée, dans les différentes régions de la Grèce :

TABLEAU V. — Moyennes annuelles des superficies cultivées
par régions (5)

	1911-14	1915-18	1919-22	1923-26	1927-29
Grèce Centrale .	2.684,2	2.991,3	2.578,9	2.663,8	2.060
Péloponèse	3.457,2	3.959,2	3.234,5	3.311,4	2.913,2
Iles Cyclades ...	238,7	288,6	326	254,1	251,3
Iles Ioniennes ..	480,7	490,3	342,5	268,1	219,1
Thessalie	1.993,6	2.157,3	1.900,6	2.345,8	2.239,6 (a)
Macédoine	2.823,4 (b)	2.067,8	2.724,2	3.187	4.255,7
Épire	510,2 (b)	470,2	395,5	445,7	650,9
Crète	639,7 (b)	822,3	899,9	843,2	738,9
Iles d'Egée	329,1 (b)	468,8	383,3	368,4	386,5
Thrace	—	—	721,9 (c)	836,7	1.094,4
Ens. de l'Etat...	11.000,7	13.432,2	13.066	14.562,2	15.540,5

(a) La diminution est due au fait que depuis 1928 le département de l'Arta fait partie de l'Épire. (b) Superficies cultivées en 1914, année de leur annexion. (c) Superficies cultivées en 1922.

Il résulte de ce tableau que : 1° le total des superficies cultivées était supérieur, dans les trois dernières années, à celui d'avant-guerre, de 4.500.000 stremmes ; 2° l'accroissement moyen des superficies annuellement cultivées en 1927-29, par rapport aux quatre années précédentes, est de 1.000.000 de stremmes ; 3° l'accroissement fut constaté seulement dans les régions où la réforme agraire et la colonisation des réfugiés eurent lieu (Macédoine, Thessalie, Épire et Thrace) ; 4° enfin, dans le reste de la Grèce, il y eut une sérieuse réduction des cultures due, d'une part, à la crise dont certains produits souffrent d'une façon chronique (raisin sec, vin, etc.) ; d'autre part, à l'abandon progressif des emblavures dont l'exploitation, rémunératrice pendant la période de guerre, ne l'est pas aujourd'hui.

En ce qui concerne plus spécialement la culture des céréales, nous avons eu les changements suivants par rapport à 1914 et pour l'ensemble de l'Etat :

TABLEAU VI. — Superficies cultivées en stremmes

	1914	1927	1928	1929
Froment	4.403.931	4.988.976	5.380.403	5.007.195
Orge	1.353.263	1.883.689	2.019.436	1.445.245

(5) Cf. *Annuaire Statist.*, 1930, p. 145 et *Statistique Agricole*, 1929, p. 33.

Méteil	406.591	181.565	481.877	343.019
Maïs	1.957.538	1.970.520	1.834.198	2.033.635
Avoine	618.991	1.031.611	1.121.387	1.022.594
Seigle	323.534	472.285	552.647	610.840
Total.....	9.063.858	10.828.646	11.389.948	10.462.568

TABLEAU VII. — Répartition des superficies cultivées en froment
par régions (en stremmes)

I. — Régions à réforme agraire	1927	1928	1929
Macédoine	1.240.125	1.323.162	1.350.115
Thessalie	1.074.694	1.140.246	1.030.761
Épire	124.012	141.648	148.427
Thrace	241.518	326.495	322.919
Total.....	2.680.349	2.925.551	2.852.222
II. — Reste de la Grèce.....	2.308.627	2.454.852	2.155.623
Total général.....	4.988.976	5.380.403	5.007.845

TABLEAU VIII. — Production des céréales en quintaux métriques

	1914	1927	1928	1929
Froment	3.568.135	3.529.942	3.561.296	3.111.785
Orge	1.333.500	1.583.088	1.577.668	1.035.350
Méteil	301.979	274.279	229.951	183.743
Maïs	2.388.918	1.298.038	1.288.436	1.777.980
Avoine	538.774	674.929	761.465	606.514
Total.....	8.131.306	7.360.276	7.418.816	6.715.372

Il ressort de la comparaison de ces tableaux que la production des céréales, en général, malgré l'accroissement des superficies cultivées, reste encore inférieure à celle de 1914. Pourtant, la production du froment oscille autour de celle de 1914. Ceci est dû surtout à l'accroissement des emblavures dans les régions où la réforme agraire et l'établissement des réfugiés furent plus largement appliqués. Sur l'extension des autres céréales dans ces mêmes régions, nous avons eu l'occasion de parler dans le chapitre relatif à l'établissement des réfugiés. Il ne nous reste, par conséquent, que de donner quelques chiffres relatifs au développement de certaines cultures à grand rendement dans les régions à réforme agraire.

L'insuffisance des lots a poussé les nouveaux propriétaires, là où la qualité du sol le permettait, à effectuer une partie de leur lopin à des cultures plus rémunératrices. Ainsi, nous avons vu, dans le chapitre consacré à l'établissement des réfugiés, l'accroissement que la culture du tabac et des vignobles eut en Macédoine. On constate le même phénomène dans tous les départements à réforme agraire. A titre d'indication nous rapportons ici les statistiques relatives à l'évolution, dans ces régions, de la culture du tabac, du coton et de la vigne (6).

A. — **Superficies cultivées en tabac** (en stremmes)

	1922	1927	1928	1929
Macédoine	101.107	441.667	471.863	579.102
Thessalie	56.104	105.368	71.346	62.252
Epire	1.675	4.899	8.110	10.332
Thrace	50.292	99.887	120.089	104.644
Total.....	209.168	651.815	671.408	756.330

B. — **Superficies cultivées en coton** (en stremmes)

	1922	1927	1928	1929
Macédoine	16.572	48.647	42.974	50.864
Epire	—	—	334	776
Thessalie	270	2.031	1.130	5.812
Thrace	5.507	6.112	5.568	5.773
Total.....	22.349	56.790	50.006	63.225

C. — **Superficies des vignobles** (en stremmes)

	1922	1927	1928	1929
Macédoine	76.690	90.466	115.356	118.654
Thessalie	37.668	95.371	102.898	83.979
Epire	9.367	29.980	42.839	53.830
Thrace	—	8.137	9.646	10.620
Total.....	123.725	223.954	270.739	267.083

Il en résulte que la culture du tabac a crû de 261 %, par rapport à 1922, celle du coton de 183 % et celle des vignobles de 115 %. La plus forte augmentation se présente en Macédoine, mais elle est aussi appréciable dans les autres départements.

(6) Cf. *Statist. Ann. Agric.*, 1929, pp. 49-50, 56-57.

III

I. — Si la diminution du rendement par unité exploitée n'est pas imputable à la réforme agraire et si, par contre, son application eut comme conséquence, en favorisant l'accroissement des superficies cultivées, de contribuer à la diminution du déficit de la production agricole nationale, il n'en reste pas moins vrai que l'application de la législation agraire n'a pas satisfait les espoirs que ses partisans avaient fondé en elle. On a espéré, en effet, que le partage des grands domaines, mal exploités, et la création des exploitations paysannes auraient comme conséquence de stimuler la production. Or, on a constaté que le rendement par unité exploitée reste, dans la plupart des cas, inférieur à celui d'avant-guerre. Il faut, par conséquent, rechercher les causes du faible rendement des exploitations paysannes, ce qui nous permettra de voir, ensuite, s'il y a des remèdes et lesquels.

L'utilisation des moyennes statistiques en pareils cas peut être trompeuse et peu favorable à la comparaison. Pour comparer le rendement agricole dans des périodes différentes, il faut que les données utilisées portent sur des terres de même qualité et de même composition. Il s'en suit que, quand on parle de diminution du rendement, on doit tenir compte des changements survenus dans l'ensemble des terres cultivées. Dans le cas qui nous occupe, la diminution du rendement des céréales par unité exploitée est, pour une bonne part, plutôt apparente que réelle. Elle est due à l'exploitation de terres moins fertiles qu'avant la réforme agraire et cela pour deux raisons : d'abord, par suite de l'accroissement d'un tiers environ du total des superficies cultivées en 1914, ce qui a rendu à la culture des terres de moins en moins fertiles ; en second lieu, par suite de l'extension des cultures à grand rendement, surtout celle du tabac, qui ont enlevé aux emplacements une part notable des terres de grande fertilité. Il y a dans ces faits une première cause du faible rendement des exploitations paysannes.

II. — Une autre cause est l'exiguïté des lots et la façon peu scientifique avec laquelle fut appliquée la réforme agraire. Les paysans établis peuvent se distinguer en trois catégories : Ceux qui pratiquent la culture des céréales et cette catégorie représente les 75 % des établis ; ceux qui s'adonnent exclusivement à la culture du tabac (15 % du

nombre total des établis) et ceux qui s'occupent de certaines cultures spéciales. Or, les grands inconvénients apparaissent dans les exploitations appartenant à la première catégorie. Les lots dont les paysans disposent dans ce cas oscillent autour de 60 à 80 stremmes (6 à 8 hectares), étendue manifestement insuffisante. Le paysan, pour suffire à sa subsistance, se trouve obligé, au lieu de pratiquer strictement l'alternance des cultures, de cultiver les $\frac{4}{5}$ de son domaine en céréales, dont il a besoin pour sa famille, gaspillant ainsi la force productive du sol.

Pour réagir contre l'insuffisance de leurs lots, nous avons vu que les paysans ont commencé à s'adonner aux cultures plus rémunératrices, comme le tabac, la vigne et les légumineuses, quand l'irrigation des terres est praticable. Mais cette substitution des cultures n'est pas toujours possible. La plupart de ces produits souffrent d'une crise plus ou moins aiguë de sorte qu'on a déjà pris des mesures pour la restriction de la culture de certaines espèces de tabac et qu'on envisage le problème plus général de la limitation des superficies affectées à ces cultures. Toute nouvelle augmentation risquerait d'accroître le déséquilibre déjà manifeste entre la production et la consommation de ces produits, d'autant plus que leur écoulement se fait pour une grande partie à l'étranger et, par conséquent, est exposé à toutes les vicissitudes du commerce extérieur. On comprend que dans de pareilles conditions la transformation des cultures ne soit pas chose facile.

III. — A ces difficultés, s'ajoute une encore : le parcellement et la dispersion des propriétés paysannes. La loi agraire, pour éviter ce danger, a interdit la distinction des terres de chaque domaine exproprié en plus de trois catégories, afin que chaque lot ne puisse être composé que de trois parcelles au maximum. Mais cette disposition ne fut pas respectée et les services de colonisation, dans un esprit égalitaire mal compris qui peut-être — il faut le reconnaître — ne s'éloigne pas tant de la pensée intime du législateur, ont classé les terres à distribuer en *autant de catégories que de qualités différentes* et distribué à chaque cultivateur établi une parcelle de chacune de ces catégories. De cette façon, il y a des régions où les propriétés paysannes se composent de 8, de 9 et parfois de 10 parcelles, d'une étendue totale ne dépassant pas 60 à 80 stremmes (7). Il s'en suivit la création d'une propriété parcel-

(7) Cf. le rapport de M. CYPRIADIS, Directeur du Ministère de l'Agriculture, sur le « partage définitif des terres ».

laire qui rappelle les « *open fields* » qu'on rencontrait en Angleterre et dans d'autres pays jusqu'au XVIII^e siècle.

Les inconvénients de cette situation sont assez évidents pour qu'il soit inutile d'insister. On peut les résumer comme suit : perte de temps, accroissement des frais d'exploitation, impossibilité d'utiliser des machines agricoles plus perfectionnées là où cela pourrait devenir possible grâce à l'organisation coopérative des paysans, enfin difficultés pour la *rotation des cultures*. Le Ministère de l'Agriculture a fini par comprendre la faute commise et cherche le moyen de procéder à une meilleure répartition des terres non définitivement partagées. Selon un projet de M. Cypriadis, Directeur au Ministère de l'Agriculture, qui étudia spécialement cette question, la solution serait de partager à l'avenir les domaines expropriés en des lots d'une *valeur égale*, mais non pas de la même qualité, ni de la même étendue. Ainsi, chaque cultivateur deviendrait propriétaire d'un lot d'un seul tenant. On a fait valoir contre ce projet trois sortes de critiques, à savoir : 1) qu'il est contraire à la mentalité du paysan grec et à son esprit égalitaire ; il faut craindre, par conséquent, qu'il n'échoue devant sa résistance ; 2) qu'il rendra le partage des terres plus difficile et exigera un plus grand nombre d'agronomes avec, comme conséquence, un nouveau retard dans le partage définitif des domaines expropriables ; 3) enfin, qu'il poussera les paysans à la *monoculture* avec tous les risques qu'elle comporte.

Ces critiques paraissent plus ou moins fondées. La résistance des paysans contre une pareille mesure serait d'autant plus grande qu'ils se trouvent actuellement en *possession* des domaines expropriés qui, pour être aux termes de la loi *provisoire*, n'en est pas moins *effective* en réalité. En outre, avec leur étendue limitée, les nouvelles exploitations paysannes ne peuvent suffire aux besoins d'une famille paysanne par la culture exclusive des céréales. Il faut leur rendre facile l'exploitation de certains produits secondaires, mais aussi indispensables à la nourriture et pouvant, en outre, procurer au cultivateur des recettes supplémentaires. A notre avis, la meilleure solution consisterait à revenir à la lettre de la loi agraire et à interdire le morcellement des lots paysans au-delà de trois parcelles. Cette solution, étant moins rigide, ne rencontrerait pas une résistance insurmontable de la part des pay-

sans et empêcherait, en outre, la dispersion excessive de nouvelles propriétés

IV. — On doit encore ajouter un facteur psychologique qui a joué aussi un rôle dans la diminution du rendement et la diminution de la capacité productive de nouveaux propriétaires. Il s'agit de l'instabilité juridique existant relativement à la possession du sol exproprié du fait qu'un très grand nombre des domaines ne se trouvent pas encore définitivement partagés. Comme bon nombre de paysans, provisoirement établis, n'ont pas encore acquis le titre définitif de propriété des lots qu'ils occupent, leur possession est sujette à des modifications lors du partage définitif. Il en résulte un état d'incertitude encourageant peu les paysans à la bonne culture du sol. A ce point de vue, l'établissement des réfugiés eut une très mauvaise répercussion sur la réforme agraire, car l'Etat se trouva obligé de suspendre, en partie, et de ralentir son application, pour diriger tous ses efforts vers l'établissement des réfugiés.

Cette incertitude est augmentée par la disposition malheureuse de l'article 119 de la Constitution de 1927 qui prévoit la suspension de l'exécution des lois agraires actuelles cinq ans après sa mise en vigueur. On comprend combien cette disposition est peu encourageante pour les possesseurs actuels des domaines expropriés. En outre, elle a eu comme conséquence, en augmentant l'incertitude quant au sort définitif du lot occupé, de restreindre pour les paysans la possibilité de se procurer des crédits indispensables. Si l'on y ajoute le mauvais outillage des nouvelles exploitations, le peu de crédits dont elles disposaient à cause de la politique suivie en la matière par la Banque Nationale et leur endettement, on aura une idée complète des circonstances peu favorables dans lesquelles la réforme agraire commença à être pratiquée.

IV

Pour nombre d'esprits, la réforme agraire se termine avec le partage terres aux paysans. Ils l'envisagent sous un angle tout à fait statique et méconnaissent son caractère essentiellement dynamique. Evidemment, le partage des terres est l'acte primordial de la réforme, mais il

n'en constitue pas le *tout*. L'examen critique de l'application des lois agraires nous a révélé tout un tas de problèmes que le législateur doit résoudre pour compléter l'œuvre commencée. De ces mesures, certaines sont relatives au partage des terres déjà effectué et se rattachent plus intimement à la réforme agraire. D'autres sont des mesures plus générales qui concernent, soit l'organisation de la production, soit l'organisation de l'écoulement des produits agricoles, soit enfin l'organisation économique de nouvelles exploitations. Ainsi, la réforme agraire se rattache à l'ensemble de la politique agraire de l'Etat.

Il nous est évidemment impossible de nous étendre sur toutes ces questions, ce qui nous entraînerait en une nouvelle étude aussi étendue que la présente. Nous nous contenterons, par conséquent, de présenter certaines suggestions sur quelques-uns des problèmes qui se trouvent plus intimement liés à la réforme.

I. — En premier lieu, il importe de compléter la réforme agraire et de protéger, dans l'avenir, l'œuvre déjà accomplie. On évalue qu'il y a encore 20 à 30 familles, surtout parmi les réfugiés, qui n'ont pu bénéficier de la réforme. A côté d'elles, il y a, en Macédoine Orientale et en Thrace, toute une population de travailleurs du tabac qu'il serait souhaitable de canaliser méthodiquement aux champs. Cela pour trois raisons : d'abord, pour libérer le marché du travail de ces régions d'un grand nombre de travailleurs qui chôment la majeure partie de l'année et contribuent à l'avisement des salaires ; ensuite, pour alléger la production de ces régions, surtout celle du tabac, des charges sociales qui la grèvent ; enfin, parce que cette masse inoccupée de travailleurs du tabac constitue un élément de désordre social continu.

Pour leur établissement, l'Etat doit utiliser les terres qui seront rendues à la culture par suite des travaux d'assèchement et d'irrigation poursuivis actuellement en Macédoine. L'accomplissement de ces travaux exigera encore du temps, étant donné qu'avec la crise actuelle l'Etat ne peut disposer des capitaux nécessaires pour les accélérer. C'est pourquoi il serait souhaitable de commencer à rendre partiellement les terres à la culture, au fur et à mesure que leur utilisation devient possible, sans attendre l'achèvement de leur mise en valeur,

selon le programme initial. Cette solution s'impose pour une autre raison. D'après l'opinion des agronomes et des spécialistes qui ont étudié cette question, l'utilisation de toutes ces terres pour la culture proprement dite ne sera jamais possible à cause de leur nature et de leur composition *géo-chimique*. Il faudrait, par conséquent, rendre une partie de ces étendues à l'élevage, en installant, dès maintenant, des réfugiés ou des indigènes dépourvus de terres, d'autant plus que la production nationale en pareils produits est insuffisante.

Pour compléter la réforme agraire, on doit aussi utiliser les terres qui seront libres par suite de l'application de la nouvelle loi sur la *mobilisation de la fortune foncière des monastères*. En ce qui concerne ce dernier cas, il serait souhaitable de procéder à l'élaboration d'un programme précis, afin d'éviter les erreurs et les retards. Il faudrait, en outre, rechercher à connaître exactement la répartition par régions et l'étendue exacte de ces biens, ce qui facilitera leur utilisation rationnelle pour les besoins agricoles de chaque région. Il y aura, ainsi, un moyen de remédier dans certaines provinces à l'extrême morcellement de la propriété paysanne et au surpeuplement que certains départements présentent actuellement. Ce programme doit être étudié et établi avant que commence la « *mobilisation* », autrement rien n'assure que cette mesure, louable et indispensable en soi, donnera les résultats que le législateur paraît en attendre.

Parallèlement, il faut prendre des mesures pour la protection et la conservation des lots paysans créés à la suite de la réforme agraire. A ce point de vue, la loi agraire contient une disposition heureuse (art. 95). Elle interdit la vente et l'aliénation du lot accordé pendant les dix premières années de son application et, après ce délai, ne permet la vente qu'à des personnes cultivant personnellement la terre et n'ayant pas reçu de lot ou ayant reçu un lot insuffisant. L'interdiction de la vente, comme nous l'avons déjà exposé, semble peu opportune, mais les inconvénients diminuent du fait qu'elle ne s'applique que sur un laps de temps limité. La seconde disposition relative à la transmission du bien aux seuls cultivateurs, est d'une valeur réelle et doit être retenue. On peut même se demander s'il ne serait pas souhaitable d'étendre son application à toutes les propriétés foncières, en interdisant par exemple les transmissions à des non-cultivateurs.

La chose fut proposée, mais il y a lieu de craindre qu'elle ne soulève les protestations et la résistance des propriétaires fonciers (8).

Ce qu'on pourrait faire, à notre avis, serait de restreindre les successions *ab intestat* ou par acte à cause de mort entre un nombre limité de parents en ligne directe. Pour les autres cas, on pourrait exiger la vente du bien foncier légué, par les ayants-droit, à des cultivateurs dans un délai déterminé. L'application d'une telle mesure pourrait être combinée avec l'application d'une mesure plus générale, à savoir d'un *droit de préemption* pour l'Etat aux prix et à des conditions égales, dans le cas de vente aussi bien des lots des terres expropriées que des terres dépassant une certaine limite. Les terres ainsi acquises seraient disposées par l'Etat pour l'établissement des cultivateurs selon les besoins de chaque région.

II. — En second lieu, on doit envisager les questions relatives à l'organisation de la production. A ce point de vue, l'Etat doit entreprendre et continuer chez les paysans indigènes l'œuvre commencée par l'*Office Autonome* parmi les réfugiés. Il faut suivre de près les cultivateurs et leur faire connaître les méthodes plus perfectionnées de culture qu'ils ignorent aujourd'hui pour la plupart. Il faudrait, dans ce cas, que les organes de colonisation et les agronomes de l'Etat collaborent plus *directement* avec les paysans et les aident à la détermination des cultures applicables sur leurs champs. Jusqu'à aujourd'hui, ils se contentent d'adresser aux paysans des *brochures agricoles* et de leur faire de temps en temps des conférences (9).

A cet ordre d'idées, se rattachent une multitude de mesures à prendre, à savoir : organisation de champs de démonstrations, réorganisation de l'enseignement agricole et application intelligente de la législation déjà existante sur ce sujet etc. Une question sur laquelle l'Etat doit donner particulièrement toute son attention, est celle de l'amélioration des céréales. Elle intéresse autant l'économie nationale que l'économie privée des paysans établis. Il y a des gens qui pensent que les céréales doivent constituer une culture supplémentaire et que

(8) EVELDIDIS : Programme agraire, p. 52.

(9) Cf. le « *Mémoire* », présenté au Ministre de l'Agriculture par l'*Association des Agronomes*, p. 4 (publication de la *Société Agricole Hellénique*), Athènes, 1929.

l'on doit orienter les nouvelles exploitations vers les cultures à grand rendement (10). La chose n'est, ni possible, ni sans danger. D'abord sur la plus grande partie des terres, à cause de leur nature, on ne peut pratiquer que la culture des céréales. Ensuite, une surproduction des produits à grand rendement aggraverait davantage la crise dont ils souffrent déjà.

Ce qui est possible, sinon facile, est de pousser les nouvelles exploitations paysannes à la pratique de certaines cultures supplémentaires, telles que les légumineuses, auxquelles le marché intérieur offre de grandes possibilités de consommation. Mais pour que cette transformation devienne possible, on doit procéder à l'exécution de certains travaux d'irrigation et établir un programme de communications routières mieux adaptées aux besoins de transport des produits agricoles. A ce point de vue, le transport par automobiles peut jouer un grand rôle.

Quant aux céréales, l'amélioration de leur rendement, malgré les conditions atmosphériques et climatiques désavantageuses, est possible. Il faut pour cela : 1) une meilleure utilisation des engrais fertilisant dont l'emploi est, aujourd'hui, mal connu des paysans ; 2) une meilleure utilisation des semences sélectionnées et des espèces hâtives qui, selon les expériences, faites s'adaptent bien aux conditions de l'agriculture hellénique ; 3) la mise à la disposition des agriculteurs des moyens aratoires perfectionnés pour la meilleure préparation du sol ; 4) enfin, une politique de la part de l'Etat, pour la protection efficace de la production nationale (11).

La politique douanière de la Grèce fut, dans les dernières années, peu étudiée et parfois incohérente. On a vu, dans l'espace de quelques mois, diminuer et augmenter les droits de douane pour provoquer la baisse du prix de pain ou, inversement, faire hausser le prix des céréales selon que tel ou tel ministre se trouvait au pouvoir. De pareils changements dans la politique de l'Etat en la matière ne peuvent qu'être nuisibles à la production. Il faut savoir ce qu'on veut et poursuivre avec ténacité et cohérence la politique choisie. Une mesure qui a donné

(10) Cf. ANASGNOSTOPOULOS : La culture du blé en Grèce, Athènes, 1930.

(11) MOURATOGLOU : Comment la production des céréales peut être augmentée, Athènes, 1930. — E. CYPRIADIS : L'organisation de la production du froment, etc., Athènes, 1931.

de bons résultats, est celle de la concentration du blé par l'Etat, appliquée depuis deux ans. On a même proposé la constitution d'un *Office du blé*, mais on ne voit pas pour le moment, la nécessité d'un pareil organisme.

III. — Pour que toutes ces mesures réussissent, il faut une meilleure organisation des coopératives agricoles et du crédit agricole, ainsi qu'un changement dans la politique fiscale de l'Etat. Malgré l'extension des coopératives de crédit mutuel, celles de la production en commun se sont très peu développées. Or, l'avenir de l'agriculture hellénique dépend de beaucoup, à notre sens, de l'extension de ce dernier type de coopératives. C'est par elles que les paysans établis peuvent suppléer au manque de moyens de culture perfectionnés, et c'est par l'exploitation coopérative de la terre qu'on peut remédier à la dispersion de leurs lots. Les expériences faites, en Macédoine, montrent que le paysan grec n'est pas hostile à ce mode d'exploitation et qu'il y a lieu d'espérer qu'il l'adoptera, si on lui en prouve la nécessité. C'est une œuvre de grande envergure vers laquelle la Banque Agricole qui a pris à sa charge, parallèlement avec l'Etat, l'éducation coopérative des paysans, doit diriger tous ses efforts.

En ce qui concerne le crédit agricole, nous avons déjà constaté l'heureuse orientation que la Banque Agricole lui a donnée dès sa constitution. Il reste à poursuivre l'œuvre commencée et à procéder à l'organisation du crédit à long et à moyen terme. La difficulté qu'elle a à surmonter consiste à pallier au manque, déjà sensible, de capitaux. Il y a pourtant deux moyens par lesquels la Banque Agricole pourrait parvenir à surmonter cette difficulté, à savoir : 1) le réescompte d'une partie de son portefeuille annuel sur les coopératives près de la Banque Nationale et la Banque d'Emission ; 2) l'emprunt, à la Caisse des dépôts et consignations d'une part et, d'autre part, à la Caisse d'épargne postale, à court terme qui, étant renouvelable, lui permettrait de retrancher de ses propres capitaux une somme égale à l'emprunt pour le disposer à des prêts à long et à moyen terme. Le réescompte s'applique, depuis un an, en France, avec des résultats satisfaisants. Il n'y a pas de raisons techniques ou autres pour qu'il ne réussît pas en Grèce, s'il existe, de la part des organismes intéressés, la bonne volonté.

Quant à la politique fiscale de l'Etat, nous pensons qu'il s'impose

un dégrèvement massif de la production agricole qui supporte actuellement des charges extrêmement lourdes. L'impôt foncier sur le tabac et l'huile, ainsi que celui sur le raisin sec sont accablants. Il serait souhaitable qu'on abolisse ces différents impôts pour établir, à leur place, un impôt unique sur le *revenu net* de la terre, avec exemption de l'imposition d'un minimum, correspondant à la part de la production nécessaire à la consommation de la famille paysanne.

Parallèlement on devrait procéder au dégrèvement de la propriété rurale des dettes et des charges hypothécaires qui l'accablent. Selon le rapport que *M. Karamanos*, Directeur Général au Ministère de l'Agriculture, a adressé au Comité Economique de la Société des Nations s'occupant de la crise agricole, le total des charges supportées par les agriculteurs de Grèce s'élevait, au 31 décembre 1930, à 8.474.363.348 drachmes et représentait environ 50 % du revenu annuel de l'agriculture (12). La plupart de ces charges proviennent de prêts usuriers, et l'Etat ne doit pas hésiter à prendre des mesures radicales pour leur liquidation. L'Etat roumain, s'étant trouvé devant une situation analogue, procéda, il y a quelques mois, à la *réduction* législative de toutes les dettes grevant les propriétés paysannes. Les sommes dues ont été réduites de 80 à 50 %.

IV. — Enfin, il est nécessaire d'organiser mieux l'écoulement des produits agricoles, tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur. On a proposé, à ce sujet, l'application d'une politique de *contingentement* des importations et des exportations, afin d'assurer l'exportation de nos principaux produits durement frappés par la crise. Quoique le contingentement soit, à l'heure actuelle, à la mode, nous ne croyons pas beaucoup à son efficacité et à son opportunité, tout au moins si on le propose comme un moyen de politique commerciale permanente. On ne peut l'adopter que comme une *mesure d'exception* pour la période trouble que nous traversons. Le contingentement, à la longue, ne peut aboutir qu'à des résultats contraires à ceux qu'on attend de lui, à savoir la restriction artificielle des exportations. Si le libéralisme économique a fait faillite, comme on le prétend beaucoup d'hommes politiques et d'économistes, il n'est pas moins vrai que des mesures étatiques telles que

(12) Cf. *La crise agricole* (publ. de la S. d. N.), vol. I, p. 206, Genève, 1931.

la restriction artificielle du commerce extérieur ne peuvent qu'aggraver la crise. La vérité est que la crise, aussi bien pour la Grèce que pour les autres pays, ne sera surmontée qu'avec la collaboration internationale et par des *solutions vraiment internationales*. L'exportation des marchandises n'est pas la seule chose à réglementer. Si l'on entre dans la voie de la réglementation, il faudrait réglementer aussi la répartition du travail humain et des capitaux. Tant que ces dernières questions ne se trouveront pas réglées, ce qui se faisait autrefois spontanément, toutes les autres réglementations ne peuvent être que temporaires et, par conséquent, insuffisantes.

Nous croyons que l'Etat hellénique doit plutôt s'efforcer d'améliorer la qualité et la présentation des produits exportés et de tâcher, par une meilleure organisation commerciale, de garder les débouchés existants et d'en conquérir d'autres, si possible. Pour certains produits d'exportation, tels que le vin (13), la consommation intérieure ouvre encore de larges possibilités et c'est vers cette direction qu'on doit aussi s'efforcer d'obtenir de meilleurs résultats. Enfin, pour certains produits, on peut demander si leur monopolisation ne s'impose pas, tant pour assurer la production contre les brusques variations, que pour procurer à l'Etat des ressources supplémentaires qui lui permettraient de procéder plus facilement à la réduction des autres impôts agricoles. La question s'impose notamment pour le tabac et l'alcool.



Nous n'avons examiné jusqu'à maintenant que les problèmes relatifs à la production. Mais la réforme agraire présente aussi certains autres aspects intéressants, surtout au point de vue démographique, politique et social.

I. — La principale répercussion démographique de la réforme consiste en l'augmentation de la fraction de la population active du pays. Au recensement de 1920, la population active représentait les 30 % environ de la population totale. Au recensement de 1928, elle s'élevait

(13) Sur le problème du vin, cf. les articles de M. D. MARGETIS dans le périodique *Pitharchia*, du 16 mai au 21 juin 1931.

à environ 39 %. L'agriculture occupait les 58 % de la population active, en 1920, et les 61,1 % en 1928. Entre les deux recensements il y eut, par conséquent, une augmentation de 9 % dans le pourcentage total de la population active et de 3,1 % dans le pourcentage de la population active occupée dans l'agriculture. Cet accroissement est dû surtout à l'augmentation de la population active féminine. En 1920, sur 100 personnes s'adonnant à l'agriculture, il y avait 88,3 % hommes et seulement 11,7 % femmes. En 1928, il y avait 69,6 % hommes et 30,4 % femmes.

Ce changement s'explique, pour une petite part, par le fait que durant la guerre les femmes ont dû remplacer les hommes surtout aux travaux agricoles. Mais ce n'est pas là la véritable cause, car autrement le recensement de 1920 devrait accuser déjà une forte augmentation du pourcentage de la fraction féminine de la population active. Au contraire, l'accroissement du nombre des femmes travaillant dans l'agriculture coïncide avec la période postérieure et avec l'application de la réforme agraire. Cela indique que son accroissement est dû, principalement, à la réforme agraire. La création des exploitations paysannes, combinée avec l'introduction, par les réfugiés, de certaines branches de l'industrie domestique, a poussé les femmes à prendre plus activement part aux travaux des champs.

II. — Une autre conséquence de la réforme agraire est d'avoir fortifié le rôle de l'Etat et de l'avoir entraîné à se mêler, plus qu'auparavant, à la vie économique du pays. Cette intervention ne se manifesta pas seulement par la création d'un énorme service de colonisation et par la direction par l'Etat du partage des terres, mais aussi par son immixtion dans l'œuvre de la production agricole et du commerce des produits agricoles. Les coopératives fonctionnent, en réalité, sous le contrôle de l'Etat. La Banque Agricole est un organisme étatique, etc. En outre, pour un grand nombre de produits, on a procédé à la création d'organismes spéciaux ayant pour but, soit de faciliter l'écoulement des produits, soit d'améliorer leur production, soit l'un et l'autre. Il en a été ainsi pour le raisin sec, le tabac, l'huile, etc. Ces organismes se disent *autonomes* et jouissent effectivement d'une certaine autonomie, mais le contrôle de l'Etat s'exerce sur eux, de plus en plus efficacement.

III. — Nous n'avons pas parlé, jusqu'à maintenant, des effets sociaux de la réforme agraire, parce que nous les croyons évidents. Il y a pourtant des gens qui insistent trop sur les effets économiques de la réforme et perdent à tort de vue les immenses avantages sociaux qui ont résulté de cette large colonisation agraire. Selon le recensement de 1928, l'agriculture occupait 1.293.000 personnes. Or, sur cet ensemble, environ 260.000 personnes, la plupart chefs de familles, sont devenues, par l'application de la réforme agraire et la colonisation des réfugiés, petits propriétaires, cultivant librement leur propre champ. La grande propriété n'existe plus dans aucune région de la Grèce. Même la propriété moyenne se trouve très limitée. Si la Grèce a pu résister aux grandes secousses sociales de la dernière décade d'années, elle le doit à la façon, rapide et radicale, par laquelle elle a su procéder à l'établissement de ses paysans.

Au point de vue national et politique, les conséquences ne sont pas moins appréciables. D'abord, grâce à l'établissement des réfugiés, la Grèce a pu ehléniser complètement ses provinces du Nord où les éléments ethniques étrangers représentaient auparavant une forte proportion de la population. Lors de l'occupation de la Macédoine, la force numérique des différentes nationalités était la suivante (14) :

	Nombre	Pourcentage
Grecs	513.000	42,6
Musulmans	475.000	39,3
Bulgares	119.000	9,9
Divers	98.000	8,2
Total	1.205.000	100 %

En 1926, la répartition ethnique était modifiée comme suit :

	Nombre	Pourcentage
Grecs	1.277.000	98,3
Musulmans	2.000	0,1
Bulgares	77.000	5,3
Divers	91.000	6,3
Total	1.447.000	100 %

Ainsi, la Grèce a accompli, grâce à la colonisation, son unité nationale, ce qui a mis fin à toutes les prétentions étrangères sur ses pro-

(14) Cf. PALLIS : Les effets de la Guerre sur la population de la Grèce, *op. cit.*, pp. 138-139.

vinces du Nord et lui permet de jouer aujourd'hui, parmi les autres pays Balkaniques, le rôle d'un élément de stabilité politique et de paix.

Enfin, au point de vue politique, les masses paysannes, affranchies économiquement, ont été du même coup affranchies de la tutelle politique et sociale des grands propriétaires. Elles jouent, par conséquent, de plus en plus un rôle prépondérant dans la vie politique du pays, et sont devenues un des meilleurs renforts du régime républicain et de l'esprit de paix, tant sociale qu'internationale, dans la Grèce.

Vu : le Doyen,

Vu : le Président de la thèse,

BERTHÉLEMY.

W. OUALID.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

